

Espoir déçu pour Chypre

« Un échec », selon M. Rauf Denktaş, leader de la communauté chypriote turque ; « un exercice futile », selon le porte-parole de M. Spyros Kyprianou, président de la République insulaire, qui appartient lui-même à la communauté grecque : l'avenir institutionnel de l'État méditerranéen paraissait aussi bloqué que jamais le dimanche 20 janvier, à l'issue des quatre journées de rencontres organisées à New York sous l'égide des Nations unies par leur secrétaire général en vue d'une éventuelle réunification. M. Perez de Cuellar était bien le seul à ne pas désespérer totalement, estimant que le « fossé » entre les deux parties n'avait jamais été « aussi étroit ». Des contacts « directs » devraient se poursuivre et conduire à une nouvelle rencontre, peut-être avant la fin de février. Fonction oblige !

Car les six rencontres-marathons de New York ont surtout permis de démontrer, une fois de plus, l'ampleur de la méfiance existant entre les deux communautés qui se partagent Chypre. Or on avait pu penser, ces derniers mois, que des progrès substantiels avaient été accomplis vers la construction d'un État fédéral. Favorisés par certaines démarches (celle de M. Reagan auprès de la Turquie, ce pilier de l'OTAN, n'étant évidemment pas la moindre), des pourparlers indirects avaient eu lieu tout l'automne dernier. La partie chypriote turque y avait fait des concessions sérieuses.

Le « gouvernement » de M. Denktaş avait ainsi renoncé à obtenir pour l'un des siens la présidence tournante d'une République réunifiée ; il avait aussi accepté de rétrocéder 7 % des 38 % du territoire que les Turcs occupent depuis l'invasion militaire d'Ankara en 1974.

Mais un problème de fond n'était visiblement pas réglé : celui des « garanties » internationales que les Turcs minoritaires (ils ne représentent que 18 % des quelque 650 000 Chypriotes) estiment nécessaires. Celles-ci, à leurs yeux, ne sauraient évidemment être satisfaisantes que si Ankara en est partie prenante. Prêt à des concessions sur la présence militaire de ce qui demeure la mère patrie, M. Denktaş n'entend pas, en revanche, céder sur la garantie diplomatique : celle de la Turquie ne figurait-elle pas expressément dans la Constitution de 1960, au même titre que celle de la Grèce et de la Grande-Bretagne ?

Pour M. Kyprianou, président d'une République dont la souveraineté s'étend légalement sur toute l'île, il est temps, au contraire, de limiter ces entraves, legs de la période trouble qui avait précédé l'indépendance.

M. Perez de Cuellar avait-il, comme le suggèrent dimanche certains observateurs à New York, présenté de façon subtilement différente aux deux parties le document qu'il avait rédigé à l'issue des conversations de l'automne, afin que celles-ci se rencontrent et qu'un miracle, peut-être, se produise ? Toujours est-il que c'est sur la nature de ce document que les discussions de ces derniers jours ont échoué : « brochant » pour les Grecs ; accord en bonne et due forme pour les Turcs. Mais, à l'évidence, l'impasse est de fond.

Il faudra bien, pourtant, que les Chypriotes trouvent un jour un accommodement. Les Grecs devront comprendre que c'est à eux de faire les concessions les plus importantes — puisqu'ils sont en position de force. Les Turcs, eux, devront accepter de cesser de toujours regarder vers Ankara : le complet échec international de leur « République » séparatiste proclamée en 1983 devrait les y inciter.

L'opposition se partage sur le plan Mitterrand pour la Nouvelle-Calédonie

Dès son retour de Nouvelle-Calédonie, M. François Mitterrand a annoncé, dimanche 20 janvier, la convocation du Parlement en session extraordinaire. Députés et sénateurs devront se prononcer sur la prolongation, au-delà du 24 janvier, de l'état d'urgence. Le président de la République a demandé au premier ministre de mettre en œuvre les mesures nécessaires au « renforcement » de la base militaire de Nouméa. M. Pisani « complètera et précèdera » ses propositions afin d'apporter aux communautés calédoniennes « les garanties indispensables à leur vie en commun ».

Un avertissement aux Canaques

M. Mitterrand crée le désordre ! Dans l'opposition s'entend, et non en Nouvelle-Calédonie, où le maintien de l'ordre figure en bonne place dans les priorités présidentielles, au point de justifier la convocation du Parlement en session extraordinaire pour prolonger l'état d'urgence.

L'opposition a bien du mal à s'y retrouver, entre M. Lecanuet qui porte une appréciation positive sur les résultats de la visite présidentielle en Nouvelle-Calédonie, MM. Le Pen et Tesson, dont le jugement est négatif, tandis que

M. Malfaud (CNP) réclame l'arrestation de M. Tjibao, leader du FLNKS. De deux choses l'une : ou bien M. Mitterrand — qui émettait dimanche soir le studio de télévision installé à l'Élysée — n'a pas été suffisamment clair, et il est normal que son propos donne lieu à des interprétations divergentes ; ou bien les conclusions que le chef de l'État a tirées de son voyage ont permis de révéler de profondes divergences d'analyse au sein de l'opposition.

Le propos présidentiel n'est pas, au premier abord, d'une absolue clarté. Comment expliquer en effet que, d'un même mouvement, on puisse se flatter d'apaiser les esprits, de « renouer les fils du dialogue », et provoquer l'état d'urgence ?

Comment parler d'indépendance — telle est la finalité du plan Pisani — et renforcer le potentiel militaire dans l'île ?

J.-M. COLOMBANI.
(Lire la suite page 11.)

M. Georges Besse président de Renault

Le départ de M. Bernard Hanon est lié aux mauvais résultats de la Régie

M. Bernard Hanon quittera la présidence du conseil d'administration de la Régie nationale des usines Renault demain mardi. Sur proposition du conseil d'administration, son successeur sera nommé en conseil des ministres mercredi. Ce court communiqué publié par la Régie en milieu de matinée de ce lundi 21 janvier est venu mettre un terme à quarante-huit heures de spéculations. Le PDG de Renault a bien été démissionné et sera remplacé par M. Georges Besse. Ce dernier va être nommé au conseil d'administration, qui le proposera dès le 22 janvier comme PDG.

M. Hanon pèse les résultats catastrophiques de la Régie en 1984. Le chiffre consolidé n'est pas encore connu, mais la perte devrait se situer entre 8 et 10 milliards de francs, dont 2,5 milliards pour les véhicules industriels et près de 5 milliards pour l'automobile. Les syndicats réunis, lundi, en comité central d'entreprise

pour examiner le plan de formation et les choix d'investissements industriels (près de 10 milliards de francs) pour 1985 réagissent sans doute à cette éviction. Mais déjà M. Krasucki affirme « ne pas compter sur un sauveur » pour résoudre les problèmes financiers et sociaux de Renault. « Je me ferai une opinion sur ce que fera M. Besse ou un autre, a précisé sur TF 1 le secrétaire général de la CGT. Ce n'est pas un problème d'homme, c'est un problème de choix industriels et de gestion. Cela ne dépend pas que du PDG mais aussi de la tutelle du pouvoir ».

La petite phrase du président de la République sur « le grave problème » posé par Renault et sur son traitement « dans les prochains jours » trouve ainsi une application immédiate. Mais est-ce la solution la plus adéquate ?

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 42.)

- LIRE**
- Espionnage : tension franco-indienne, pages 3 et 46
 - Deuxième dissolution de la FANE (mouvement néonazi), page 14
 - Bonne santé des Bourses européennes et japonaises, page 21 du « Monde de l'économie »

Une ambition pour Le Monde

La confiance des lecteurs, des cadres, des employés et des porteurs de parts groupés autour de notre fondateur, Hubert Beuve-Méry, fait de moi, à compter de ce 21 janvier, le quatrième directeur du Monde.

Cette investiture m'oblige plus encore qu'elle ne m'honore, mais elle ne suffit pas : amis lecteurs, il me faut aussi la vôtre.

Il n'y a pas, en effet, de miracle. Pour tirer notre journal de la passe dangereuse qu'il traverse, pour lui permettre d'assurer de mieux en mieux son rôle irremplaçable, votre effort doit épauler celui d'une entreprise déterminée à s'arracher au déclin qui la menace.

A la tête de cette entreprise, une équipe de à présent très soudée : elle comprend un administrateur, Bernard Wouta, quarante-quatre ans, familier de tout ce qui concerne la gestion

par ANDRÉ FONTAINE

d'une affaire de presse et des problèmes de fabrication ; un rédacteur en chef, Daniel Veruet, trente-neuf ans, qui a fait ses classes et ses preuves comme correspondant à l'étranger ; un correspondant en chef, Claude Sales, vieux routier de cinquante-quatre ans sur lequel nous comptons pour faire pénétrer l'air extérieur dans une rédaction un peu trop prisonnière, peut-être, de ses souvenirs. Je veux dire de ses mauvais souvenirs.

Dès maintenant, cependant, ces mauvais souvenirs s'estompent. Une crise comme celle que nous venons de vivre ne pouvait pas ne pas engendrer certaines tensions. A aucun moment, elle n'a atteint, ne serait-ce que de loin, le degré de passion que nous avons connu, pour notre malheur, il y a quelques années. La dignité et le désintéressement d'André Laurent y sont pour beaucoup : qu'il en soit remercié.

Le climat de sérieux et de responsabilité dans lequel se déroule la relève en cours suffit en tout cas à prouver que le Monde mériterait d'avoir à l'extérieur une meilleure image que celle que l'on a trop tendance, depuis quelque temps, à lui accoler. Mais cette image n'est-elle pas en train de se redresser ? La manière dont nos confrères et nos concurrents de la presse française et étrangère, écrite comme audiovisuelle, ont, dans leur immense majorité, rendu compte ces jours-ci de ce qui se passait chez nous, témoigne que nous conservons, pour le moins, un grand capital de sympathie. Beaucoup seraient sans doute disposés à souscrire à ce jugement de Charles Douglas-Horne, le directeur de la rédaction du Times de Londres : « Le monde ne peut se passer du Monde ».

C'est par centaines, au demeurant, que les messages d'encouragement s'entassent sur nos tables. Ils viennent des six coins de l'Hémisphère et des quatre coins de la planète. Certains sont d'une concision merveilleuse : « Bravo ! quelle joie ! », télégraphie un lecteur de Saint-Rémy-de-Provence. Parmi les signatures, des noms illustres se mêlent aux plus modestes, et l'événement politique qu'ils recouvrent débordant singu-

lièrement les frontières de la guerre civile, verbale ou physique, se complait non certes la nation, mais une partie de la classe politique.

Ces témoignages viennent à l'appui de notre ambition première, qui est d'achever de rétablir le Monde dans la position d'informateur impartial sur les réalités françaises et internationales qui a fait si durablement sa force. Est-il excessif de penser que le pays en aura grand besoin lors des échéances électorales qui s'approchent ?

L'impartialité de l'information n'exclut pas, bien entendu, chaque fois que nécessaire, des prises de position nettes, sans arrière-pensée. Elle exclut les méchancetés inutiles, les allusions perceptibles par les seuls initiés, les attaques ad hominem.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR Face

Français, quel est ton visage ? A Nouméa, la foule anti-indépendantiste, Canaques et catholiques mêlés, a proclamé à la face du chef de l'Etat qu'on pouvait être brun ou blanc de peau et citoyen français.

Reste à en convaincre... tous les Français. Au même moment, en effet, à Versailles, la cour d'appel était saisie d'un jugement approuvant l'interpellation d'un quidam, présenté étranger par le fait qu'il avait « une présentation physique particulière (taille filiforme et de 1,90 mètre, peau noire) ».

La cour a annulé ce jugement, estimant que « la qualité d'étranger ne peut se présumer d'après une simple apparence tenant à l'aspect physique ». Manière juridique et élégante de confirmer, a contrario, que la France est une société multiraciale.

BRUNO FRAPPAT.

le 28, cet homme va tout dire sur le « casse » du siècle.



Beyrouth. — La Central Bank est victime du plus grand « casse » du monde : 50 millions de dollars se volatilisent. Les voleurs seront découverts mais jamais inquiétés. Pourquoi ?

« Bilan économique et social 1984 »

Dérive

Le Bilan économique et social du Monde a dix ans. En 1975, le premier numéro décrivait un monde en état de crise après le premier choc pétrolier. En ce début d'année 1985, la dixième édition, intitulée « Dérive », dressé, en 200 pages, un nouvel état des lieux et établit un constat : le retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon dans la course au développement se creuse. La croissance est de 6,7 % pour les premiers, de 5,7 % pour le deuxième, de 2,5 % seulement pour le Vieux Continent. La « dérive » européenne se précise d'alarmante façon.

Montée du dollar et niveau élevé des taux d'intérêts américains, persistance outre-Atlantique de très importants déficits — budgétaires et commerciaux — réajustement des dettes en Amérique latine notamment, aggravation de la situation de la majeure partie du tiers-monde, montée du chômage dans une Europe qui tente de moderniser son appareil productif : autant de faits qui ont dominé l'année 1984 et qui sont analysés en profondeur par le Bilan dans des articles illustrés de nombreux tableaux et graphiques.

En France, l'austérité fait suite à la rigueur et les déficits bien que parfois réduits restent préoccupants. Le Bilan analyse les grandes tendances de l'année et fait le point sur la politique des restructurations industrielles.

Enfin, les correspondants du Monde à l'étranger décrivent ce qu'a été l'année économique et sociale 1984 dans cent quarante-trois pays et présentent aussi avec cartes et graphiques une véritable « radioscopie » de la planète qui ne laisse pas de côté les départements et territoires d'outre-mer.

Le Bilan économique et social 1984, numéro spécial des « Documents et Documents » du Monde, janvier 1985, 196 pages, 35 F. En vente chez les marchands de journaux et au Monde.

مكتبة من الأصل

dossier

Le Monde : une nouvelle étape

Histoire d'une période « chaude »

LES réformateurs de la Libération étaient unanimes à estimer que « la presse n'est pas un instrument de profit commercial » et que « la presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni de la puissance d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs (1) ». Cette volonté n'a cessé d'animer le fondateur de notre journal, Hubert Beuve-Méry, et ses successeurs Jacques Fauvet et André Laurens, comme la Société des rédacteurs du Monde, créée en 1951 et devenue en 1968 le porteur de parts principal (40 %) de la société éditrice. Ainsi conçue, l'indépendance suppose une exploitation bénéficiaire, grâce aux ressources apportées par les lecteurs et par la publicité. Pour le Monde, qui ne fait partie d'aucun groupe de presse, le déficit du compte d'exploitation serait, à terme, mortel.

Une gestion déficitaire

Le Monde a connu deux alertes dans la période récente, en 1977 puis en 1980. Mais c'est à partir de 1982 que le déficit est devenu plus important, malgré les mesures de redressement opérées durant les trois dernières années, notamment par la compression de la masse salariale, des frais de fonctionnement et de la pagination du journal. En 1984, le déficit s'est encore aggravé du fait d'une diminution de nos ventes de près de 7 % et d'une baisse des rentrées publicitaires, tandis que les indemnités de licenciement versées dans le cadre d'un plan FNE (Fonds national pour l'emploi) alourdissent temporairement les charges. Durant cette même période encore, le Monde a dû faire face à une mutation technologique capitale avec le passage de la composition traditionnelle en plomb à la photocomposition : ce qui impliquait bien entendu d'importants aménagements des locaux de la rue des Italiens et la reconversion des personnels techniques.

La situation se détériorant et le Monde risquant de se trouver rapidement en état de cessation de paiement après les exercices lourdement déficitaires de 1982 et 1983, André Laurens, directeur et gérant unique du journal, a saisi le personnel, le 22 octobre 1984, d'un plan de redressement prévoyant : 1) la vente de l'immeuble de la rue des Italiens pour reconstituer des fonds propres ; 2) une diminution de 10 % de la masse salariale des journalistes, des cadres et des employés au moyen d'une révision générale de la grille des rémunérations ; 3) une compression des effectifs de fabrication rendue possible par la mise en sommeil de l'unité d'impression de Saint-Denis, les exemplaires destinés à la province étant désormais tirés dans des imprimeries régionales utilisant le procédé de téléimpression dit du « fac-similé ». Le format actuel du Monde ne permettant pas le recours au fac-similé, ces exemplaires destinés à la province auraient paru sur un format plus petit obtenu par un procédé de réduction photographique.

Compte tenu des structures de participation particulières à l'entre-

prise, la discussion du plan s'est engagée à trois niveaux.

1) Les syndicats CGT, CFDT, FO d'employés, de cadres et de journalistes, et le Syndicat national des journalistes (SNJ) ont opposé au projet de nouvelle grille une proposition de blésage des salaires pour 1985, qui a été jugée insuffisante par la direction. C'est cette question qui a provoqué, les 26 et 27 novembre, la grève d'une partie de ces personnels, empêchant la sortie des numéros datés 27 et 28.

2) Le Syndicat du Livre CGT (ouvriers et cadres techniques), au contraire, a signé avec la direction, le 22 novembre, une déclaration de principe sur l'adoption du double format, qui devait être accompagnée pour ces personnels d'un « plan social » à négocier et de la mise à l'étude de la transformation de l'imprimerie de Saint-Denis en un pool d'impression pour diverses publications permettant d'utiliser le fac-similé.

3) L'accord des associés était statutairement requis pour la vente de l'immeuble.

a) Les associés personnes physiques (parts « A »), préoccupés de la situation financière du journal et de son avenir, ont demandé à l'unanimité, le 12 novembre, à André Laurens, qui s'y est refusé, de prendre à ses côtés un cogérant gestionnaire. Ils ont exprimé des réserves à l'égard du plan de redressement, qu'ils jugeaient insuffisant.

b) L'assemblée générale de la Société des employés s'est prononcée contre la vente de l'immeuble ; celle des cadres, pour.

c) Avec les 40 % des parts sociales qu'elle détient, la Société

des rédacteurs devait faire la décision. Son assemblée générale a rejeté, le 3 décembre, la vente de l'immeuble, ce qui a conduit André Laurens à remettre son mandat en question, sauf pour la rédaction à accepter son plan. Réunie à nouveau le 19 décembre, l'assemblée générale refusait sa confiance à André Laurens et rejetait à nouveau la vente de l'immeuble. Son conseil d'administration, dont la majorité s'était prononcée pour le plan Laurens, démissionnait.

Dans ces conditions, André Laurens remettait, le 20 décembre, à une assemblée générale de la SARL sa démission, qui était acceptée, et les porteurs de parts « A » décidaient de confier à André Fontaine, rédacteur en chef, une mission exploratoire destinée à déterminer si les conditions de sa candidature à la direction du journal pouvaient être

réunies. André Fontaine devait déposer cette candidature le 9 janvier, quarante-huit heures après l'élection d'un nouveau conseil d'administration de la Société des rédacteurs. Le Syndicat du Livre maintenait cependant l'ordre de grève qu'il avait donné le 8 pour le 10, en vue de protester contre la vacance du pouvoir. Après les votes favorables des assemblées statutaires des sociétés de personnels les 15, 16 et 17 janvier, André Fontaine était nommé gérant-directeur de la publication par l'assemblée générale de la SARL le Monde, vendredi 18 janvier, par 890 parts sociales sur 1 000.

(1) Projet de déclaration des droits et devoirs de la presse libre, Fédération nationale de la presse française, 24 novembre 1945.



Une ambition

(Suite de la première page.)

Elle appelle à la recherche de la vérité, même si elle est dure à dire ; de l'information inédite, même si l'on se donne beaucoup de mal pour la trouver. Elle va de pair avec la défense des valeurs pour lesquelles le Monde a toujours fait campagne : les libertés, les droits de l'homme, la justice sociale, le développement, la paix civile et internationale.

Le fond n'est pas tout : le journaliste n'a de sens que s'il est un métier de la communication. Nous ne devons écrire ni pour nous-mêmes ni pour des chapelles. Il faut que le maximum de lecteurs puissent accéder aux informations et aux commentaires que nous leur proposons : ce qui suppose une langue simple et imagée.

Nous allons donc étudier un plan de restructuration juridique et financière de l'actuelle SARL « le Monde » sur lequel son assemblée générale — et donc les trois sociétés de personnel — sera appelée à se prononcer dans un délai maximum de trois mois. Beaucoup d'entre vous nous avaient déjà proposé, ces temps derniers, de nous venir en aide. Diverses formules d'entraide d'actions ou d'obligations vont être envisagées et nous vous appellerons, le moment venu, à souscrire. Entre-temps, vous avez un moyen simple de nous aider. Abonnez-vous, abonnez vos amis, achetez-nous tous les jours.

Si vous faites de la publicité, ne nous oubliez pas : c'est, d'ailleurs, votre intérêt. Le Monde a le troisième tirage de la presse française. Il est le quotidien parisien le plus diffusé en province, le quotidien français le plus diffusé à l'étranger.

Des causes structurelles

Reste qu'une partie de nos difficultés tient à des causes structurelles, sur lesquelles il faudra que nous revenions un jour dans ces colonnes. Parmi elles, l'ampleur de la révolution technique que nous connaissons actuellement les moyens d'impression : elle aboutit à faire des métiers du livre une profession sinistrée. Cette évidence nous impose la mise au point d'un projet industriel prenant en compte l'impossibilité, même pour un journal de la dimension du nôtre, d'être à la fois le seul propriétaire et le seul utilisateur de ses imprimeries. Sur tout, lorsque celles-ci ont été conçues en fonction d'un format que personne d'autre n'a choisi en France et qui nous empêche, pour cette raison, d'utiliser le procédé maintenant universellement répandu du fac-similé, autrement dit de l'impression quasi simultanée en plusieurs endroits.

Une autre difficulté structurelle, résulte de l'ampleur de la masse salariale, qui demeure très excessive malgré — près de deux cents départs au titre du Fonds national de l'emploi. Je me suis fait élire sur un programme qui comportait réduction des rémunérations dès le mois de février : c'est dire à quel point le personnel de l'entreprise est conscient de la nécessité de contribuer personnellement à la bataille engagée pour sauver le Monde.

Que cet effort se poursuive, que chacun se mobilise à son service, que vous nous aidiez par vos observations, vos abonnements, votre publicité et, plus simplement, en achetant le Monde, alors je ne doute pas que rapidement nous allons surmonter les obstacles et faire un journal chaque jour meilleur.

ANDRÉ FONTAINE.

Une situation à apurer

Pour mener à bien cette notion dont nous sommes convaincus qu'elle conduira à une amélioration de la qualité du journal, et donc à un redressement des courbes de vente et de publicité, malgré que la plupart des quotidiens parisiens et bien des provinciaux subissent aussi, sinon plus, que le Monde les effets de la crise, nous n'avons pas de ressources propres. Mieux, ou plutôt pis : l'échec de nos découvertes, le poids des frais financiers qu'il nous faut supporter, nous imposent la recherche, dans les meilleurs délais, des moyens nécessaires à un apurement de la situation.

La tradition de notre journal a voulu jusqu'à présent que nous nous refusions à toute entrée de capital extérieur. Une première série de contacts nous conduit à penser qu'il devrait être possible de modifier notre attitude, à condition toutefois que les apports restent minoritaires, identifiés et diversifiés, de manière à éviter toute prise de contrôle. Car il n'est pas question pour nous de renoncer à l'indépendance à laquelle nous sommes tous viscéralement attachés.

RECTIFICATION. — Dans la biographie de M. Claude Sala, rédacteur en chef du Monde (le Monde daté 20-21 janvier) il était indiqué que « adjoint du directeur de l'information de Radio-France en 1982, il devenait, en 1983, directeur de la rédaction de France-Soir ». C'est de France-Inter qu'il convenait de lire.

Le rôle-clé de la Société des rédacteurs

par MANUEL LUCBERT (*)

ET maintenant ? Allons-nous nous saborder, comme nous le suggèrent avec insistance de bons esprits ? Devrions-nous rentrer sous notre roche, comme d'autres le conseillent, non sans malice ? Hé bien non ! Non seulement, la Société des rédacteurs est là et bien là, mais elle est fermement décidée à assumer d'une façon responsable, dans la période qui s'ouvre, le rôle-clé qui lui confère sa qualité de porteurs de parts principal (40 %) de la SARL le Monde.

Aventure unique dans la presse française, l'histoire du Monde est trop liée depuis le premier jour de sa parution en 1944 à celle de ses journalistes pour qu'il en aille différemment. La création de la Société des rédacteurs, en 1951, a durablement associé au destin du journal le projet intellectuel, dont l'équipe fondatrice, autour de M. Hubert Beuve-Méry, était porteuse. Cimentée par les épreuves et la résistance aux pouvoirs politiques et économiques, cette association demeure aujourd'hui, comme hier, le garant de l'indépendance intellectuelle du Monde.

Ce pouvoir des rédacteurs est-il l'une des causes, on l'a trop dit ici ou là, des difficultés que connaît le journal depuis plusieurs années ? Affirmation bien rapide à l'appui de laquelle il conviendrait d'apporter des éléments de preuve. Un fait, en

« Vive le Monde ! »

« Le Monde n'a pas volé son nom, c'est le meilleur journal du monde. Une source d'information riche, intelligente et balancée. Une analyse profonde et réfléchie. Un journal indispensable pour vos collègues et, à travers eux, nos lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Si le Monde meurt, une grande tradition française meurt aussi. Le Monde fait partie de la culture française, du patrimoine mondial. Ne rendez pas notre travail plus difficile, la difficulté n'est pas une valeur en soi. Vive le Monde ! »

Tel est le texte du télégramme que nous a adressé par les rédacteurs de politique étrangère des journaux télévisés et radiodiffusés de langue suédoise de la radio-télévision finlandaise.

Des centaines de lettres nous sont parvenues allant dans le même sens, et souvent accompagnées d'un chèque. Nous avons été d'autant plus sensibles à ces manifestations d'attachement que nous provenaient de toutes les catégories sociales, de France comme de l'étranger.

Certains préféraient garder l'anonymat : comme entre M^{me} Berthe qui nous envoyait un chèque important, avait élu domicile à notre adresse, 5, rue des Italiens : « Vous parviendrez à doubler le cap des tempêtes, j'en suis certaine, comme tous vos fidèles lecteurs », nous écrivait-elle. Et que dire des coups de téléphone innumérables, transmettant des messages de sympathie et des offres de soutien ? Enfin, un nombre impressionnant de télégrammes de félicitations en provenance du monde entier ont été adressés à André Fontaine pour l'encourager dans sa tâche.

La communauté des lecteurs du Monde existe. Nous l'avons rencontrée dans l'épreuve. Nous lui devons de réussir à sortir le Monde de ses difficultés présentes.

(*) Président de la Société des rédacteurs.

Finlande le fin du fond.

Même si vous n'êtes pas nés les skis aux pieds comme tous les Lapons, n'hésitez pas à vous lancer dans le royaume du ski de fond en Laponie : vous découvrirez la grisierie des courses dans le désert blanc, une nature authentique, un espace irréel et... la chaleureuse hospitalité d'un peuple on ne peut plus accueillant.

Si vous vous sentez l'âme paresseuse, vous découvrirez l'hiver en Finlande, les joies vivifiantes du traîneau tiré par des rennes, des promenades ensoleillées dans les bois de bouleaux et... du sauna traditionnel.

Découvrez nos différentes idées ski de fond : à la ferme chez l'habitant, à l'hôtel, en chalets de location, les randonnées et les raids.

Pour recevoir gratuitement les brochures de ski de fond en Finlande, retournez ce coupon à :

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber-75009 PARIS Tél. : 266.40.13

Nom :

Adresse complète :

Le Monde ASIE

L'affaire d'espionnage risque d'attirer l'attention

Le Monde a été l'objet d'une attaque en règle par un certain nombre de journaux asiatiques, notamment japonais, qui l'accusent d'espionnage. Cette accusation est sans fondement. Le Monde est un journal indépendant, qui ne dépend ni d'un gouvernement ni d'un parti politique. Ses informations sont basées sur des sources fiables et vérifiées.

Le Monde a été l'objet d'une attaque en règle par un certain nombre de journaux asiatiques, notamment japonais, qui l'accusent d'espionnage. Cette accusation est sans fondement. Le Monde est un journal indépendant, qui ne dépend ni d'un gouvernement ni d'un parti politique. Ses informations sont basées sur des sources fiables et vérifiées.

D'importantes en cours de

Le Monde a été l'objet d'une attaque en règle par un certain nombre de journaux asiatiques, notamment japonais, qui l'accusent d'espionnage. Cette accusation est sans fondement. Le Monde est un journal indépendant, qui ne dépend ni d'un gouvernement ni d'un parti politique. Ses informations sont basées sur des sources fiables et vérifiées.

À TRAVERS LE

Tunisie

LA FACILITÉ DE DROIT DE NOUVEAU FERMÉE — La facilité de droit de l'Union européenne a été fermée à l'entrée de la Tunisie. Cette mesure a été prise en raison de la situation économique de la Tunisie, qui ne permet pas d'accueillir un nombre croissant de touristes.

Le Monde

ASIE

étranger

Inde

L'affaire d'espionnage découverte dans l'entourage de M. Gandhi
risque d'affecter les relations économiques avec la France

De notre correspondant

New-Delhi. — Une vingtaine de hauts fonctionnaires ou leurs plus proches assistants sous les verrous ; quatre autres en détention provisoire pour interrogatoire ; deux hommes d'affaires indiens, soupçonnés d'avoir joué les chevaliers ouvriers pour le compte de « puissances étrangères », empêchés ; un diplomate militaire français rappelé d'urgence à Paris par le Quai d'Orsay et certains de ses confrères américains et ouest-allemands accusés d'espionnage par la rumeur publique : sans préjuger les suites de l'enquête et l'importance réelle des renseignements fournis à l'extérieur, il s'agit bien, comme l'affirme à l'unanimité la presse indienne, de la plus grave affaire d'espionnage jamais découverte en Inde (le Monde daté 20-21 janvier).

Au fil des investigations qui se poursuivent - d'autres arrestations pourraient être opérées dans les heures qui viennent - et des révélations diffusées au compte-gouttes, le pays abasourdi découvre que les « ténors » étaient infiltrés jusqu'au cœur de l'Etat. Du secrétariat particulier du premier ministre jusqu'au service de presse du président de la République, en passant par le département hautement stratégique des approvisionnements de la défense nationale et le ministère du commerce. « Un scandale sans précédent », écrit, ce lundi matin 21 janvier, une partie de la presse nationale, partagée sur l'opportunité de féliciter les services du contre-espionnage pour avoir mis au jour le réseau ou de le couvrir d'opprobre pour l'impunité dont ils ont fait preuve d'en empêcher la création.

Selon certaines informations, les « ténors » étaient à l'œuvre depuis deux ans environ. Cinq d'entre eux, au moins, des assistants plus ou moins importants du secrétaire principal du cabinet de M. Rajiv Gandhi, M. P.C. Alexander, qui a démissionné samedi « pour des raisons morales », - démission « acceptée » - ont été arrêtés par le premier ministre, - avaient accès aux documents de travail remis quotidiennement au chef du gouvernement. Parmi les quintaux de papiers divers saisis au domicile des suspects, les agents de l'Intelligence Bureau (1) ont trouvé les minutes de certaines réunions du cabinet sur les problèmes du Poud-

jab et de l'Assam et un rapport confidentiel sur Sri-Lanka et la politique indienne à son égard, rédigé par le service de documentation central (RAW) (contre-espionnage) à la demande expresse, en novembre dernier, du premier ministre lui-même.

On est aussi découverts divers documents relatifs à la défense nationale, aux industries locales de l'espace et du nucléaire, ainsi que certaines études prospectives sur les besoins de l'Inde en matière d'armements, de radars et de lasers. D'après des informations de presse, les « agents étrangers » étaient également très intéressés par les détails du traité d'amitié soviéto-indien et de la coopération en matière d'armements entre les deux pays. Au total, selon le quotidien communiste *Patriot*, deux cent quarante-sept documents « sensibles » ont été saisis chez huit inculpés seulement (2).

« Filère française »

On craint même que le précieux « Livre bleu », document périodiquement remis à jour qui concerne strictement la sécurité du premier ministre, ait été transmis à l'extérieur. Cette allégation - qui n'a suscité jusqu'ici, comme tout le reste, aucun commentaire officiel - résonne dans les salles de rédaction de la capitale toutes sortes de spéculations à propos de l'assassinat d'Indira Gandhi le 31 octobre dernier. Les meurtriers s'ils de la grande dame étaient-ils renseignés par la CIA, comme on l'avait alors dit dans certaines colonnes ? Interrogé de multiples fois sur cette hypothèse, Rajiv Gandhi n'a jamais voulu se prononcer clairement, indiquant seulement avoir jamais eu la curiosité de lire ce que ses clients lui ap-

portaient. Selon les premiers éléments connus de l'enquête, les photocopies portaient ensuite leur « récolte », chez un homme d'affaires indien de Delhi qui les distribuait - quelques centaines de roupies (une roupie = 0,8 F) et des bouteilles de whisky selon la presse - et se chargeait de distribuer les papiers à ses commanditaires. L'homme d'affaires, M. Coomer Narain, suspect d'avoir été au centre du réseau, a été arrêté dès vendredi. C'est alors qu'apparut ce qu'il faut bien appeler la « filière française ».

Dimanche, un seul quotidien de Delhi, l'*Indian Express*, évoquait sur toute la largeur de sa première page. Vingt-quatre heures plus tard, l'ensemble de la presse se déchaînait sur ce sujet. Toute la journée, dimanche, le colonel Alain Bolley, attaché militaire adjoint de l'ambassade, répondait courtoisement aux journalistes. Non, il n'avait rien à voir avec cette affaire ; non, il n'était pas au fait bien appeler la « filière française ».

On se souvient dans la capitale indienne que, lors de la précédente affaire d'espionnage - l'affaire Lar-kins, du nom de deux généraux en retraite qui vendaient jusqu'en octobre 1983 des renseignements à Washington, - l'agent recruteur de la CIA, diplomate d'ambassade indien, avait été expulsé en vingt-quatre heures. Ce n'est apparemment pas le cas de l'attaché français, qui a été rappelé par son employeur et non déporté. Le ministre de l'Industrie, M. S. B. Chavan, qui a donné lundi après-midi au Parlement des précisions sur le scandale, a toutefois indiqué que le rappel avait été demandé par le gouvernement indien et a parlé du colonel Bolley comme d'un « agent d'une puissance étrangère ».

En attendant, dans la confusion qui entoure encore toute cette nébuleuse affaire, l'image de la France en Inde est sérieusement mise à mal.

Rien de ce qui se passait dans le secrétariat du premier ministre et le ministère de la défense ne paraît avoir échappé aux regards indiscrets du gouvernement français, constate le très conservateur *Times* de l'Inde. Dans un long éditorial à la une, le journal, réputé proche de certains milieux d'affaires et du gouver-

nement, rappelle « à quel point les Français se sont montrés trop actifs dans ce pays et nous ont vendu toutes sortes d'équipements chers qui vont du téléphone aux Mirage 2000 » (quarante appareils vendus qui restent à livrer). Les succès des Français étaient « peut-être dus en partie à l'accès [que ces derniers] avaient aux secrets les plus importants du gouvernement indien », ajoute, venimeux, l'éditorialiste.

Même s'il est vrai qu'aucun grand contrat n'est jamais signé avec l'Inde sans le versement de pots-de-vin et de dessous-de-table plus ou moins importants à divers hauts fonctionnaires, l'attaque aura sûrement des conséquences sur l'avenir de l'industrie française dans le pays. On voit mal notamment, dans les milieux concernés, comment la France, qui était jusqu'ici bien placée pour remporter au moins une partie d'un fabuleux contrat de quatre cents canons antiaériens de 155 millimètres requis par l'armée de terre indienne, pourrait désormais être choisie. Avec les munitions, l'affaire représente un montant de près de 1 milliard de dollars. Et la décision devrait être prise d'ici deux mois. Si les accusations portées contre Paris par la *vox populi* indienne se révèlent fondées, on pourra dire plus tard qu'il s'agissait sans doute de la plus coûteuse erreur de l'histoire de l'espionnage international.

PATRICE CLAUDE

(Lire nos informations page 46).

« Trop actifs »

On se souvient dans la capitale indienne que, lors de la précédente affaire d'espionnage - l'affaire Lar-kins, du nom de deux généraux en retraite qui vendaient jusqu'en octobre 1983 des renseignements à Washington, - l'agent recruteur de la CIA, diplomate d'ambassade indien, avait été expulsé en vingt-quatre heures. Ce n'est apparemment pas le cas de l'attaché français, qui a été rappelé par son employeur et non déporté. Le ministre de l'Industrie, M. S. B. Chavan, qui a donné lundi après-midi au Parlement des précisions sur le scandale, a toutefois indiqué que le rappel avait été demandé par le gouvernement indien et a parlé du colonel Bolley comme d'un « agent d'une puissance étrangère ».

En attendant, dans la confusion qui entoure encore toute cette nébuleuse affaire, l'image de la France en Inde est sérieusement mise à mal.

Rien de ce qui se passait dans le secrétariat du premier ministre et le ministère de la défense ne paraît avoir échappé aux regards indiscrets du gouvernement français, constate le très conservateur *Times* de l'Inde. Dans un long éditorial à la une, le journal, réputé proche de certains milieux d'affaires et du gouver-

[Né le 13 juin 1932, Alain Bolley est issu de l'école de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) d'où il est sorti, en 1955, dans la branche de spécialisation des officiers-mécaniciens de l'armée de l'air. Il est titulaire d'un brevet technique (sans être titulaire de l'école supérieure de guerre aérienne) et il a suivi, en 1975, des cours au Centre des hautes études militaires, vraisemblablement destinées à le préparer à ses futures fonctions hors de France. En 1977, il a été promu lieutenant-colonel et, au terme d'une carrière d'officier-mécanicien d'un profil assez moyen, il a été promu au grade de colonel l'année dernière. Il était en poste à New-Delhi depuis juillet 1981 et devait recevoir une nouvelle affectation d'ici à l'été prochain.]

Birmanie

Le mystérieux destin d'un seigneur de l'opium

Correspondance

Bangkok. — Khun Sa, l'un des maîtres du « Triangle d'or », le plus puissant peut-être des seigneurs de l'opium, est sans doute mort, il y a quelques jours, en bon bourgeois, victime du diabète.

Sa biographie comporte bien des zones obscures. On sait qu'il est né en Birmanie en 1933 de père chinois et de mère shan. Son père, administrateur de village, brutal et corrompu, a été tué avant la fin de la deuxième guerre mondiale. En seconde année, sa veuve épouse un prince shan. C'est de cette époque que date le nom de Khun Sa. Car le personnage a de multiples identités. Il est Chan Shee Fu ou Kuan Kywe, Chan Chagtrakul ou Kwan To. Il se proclame grand défenseur de la patrie shan opprimée, mais ses ennemis, nombreux, ne voient en lui qu'un trafiquant de drogue, un marchand d'opium qui manipule de pauvres recrues shan pour assurer sa fortune et celle de quelques puissants financiers vivant discrètement parmi les gratte-ciel de Hongkong.

Tout au plus, lui reconnaissent-on d'être à peu près le seul dans l'état-major de son armée shan (ASU) à parler le shan sans accents.

Khun Sa a probablement fait ses premières armes dans les rangs de la 83^e division du Kuomintang (KMT), qui, lors de la victoire des communistes en 1949, vint s'établir en Birmanie. Ses chefs rêvaient un moment de reconquérir la Chine. Très vite, ils se contentèrent de vivre à la petite semaine, entre le renseignement - pour lequel Tai-wei demandait un bon prix - et la lutte contre le parti communiste thaï - ce qui lui donna le droit de vivre partiellement en Thaïlande - et, de plus en plus, la culture de l'opium, principale source de richesse de la région. Mais Khun Sa a des ambitions personnelles. Il forme sa propre armée, conclut une alliance avec les autorités de Bangkok et, moyennant le libre accès aux meilleurs champs de pavots, fait même le coup de main contre les vrais indépendants shan, qui se méfiaient toujours de lui. Anti-communiste, il a baptisé sa troupe « Armée unifiée anti-socialiste ».

Il se heurte de plus en plus aux intérêts similaires du KMT. En 1967 éclate la « guerre de l'opium » qui fera des centaines de victimes. Deux ans plus tard, Khun Sa est arrêté par les Birmanais. En son absence les affaires et son armée sont prises en charge par son numéro deux, un ancien général du KMT connu pour sa cruauté et ses méthodes expéditives. Ce n'est pas pour rien que Chang Tze Chuang a été surnommé « général Tonnante ».

En 1969, l'ASU enlève des médecins soviétiques. La Birmanie est embarrasée, les sont

bientôt relâchés - en même temps que Khun Sa, bien que le gouvernement dément toute relation entre les deux affaires.

Khun Sa et son armée contrôlent désormais près de 70 % de la production et des raffineries de la région. Il conclut un pacte avec le KMT. Il est riche, assure une excellente éducation à ses huit enfants (plusieurs fréquentent les universités américaines), possède une luxueuse villa à Bangkok, un commerce de jade à Chiang-Mai et surtout quelques bonnes relations dans le monde politique thaïlandais.

Il monte les plus importantes caravanes de la région. Ces trains de mules (chaque animal étant capable de transporter 50 km d'opium) sont l'une des principales raisons d'être de l'ASU : il faut assurer la protection du précieux chargement, convoité par la demi-douzaine d'autres armées qui opèrent dans le même secteur. Peu, cependant, disposent des ressources, de l'armement et des moyens de communication ultra modernes de Khun Sa.

« ... Le jour où je verrai son cadavre »

Tout va changer lorsqu'en janvier 1982 l'armée thaïlandaise, pressée par Washington et soutenue par le général Prem qui a lui-même peu de sympathie pour le trafic de drogue, donne l'assaut au repaire de Khun Sa, dans le village de Ban-Hin-Tank. Prévenu à temps (insérer toutes les précautions prises pour assurer le secret de l'opération) Khun Sa s'échappa. Il écrit aux autorités thaï pour se plaindre de ce qui lui arrive. Dans le « Triangle d'or », une centaine de ses hommes, en guise de revanche, envahissent la petite ville frontalière de Mae-Sai (Thaïlande) et assignent le poste de police, il y aura sept morts et des voitures brûlées.

Bouleversé mais pas battu, l'armée shan unifiée se lance dans une opération de relations publiques. De jeunes shans illustrés qui reçoivent une instruction militaire « à l'américaine » ont droit désormais à des cours de « littérature shan ». En gros, on se contente de leur apprendre à lire et à écrire. Les officiers, comme par le passé, sont toujours d'origine chinoise.

Il y a quelques mois le bruit avait commencé à circuler : Khun Sa est malade. Khun Sa ne dirige plus lui-même les opérations. Ce qui est évidemment nié par ses lieutenants. Mais la rumeur était fondée. Khun Sa est mort, au lit, du diabète. Toujours prudent, un officier thaïlandais des narcotiques a cru toutefois bon de déclarer : « Je croirai Khun mort le jour où je verrai son cadavre ».

JACQUES BEKAERT.

D'importants achats d'armes en cours de discussions

Depuis plusieurs mois, une décision est attendue à New-Delhi - sans doute retardée par l'assassinat d'Indira Gandhi - concernant l'un des plus importants contrats d'achat de matériels militaires négociés par l'Inde d'un montant d'environ 1 milliard de dollars. Il s'agit de la commande de quatre cents canons antiaériens de 155 mm, destinés à équiper les deux nouvelles divisions blindées que l'armée indienne entend déployer le long de sa frontière nord avec le Pakistan. Des firmes représentant quatre pays européens (France, Suède, Autriche et Grande-Bretagne) sont sur les rangs. La production de plus d'un million de canons supplémentaires sous licence en Inde est également à l'étude.

Le projet d'équiper l'armée indienne en canons de 155 mm remonte à six ans, lorsque le Pakistan a acheté du matériel équivalent. Un officier supérieur indien, le lieutenant-général J. R. Malhotra, a laissé entendre, récemment, que la France produit les meilleurs canons d'artillerie autotractive. Les caractéristiques techniques des canons soviétiques de ce type ne répondent

pas aux normes opérationnelles de l'artillerie indienne », avait-il ajouté, cité par l'agence de presse indienne PTI.

La firme technique Vickers Shipbuilding and Engineering Ltd présente, de son côté, un canon produit en collaboration avec l'Allemagne fédérale et l'Italie et qui équipe les forces de l'OTAN. Une société autrichienne offre le canon GHN 45 dérivé d'un canon canadien dont elle a acquis la licence.

D'autre part, le ministre indien de la défense de l'époque effectuait une visite à Moscou, en octobre 1984, peu avant l'assassinat d'Indira Gandhi. Selon des sources informées citées alors par la presse, à New-Delhi, l'Inde a acquis des prototypes de l'arsenal sophistiqué par les Etats-Unis en Pakistan, souhaiterait obtenir de l'URSS des chars T-80, des hélicoptères Mi-17 ainsi que des sous-marins Foxrot, et demanderait également d'accroître la livraison des premiers Mig-29 commandés pour contrebalancer les F-16 américains dont doit être équipée l'armée pakistanaise. - (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

Tunisie

LA-FACULTÉ DE DROIT DE NOUVEAU FERMÉE. — La faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Tunis a été fermée sine die samedi 19 janvier par son doyen, à la suite du boycottage par les étudiants des examens partiels qui avaient déjà dû être reportés voici un mois. Les contestataires, qui ne représentent pas la majorité mais usent de violences pour imposer leur loi, ont empêché leurs camarades d'entrer dans les salles d'examen. Ils demandent une réforme des examens et menacent d'employer des « méthodes radicales » pour obtenir satisfaction. Les professeurs de droit avaient déjà décidé d'interrompre leurs cours pour quatre jours le 9 janvier (le Monde du 13-14 janvier) en signe de protestation contre les violences dont certains d'entre eux avaient été

victimes de la part d'étudiants. - (Corresp.)

URSS

M. CONSTANTIN TCHERNENKO CANDIDAT A LA DÉPUTATION. — Le secrétaire général du PC soviétique a été désigné comme candidat (unique) de la circonscription Koulibychev de Moscou pour les prochaines élections locales, et M. Mikhail Gorbatchev (le numéro deux du bureau politique) a, lui, été choisi comme candidat de Moscou-Centre, a annoncé, samedi 19 janvier, la *Pravda*.

[La désignation rituelle de M. Tchernenko comme candidat ne permet de risquer aucune décision quant à son état de santé (il n'est pas connu en public depuis plusieurs semaines). L'an dernier, lors d'un voyage en Italie, M. Gorbatchev avait été désigné comme candidat au Soviet suprême quelques jours avant sa mort, alors qu'il était déjà au plus mal.]

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 630572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Foccart (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Verzet.

Correspondant en chef : Claude Salin.

Imprimé à Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

II. - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou préavis (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur sonne ou par lettre avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les sous-payements en capitales d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 F ; Canada, 1,20 \$; Danemark, 300 F DKA ; Espagne, 170 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lysse, 0,800 Lit. ; Luxembourg, 25 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 25 esc. ; Suède, 300 F SFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Thaïlande, 150 baht ; Yougoslavie, 110 ml.

Philippe SOLLERS



Portrait du joueur

roman

GALLIMARD

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

TACK!

MERCI AUX 17.550 AUTOMOBILISTES FRANÇAIS QUI ONT CHOISI LA QUALITE VOLVO EN 1984. ILS SONT 2.500 DE PLUS QU'EN 1983 A REJOINDRE LA FAMILLE VOLVO.

MERCI AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE QUI ONT INVESTI DANS 4.150 CAMIONS VOLVO EN 1984 POUR ASSURER LES RESULTATS DE LEUR ENTREPRISE.

MERCI AUX TRANSPORTEURS QUI ONT COMMANDE 74 AUTOCARS VOLVO ET RETENU LA RENTABILITE DE NOS VEHICULES.

MERCI AUX 6.317 MARINS FRANÇAIS QUI ONT OPTÉ POUR LA LONGEVITE ET LA FIABILITE DES MOTEURS VOLVO PENTA.

MERCI A VOLVO BM MATERIELS T.P. ET A SES 22 CONCESSIONNAIRES QUI DESORMAIS DISTRIBUENT EN FRANCE LES ENGINS VOLVO DE GENIE CIVIL.

MERCI AUX INVESTISSEURS FRANÇAIS QUI ONT FAIT CONFIANCE AUX ACTIONS VOLVO DEPUIS LEUR INTRODUCTION A LA BOURSE DE PARIS EN DECEMBRE 1984.

MERCI AUX 249 CONCESSIONNAIRES ET AUX 633 AGENTS VOLVO POUR AVOIR CONSTRUIT LE SUCCES DE VOLVO EN 1984.

MERCI AUX 1.018 COLLABORATEURS DE VOLVO FRANCE S.A. POUR LEUR TRAVAIL, LEUR DISPONIBILITE AUPRES DES CLIENTS ET LEUR CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE LEUR MARQUE.

MERCI A L'INDUSTRIE FRANÇAISE DONT LES EXPORTATIONS DE COMPOSANTS VERS LES USINES VOLVO ONT UNE FOIS DE PLUS DEPASSE LES VENTES DE VOLVO A LA FRANCE.

MERCI A TOUS D'AVOIR FAIT DE 1984 UNE BONNE ANNEE.

VOLVO
LA PASSION DE LA QUALITE

VOLVO FRANCE S.A., 49 AVENUE D'IEANA 75116 PARIS. TEL : 723.72.62.

*MERCI ! (EN SUEDOIS) !

EUROPE

Espagne

Le pacte conclu entre les socialistes et les nationalistes basques exclut toute négociation avec l'ETA militaire

De notre correspondant

Madrid. — Le prochain président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Ardanza, qui doit succéder le 23 janvier à M. Carlos Garaikoetxea, démissionnaire, et le secrétaire général des socialistes basques, M. José María Bengoa, sont parvenus, le samedi 19 janvier, à l'issue d'une négociation de près d'un mois, à un « pacte de législature » valable pour les trois prochaines années. Le texte doit être signé au lendemain de l'investiture de M. Ardanza, proposé par le PNV (Parti nationaliste basque), et seul candidat, par le Parlement régional de Vitoria.

Cet accord aborde les principaux problèmes du Pays basque : lutte contre la violence, reconversion industrielle et transferts de compétences à l'administration régionale. M. Ardanza semble avoir fait les plus grandes concessions : le texte réaffirme sans équivoque la primauté de la Constitution espagnole, condamne durement le terrorisme (un terme que les nationalistes basques évitent généralement d'utiliser), nie au gouvernement régional la possibilité d'intervenir « dans la politique suivie par Madrid en matière d'extraditions », et surtout exclut toute négociation avec l'ETA militaire.

L'accord, conclu entre MM. Ardanza et Bengoa est à première vue surprenant. L'« appareil » du PNV, très conservateur et auquel M. Ardanza est très lié, n'avait-il pas annoncé en 1984 un rapprochement avec la formation de droite de l'Alliance populaire de M. Fraga, malgré l'opposition de M. Garaikoetxea ? Ne semblait-il pas plus éloigné des socialistes que ne l'est le président du gouvernement basque sortant ? Si M. Ardanza et avec lui la direction du PNV, se sont finalement décidés à traiter avec le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), c'est sans doute que c'est la seule manière d'assurer au prochain gouvernement basque une stabilité qui lui permette d'exercer ses fonctions.

M. Ardanza entame en effet son mandat dans des conditions très dif-

ficiles. La crise qui déchire son parti est loin d'être terminée, et les partisans de M. Garaikoetxea n'ont certainement pas dit leur dernier mot. On l'a bien vu le 5 janvier, lorsqu'ils ont obtenu que la gestion de M. Ardanza à la tête de la députation du Guipúzcoa soit désavouée par l'assemblée provinciale du PNV. Et ils ont obligé le président du parti, M. Roman Sudupe, à présenter sa démission (le Monde daté 6-7 janvier). En outre, depuis les dernières élections, le PNV ne dispose plus au Parlement régional que de la moitié des sièges, et l'opposition coalisée peut donc bloquer les initiatives législatives des nationalistes.

Dans ces conditions, M. Ardanza a été contraint de rechercher un appui extérieur, fût-ce au prix de concessions importantes. Celui de l'Alliance populaire n'aurait fait qu'exacerber encore les contradictions internes du PNV. Celui du PSOE, en revanche, offre l'avantage de permettre une reprise des transferts de compétences au gouvernement régional basque, transferts pratiquement interrompus depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid. M. Ardanza peut espérer que ce « déblocage » calmera les esprits au sein de sa formation. Reste à savoir quelle est la portée réelle de cet accord, qui suscite un certain scepticisme à Bilbao. M. Arzalluz, ancien président du PNV et son véritable « homme fort », a déjà affirmé que le « pacte de législature » liait le gouvernement basque régional, et que le PNV, de son côté, ne devait pas se sentir impliqué. Les divergences entre socialistes et nationalistes basques, sont bien trop profondes pour qu'un simple pacte puisse les éliminer.

Th. M.

● Arrestation de seize membres du GRAPO. — La police espagnole a arrêté le samedi 19 janvier seize membres de l'organisation terroriste des GRAPO, spécialistes dans les opérations urbaines. Des armes et du matériel de propagande auraient été saisis. — (Reuter.)

URSS

LE SÉJOUR DU SÉNATEUR GARY HART L'idée d'un « moratoire nucléaire unilatéral » ne suscite plus aucun intérêt à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Le sénateur américain Gary Hart a quitté Moscou, ce lundi 21 janvier, sans avoir pu rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev et après avoir constaté que ses propositions de moratoire nucléaire n'intéressaient plus du tout les Soviétiques. Le candidat démocrate malheureux à la Maison Blanche, qui a passé cinq jours en URSS « à titre privé », a répété devant ses hôtes soviétiques ce qui fut le leitmotiv de sa campagne en 1984. M. Gary Hart défend l'idée que l'une des deux superpuissances devrait décréter un moratoire d'un minimum de six mois sur les essais et le déploiement des armes nucléaires — et émet, à présent, sa proposition aux armes spatiales. Il estime qu'un tel geste « entraînerait l'astre dans la même voie et créerait une dynamique en faveur du désarmement ».

M. Gromyko, qui a reçu « assez longuement » jeudi 17 janvier, le sénateur du Colorado, a clairement fait comprendre à ce dernier que son projet de moratoire nucléaire n'était plus de saison. Le contraste est donc saisissant avec l'accueil très chaleureux que la presse soviétique faisait à cette même idée pendant la campagne électorale américaine de l'an

dernier. Il est vrai que, depuis, M. Reagan a été réélu.

M. Gary Hart a l'optimisme chevillé au corps, comme il sied à quelqu'un qui entend visiblement tenter de nouveau sa chance pour la présidence des Etats-Unis en 1988. Il a donc exprimé l'espoir, au cours d'une conférence de presse, dimanche à Moscou, que les Soviétiques accepteraient, « peut-être un jour », l'initiative de ce « moratoire unilatéral ». Le sénateur du Colorado ne croit évidemment pas que l'initiative pourrait venir du président Reagan, même s'il a été « heureusement surpris » par la décision de ce dernier de reprendre le dialogue avec l'URSS. La logique de la démarche politique de M. Hart l'a conduit à se tourner vers les Soviétiques.

Le candidat démocrate malheureux demeure donc fidèle à la ligne très « idéaliste » qui lui avait valu quelques succès initiaux en 1984 pendant les primaires. Le manque d'intérêt total de M. Gromyko pour ce genre d'exercice intellectuel a dû constituer pour lui une douche froide.

M. Gary Hart a cependant été bien reçu en URSS puisqu'il a pu rencontrer, outre M. Gromyko, plusieurs personnalités, tel M. Zagladine, chef adjoint du département international du comité central. Il aurait souhaité voir M. Gorbatchev, « benjamin » du bureau politique et numéro deux officiel du régime, partant du principe, également très idéaliste, que des hommes politiques d'âge comparable peuvent plus facilement se comprendre. Il lui a été signifié un refus poli. M. Gorbatchev se fait d'ailleurs un peu plus rare ces derniers temps, puisqu'il n'a plus été vu en public depuis le 24 décembre, deux jours après son retour de Grande-Bretagne.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Belgique

Vaste opération de police antiterroriste à Bruxelles

Le premier ministre français, M. Laurent Fabius, est attendu mardi 22 janvier à Bruxelles, où il doit être reçu par le roi Baudouin et par le chef du gouvernement belge, M. Wilfried Martens, avant de prononcer une conférence consacrée à la modernisation de la France devant les grandes conférences catholiques.

De notre correspondant

Bruxelles. — Une capitale en état de siège : telle était l'impression que les visiteurs de Bruxelles pouvaient avoir ces derniers jours au spectacle d'un déploiement policier sans précédent, notamment devant les immeubles officiels, les ambassades et le quartier général de l'OTAN. Le conseil des ministres du 18 janvier avait, en effet, décidé que l'on décrirait ici comme « une grande opération antiterroriste ». En dehors des forces de police normales, quelque mille cinq cents gendarmes ont été mobilisés en vue, croit-on savoir, de prévenir d'éventuels attentats au moyen de bombes, de voitures piégées ou même de camions-suicide.

A l'origine de ces mesures, on trouve certaines informations provenant des services alliés de renseignement laissant penser qu'un groupe

de terroristes s'était infiltré en Belgique ces derniers jours. L'arrestation d'un membre de la Fraction Armée rouge en République fédérale aurait permis de mettre la main sur des documents indiquant que Bruxelles serait l'objectif actuel de mouvements tels qu'Action directe en France, les Cellules communistes combattantes belges et les successeurs de la « bande à Baader » en Allemagne. Selon des indiscretions policières, très difficilement vérifiables, ces mouvements auraient décidé très récemment d'entreprendre de nouvelles « actions coordonnées » d'un caractère très spectaculaire.

C'est donc dans une atmosphère de vigilance toute spéciale que M. Laurent Fabius sera reçu.

JEAN WETZ.

RFA

Attentat à Stuttgart contre une société d'informatique

Un attentat à l'explosif perpétré contre une société d'informatique ouest-allemande a fait un mort et un blessé à Stuttgart le dimanche 20 janvier. Les deux victimes, qui n'appartiennent pas à la firme, pourraient être les auteurs de l'attentat. C'est la troisième action de ce type en moins d'un mois enregistrée contre des firmes d'informatique en RFA. La première d'entre elles, le jour de Noël, avait été revendiquée par la Fraction armée rouge : la police n'exclut pas que le plus récent en date de ces attentats ait égale-

ment été commis par la même organisation. Depuis la mi-décembre, en effet, trente-neuf membres de ce groupe terroriste observent en prison une grève de la faim ; les attentats et tentatives d'attentats se sont alors multipliés : trente-sept selon la police fédérale. Selon l'hebdomadaire *Bild am Sonntag*, les services de sécurité du pays craignent qu'un groupe politique allemand ou un diplomate américain ne soit assassiné au cas où l'un des grévistes de la faim décéderait. — (AFP, Reuter.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 326-51-09

Découvrez l'Amérique avant Christophe Colomb !

Oui, recevez chez vous, sans risque, "Les Royaumes Précolombiens", premier volume de la collection LES GRANDS EMPIRES.

Profitez vite de cette offre d'essai pour découvrir avec émerveillement l'extraordinaire degré de civilisation des peuples précolombiens et leur destin tragique. Au fil des textes très documentés et richement illustrés, vivez aux côtés de ces peuples adorateurs du soleil. Parcourez leurs étonnantes connaissances scientifiques et le raffinement de leur art.

De Ramsès à Charlemagne, de César à Napoléon, revivrez l'épopée des Grands Empires.

Cette "super-production" des Editions Robert Laffont vous fera revivre avec passion plus de 10 siècles d'histoire. Vous découvrirez tout à tour l'extraordinaire miracle grec... Les mystérieux Empires du soleil levant... La Russie des tsars... L'Europe Napoléonienne... et bien d'autres Grands Empires dont l'histoire fabuleuse tiendra en haleine tous les membres de votre famille, petits et grands !

Une collection unique : 5000 illustrations en couleur !

Des livres magnifiques, grand format (23 X 30,5 cm). Une élégante reliure digne de votre bibliothèque. Des textes clairs et passionnants, rédigés par les meilleurs spécialistes. Alors vite, n'attendez pas et renvoyez-nous dès aujourd'hui le bon ci-dessous.

Si vous souscrivez : **70 F** par mois seulement + frais d'envoi. Aucune obligation d'acquiescer tous les volumes.

VOS CADEAUX

- Si vous répondez dans les 8 jours, vous recevrez 4 reproductions de gravures anciennes sur les hauts lieux de l'histoire des Grands Empires.
- En plus, si vous joignez votre premier règlement au bon ci-dessus, vous recevrez en cadeau supplémentaire cette superbe thématique sur une merveilleuse en terre, copie d'un objet de style précolombien.

Bon d'examen gratuit Robert Laffont

A retourner signé, dès aujourd'hui, aux éditions Robert Laffont - 51, rue Falguière, 75725 Paris Cedex 15

OUI, j'envoie avec le 1er volume des GRANDS EMPIRES pour un essai sans risque de 10 jours.

Si vous préférez recevoir les volumes en 3 parties mensuelles de 70 F seulement (+ 6,70 F de frais d'envoi par mensuelité) je recevrai ensuite les autres volumes de la collection, au rythme d'un tous les 2 mois environ. J'aurai la liberté d'interrompre ma souscription à tout moment, par simple lettre.

Oui, je réponds dans les 8 jours - je recevrai donc, en cadeau, 4 reproductions de gravures anciennes.

Oui, je suis sûr de pouvoir le faire. Bon le règlement de ma première mensualité de 70 F + 6,70 F de frais d'envoi, (soit 76,70 F) recevra en plus la magnifique terre cuite mexicaine, en cadeau supplémentaire.

Remettez sur l'abonnement que vous adressez et signez-le vous bien conformer

Le pour les données de votre carte de paiement

Nom : Prénom :

Adresse complète :

Code Postal : Ville :

Pris total du volume au 31/12/84 : 140 F + 13,40 F de frais d'envoi

MA GARANTIE
10 jours de réflexion en cas de déception, droit de retour du 1er volume sans rien devoir et remboursement intégral du 1er règlement.

Editeurs Robert Laffont 51, rue Falguière, 75725 Paris Cedex 15.

D 5681 140 2242 S
C 5680 140 2237 A

LIBRES OPINIONS

Pourquoi je ne vais pas en Pologne

par EUGÈNE IONESCO (*)

L'AUTOMNE dernier, M. Collomb, directeur de l'institut français de Varsovie, m'avait fait l'honneur de m'inviter pour une série de conférences-débats et de rencontres amicales avec des intellectuels polonais. J'ai d'abord fait retarder cette invitation en raison de mon état de santé, puis j'ai mis certaines conditions à mon acceptation. C'est ainsi qu'il a été convenu que je serais accueilli uniquement par les membres de l'institut français, que les autorités polonaises seraient absolument tenues en dehors des manifestations organisées par l'institut à l'occasion de ma visite et surtout que j'aurais la possibilité de rencontrer ceux pour qui je venais en Pologne, ceux à qui je voulais rendre hommage et dire mon profond respect, mon admiration : des prêtres comme le Père Jan Zieja, des philosophes comme Józef Rybicki, des juristes comme Antoni Pacjak, Ewa Milewicz, des artistes comme Helena Mikolajewska, Maria Wosiek, des historiens comme Jacek Kuron, Jean-Jozef Lipski, Adam Michnik, des scientifiques comme Jan Lityński, Edward Lipiński, Henryk Wujec, des écrivains et des poètes Anka Kowalska et d'autres, tant d'autres héroïques membres du KOR ou de Solidarnosc, rédacteurs de Robotnik. J'aurais également aimé saluer Andrzej Wajda et les metteurs en scène et comédiens qui m'ont joué en Pologne. J'espérais aussi avoir le privilège de rencontrer Lech Wałęsa.

A peine l'annonce de ma visite fut rendue publique, le 20 octobre 1984, que, déjà, se multipliaient par téléphone des demandes d'interview émanant de journalistes polonais officiels en poste en France — « seulement sur des problèmes culturels », bien sûr ! Je sais ce que, dans ces pays, on entend par problèmes culturels. Je savais ce que j'aurais répondu, mais, ne connaissant pas le polonais, je ne savais pas du tout ce qu'ils allaient me faire dire, ou plutôt ce qu'ils devaient. Je refusai donc toute interview.

Les médias polonais n'en continuèrent pas moins d'annoncer ma venue comme si c'était la Pologne officielle qui m'invitait et me recevait. Ce détournement sournois entre parfaitement dans la stratégie des totalitarismes : langue de bois et perversion des signes qui transforment gestes et mots en leur contraire. Ma visite en Pologne serait donc interprétée à l'inverse de ce qu'elle voulait être. Dans le meilleur des cas, les propos que j'aurais tenus à l'institut français n'auraient pas été détournés, ils auraient été tenus sous silence, tout simplement, et rien, aucune des raisons réelles de ma présence en Pologne, n'aurait été revue par les médias. La joie que j'aurais eue à parler aux hommes et aux femmes que j'aime et respecte pour leur bravoure eût été grignotée par l'ambiguïté ou, megré moi, je serais entré.

Non, il n'est pas question de cautionner contre mon gré un régime où chaque jour se déroulent des événements monstrueux : le Père Popieluszko assassiné, d'autres prêtres torturés, enquêteurs égarés par des camions, militants de Solidarnosc persécutés sous la dictature toujours plus insidieuse du général Jaruzelski.

Je n'ai donc pas en Pologne. Peut-être Dieu me prêterait-il assez de vie pour qu'un jour je puisse y aller sans contrainte, dans une liberté que les Polonais auront gagnée pour eux et pour nous.

A l'heure actuelle, ce n'est que de loin, hélas, que je peux être de tout cœur avec eux, et, d'une manière ou d'une autre, je désirerais que cela se soit.

Mes amis, mes frères, vous êtes dans mon cœur, je vous embrasse.

(*) De l'Académie française.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Liban

L'armée israélienne a commencé à plier bagages

Jérusalem. - Israël ne perd pas de temps. Mieux d'une semaine après l'adoption d'un plan de retrait en trois étapes du Liban du Sud, son armée commence à plier bagages. Les unités stationnées dans la région de Saïda et dans la zone côtière - dont l'évacuation marque la phase initiale du redéploiement israélien - ont entrepris, dimanche 20 janvier, les premières opérations de démontage des équipements logistiques.

Selon le porte-parole militaire, il s'agit de « démanteler, rassembler et ramener en Israël tous les équipements qui ne sont pas indispensables à la sécurité : stocks de munitions, dépôts de carburants, ateliers de réparation, matériel médical », de sorte que les soldats « n'aient plus, le moment venu, qu'à grimper dans leurs véhicules et à quitter le secteur ».

Toutefois, les hommes et l'équipement opérationnel restent en place pour l'instant. D'après les témoignages des correspondants sur place, une colonne d'une soixantaine de véhicules militaires - camions et blindés - a quitté Saïda dimanche et s'est repliée vers l'arrière. L'armée imposera, au cours des prochaines semaines, de sévères restrictions à la circulation routière et renforcera ses patrouilles afin de protéger au mieux les convois. Car on ne doute pas que les commandos chiites mettront un point d'honneur

De notre correspondant

à intensifier leurs attaques contre l'occupant, fût-il sur le départ. Il se confirme que Jérusalem a offert à la Force intermédiaire des Nations unies au Liban du Sud (FINUL) de lui vendre ses équipements lourds. En tout état de cause, indique-t-on, Israël préfère détruire ses installations fixes plutôt que les abandonner à l'armée libanaise.

Autre précision : le camp de détention d'Ansar, situé à une vingtaine de kilomètres de la frontière, restera sous contrôle israélien au terme des deux premières opérations de retrait. Il ne serait évacué que lors de l'ultime repli de l'armée. Selon certaines informations, il pourrait même être pris en charge par des « éléments locaux », autrement dit par l'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Lahad. Cela contredit un propos récent de M. Rachid Karamé, qui prédisait l'« évacuation probable » du camp.

Les militaires israéliens et libanais se retrouveront en fin de compte mardi 22 janvier à Nakoura, quartier général de la FINUL, pour renouer le dialogue ajourné sine die il y a deux semaines. Cette séance de retrouvailles sera-elle suivie d'autres rencontres ? Tout dépend, dit-on, de la réponse libanaise à l'exi-

gence israélienne d'un redéploiement de la FINUL dans les régions prochainement évacuées.

Pour le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, « seule la volonté libanaise de mener des conversations sérieuses permettrait une poursuite des pourparlers. M. Rabin a répété dimanche qu'Israël s'en irait dans les délais prévus, « qu'il y ait ou non coopération avec la FINUL et l'armée libanaise ». « Une relève dans l'ordre est possible, a-t-il dit. En un mois nous pourrions faire beaucoup de choses. Que les Libanais ne viennent pas se plaindre s'il se produit des événements regrettables après notre départ. » Israël n'a pas l'intention, a ajouté M. Rabin, de fournir pour l'instant un calendrier détaillé sur les dernières étapes du retrait.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, qui a achevé sa tournée entre Beyrouth, Damas et Jérusalem, s'est montré dimanche prudemment optimiste sur les chances d'assurer une relève pacifique au Liban du Sud. M. Urquhart tient pratiquement pour acquis que le Liban demandera cette semaine au Conseil de sécurité une extension du rôle et de l'implantation de la FINUL au nord de la rivière Litani. Le gouvernement Karamé insisterait seulement sur le caractère « temporaire » du redéploiement des « casques bleus ».

Si tel est le cas, cela signifie que Beyrouth a obtenu le feu vert de Damas - ce qui semblait improbable il y a seulement une semaine - et que l'URSS a promis de ne pas faire jouer son veto. La crainte d'une flambée de violences incontrôlable aurait donc incité Syriens et Libanais à assouplir leur position. M. Urquhart a donné l'impression que le mandat original de la FINUL, fixé en 1978 - permettre au Liban de rétablir sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire - pourrait rester inchangé.

En revanche, pour remplir efficacement sa mission dans les zones où elle se redéploierait, la FINUL devrait doubler, voire tripler, ses effectifs actuels (vingt mille sept cents hommes). M. Urquhart a rejeté l'idée de transformer la FINUL en une « force tampon » chargée de maintenir à distance deux armées étrangères « sur le territoire d'un pays tiers ».

Pour sa part, l'ambassadeur israélien à l'ONU, M. Benjamin Netanyahu a souligné, dimanche à Jérusalem, que son pays « avait fait comprendre à la Syrie qu'il n'accepterait pas l'entrée de ses troupes dans les régions évacuées ni l'infiltration de terroristes à partir de ses lignes ».

J.-P. LANGELLIER.

SELON L'AMBASSADEUR A PARIS

Il n'y a pas de prisonniers politiques en Arabie saoudite

A la suite de la publication dans le Monde du 9 janvier d'un encart publicitaire dénonçant une vague d'arrestations politiques en Arabie saoudite, nous avons reçu une lettre de l'ambassade d'Arabie saoudite en France :

1) Votre journal, connu pour son sérieux, son impartialité et surtout son souci de vérifier les informations avant leur publication, ne nous a pas habitués à soutenir, par l'insertion d'un encart publicitaire, une accusation aussi mensongère que diffamatoire à l'encontre de mon pays (...).

2) Les auteurs de cette annonce ont prétendu attirer l'attention de l'opinion sur un certain nombre de personnes arrêtées et détenues en fournissant des indications sur leur âge, la date de leur arrestation et leur lieu de résidence. Votre journal a-t-il pris la peine de vérifier l'exactitude de ces indications ?

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il est facile, en matière de désinformation, d'inventer des noms, de les étayer par des adresses fictives et de les appuyer par des dates imaginaires (...).

3) Bien que nous connaissions les auteurs de cette annonce, il n'est pas dans notre habitude d'engager la polémique stérile qu'est, d'ailleurs, incompatible avec nos valeurs morales ;

4) Si l'information de l'arrestation et de la détention des citoyens saoudiens était exacte, elle aurait été rapportée par les moyens d'information internationaux dans les journaux saoudiens, par les journaux de la région.

Or de tels faits, qui n'existent que dans l'imagination des auteurs de l'annonce publicitaire, n'ont été signalés par aucune grande agence de presse mondiale.

[La « doctrine » du Monde, en matière de publicité politique, est d'accepter ces annonces lorsqu'elles ne sont

pas injurieuses ou ne comportent pas d'affirmations de faits manifestement faux. Le texte du Comité pour la défense des prisonniers politiques en Arabie saoudite nous a paru digne d'intérêt dans la mesure où il faisait suite à des informations parvenues d'autres sources et faisant bien état de nombreuses arrestations. Il était, d'autre part, suffisamment bien documenté - ainsi que le reconnaît d'ailleurs l'ambassade d'Arabie saoudite - pour permettre, le cas échéant, un démenti crédible. Constatant que celui de l'ambassade d'Arabie saoudite recèle, en outre, de nombreuses erreurs de fait, nous avons, dans l'annonce concernée, le nom et l'adresse de responsable de Comité pour la défense des prisonniers politiques en Arabie saoudite. Il s'agit de M. Khalid Aldehseri, boîte postale 957 - Londres WC1N 3XX.]

AFRIQUE

La France et les Comores sont admises à la Commission de l'océan Indien

De notre envoyé spécial

Antananarivo. - La France et les Comores ont été acceptées comme membres à part entière de la Commission de l'océan Indien (COI), dont la troisième session s'est achevée, le vendredi 18 janvier, à Antananarivo. Cette organisation régionale, qui a vu le jour en novembre 1982, rassemblait déjà Madagascar, Maurice et les Seychelles.

M. Michel Blangy, préfet de la Réunion, qui conduisait la délégation française, a tenu à préciser pour

lever toute ambiguïté juridique « que, au regard du droit international et du droit constitutionnel interne, seule la République française adhère à un accord international ». Certains Etats membres, notamment les Seychelles, auraient souhaité, non sans arrière-pensées, que l'île de la Réunion siège en tant que telle au sein de la COI, mais Paris a refusé de s'engager sur une voie qui aurait pu être interprétée comme le signe précurseur d'un abandon de souveraineté.

M. Anil Gayan, ministre mauricien des affaires étrangères, a indiqué que les partenaires de la COI ne souhaitaient pas l'adhésion de territoires dont la souveraineté est contestée, à savoir les « îles éparses », Mayotte et Tromelin, revendiquées respectivement par Madagascar, les Comores et Maurice. « Il est préférable de se passer de la présence de ces éléments perturbateurs », a-t-il affirmé.

Les Etats membres de la COI ont décidé d'engager une coopération sud-sud sur des bases concrètes, notamment grâce au concours de la Communauté économique européenne.

JACQUES DE BARRIN.

● Nouveau gouvernement aux Comores. - Le président Abdallah a formé, samedi 19 janvier, un nouveau gouvernement comprenant seize membres dont quatre ministres d'Etat. M. Ali Mrovdja, ancien premier ministre, dont les fonctions avaient été suspendues (Le Monde du 2 janvier), a été nommé ministre d'Etat chargé de l'intérieur, des affaires sociales, de la justice, du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'information, de la culture, de la jeunesse et des sports. - (AFP.)

AMERIQUES

Etats-Unis

L'inauguration du deuxième mandat de M. Reagan

Des festivités gâchées par le froid et la neige

De notre correspondant

Washington. - Tout et même la possibilité d'une attaque sérieuse contre le défilé avait été prévu pour les cérémonies d'investiture de M. Reagan - absolument tout, sauf les températures annoncées, dimanche 20 janvier, pour cette grande journée de lundi aux promesses désormais oubliées.

Frou-frou et civar

Le « remake » de ce lundi sur un intérêt si chevronné et si fanfaronne avait rebasculé la scène, mais à risque fort, avec pour seul intérêt supplémentaire un discours de vingt minutes sur le thème connu du « Renouveau de l'Amérique », de ne guère faire recette. Fatalement : ces secondes cérémonies d'investiture que M. Reagan avait voulu plus populaires que les premières, où les smoking avaient trop exclusivement dominé, furent ainsi gâchées par une myriade de réceptions données dans les meilleurs hôtels et les plus belles maisons de Washington par le Tout-Américain accouru depuis une semaine dans la capitale fédérale.

Disons-le, cette débauche d'interminables limousines noires sur la neige blanche a ses charmes. Que celui qui n'a jamais feuilleté les journaux de France avec délice jette la première pierre, mais c'est évidemment qu'on apprend que la « party » donnée par l'ambassadeur d'Italie et M. Rinaldo Ossola en l'honneur de leurs amis californiens du cabinet présidentiel était la plus chic de toutes : que Frank Sinatra avait été sur le volet les soixante personnes conviées à regarder avec lui le Super-bowl, que Robin Weir, le confesseur de M. Reagan, avait son carnet de rendez-vous bouclé depuis novembre ; que la présidente s'était fait faire pour l'occasion une garde-robe qui lui aurait coûté, en boutique, 46 000 dollars sans les chaussures ; que les traitements étaient dévalisés, les fleuristes exténués ; que bien des grandes dames avaient fait la grimace en apprenant qu'elles devaient (sécurité oblige) donner leur date de naissance pour obtenir les invitations qui leur revenaient ou encore, que telle héritière du Texas avait bloqué trente chambres dans tel palace.

Même agrément des photos légendées des réceptions publiées par tous les grands journaux, ce frou-frou de potins et de civar frou-frouait pourtant l'« overdose ». Maintenant qu'on a presque fini des festivités et qu'il ne reste plus à attendre que les plaisanteries qui se mêlent à la Bible de sa mère que M. Reagan (supersti-

lanceur, lundi, sur sa méconnaissance, voici donc quelques faits sur le début de son second mandat.

A en croire un sondage publié dimanche par le Washington Post, la popularité de M. Reagan n'a jamais été, sauf pour les tenants de l'attentat dont il avait été victime en mars 1981, aussi haute qu'aujourd'hui : 68 % des Américains contre 28 % seulement approuvent sa politique. Les adversaires de la liberté de l'investissement, l'apprentissage à manifester massivement à Washington, mardi, jour du deuxième anniversaire de l'arrêt de la Cour suprême rendant légale l'interruption du grossesse. Le président, qui soutient leur combat, doit s'adresser à eux lorsqu'ils passeront devant la Maison Blanche.

A la recherche de l'électorat noir

Soucieux de contribuer, comme il en est pressé de toutes parts, à la réduction du déficit budgétaire, le département de la défense étudie la possibilité de servir aux hommes de troupe du fait social et non plus entier : l'économie pourrait se monter à 4 millions de dollars par an. Réunis dimanche à Atlanta, plusieurs hauts responsables démocrates se sont interrogés - sans trouver de réponse - sur les moyens de regagner du terrain dans l'électorat blanc sans pour autant perdre le soutien massif des électeurs noirs. M. Reagan, dont le problème est au contraire qu'il ne se trouve pratiquement pas de Noirs pour voter républicain, a décidé, lui, d'essayer de faire directement appel à la classe moyenne de cette communauté en passant par-dessus la tête de ses dirigeants politiques.

Le département d'Etat est de plus en plus préoccupé par le sort des cinq Américains successivement enlevés l'année dernière à Beyrouth par le Dhiab islamique qui menace maintenant de les faire passer en « jugement ». Les habitants de Houston se préoccupent dimanche sur un projet visant à interdire la discrimination contre les « homos » dans les emplois municipaux. On s'attendait à un rejet de cette proposition, car la tolérance vis-à-vis des « gays » s'amenuise chaque jour aux Etats-Unis.

Mardi matin enfin, quelques heures après la clôture des bals, M. Reagan devait recevoir les trois hommes qu'il a chargés vendredi dernier de coordonner les futures négociations avec l'URSS sur le contrôle des armements. Ce sera la première acte de son second mandat. La Maison Blanche a souligné que ce symbolisme avait été voulu et marqué une priorité sur l'agenda présidentiel.

BERNARD GUETTA.

L'AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD REFUSE UN VISA AU REVEREND JACKSON

Washington (AFP). - Le gouvernement sud-africain a refusé, samedi 19 janvier, au pasteur Jesse Jackson, ancien candidat à l'investiture démocrate, un visa pour se rendre en Afrique du Sud au mois de février.

Dans la lettre envoyée par l'ambassade d'Afrique du Sud à M. Jackson, l'ambassadeur souligne que le pasteur avait d'abord demandé un visa pour début janvier et qu'il lui avait été accordé. Finalement, M. Jackson avait décidé de retarder ce voyage afin d'assister le 3 février prochain à la prise de fonctions de l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984, qui deviendra à cette date évêque anglican de Johannesburg.

Le gouvernement sud-africain a considéré qu'un voyage du pasteur à cette date ne serait pas « opportun ». La lettre précise qu'une demande de visa pour une époque ultérieure serait considérée « en fonction des circonstances ».

Maroc

Libérations et grèves de la faim

Les missions et protestations en faveur des droits de l'homme aboutissent parfois à des résultats concrets. « Grâce à vous et à des gens comme vous, mon fils Fouad a recouvré la liberté fin décembre après vingt-trois mois de séquestration », vient d'écrire un père de famille marocain, M. Smeïl Abdelmouini, à M. Michel Zavier, expert de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), à Paris. M. Zavier était notamment intervenu en novembre 1984 auprès du ministre marocain de la justice.

Outre M. Fouad Abdelmouini, d'autres jeunes Marocains viennent d'être libérés, selon la Comité français de lutte contre la répression au Maroc, dont s'occupe M. François Della Sudda. Il s'agit, par exemple, de M. Mohamed Rafik, « disparu » depuis 1981, de M. Lahrizzi et de M. Hachem Barrou, « disparus », eux, depuis 1978. Selon la Comité, ce dernier aurait déjà été interpellé de nouveau et il serait actuellement « gardé au palais de justice de Casablanca ».

Dans le même temps, d'après les témoignages de familles de détenus, la santé de certains prisonniers de Marrakech, qui avaient observé une grève de la faim à l'automne dernier, serait de nouveau en danger, après l'interruption du séjour à l'hôpital d'une quinzaine de patients. De même, les autorités seraient revenues sur leur décision de l'an passé d'accorder aux détenus le droit de recevoir des journaux et de s'entretenir plus longuement avec leurs proches.

Selon l'agence Reuter, au pénitencier de Kanitra, au nord de Rabat, cinquante-trois condamnés politiques, pour la plupart membres du Farguina-

tion marxiste interdite (la Amari En avant), ont, mi-janvier, observé une grève de la faim de vingt-quatre heures pour attirer l'attention sur l'insuffisance des soins médicaux.

A Tanger, d'après le Comité de lutte contre la répression au Maroc, neuf détenus ont récemment observé une grève de la faim pour protester contre « leurs mauvaises conditions de détention ».

Enfin à Fes, où une grève secoue l'université, plusieurs étudiants, dont une jeune femme, condamnés à des peines de prison relativement légères pour « participation aux événements de janvier 1984 » ont été transférés à Tétouan où ils auraient été jugés d'arrestation.

Le FIDH n'enregistre bien du pain sur la planche au Maroc. Du moins, est-elle assurée d'y obtenir de temps en temps des libérations ou des améliorations du sort des prisonniers politiques.

J.-P. P.-H.

● Prochain voyage du roi du Maroc au Sahara. - Le roi Hassan II prépare une visite à El-Aïoun, chef-lieu du Sahara occidental, présentée comme une spectaculaire confirmation de la marocanité de l'ancienne colonie espagnole. Cette visite - la première du souverain dans le territoire depuis 1979 - est prévue pour le 3 mars à l'occasion de la fête du Trône marquant le vingt-quatrième anniversaire de l'accession du fils de Mohammed V au trône alaouite. - (Reuter.)

DES OUTILS DE TRAVAIL ET DE REFERENCE EFFICACES...



La correspondance des affaires

■ LA CORRESPONDANCE DES AFFAIRES Guide multilingue 1400 mots et expressions pour comprendre ou rédiger un courrier d'affaires en Français, Anglais, Allemand, Espagnol et Italien. 336 pages 74 F

■ DICTIONNAIRE MULTILINGUE DES AFFAIRES 3000 mots et expressions d'usage commercial en Français, Anglais/Americain, Allemand, Espagnol, Italien et Portugais. 636 pages 98 F

■ DICTIONNAIRE MULTILINGUE DES AFFAIRES 3000 mots et expressions d'usage commercial en Français, Anglais/Americain, Allemand, Espagnol, Italien et Portugais. 636 pages 98 F

nathan

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

Le congrès entre réali

AMÉRIQUES

Canada

Le congrès du Parti québécois confirme la rupture entre réalistes et indépendantistes purs et durs

De notre correspondant

Montréal. — Les débats ont été : le Parti québécois vient de passer aujourd'hui d'être indépendantiste. Nous n'acceptons pas cette décision. En tenant ces propos, samedi 19 janvier, à Montréal, le père spirituel de l'indépendantisme, M. Camille Laurin, a confirmé que la rupture était consommée entre les « orthodoxes » du Parti québécois, dont il est le chef de file, et les « révisionnistes », qui appuient le premier ministre du Québec, M. René Lévesque.

Les débats ont eu lieu en novembre dernier par la décision de M. Lévesque de mettre entre parenthèses le thème de l'indépendance pour la prochaine campagne électorale. A pris un tour dramatique au cours du congrès extraordinaire du Parti québécois convoqué samedi à Montréal. Près de cinq cents délégués, soit 35 % des militants désignés par la base pour se prononcer sur la proposition de M. Lévesque, ont quitté en bloc la salle du congrès pour protester contre la « trahison » des « révisionnistes ». Devant des militants survoltés, M. Laurin a annoncé qu'il se donnait quelques semaines pour étudier la possibilité de créer un nouveau Parti indépendantiste.

Pendant ce temps, les mille délégués favorables à M. Lévesque continuèrent leurs délibérations. Sans jamais prononcer le mot, le premier ministre a rappelé qu'il croyait encore à l'indépendance du Québec mais qu'il ne fallait pas brusquer les choses : « Inductiblement, le Québec parviendra un jour à une forme de souveraineté, mais c'est le peuple qui décidera, pas les technocrates », a-t-il déclaré. Il a reconnu qu'il était « un peu triste de voir partir ses compagnons de route ». Mais, a-t-il ajouté, « c'est le prix à payer pour le bien du parti [qui] sort d'ici en bien meilleure santé ». M. Lévesque considère le départ des orthodoxes comme « une opération chirurgicale douloureuse mais salutaire » qui va permettre au parti de « renouer avec la réalité et de sortir du ghetto » où il s'était confiné à la suite des « agressions constantes de la part du gouvernement Trudeau ».

La majorité des délégués (65 %) ont accepté d'annuler l'article 1 du programme du Parti québécois, qui proclamait depuis sa modification lors du congrès de juin 1984 : « Les prochaines élections générales porteront principalement sur la souveraineté du Québec (...) ». Un vote pour le Parti québécois signifiera un vote pour la souveraineté du Québec. Le congrès a adopté une nouvelle formulation plus générale qui indique : « Le Parti québécois a pour objectif fondamental de réaliser la souveraineté du Québec ».

Priorité au réalisme

Ceux qu'on appelle les révisionnistes, ou encore les modérés, affirment qu'ils font preuve de « réalisme » en refusant de faire de l'indépendance le thème du prochain scrutin. Ils veulent, disent-ils, éviter un « suicide électoral ». Les sondages leur donnent raison, en particulier celui qui a été publié le jour même du congrès.

Cette enquête révèle une brusque remontée du Parti québécois dans

l'opinion publique, les partisans de l'indépendance ou de la souveraineté-association ne représentant plus que 19 % de l'électorat, alors qu'ils avaient obtenu 40 % des voix lors du référendum de 1980. Certains changements d'attitude sont plus étonnants encore : 65 % de ceux qui envisagent de voter pour le Parti québécois au prochain scrutin estiment que le Québec a intérêt à rester au sein de la fédération canadienne. On apprend également que 69 % des Québécois ont confiance au nouveau premier ministre fédéral, M. Mulroney, pour négocier un accord constitutionnel satisfaisant pour le Québec, qui a refusé de signer la nouvelle loi fondamentale adoptée en 1982 par les neuf autres provinces canadiennes.

M. Mulroney s'est dit « encouragé » par ces résultats. Il estime normal que les Québécois « cherchent à se tailler une place honorable au sein de la famille canadienne ». Il s'est engagé à tenir compte du caractère « différent » de la société québécoise pour que « sa richesse culturelle soit reconnue et respectée partout au Canada ». Quelle différence de ton avec l'époque toute récente de M. Trudeau, qui privilégiait la confrontation permanente dans ses relations avec le gouvernement indépendantiste du Québec !

Tous les indépendantistes, loin de là, ne partageant pas l'optimisme de M. Lévesque, auquel certains reprochent d'être devenu « le fossoyeur de l'indépendance ». Les orthodoxes du Parti québécois accusent le premier ministre d'engager le Québec dans une négociation humiliante avec Ottawa et d'agir « dans une optique purement immédiate et électoraliste », en renonçant « à l'idéologie centrale, à l'essence même du parti ».

La volte-face de M. Lévesque avait entraîné à la fin novembre la démission de sept ministres, dont celles de MM. Laurin et Parizeau, provoquant la plus grave crise jamais connue par le Parti québécois depuis son arrivée au pouvoir en 1976.

Aujourd'hui, c'est M. Laurin qui mène le combat contre les révisionnistes, tandis que M. Parizeau semble s'être mis « en réserve de la République ». Longtemps considéré

comme le successeur potentiel de M. Lévesque, l'ancien ministre des finances a été détrôné par le jeune ministre de la Justice, M. Pierre-Marc Johnson, qui est un ardent défenseur de la ligne révisionniste.

Les hésitations des orthodoxes

Malgré leur défaite, les orthodoxes ne s'avouent pas battus, mais leurs dirigeants hésitent entre deux attitudes. Certains, comme M. Laurin, ne veulent pas précipiter les choses et refusent d'abandonner à des « opportunistes » un parti auquel les nationalistes ont consacré toutes leurs énergies depuis dix-sept ans. D'autres estiment qu'il est temps de créer un nouveau parti pour rassembler les véritables indépendantistes.

Une décision doit être prise à la fin de février. Mais tous sont d'accord sur un point : ils souhaitent la défaite, au prochain scrutin, du Parti québécois s'il est dirigé par M. Lévesque ou M. Johnson.

M. Lévesque, dont on prédit régulièrement le départ à la retraite, n'a peut-être pas dit son dernier mot. Il a créé une certaine surprise, samedi,

en annonçant sa candidature aux prochaines élections qu'il envisage de tenir « d'automne » (il peut retarder l'élection jusqu'en avril 1986). Après vingt-cinq ans de vie politique, dont huit comme premier

ministre, M. Lévesque reste populaire auprès des Québécois. Mais ce n'est un secret pour personne que la plupart de ses amis politiques souhaitent son départ pour apporter du sang neuf à un parti qui a perdu plus des deux tiers de ses militants en cinq ans. Un autre sondage pourrait donner un coup de pouce aux dirigeants du parti, qui n'ont pas dit à leur chef qu'il est temps de partir. Celui-ci révèle en effet que seul M. Johnson serait en mesure de remporter les prochaines élections contre le Parti libéral de M. Boissonneau. Et encore de justesse : 49 % contre 46 %, le reste allant à de petits partis.

Ce n'est sans doute pas un simple sondage qui convaincra M. Lévesque de se retirer de la vie politique. A soixante-deux ans, le premier ministre semble en bonne santé, même s'il a dû être brièvement hospitalisé il y a dix jours. Le diagnostic officiel — surmenage — a quelque peu surpris car M. Lévesque rentrait de vacances. Il n'est donc pas exclu que le premier ministre décide d'invoquer des raisons de santé pour passer la main, ce qui déclencherait un congrès pour sa succession et la victoire probable de M. Johnson.

Pour éviter un tel scénario, qui leur serait défavorable, les orthodoxes pourraient être tentés de prendre les devants en renversant le gouvernement lors de la reprise des travaux parlementaires en mars.

BERTRAND DE LA GRANGE.

L'ENS PTT Présente

6 CONFÉRENCES DEBATS Industrielle

Coordonnateur du cycle : Nouveaux enjeux, M. STOFFAES nouvelles stratégies

L'Europe industrielle face au défi américano-japonais par Monsieur LAGRANGE, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, chargé d'une mission auprès du Premier Ministre pour les questions relatives à la coopération européenne en matière d'industrie et de recherche. Le jeudi 7 février 1985, de 15 h à 17 h.

La place de l'Europe dans l'évolution mondiale des industries électroniques et informatiques par Monsieur CADIOT, Directeur de la Commission des Communautés européennes « TASK FORCE Technologie de l'Information ». Le jeudi 14 février 1985, de 15 h à 17 h.

Où en est l'Europe industrielle ? par Monsieur STOFFAES, Directeur-adjoint des Industries Electroniques et de l'Informatique (Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur). Le jeudi 21 février 1985, de 15 h à 16 h 30.

L'Europe de l'audiovisuel par Monsieur de CHALVIGNY, Directeur général du Centre National de Documentation Pédagogique. Le mercredi 27 février 1985, de 15 h à 17 h.

Les initiatives communautaires dans le domaine des technologies de l'information par Monsieur de ROBIGN, Directeur de la prospective de CII HB. Le jeudi 7 mars 1985, de 15 h à 17 h.

La dimension européenne dans le développement des services de télécommunications avancés par l'un des proches collaborateurs du Directeur général de la Commission des Communautés européennes « TASK FORCE Technologie de l'Information ». Le jeudi 14 mars 1985, de 15 h à 17 h.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT - Amphithéâtre Thévenin - 46, r. de Valenciennes, 75013 PARIS, métro Concorde, Entrée Borel - T. 583.87.02.

REVENUS TRIMESTRIELS... REVENUS TRIMESTRIELS... REVENUS TRIMESTRIELS...



De bons revenus versés tous les trois mois sans dépenser votre capital...

... que vous pouvez, en outre, récupérer à tout moment

4 chèques par an

Un placement d'un bon rapport (13,5% en 1984)... et une fiscalité avantageuse

A titre d'exemple, imaginons que vous ayez placé 100 000 F en 1984 : 50 000 F en CORTAL 1000 ; votre revenu annuel aurait été de l'ordre de 6 750 F.

Et ce revenu élevé se serait accompagné de deux avantages :

- un chèque tous les trois mois ;
- une fiscalité intéressante : si vous ne possédez pas par ailleurs d'obligation, vous n'auriez payé que 437 F d'impôts.

Pour connaître le détail de ces calculs, et pour en savoir plus, retournez le coupon ci-contre.

CORTAL

vous procure la sécurité du Groupe de la Compagnie Bancaire.

CORTAL 1000, mais aussi Revenus-Pierre, Ticket-Cortal, Cortal Court Terme, Cortal-Immobilier, sont des placements proposés par Cortal, filiale de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans l'épargne et la prévoyance. Le Groupe de la Compagnie Bancaire : UCB-CFEC, LOCABAIL, UFB, CETELEM, CARDIF, ce sont 50 sociétés, 6700 collaborateurs, 3 millions de clients.

L'importance de ses opérations le situe parmi les 10 premiers établissements bancaires de France.

Guatemala

VISITE DE SEPT SÉNATEURS FRANÇAIS

Une délégation de sept sénateurs français a terminé, dimanche 20 janvier, une visite de trois jours au Guatemala, destinée à étudier le processus de démocratisation engagé par le régime du général Mejia, à l'opinion de bonne source. La délégation, conduite par M. Jean-François Pinat (sénateur de la Gironde, Union des républicains et indépendants), a rencontré le général Mejia et les dirigeants des principales forces politiques du pays. Les sénateurs ont aussi rencontré les dirigeants du Mouvement d'aide aux familles des disparus. La délégation française était composée de MM. Pinat, Michel Miroudot (RI, Haute-Saône), Charles Bouffey (PS, Bouches-du-Rhône), Charles de Cuttoli (RPR, Français de l'étranger), Pierre Jeambrun (Gauche dém., Jura), Pierre Vallon (Un. cent., Rhône) et Auguste Chapin (AUF, Indre).

Un conseiller de M. Reagan rencontre le président du Honduras. — M. Robert McFarlane, conseiller de M. Reagan pour les questions de sécurité nationale, a rencontré brièvement, samedi 19 janvier à Tegucigalpa, le président hondurien, M. Suazo Cordova, pour faire le point sur les problèmes posés au Honduras par les organisations armées antisandinistes. Les autorités du Honduras se plaignent des exactions et des exils commis par ces groupes soutenus par la CIA et ont déjà pris des mesures pour limiter leurs activités. — (AFP, Reuters.)

L'ANGLAIS DE LA BBC LES LANGUES DU MONDE OMNIVOX

Méthode - Cassettes - Vidéo Cours avec explications en français Documentation gratuite sur demande à : OMNIVOX & BBC-M-France 8, rue de Berni - 75006 Paris

ANGLAIS WALL STREET INSTITUTE

PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN AU 807.07.05.

L'un est Peter W. Wright de l'Université de Londres. L'autre est le Testron, un micro-ordinateur, made in U.S.A., programmé pour vous aider à corriger les fautes les plus fréquentes en anglais.

6 mois d'étude, 790 F par mois.

Wall Street Institute, 18, rue du Fg du Temple, 75013 Paris. Tél : 807.07.05 Métro République.

ADRESSEZ-MOI le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL 1000 : sécurité, rentabilité, fiscalité avantageuse et disponibilité

sans aucun engagement

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Remettez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'annuler à : CORTAL, Cortal 1000, Livre réponse 2475 75789 Paris Cedex 15, ou appelez, que vous soyez à Paris ou en province, le 16.05.10.15.20 (notre appel est gratuit, la communication est à notre charge).

CORTAL 1000 est un placement CORTAL

هكذا من الأصل

Le retour des Escadrons de la mort

RENAULT preconline elf

...the ...

Le Monde

politique

UN COLLOQUE DE L'ISER

M. Jospin : la droite est infidèle aux valeurs de la République

L'Institut socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER) a tenu à Paris, les samedi 19 janvier et dimanche 20 janvier, un colloque sur le thème « Liberté, égalité, fraternité : actualité des idéaux de la République » (le Monde du 17 janvier). M. Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault et président de l'ISER, a ouvert ce colloque en énonçant qu'il s'agit « aujourd'hui de défendre et d'actualiser les idéaux républicains pour ne pas avoir, demain, à défendre le régime démocratique ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est intervenu samedi pour développer trois axes de réflexion :

« Ambiguïté de l'héritage républicain. — Pour M. Jospin, cette ambiguïté provient notamment du fait que la forme républicaine, dans l'histoire de France, a recouvert des régimes politiques de contenu très différents. La « singularité ambiguë » des idéaux républicains, s'exprime aussi dans le fait que ceux qui se réclament des valeurs de la République ne font pas nécessairement référence à toutes ces valeurs, ou, en tout cas, n'établissent pas entre elles la même hiérarchie.

M. Jospin a notamment souligné que les uns ou les autres peuvent davantage insister sur la propriété ou l'égalité, les libertés abstraites ou les libertés concrètes.

« Le socialisme français, est républicain mais ne peut être réduit à un « républicanisme ». — M. Jospin, qui a fait référence en particulier aux idées défendues par M. Jean-Pierre Chevènement, estime que le socialisme français ne peut être réduit à l'établissement des idéaux républicains. Pour lui, le socialisme a « élargi le cadre intellectuel et conceptuel de la République bourgeoise ». La pensée socialiste a « mené jusqu'au bout » certains concepts de la Révolution française, mais pour d'autres, il s'agit au contraire d'un « renversement ». Ainsi, « le concept de liberté, s'est substitué progressivement celui d'émancipation des travailleurs, libre, égal ». Contre l'individu isolé, libre, égal, le socialisme affirme un homme qui se construit avec d'autres ».

« Les valeurs républicaines doivent être préservées, mais aussi élargies et prolongées dans le socialisme. — Pour M. Jospin, la droite et l'extrême droite n'ont pas la même attitude vis-à-vis des idéaux républicains. M. Jean-Marie Le Pen et ses amis sont « les héritiers de courants historiques de la droite française qui n'ont jamais accepté, « la gauche », et développent « des thèmes totalement étrangers aux valeurs de la République ». En revanche, la droite classique représente « le versant historique conservateur de l'héritage républicain ». Néanmoins, l'évolution actuelle de cette droite classique, ses idées sur l'égalité, sa « passion pour le cléricisme », un « certain rejet des valeurs du rationalisme », aboutissent de fait à « réduire ou remettre en cause le consensus autour de l'évolution progressive » de ces valeurs. Les socialistes, quant à eux,

représentent « le versant progressiste des valeurs républicaines ».

De cette analyse, M. Jospin tire notamment cette conclusion : les socialistes doivent « reprocher de façon très claire à la partie de la droite extrême, de façon plus discrète, à la droite conservatrice, d'être infidèles par défaut aux valeurs de la République ». Mais il leur faut aussi admettre qu'ils ne sont pas « les seuls républicains ».

Concluant ce colloque, dimanche, M. Max Gallo, membre de l'Assemblée européenne, ancien porte-parole du gouvernement, a souligné que l'enjeu des prochaines échéances électorales ne serait pas seulement, en cas d'échec de la gauche, « la liquidation de tout ce qui a été réalisé depuis 1981 », mais aussi la pérennité des valeurs républicaines. « En histoire, rien n'est impossible, a-t-il souligné. La sécularité qui frappe le Parti communiste français, si elle a des caractères propres, n'en est pas moins un avertissement. En quelques années, les paysages peuvent changer, ce qui paraissait indestructible se transforme en vestiges. Ce qui est en question, dans les mois qui viennent, c'est bien la question, à nouveau, de la fondation d'une République ».

J.-L. A.

RÉUNI EN CONSEIL POLITIQUE

Le CDS ouvre deux dossiers : l'immigration et la politique sociale

Après avoir, à l'automne, ouvert le dossier de la « grande pauvreté » et tenté de faire naître, à partir des propositions « concrètes » qu'il a formalisées, un dialogue dépassant les clivages politiques habituels, le CDS, tout en réitérant ses offres de débat (le Monde du 19 janvier), s'attaque, en ce début d'année, à deux nouveaux dossiers : l'immigration et la politique sociale, sujets sur lesquels l'opposition, selon les dirigeants du CDS, est restée jusqu'ici trop silencieuse, quand elle ne s'est pas laissée aller à quelques surréalistes juges regrettables.

Au terme du débat sur l'immigration, qui a occupé l'essentiel de la réunion du conseil politique, M. Bernard Stasi, premier vice-président, a pu se féliciter de la très grande « adhésion » de son parti aux thèses qu'il défend dans son livre : *l'Immigration : une chance pour la France* (le Monde du 27 décembre 1984). Thèses générales et souvent courtoises que l'ensemble de l'opposition ne paraît pas prête à partager, et notamment ceux qui se reconnaissent davantage dans les propos tenus par M. Alain Guittony (PR) dans son ouvrage : *Les Immigrés : le choc*.

M. Stasi plaide en faveur de l'insertion « des immigrés dont, dit-il, il ne faut pas se cacher que la majorité d'entre eux resteront en France. M. Guittony, lui, loin de considérer que l'immigration peut être une « chance » pour la France, pense, au contraire, qu'elle est responsable de bien des maux (insécurité, chômage, retards de l'économie, etc.).

« On ne pourra plus dire, après ce conseil politique, que mes idées ne sont pas celles du CDS », s'est exclamé M. Stasi en se souvenant sans doute des déboires que lui avaient valu par le passé ses « amitiés » à gauche. « Nous sommes tous ensemble », a-t-il constaté. Ensemble pour réclamer « la lucidité, la sérénité et l'objectivité dont a besoin le débat sur l'immigration ». Ensemble pour refuser de « se voiler les yeux » ; pour reconnaître qu'il n'existe pas de solutions « faciles » ; pour combattre les « idées fausses ».

« Et même, devait dire M. Eugène Claudius-Petit, si le livre de Bernard Stasi choque, tant mieux. L'essentiel est de ne pas s'endormir... » Les centristes entendent donc « pousser plus loin leur réflexion » sur l'immigration « avec tous ceux qui veulent », en espérant,

comme M. Stasi, que sur un tel sujet un large consensus est possible.

Il est un autre débat que le CDS veut engager, celui qui porte sur le « projet social » de l'opposition. « Nous avons le sentiment qu'il existe un vide dans l'opposition », a expliqué M. Méhaignerie. Le président du CDS estime que l'opposition se préoccupe trop exclusivement du redressement économique de la France et pas assez de l'« accompagnement social » ; or, a-t-il affirmé, « le redressement économique doit être au service d'un projet social. Nous devons prendre des engagements en dépit des contraintes financières draconiennes qui pèseront sur nous ».

« On ne peut pas dissocier efficacité économique et efficacité sociale », a plaidé M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui a souhaité que soit trouvé « un équilibre dynamique entre la libération de l'entreprise et le renouveau du dialogue contractuel. S'il faut faire reculer l'hyper-réglementation ambiante, il faut aussi introduire une autre logique, celle de la négociation collective. Nous ne serons pas demain les fabricants de lois Auroux à l'envers, mais nous libérerons le dialogue contractuel de tous ses carcans », a déclaré le député de la Haute-Loire. Il a souligné que son

parti était « attaché au fait syndical », mais « rénové, plus démocratique, plus décentralisé, plus responsable ». Il a clairement affirmé que le CDS ne saurait accepter « la remise en cause systématique des institutions sociales de base et des solidarités fondamentales au nom d'un individualisme excessif », et enfin, que si demain l'opposition devait choisir entre une augmentation du pouvoir d'achat et le traitement de l'emploi des jeunes, il faudrait choisir l'emploi des jeunes.

Concluant ces travaux, M. Méhaignerie insistait sur la nécessité de la « plus large union » de l'opposition dans la campagne des cantonales et sur l'attachement du CDS à l'unité de l'UDF qui, seule, permettra un « dialogue fructueux » avec le RPR. Il soulignait à nouveau — et mettait ainsi en garde M. Giscard d'Estaing, soupçonné de s'être allié à M. Chirac contre M. Barre — qu'il s'opposerait à toute « manœuvre » qui pourrait contrarier cette unité.

« Demain comme hier, a-t-il dit, je m'opposerais à toute manifestation qui tendrait à isoler tel ou tel mouvement, tel ou tel de ses leaders ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Mestre (UDF) définit le principe de la « non-cohabitation »

Invité au « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 20 janvier, M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, a estimé que la « cohabitation » entre le président de la République et une majorité parlementaire « difficile à vivre » était « une situation qui ne peut pas durer ». Selon lui, « l'instauration de la représentation proportionnelle serait un moyen pour le président de la République de parvenir à ses fins, qui sont des fins de service ». Après avoir regretté « les offres de services » de M. Lottard pour devenir premier ministre dans l'hypothèse de la cohabitation, il a ajouté : « En 1986, nous n'endurons le discours suivant : la France est en mauvais état. Il y a un certain nombre de ministres qui ont travaillé pour redresser le pays. Pour prendre ces mesures, il faudra des décisions difficiles et de longue durée. Il est impossible de prendre quelque décision que ce soit de ce type avec un président de la République qui ne partage pas l'opinion de son gouvernement et qui ne s'appuie pas sur une majorité à l'Assemblée nationale. C'est tout le principe de la non-cohabitation (...) ».

Deux élections cantonales : deux succès de la gauche

GARD : canton de Saint-Ambroix (2^e tour).

Inscr. : 10 802 ; vot. : 6 854 ; suff. expr. : 5 514. MM. Biet, PC, 3 675, ELU ; Dugas, UDF-RPR, 2 839.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Gilbert Blanc, conseiller général communiste, décédé. Il avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 5 092 voix contre 2 958 à M. Angélique (div. opp.). Pour 1 650 suffrages exprimés, 8 579 votants et 10 879 électeurs inscrits.

M. Charles Biet a été élu au tour du second tour de ce scrutin partiel, avec 56,41 % des suffrages exprimés. Le PC garde ainsi le siège qu'il détenait. M. Biet a semblé-t-il bénéficier d'une plus grande participation des électeurs et d'un bon report des voix socialistes du premier tour. Il n'a toutefois pas réalisé un aussi bon score que Gilbert Blanc au second tour des cantonales de mars 1982 (63,25 %).

Dimanche 13 janvier, M. Biet était arrivé en tête du scrutin avec 38,77 % des suffrages et, en dépit d'un recul sensible du PC et du PS par rapport au premier tour des élections de mars 1982, la gauche était restée majoritaire avec 54,65 % des suffrages.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : Inscr. : 10 805 ; vot. : 5 942 ; suff. expr. : 5 754. MM. Biet, 2 231 ; Dugas, 1 177 ; Boyer, PS, 914 ; Blanc, opp., 751 ; Di Bernardo (M. 666) 364 ; Angélique, opp., 317.

MAYENNE : canton de Laval-Saint-Nicolas (2^e tour).

Inscr. : 5 711 ; vot. : 1 904 ; suff. expr. : 1 834. MM. Minzière, PS, 918, ELU ; Gouabau, RPR, 916.

Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de M. Minzière, conseiller général du canton de Laval-Saint-Nicolas (réélu en 1981), au second tour des élections de mars 1979 avec 3 709 voix contre 3 547 à M. Bille, PS, pour 7 256 suffrages exprimés, 7 579 votants et 12 306 inscrits.

Deux voix d'écart seulement ont assuré la victoire du candidat socialiste, M. Georges Minzière, adjoint au maire de Laval. Le taux de participation est demeuré très bas : 33,33 % (26,69 % au premier tour). Chacun des deux candidats a augmenté son score de premier tour. Le candidat socialiste bénéficiant en outre d'un bon report des voix communistes.

Quartier populaire, Saint-Nicolas est un lieu traditionnel de la gauche, et la victoire de M. Minzière est une victoire symbolique pour la mairie socialiste de Laval. Un ancien conseiller général de la majorité siégeait à l'Assemblée départementale. L'opposition, qui avait présenté un candidat unique, M. Gouabau, conseiller municipal d'opposition de Laval, n'affichait pas une trop grande déception, dimanche 20 janvier, puisque, ce canton étant reconquise, les élections retourneront aux urnes le 10 mars prochain.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : Inscr. : 5 711 ; vot. : 1 606 ; suff. expr. : 1 628. MM. Minzière, 782 ; Minzière, 679 ; Poirier, PC, 167.

MESSIEURS VOS CHEVEUX ME PASSIONNENT



Dominique LAVIGNE dans son institut

Où, c'est une véritable passion qui anime Dominique Lavigne, Directeur de l'Institut Technique Capillaire, face aux problèmes esthétiques et psychologiques des hommes menacés de calvitie. Sa méthode révolutionnaire et unique en France donne des résultats spectaculaires et souvent inespérés. Elle explique les lignes fondamentales :

« Je veux tout d'abord être bien clair : je ne propose pas de miracle et des cheveux disparus, chez des sujets de plus de 30 ans, ne repousseront plus. Par contre, le traitement de stimulation que je propose permet d'interrompre définitivement la chute des cheveux et leur conserve leur densité initiale. J'associe deux éléments qui jusqu'à ce jour n'avaient jamais été utilisés ensemble dans les traitements capillaires : tout d'abord le laser froid, véritable rayon stimulateur aux propriétés régénératrices qui, en stimulant le métabolisme cellulaire agit sur les glandes sébacées responsables de la sécheresse, elle-même à l'origine de

la chute des cheveux. Ensuite, et c'est là que se situe la grande innovation de ma méthode, je procède à une application de Cellules vivantes embryonaires ADN e b qui vont pénétrer dans les couches vivantes de la peau et déclencher par un effet « signal » les capacités de régénération des cellules capillaires usées ou lésées. Ces cellules vivantes embryonaires ADN e b, extraites et congelées sans aucun agent conservateur par les laboratoires P.J. Huët, utilisées également en dermatologie et dans l'industrie pharmaceutique, vont agir en symbiose avec le travail de stimulation du laser froid et favoriser l'activité des cellules qui reprendront leurs fonctions normales. La chute des cheveux sera alors interrompue.

Chez un sujet de moins de 30 ans, donc sur des cellules jeunes, cette méthode spécifique va favoriser la repousse des cheveux dans une proportion de 70 % des cas.

Bien entendu ce traitement de stimulation et de régénération ne présente aucun danger.

Outre la qualité des soins, uniques en France, et l'importance que nous attribuons à une qualité d'accueil tout à fait exceptionnelle, notre clientèle rencontre à l'Institut Technique Capillaire une équipe de spécialistes à l'écoute attentive des problèmes de chacun, du mode de vie des habitudes alimentaires et de tous éléments pouvant intervenir dans la chute des cheveux. Il est d'ailleurs procédé avant le début du traitement à une entretient préliminaire d'une heure, gratuit.

Chacun des cas traités reste spécifique. Il est donc impossible d'indiquer le coût global d'un traitement sans en avoir étudié au préalable la durée et la fréquence. Certaines facilités de paiement peuvent être envisagées en cas de traitement particulièrement long.

Si la chute de vos cheveux vous préoccupe réellement vous serez un sujet « coopérateur » et vos efforts, conjugués aux nôtres vous permettront très rapidement de constater les premiers résultats. C'est alors dans votre sourire de satisfaction que mon équipe de spécialistes et moi-même trouverons notre plus belle récompense.

Et comme il est temps que les hommes se préoccupent aussi de leur peau, souvent aussi fragiles que celle des femmes, vous pourrez, dans les installations confortables de l'Institut Technique Capillaire, suivre également en cabinet, des traitements de régénération cellulaire du visage suivant ma méthode laser froid + cellules vivantes embryonaires ADN e b dont les résultats vous surprendront. Nous offrons une formule d'abonnement qui présente de nombreux avantages.

Être tonique, en forme, sur de soi, dépend aussi de son aspect esthétique. Ne négligez pas le votre et confiez vos cheveux à de véritables spécialistes.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE
231, rue Saint-Honoré PARIS 1^{er}. Du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30. Tél. 260.69.02.

TWA Promenades Israéliennes.

Israël en avion, en voiture et en Hilton :

8 jours 3.990 F.*

Départ quotidien.
7 nuits au Hilton Jérusalem
ou Tel Aviv, petit déjeuner inclus.
Voiture pendant tout le séjour,
kilométrage en sus.

Vous plaire nous plaît.

* Prix chambre double par personne. Supplément transport suivant date de départ.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

APRÈS LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT

Le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), M. Jean-Marie Tjibaou, qui sera à partir de mercredi à Paris, a déclaré, lundi 21 janvier, devant la presse, à Nouméa, qu'il ne comprenait pas la décision annoncée par M. François Mitterrand, dimanche soir, de renforcer la présence militaire de la France en Nouvelle-Calédonie. « Nous ne savons pas quel est l'objectif de l'envoi de ces militaires », a-t-il dit. Est-ce que c'est pour les Canaques ? Est-ce que c'est

pour les Européens ? C'est peut-être pour éviter les affrontements, je l'espère. Nous nous posons la question de savoir si c'est le plan Pisani ou notre revendication qui provoque cette augmentation de militaires dans notre pays », a ajouté M. Tjibaou.

Le numéro deux du FLNKS, M. Yvénès Yéwéné, a estimé, pour sa part, que la prorogation de l'état d'urgence, dont le Parlement devrait débattre dès mercredi après-midi, constitue « une

bonne chose pour que le dialogue puisse continuer ».

En revanche, les porte-parole des anti-indépendantistes, MM. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial, Jacques Ladjour, député RPR, Jean Laque, président de l'Assemblée territoriale, et Roger Laroque, maire de Nouméa, ont estimé, lundi, dans une déclaration commune, que la visite de M. Mitterrand dans le territoire n'avait été qu'« un nouveau coup destiné à abuser l'opinion

publique » et d'avoir « permis en rien d'aborder les véritables problèmes ».

Selon une enquête de l'institut IPSOS, réalisée le 18 janvier, auprès d'un échantillon de huit cent deux personnes, et publiée le 20 janvier par le Journal du dimanche, 44 % des Français (contre 31 %) font confiance au président de la République pour « rechercher en Nouvelle-Calédonie une solution qui respecte les intérêts des différentes communautés de l'île ».

LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Se rassembler au-dessus de l'esprit partisan »

Voici le texte de la déclaration que M. François Mitterrand a faite, dimanche soir 20 janvier, devant la presse, à son retour de Nouvelle-Calédonie :

« En décidant d'aller à Nouméa, je souhaitais, d'une part, rencontrer les représentants qualifiés des tendances politiques et des forces vives de Nouvelle-Calédonie et, d'autre part, examiner, sur place, l'état de la situation avec M. Edgard Pisani, délégué du gouvernement ;

1) Après les graves événements de ces dernières semaines, il était d'abord nécessaire d'éviter que le dialogue fût rompu. Je pense que cet objectif a été atteint. J'ai reçu successivement le président et les membres du gouvernement du territoire, le président et le bureau de l'Assemblée territoriale, les parlementaires, le maire et le bureau du conseil municipal de Nouméa, les dirigeants de tous les partis ou mouvements politiques et de la communauté wallisienne, les organisations syndicales, les chambres consulaires, les autorités religieuses, les grands chefs coutumiers du Sud. Le délégué du gouvernement a participé à ces conversations ;

2) Je voulais m'assurer personnellement des conditions de la sécurité des personnes et des biens dans l'archipel. J'ai entendu à cet effet les responsables civils et militaires chargés de la sécurité. Je suis allé visiter, à Pôindimi, dans le nord-est de l'île, une brigade de gendarmerie dont le service a été accompli,

dans les moments les plus difficiles avec un sang-froid et un courage exemplaires.

Dans les jours prochains, je convoquerai le Parlement en session extraordinaire pour que soit adoptée une loi prolongeant l'état d'urgence ;

3) Les mesures qui permettront la reprise normale des activités économiques sont en cours d'adoption. C'est ainsi que la mine de Thio sera réouverte incessamment ;

4) A la suite des entretiens que j'ai eus à Nouméa, le délégué du gouvernement complètera et précisera les propositions qu'il a faites le 7 janvier. Il convient d'apporter aux diverses communautés de la Nouvelle-Calédonie, toutes attachées à cette terre, et qui doivent apprendre à vivre ensemble, les garanties indispensables à leur vie en commun ;

5) La France entend maintenir son rôle et sa présence stratégique dans cette partie du monde. J'ai demandé au premier ministre, que j'ai reçu dès mon retour à Paris, de prendre toutes mesures à cet effet, notamment en ce qui concerne les installations nécessaires au renforcement de la base militaire de Nouméa.

Voilà les points précis que j'ai eu à vous dire. J'espère une fois de plus que les Français et les Français surtout se rassembleront pour que, au-dessus de l'esprit partisan, l'empire l'intérêt de la France ».

M. Mitterrand veut renforcer la présence militaire de la France sur le territoire

Le meilleur moyen de ne pas connaître la déception est de ne pas se fixer d'objectifs chimériques. M. François Mitterrand soulignait, dimanche soir, quelques heures après son retour de Nouméa, qu'il s'était rendu en Nouvelle-Calédonie dans un seul but : éviter la rupture du dialogue entre chacune des deux communautés antagonistes et le gouvernement, parce qu'une telle fracture engendrerait à coup sûr de nouvelles violences. Le chef de l'Etat estime que cet objectif « a été atteint ». L'évolution de la situation sur le terrain dira si cette appréciation est réaliste, mais, dans le climat explosif créé une semaine auparavant par le meurtre du jeune boursard caldoche Yves Tsai et par les morts d'Eloi Machoro et de son lieutenant Marcel Nannaro, on est fondé à considérer comme positif, en effet, le fait que, cette visite présidentielle ait ramené le conflit territorial sur le terrain de la politique.

L'initiative spectaculaire prise par M. Mitterrand se trouvait à la merci du moindre impair ou de la moindre fausse manœuvre. Audacieux, mais non téméraire, le président de la République a préféré ne prendre, sur place, aucun risque supplémentaire. Il s'est gardé à la fois de tout contact avec les quelques vingt-cinq mille manifestants anti-indépendantistes rassemblés, samedi, à Nouméa, et avec les tribus canaques les plus hostiles au gouvernement. Le caractère superficiel de son bref séjour s'est trouvé ainsi compensé par cette habileté élémentaire qui a consisté à éviter de mécontenter davantage les uns ou les autres.

M. Mitterrand a eu néanmoins, en réservant un entretien en tête-à-tête au chef de file du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, le geste symbolique

qu'attendait la communauté canaque : « frapper au cœur » — selon sa propre expression — par la mort d'Eloi Machoro. Voilà pour les urgences.

Maintenant, le président de la République entend de toute évidence se hâter... lentement dans la voie de l'indépendance-association préconisée par M. Edgard Pisani, à laquelle il adhère entièrement. Priorité reste donc au maintien de l'ordre, afin que les discussions politiques sur les propositions présentées le 7 janvier par le délégué du gouvernement se déroulent dans les meilleures conditions. Ce souci explique la décision de M. Mitterrand de prolonger l'état d'urgence proclamé sur le territoire, et, en conséquence, de convoquer le Parlement en session extraordinaire, dès cette semaine, pour faire adopter la loi qui doit autoriser cette prolongation.

En revanche, contrairement au calendrier proposé le 7 janvier par M. Pisani, le Parlement ne sera pas saisi, dès cette session extraordinaire, d'un projet de loi organisant le scrutin d'autodétermination sur la base de l'alternance retenue : maintien de l'actuel statut d'autonomie interne ou indépendance-dance-association.

Les députés s'en débiteront pas avant la session parlementaire ordinaire de printemps qui débuttera au mois d'avril. Ce scrutin d'autodétermination, jusqu'à présent prévu pour le mois de juillet, pourrait être reporté au mois de septembre. Toutefois, M. Mitterrand demeure personnellement partisan de l'organisation le plus tôt possible, en tout cas dès que les convergences apparaitront assez nombreuses pour espérer que, à défaut de satisfaire tout le monde, le résultat du vote ne provoquera pas un affrontement général.

Cette dernière éventualité semble vivement inquiéter le président de la République. M. Mitterrand se déclare persuadé que l'échec de la tentative de conciliation que représente à ses yeux la formule de l'indépendance-association laisserait la Nouvelle-Calédonie dans une situation pire qu'aujourd'hui. C'est pourquoi il ne tient surtout pas à brusquer la mise en œuvre du plan Pisani, auquel il confirme son appui total, tout en soulignant que les propositions qu'il contient peuvent être amendées, enrichies par tous les interlocuteurs locaux. M. Pisani, sans exception, il semble que M. Tjibaou, qui aura, à partir de mercredi à Paris, une série d'entretiens politiques avec des représentants de la majorité et de l'opposition, ne se soit pas montré insensible à l'argumentation exposée en ce sens par M. Mitterrand.

Dissuasion et engagement

La réouverture prochaine de la mine d'extraction de nickel de Koussou, près de Thio, annoncée par le chef de l'Etat, participe de cette même volonté de « normalisation ». Il s'agit aussi de créer un contenu favorable aux négociations sur le contenu du « pacte communautaire » envisagé par M. Pisani dans l'hypothèse d'un vote favorable à l'accession du territoire à l'indépendance.

Enfin, et surtout, M. Mitterrand a abattu, dimanche, un nouvel atout pour répondre à la principale des questions posées par l'opposition et par les anti-indépendantistes : que vaudraient les garanties éventuellement négociées par Paris en faveur des caldoches, dès lors que la Nouvelle-Calédonie « accède » à l'indépendance, deviendrait un Etat

souverain ? Le plan Pisani insiste sur le fait que la France assurerait la défense et la sécurité publique du nouvel Etat. M. Mitterrand va plus loin : il faut, dit-il, renforcer la base militaire de Nouméa. « J'ai demandé au premier ministre, que j'ai reçu dès mon retour à Paris, de prendre toutes mesures à cet effet », a-t-il souligné. Le président de la République veut que la France dispose désormais, en Nouvelle-Calédonie, d'une base militaire moderne capable de lui assurer une importante présence navale et aérienne permanente, et de servir également, au besoin, à ses alliés.

Cette décision implique la création d'infrastructures portuaires et des investissements massifs. Politiquement, M. Mitterrand cherche à faire coup double : il espère convaincre concrètement tout autant les Canaques que les caldoches qu'il ne parle pas en l'air quand il envisage le maintien de la France en Nouvelle-Calédonie, même si le territoire souhaitait accéder à l'indépendance. Il est d'ailleurs au point sur lequel M. Mitterrand se montre très ferme : le « pacte communautaire », qui définit les relations entre les communautés calédoniennes et les accords de coopération éventuels entre la France et le futur Etat indépendant, aura valeur de charte. Si l'un des signataires de cette charte ne tenait pas ses engagements, c'est l'ensemble du pacte qui deviendrait caduc. L'annonce de l'implantation d'une importante base militaire française à Nouméa veut, d'ores et déjà, avoir à l'intention des Canaques, valeur de dissuasion, et, à l'intention des caldoches, valeur d'engagement.

ALAIN ROLLAT.

M. Tjibaou à Paris pour une « opération séduction »

Nouméa. — M. Jean-Marie Tjibaou aurait fait un excellent judoka. De sa faiblesse physique, il est en train de tirer une autorité politique et internationale que les Canaques n'auraient sans doute jamais rêvé conquérir. Il a été reçu, le lundi 21 janvier, par le ministre des Affaires étrangères australien, M. Bill Hayden, qui lui a promis d'accorder au mouvement canaque tous le soutien politique de l'Australie dans les institutions du Pacifique. Il a même rencontré pour un entretien privé, non prévu au programme initial, le premier ministre, M. Bob Hawke.

Les relations kanak-australien reviennent de loin. Sympathisant de la cause indépendantiste, davantage par francophilie que par « kanakophilie », le grand voisin australien s'était bien vite effarouché au spectacle des contacts entre les indépendantistes du FLNKS et la Libye. L'ombre du enlèvement de l'aviateur australien, qui avait alors rapproché de la France, puissance certes nucléaire et colonisatrice mais appartenant au « monde libre », M. Tjibaou, apparemment, a réussi à renverser le cours des choses, en usant de son charisme personnel, mais surtout en faisant valoir que l'idylle de son mouvement avec le colonel libyen ne pouvait bien être qu'une passade, pour peu que les voisins océaniques de la Calédonie apportent à la cause indépendantiste toute la considéra-

tion qu'elle mérite. L'arrivée en grand nombre sur le territoire de journalistes japonais et américains témoigne de l'importance de la crise calédonienne.

M. Tjibaou va s'attaquer à plus forte partie en s'employant à séduire l'opposition métropolitaine. Suivant en cela les discrets conseils du haut commissariat, il va tenter à Paris, où il arrivera dans la journée de mercredi, d'approcher les personnalités politiques réputées, à tort ou à raison, les plus sensibles à la lutte d'émancipation indépendantiste. « Des rendez-vous ont ainsi été sollicités auprès de MM. Raymond Barre et Jacques Chaban-Delmas ainsi qu'auprès de M. Simone Veil. Le refus de M. Barre n'est pas de bon augure pour le chef du FLNKS.

M. Tjibaou arrive à Paris avec une réputation de modération que rien n'est venu altérer au cours des deux derniers mois. Par deux fois, en plein drame, l'ancien chef de l'exécutif local a réussi à contenir l'exaspération de ses militants. Après l'embuscade de Hienghène, où dix indépendantistes, dont deux de ses frères, avaient péri, et après la mort d'Eloi Machoro et de Marcel Nannaro on aurait pu craindre de sanglantes représailles contre les caldoches ou les forces de l'ordre. Il n'en a rien été. La mort d'Eloi Machoro a donné à M. Tjibaou l'occasion de faire la démonstration de son sens aigu de la stratégie.

De notre envoyé spécial

Quelques jours à peine après avoir exprimé la douleur de sa base militante en déclarant que le plan Pisani était hypothéqué par le fait que son « auteur » avait « une odeur de sang sur les mains », M. Tjibaou est revenu, au cours d'une conférence de presse tenue à Cauberra, en douceur à sa position initiale en se déclarant d'accord sur le calendrier proposé par M. Pisani, et en estimant simplement qu'une réflexion approfondie s'impose sur certains points du projet. Entre-temps, M. Tjibaou avait été le seul responsable politique de l'île reçu en tête à tête par M. Mitterrand, se voyant ainsi conférer un brevet de légitimité qui n'a pas fait que des heureux dans l'autre camp.

Raidissement du RPCR

Après s'être accordé quarante-huit heures de réflexion, le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), par la voix de M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, vient d'estimer que le voyage éclair du président de la République est « un « coup » destiné à l'opinion publique, comparable au déplacement en Crète pour rencontrer Kadhafi. Cette visite n'a permis en rien d'aborder les réalités calédoniennes, selon lui. Elle n'avait que deux objectifs : mettre davantage de confusion dans les esprits et privi-

lier le FLNKS et M. Tjibaou, qui s'est désigné président du gouvernement insurrectionnel ».

Plagiant avec un humour qu'on ne lui connaissait guère le chef de l'Etat, M. Ukeiwé, en pleine conférence de presse, a annoncé qu'il venait de décider de partir « dès demain » vers Paris, accompagné de deux de ses ministres. Le président du gouvernement local s'est toutefois félicité qu'en rencontrant ce gouvernement, M. Mitterrand ait ainsi « consacré sa légitimité ».

Ce raidissement des anti-indépendantistes, dont on avait noté la prudence italienne, leurs entretiens avec le chef de l'Etat, traduit surtout une appréhension certaine devant les effets éventuels du voyage à Paris de M. Tjibaou et de la crainte d'un « lâchage » d'une partie de l'opposition métropolitaine, crainte que le RPCR va s'efforcer de conjurer en faisant venir sur le territoire, à une cadence rapide, les responsables de l'opposition. On cite les noms de MM. Jacques Chabron, secrétaire national du RPR, ancien directeur de la DST, qui viendrait pour six mois. On cite aussi ceux de MM. Didier Julia, député RPR, et Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat.

L'embarras des anti-indépendantistes s'est traduit également dans leurs commentaires près la déclaration faite par le chef de l'Etat à son retour à Paris.

Le renforcement des installations militaires ? « La population s'en réjouit plus volontiers si par ailleurs l'Etat assure sa mission de maintien de l'ordre et de la sécurité publique. » La prorogation de l'état d'urgence ? « Elle est en contradiction avec le redémarrage économique », déclare, M. Ukeiwé qui pourtant avait applaudi des deux mains à l'instauration de cet état. Pour autant le président du gouvernement territorial se garde bien d'en demander la levée.

Sur les mêmes sujets, le FLNKS s'est montré d'une très grande prudence, se contentant d'estimer que les forces armées « valent pour le moment de la souveraineté française ». Quant à la prorogation de l'état d'urgence, M. Yvénès Yéwéné, ministre des finances du « gouvernement provisoire » du FLNKS, estime que « c'est une bonne chose ».

Les allées et venues des uns et des autres, de Paris à Nouméa, n'accroissent sans doute pas le « processus Pisani ». Le délégué du gouvernement, qui n'est pas maître de ses migrations, va s'efforcer d'en tirer profit pour remettre en marche le territoire. Il vient ainsi de présider une réunion destinée à préparer la rentrée scolaire du mois de mars prochain. Les répts sont ici trop rares pour qu'on ne les exploite pas.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. BARRE NE JUGE « PAS POSSIBLE » DE RECEVOIR LE CHEF DU FLNKS

Le secrétaire de M. Raymond Barre a diffusé, lundi matin, le communiqué suivant :

« M. Tjibaou a demandé audience à M. Raymond Barre à l'occasion de son prochain séjour à Paris. Compte tenu des événements graves qui se sont produits depuis trois mois en Nouvelle-Calédonie, et l'instigation des indépendantistes, et qui ont conduit à l'instauration de l'état d'urgence sur ce territoire, M. Barre ne juge pas possible dans les circonstances actuelles, d'accorder cette audience.

« Il ne veut pas qu'un tel geste puisse être interprété comme un dévouement du gouvernement de Nouvelle-Calédonie régulièrement issu des élections récentes. Il forme le vœu que le dialogue soit repris le plus rapidement possible à Nouméa, afin de parvenir, dans la paix civile, à un accord assurant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie dans le respect des intérêts légitimes de toutes les communautés qui y vivent et sous l'égide de la France ».

LES EXCLUSIVITÉS
d'EUROPE 1

NOUVEAU VOYAGE A L'INTERIEUR
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
SUR EUROPE 1

2 EMISSIONS SPECIALES DANS "EUROPE PLUS"
LUNDI 21 ET MARDI 22 JANVIER DE 19H20 A 20H

Tivez en
EUROPE 1

POLITIQUE

39

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

LA CONVOCATION DU PARLEMENT EN SESSION EXTRAORDINAIRE

L'opposition dans l'embarras

D'une contrainte technique, le président de la République peut espérer tirer un profit politique. Convoquer le Parlement en session extraordinaire est, en effet, pour M. François Mitterrand une obligation s'il veut que soit prolongé l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie. Mais une telle réunion des députés et des sénateurs va aussi obliger les uns et les autres à clarifier leur position sur la Nouvelle-Calédonie. Pour la droite, le choix va être particulièrement délicat : refuser l'état d'urgence, c'est refuser au gouvernement les moyens de maintenir l'ordre qui pourtant elle réclame à cor et à cri ; l'accepter, c'est donner au pouvoir la satisfaction que procure un consensus allant au-delà des seuls socialistes.

L'état d'urgence, décrété par M. Edgar Pisani, doit obligatoirement cesser le jeudi 24 janvier à 12 heures (heure de Nouméa). La loi de 1955 telle qu'elle a été modifiée par une ordonnance du 15 avril 1960 ne permet, en effet, au gouvernement, ou à son délégué, de décréter l'état d'urgence que pour deux jours maximum. Au-delà, il faut une loi. Si le gouvernement ne veut pas qu'il y ait interruption, il faut donc qu'un texte législatif soit définitivement voté et promulgué à Paris, avant le jeudi 24 janvier à 2 heures du matin, compte tenu du décalage horaire.

Le Parlement n'étant pas actuellement en session, il faut le réunir. Cela ne pose pas de difficultés puisqu'en vertu de l'article 29 de la Constitution le président de la

République peut, à la demande du premier ministre, le convoquer en session extraordinaire sur un ordre du jour déterminé. La Constitution n'impose aucun délai pour une telle session, qui pourrait donc théoriquement avoir lieu immédiatement. Pratiquement, il faut de vingt-quatre à quarante-huit heures aux services des Assemblées pour mettre en marche les mécanismes parlementaires.

L'Assemblée nationale et le Sénat pourraient donc se réunir dès le mardi 22 janvier. Seulement, l'article 39 de la Constitution précise que les projets de loi doivent être « délibérés en conseil des ministres ». Normalement, celui-ci se réunit le mercredi. Un après-midi et une soirée seront-ils suffisants pour mener à son terme le vote de la prolongation de l'état d'urgence ? Cela n'est pas impossible mais ce n'est pas certain. L'opposition ne voudra probablement pas laisser passer une telle occasion d'avoir un débat de fond sur la Nouvelle-Calédonie. M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, l'a déjà annoncé au cours de « Club de la Presse » d'Europe 1, dimanche soir. D'autant que l'opposition devra évaluer son degré d'implication dans la politique calédonienne du pouvoir si finalement elle accepte la prolongation de l'état d'urgence.

RPR et UDF ne seront pas en position facile. Plusieurs de leurs députés ne le cachent pas : la semaine passée en évoquant déjà cette éventualité. M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée et pro-

ché de M. Raymond Barre, reconnaissait dimanche à la sortie du « Grand Jury RTL-Le Monde » que cela méritait réflexion et que le vote de ses amis dépendrait probablement des justifications et des explications apportées par le premier ministre. Interrogé après l'intervention de M. Mitterrand, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a eu à répondre qu'il n'avait « aucune raison de ne pas voter l'état d'urgence, si ce n'est pas un prétexte pour maintenir une situation où toutes les opinions ne peuvent pas s'exprimer ». En tout cas, pour le collaborateur de M. Jacques Chirac, l'état d'urgence doit avoir une durée déterminée — ce qu'impose d'ailleurs la loi de 1955 — et « très courte » pour « ne pas interférer » avec la campagne électorale du référendum annoncé par M. Pisani et surtout, ajourner-t-il, ne pas empêcher « l'expression des Calédoniens ».

Les communistes profiteront-ils de l'occasion pour manifester leur réserve devant certains aspects de la politique gouvernementale dans l'archipel malgré l'appui que donne le FLNKS à la prolongation de l'état d'urgence ? Dans ce cas, les socialistes paieraient d'un approfondissement de la rupture de la gauche un soutien passager de la droite. L'obligation — apparemment technique — de réunir le Parlement pose bien un vrai problème politique.

THIERRY BRÉNIER.

LES RÉACTIONS EN MÉTROPOLE

Recul ou obstination ?

Il y a du monde dans les lieux qui usent l'opposition sur la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Du moins l'inventaire des réactions suscitées par l'intervention télévisée de M. Mitterrand le laisse-t-il penser.

Ainsi M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, estime le moment venu d'essayer de « trouver un consensus », en métropole, sur les modifications qui peuvent être apportées au plan Pisani. « Quand on y regarde de près, a-t-il ajouté, on ne voit plus très bien la différence entre l'indépendance diminuée et tempérée par le propos du président de la République et la position que nous sommes nombreux à recommander ».

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, formation qui appartient à l'UDF, voit la différence. Le chef de l'Etat, selon lui, tient un « double discours » : « D'un côté (en Nouvelle-Calédonie), on pousse les Français dehors. De l'autre (en métropole) on les appelle à se rassembler ». Les intérêts stratégiques de la France, affirme-t-il, « ne seront pas protégés dans la faiblesse, la confusion ou l'abandon ». M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, s'était prononcé juste avant l'intervention du président de la République mais, dans son esprit, les propos tenus par M. Mitterrand ne modifient pas son analyse. « On

ne peut pas mélanger l'indépendance et l'association, c'est-à-dire l'eau et le feu », a-t-il dit au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Il accuse le gouvernement d'avoir « agi systématiquement » depuis 1981, pour « créer des brèches en Nouvelle-Calédonie ». M. René Monory, sénateur de la Vienne, ancien ministre de l'Economie, a été plus loquace sur cette accusation : « C'est le gouvernement qui a posé le FLNKS en interlocuteur privilégié (...) qui a laissé s'installer le désordre (...) et jeté le doute sur le respect qu'il porte à la démocratie ».

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, attend pour se prononcer d'en savoir plus sur les modifications apportées au plan Pisani. Il n'exclut pas que M. Mitterrand « se rende compte que ce qu'il veut faire passe par un maintien dans la France et non par l'indépendance ». Pierre Charpy, éditorialiste de la Lettre de la Nation, bulletin quotidien du RPR, l'exclut totalement : « Même assorti de garanties, c'est toujours le chantage à l'indépendance ». Etant entendu que le RPR, comme l'a rappelé M. Chirac samedi, dit « oui » à l'autodétermination, mais « non » à la « prédétermination », c'est-à-dire au choix du gouvernement en faveur de l'indépendance.

Le président du parti radical, M. Rossinot, a le sentiment que « le pouvoir recule » et se demande si M. Pisani sera « sacrifié au mitter-

randisme », comme M. Savary l'a été en juillet dernier. M. Jacques Rousseau, porte-parole du « comité national de soutien à la Nouvelle-Calédonie française », affirme au contraire que M. Mitterrand « ne change rien à ses choix antérieurs ». M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants demande l'interpellation et l'inculpation de M. Jean-Marie Tjibaou, dès son arrivée en métropole, « pour atteinte à l'intégrité du territoire, rébellion armée et complicité de banditisme, assassinat, vol et pillage ».

M. Jean-Marie Le Pen se pose en défenseur des libertés. Le président du Front national estime « injustifiable » la maiestria de l'état d'urgence, « mesure d'exception (qui) vise à restreindre l'expression démocratique des partisans de la France ».

A gauche, les socialistes et les radicaux de gauche soutiennent les conclusions de M. Mitterrand. A propos des calédois, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS a déclaré dimanche : « Qu'on les écoute, oui ; qu'on tienne compte de leurs intérêts, certes. Mais faudrait-il que le peuple français accepte que 25 000 personnes plongent notre pays dans un nouveau drame de la colonisation, mettent en cause sa réputation et son prestige international ? Je ne le crois pas ».

Au parti communiste, on s'inquiète. L'Humanité titre, lundi en première page : « Le président n'a pas fait référence à l'indépendance ». José Fort juge « préoccupant » aussi qu'il n'ait « fait aucune référence aux droits historiques du peuple mélanésien » qu'il n'ait « pas mentionné explicitement le plan Pisani » et qu'il ait « annoncé des renforts militaires à Nouméa ».

J.-Y. L.

Une plate-forme stratégique qui devra être modernisée

Avec ses 19 000 kilomètres carrés de terre ferme, au milieu d'un océan de 180 millions de kilomètres carrés, la Nouvelle-Calédonie accueille, en temps normal, de quoi conduire, sur le plan militaire, une simple action de riposte immédiate face à une agression régionale d'une certaine envergure. La territoire n'est pas, en effet, en l'état actuel de ses installations militaires, qui restent modestes, cette plate-forme stratégique que M. Mitterrand ambitionne de réaliser et qui le fut, autrefois, lorsque les Américains l'utilisèrent pour leur reconquête du Pacifique à partir de 1942.

Si les récents événements ont porté à plus de six mille hommes les forces militaires et policières de sécurité déployées dans l'île, la Nouvelle-Calédonie dispose aujourd'hui d'un contingent réduisant à peine trois mille hommes (soldats, aviateurs, marins et gendarmes). Outre l'armée de terre, avec ses mille sept cents soldats équipés de blindés légers et d'artillerie, l'armée de l'air (avec cent personnes) ne mettrait en œuvre que quelques hélicoptères ou avions de liaison et la marine (avec quatre cents hommes) alignait deux patrouilleurs (le Dunkerque et la Diop), un bâtiment de transport léger (le Jacques-Cartier), trois bâtiments hydrographes et deux avions de surveillance maritime Gardien. La gendarmerie rassemblait, en temps normal, huit cents hommes.

En cas de besoin, ce sont les forces de Polynésie, plus importantes par leurs effectifs (cinq mille hommes) et par leurs moyens permanents, qui constitueraient le renfort immédiat si l'on excluait les forces françaises de passage (compagnies « tournantes » de l'armée de terre et navires de guerre). Du reste, le commandant naval de la Nouvelle-Calédonie est placé sous l'autorité de l'amiral commandant le Pacifique sud, avec son PC installé à Papeete (Polynésie française).

Avant même que le plan de M. Pisani ait été révélé, le ministère de la Défense a mis à l'étude un renforcement de ses installations en Nouvelle-Calédonie, de même qu'il a recensé, à titre d'information dans un premier temps, tous les statuts possibles de bases à l'étranger comme celle des Américains à Cuba (qui est une véritable enclave fermée sur elle-même) ou celle de zones militaires plus ouvertes mais soumises des contraintes diplomatiques, douaniers ou douaniers de souveraineté.

Ce renforcement de la Nouvelle-Calédonie est dans la ligne des déclarations de M. Pisani, n'excluant pas l'indépendance d'un territoire qui accepterait de confier à la France le soin d'assurer sa propre défense. Il suppose, entre autres conditions, que la France y accroisse les capacités de ses services techniques aéronautiques pour l'entretien et la réparation de ses matériels militaires et qu'elle ne se contente pas, par exemple, de la cale de halage du port autonome de Nouméa pour la mise à sec de ses bâtiments.

Des travaux coûteux

Si de tels travaux, qui coûtent cher, n'étaient pas entrepris, la France n'aurait pas d'autre solution pour se maintenir en force dans la région que de compenser le manque de bases fermes aéronautiques par la présence permanente ou le déploiement, accru et prolongé, de ses moyens terrestres et navals à distance, comme le soulignait récemment le chef d'état-major des armées, le général Lacaze (le Monde du 18 janvier). Ce qui suppose, notamment, l'envoi sur place d'un porte-avions croisant en permanence à proximité.

La perspective d'un renforcement de la présence militaire française dans le sud du Pacifique, à Nouméa précisément, peut à la fois inquiéter et rassurer les Etats voisins, à commencer par l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Les inquiétudes, parce qu'elle signifie que la France maintiendra ses activités nucléaires en Polynésie. Les rassures, parce qu'il s'agit, en définitive, de ne pas abandonner à une tierce puissance des installations militaires en Nouvelle-Calédonie, qui sont, même si on ne le reconnaît pas publiquement, à Canberra et à Wellington, la « base avancée » de la défense de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande contre des intrus.

Enfin, les Etats-Unis, qui maintiennent l'essentiel de leur dispositif militaire dans l'hémisphère nord du Pacifique, seront satisfaits de constater que la France a choisi de sauvegarder ses intérêts stratégiques dans le sud. Au bout de dix bâtiments de la VII^e flotte américaine pourront faire escale à Nouméa et, sans aller jusqu'à une coopération opérationnelle qui inclurait une coordination des flottes des deux pays, la marine française et la marine américaine pourraient décider d'échanger des renseignements.

JACQUES ISNARD.

(Voir page 12 les implications stratégiques de la crise.)

Un avertissement aux Canaques

(Suite de la première page.)

Indépendance ? Le mot n'a pas été prononcé ! Il n'y a pas plus pour donner prise aux spéculations et laisser l'impression que M. Mitterrand est en retrait par rapport à un plan Pisani qu'il faut « préciser et compléter ». Comment ne pas se souvenir du mois de juillet 1984 et du recul, assorti d'une promesse de référendum, sur l'affaire scoaire ?

En fait, le schéma présidentiel est double : en métropole, neutraliser l'opposition ; sur place, convaincre une majorité d'électeurs que l'indépendance avec la France est la bonne solution.

La droite a fait campagne pour l'ordre en Nouvelle-Calédonie. Elle avait accusé le pouvoir de méconnaître les intérêts stratégiques de la France. La voilà servie, invitée à se prononcer sur la prolongation de l'état d'urgence (lequel gêne ses partisans sur place) et place devant la perspective d'une transformation importante de la base aéronavale de Nouméa-Toutouta.

Dans le même ordre d'idées, s'inscrit la tournée de M. Tjibaou en métropole. Le président du FLNKS va tenter de convaincre certaines personnalités de l'opposition — M. Barre, toutefois, refuse de le recevoir — de la justesse de sa cause.

Mais c'est évidemment sur le « caillou » calédonien que tout se joue, que le référendum donnera tort ou raison à M. Mitterrand. Il est clair que le chef de l'Etat n'a pas abandonné la perspective de l'indépendance : c'est, au contraire,

La mairie d'Ivry et les TUC

M. Antoine Castro, premier adjoint au maire (PCF) d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), nous écrit au sujet de la création de travaux d'utilité collective (TUC) dans cette ville (le Monde du 12 janvier).

« Non », la municipalité d'Ivry n'envisage pas de signer des TUC tels qu'ils sont présentés par le gouvernement. Bien au contraire, après s'être adressée aux jeunes chômeurs et les avoir rencontrés, une lettre-pétition signée par deux cents d'entre eux a été portée au ministère du travail, accompagnant un projet de stage qualifiant et prévoyant un débriefing coconce.

« Comme l'écrit l'Humanité le 27 décembre dernier, des jeunes ont participé, en effet, à la mise au point d'un projet, déposé par la mairie d'Ivry (au ministère du travail), et qu'ils appellent eux-mêmes « TUC qualifiants ».

pour obtenir un consensus autour de celle-ci qu'il a paru reculer.

Après que M. Pisani se fut prononcé exclusivement adressé aux Canaques, M. Mitterrand s'est tourné vers les autres. Il a privilégié les « socio-professionnels » et les Wallisiens, qui pourraient trouver un terrain d'entente avec les Canaques pour peu que ces derniers donnent des garanties. Il ne faut pas oublier que, dans un passé récent, les indépendantistes et les centristes (Européens proches de l'UDF) ont gouverné ensemble à Nouméa ; les fils de ce dialogue-là peuvent aussi être renouvelés.

C'est sur les indépendantistes que M. Mitterrand exerce donc sa

plus forte pression. Ils n'auront pas l'indépendance s'ils n'acceptent pas l'association. Ils n'auront pas la souveraineté s'ils cherchent à rejeter les autres ethnies qui peuplent le territoire.

Ainsi recadrée, l'action de la France repose donc sur trois axes : la garantie de la sécurité pour les Européens, la reconnaissance de la dignité du peuple canaque, la sauvegarde des intérêts stratégiques de la France.

Restent bien sûr les passions, dans ce qui est toujours, comme l'avait fort bien dit M. Joxe au début de la crise, une course de vitesse entre la violence et la justice.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

OFFRE VALABLE
31.01.85
JUSQU'AU

dynamique!

ICS

FRAPPE ENCORE!

Pour l'achat d'un ordinateur IBM PC XT d'une valeur de **42.589^{HT}**

avec 128 KO et disque dur de 10 millions de caractères, ICS vous offre du matériel informatique, des logiciels, une formation et des fournitures à concurrence de **11.589^{HT}** ou valeur remise crédit

IBM XT = 31.000^{HT}

livré et installé en région parisienne.

ICS

CENTRE DE DEMONSTRATION ET DE VENTE

141/143, avenue de Wagram - 75017 Paris - tél 763.12.55

Langues

CADRES - DIRIGEANTS
Chargés d'affaires à l'étranger

Apprenez en un temps record (40 à 80 h.) à parler et à utiliser vos connaissances indissociables.

LANGUES

VOTRE FORMATION

24, rue de la Harpe, 75005 Paris
Tél : 325-18-10 - 325-15-42

هكذا من الأصل

UN COLLOQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL

Le silence des torturés

Chaque année, plusieurs centaines d'ex-prisonniers politiques, torturés dans leur pays, viennent se réfugier en Europe occidentale. Ces derniers sont, en effet, directement concernés par la torture. Avant, pendant ou après les brutalités infligées à un détenu, il y a presque toujours une intervention médicale. Soit pour évaluer la capacité de résistance des victimes et les assister, soit pour constater les sévices et tenter d'en combattre les séquelles. Le Colegio medico de Chile s'est mobilisé ainsi contre la torture et a déjà reçu l'appui de neuf mille cinq cents membres des personnels de santé français.

La réunion avait lieu au centre hospitalier de la Pitié-Salpêtrière, en présence de nombreux médecins. Ces derniers sont, en effet, directement concernés par la torture. Avant, pendant ou après les brutalités infligées à un détenu, il y a presque toujours une intervention médicale. Soit pour évaluer la capacité de résistance des victimes et les assister, soit pour constater les sévices et tenter d'en combattre les séquelles. Le Colegio medico de Chile s'est mobilisé ainsi contre la torture et a déjà reçu l'appui de neuf mille cinq cents membres des personnels de santé français.

Mais l'erreur la plus fréquente est de croire que la torture vise à faire parler les victimes, souligne le Dr Nicole Léry, médecin-légiste, qui présidait le colloque d'Amnesty. Ne s'agit-il pas plutôt de les faire taire - et définitivement ? C'est une véritable déshumanisation de la parole. Surtout, blesser, inonder de stimulations artificielles, la victime voit dans son corps des réactions, souvent incontrôlées. Objectif atteint : elle perd son identité et l'estime qu'elle a d'elle-même. Parfois, le prisonnier finira par s'identifier à son bourreau et même participer aux tortures de ses camarades, avant de sombrer dans la folie.

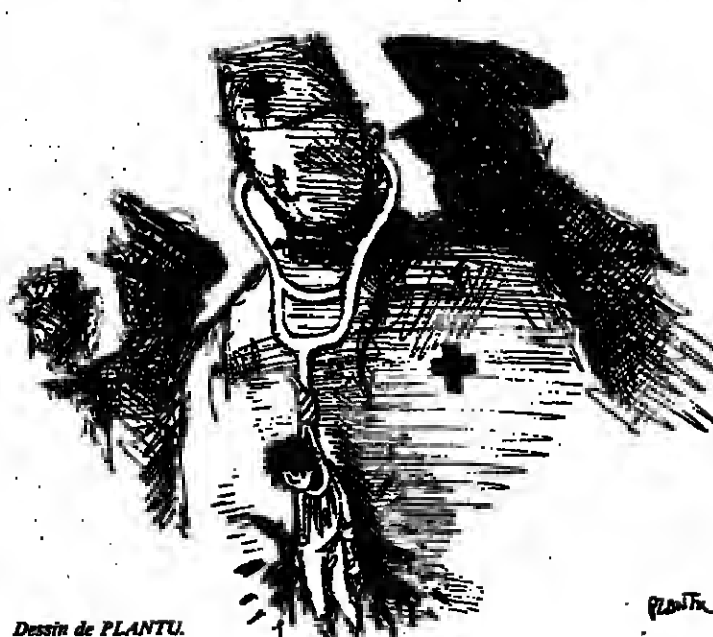
Une folie qui guette évidemment tous les « malades » des prisons psychiatriques. « Chaque matin, on commence par s'observer, chercher en soi les premiers signes de la folie », raconte M^{me} Natalya Gorbunovskaya, qui fut internée pendant un an en Union soviétique. Ce 19 janvier, elle raconte pour la dernière fois. « Je suis en France depuis neuf ans. Répéter mon témoignage devient une torture, je suis épuisée. Stupéfaction de l'assistance. Aurait-elle le sentiment de parler dans le vide ? Non, on l'écoute toujours avec beaucoup d'attention. « Mais mon témoignage est lié à cette peur de la folie, qui commence à me revenir... »

« Devoir d'ingérence »

Les séquelles de la torture sont bien connues des médecins : anxiété phobique, dépression chronique, diminution de la mémoire, troubles de l'attention et de la sexualité, cauchemars quotidiens, difficulté d'apprendre une nouvelle langue et de s'insérer dans le milieu d'accueil... Certaines victimes ne peuvent plus supporter les cris de leurs enfants ou les caresses de leur conjoint.

Le docteur Inge Kemp-Geneffe, qui dirige à Copenhague le Centre international de réhabilitation et de recherches pour les victimes de la torture, précise : « Ces personnes nous disent toujours : « Mon corps est endommagé ; je ne me reconnais pas. D'où une énorme anxiété et un refus de se souvenir. Ce n'est qu'au dixième ou au vingtième entretien qu'elles évoquent enfin les plus horribles sévices subis par elles-mêmes ou par leurs proches. Bien que très douloureux, ces récits défilés sont un élément nécessaire de la thérapie. »

Le Centre de Copenhague réunit divers spécialistes (médecins, dentistes, kinésithérapeutes, psychologues, interprètes, etc.). Il traite les victimes de la torture, mais aussi les membres de leurs familles, souvent traumatisés par ce drame. Les soins sont adaptés au calvaire subi par chacun : pour tel ex-détenu, la simple vue d'un fauteuil de dentiste serait insupportable. Tel autre serait traumatisé par une simple prise de sang ou un électrocardiogramme...



Dessin de PLANTU.

Les résultats de cette longue prise en charge sont, en général, très positifs. Des personnes qui ont connu un véritable enfer retrouvent l'envie de vivre.

L'équipe de Copenhague ne se contente pas de donner des soins médicaux et de favoriser la réinsertion sociale des victimes de la torture. Elle a mis au point un enseignement pour diffuser ses méthodes : l'université de Manille (Philippines), par exemple, en a profité. Autre volet important : la recherche médicale. Plusieurs scientifiques se sont fixés pour but de décoder des tortures à l'électricité quand il n'y a pas de modifications visibles de la peau.

En France, un groupe de médecins lié à Amnesty International a déjà pris en charge quelque mille six cents victimes depuis 1979. D'autre part, une Association pour les victimes de la répression en exil vient de se créer, sous la présidence du Dr Hélène Jaffré (1). Elle s'apprête à envoyer une mission en Guinée pour traiter les personnes incarcérées dans des conditions effroyables durant le régime de Sekou Touré.

« Il faudrait aussi des lieux pour soigner les tortionnaires », affirme le Dr Nicole Léry. Mais le plus urgent pour des associations comme Amnesty International ou la Croix-Rouge est de soutenir les victimes qui sont encore entre les mains de

leurs bourreaux. Il est capital pour le détenu de savoir que quelqu'un, même très loin, s'occupe de lui, explique le psychiatre Miguel Ben-sayag, qui a personnellement séjourné dans une prison argentine. « Le jour où un gardien a fait l'erreur de rouer de coups l'un de nos camarades du bord de la folie en hurlant : « Tiens, c'est pour tes amis trotskistes en France qui veulent boycotter la Coupe du monde », il a rendu la vie à plusieurs d'entre nous... »

Quant aux Etats qui pratiquent la torture, ils sont parfois beaucoup plus sensibles qu'on ne le pense aux protestations de l'étranger. « Quand on met un grain de sable dans l'engrenage de la répression, on arrive à modifier, avec le temps, cette mécanique si perfectionnée », souligne récemment M. François de Vargas, délégué de la Croix-Rouge. Et toutes les garanties internationales arrachées par les juristes pour éviter l'isolement - donc la torture - des prisonniers sont inefficaces si l'opinion publique ne les appuie pas.

Peut-on invoquer la non-ingérence dans les affaires d'un autre pays quand des hommes et des femmes sont martyrisés ? Des juristes, comme M. Peter Leuprecht, directeur des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, soulignent au contraire un « devoir d'ingérence ». A tous ceux qui veulent lutter contre la torture, le Dr Nicole Léry répète inlassablement : « Mélez-vous donc des affaires des autres et armez-vous de beaucoup de tendresse. »

ROBERT SOLÉ.

(1) AVRE, 70, rue La Fontaine, 75016 Paris. Tél. : 626-24-43.

SCIENCES

Selon le Washington Post

DES TECHNICIENS AMÉRICAINS FABRIQUERAIENT DU PLUTONIUM EN AFRIQUE DU SUD

Selon le Washington Post, une quarantaine de techniciens américains auraient été embauchés par la Compagnie sud-africaine de production d'électricité, et seraient employés à la production de plutonium. Ce serait donc une violation de la loi américaine qui impose aux citoyens des Etats-Unis de recevoir une autorisation du secrétaire à l'énergie avant d'aider certains pays, dont l'Afrique du Sud, à fabriquer du plutonium.

Les techniciens, qui pour la plupart avaient travaillé pour la Tennessee Valley Authority, auraient été attirés en Afrique du Sud par des conditions de travail très favorables et des salaires annuels de 100 000 dollars exempts d'impôts, alors qu'ils en gagnaient 30 000 aux Etats-Unis.

Le département d'Etat précise qu'il ne connaît pas la nature exacte du travail confié à ces techniciens, et qu'il n'a pas de preuve d'une violation volontaire de la loi. Celle-ci n'a été promulguée qu'en février 1983, et certaines embauches sont probablement antérieures. Il souligne que les techniciens concernés se fassent connaître. Sinon, ils seraient passibles de poursuites. La loi prévoit des amendes allant jusqu'à 10 000 dollars et des peines de prison pouvant atteindre dix ans.

LOGICIELS HP150 LISTE DES DISTRIBUTEURS AGRÉÉS

- 01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA Carrefour de l'Europe
- 01004 BOURG-EN-BRESSE - ICMA DIFFUSION - 45 av. Maginot
- 06000 NICE - SCORONNE INFORMATIQUE - 33 rue Giffredo
- 06400 CANNES - SCORONNE INFORMATIQUE - 7 rue des Belges
- 06700 ST-LOURENT-DU-VAIR COMPUTERLAND - Sortie Cap 3000 Av. Léon Béranger
- 10000 TROYES - STE ALICE INFORMATIQUE - 10 place Foch
- 13008 MARSEILLE - L'ORDINATEUR 114 Cours Lieuxaud
- 13008 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 49 rue Paradis
- 13008 MARSEILLE - CALCULS COMPUTERLAND - 1 av. de Corinthe
- 13008 MARSEILLE - CALCULS ACTUELS - 111 rue Paradis
- 13008 MARSEILLE - D.N.S. L'ORDINATEUR - 3 rue Lafon
- 13100 AIX-EN-PROVENCE - F.B.I. FRANCE BUREAU INFORMAT. BUREAU SERVICE IMMOBILIER LE MIRABEAU - 3 av. des Belges
- 13700 MENTON - D.N.S. L'ORDINATEUR - 21 Les Piboules Avenue des Ribas
- 14000 CAEN - COMPUTERLAND 12 rue St-Pierre
- 14000 CAEN - CAEN MICRO-INFORMATIQUE - 154-156 rue St-Jean
- 16000 ANGOULEME - L'ECRI 6 terrasse d'Alsace
- 17000 LA ROCHELLE - SATI INFORMATIQUE - 7 rue St-Côme
- 17100 SAINTES - SATI INFORMATIQUE 1 ter quai de la République
- 21000 DIJON - DIALOG INFORMATIQUE 18-20 av. du Maréchal Foch
- 24001 PERIGUEUX - M.P.S.I. 4 av. d'Alsace
- 25400 AUBIGNY - S.G.I. 21 Les Arbeliers - B.P. 88
- 28000 QUIMPER - RADIO SELL SIREVE - Centre Commercial du Rely
- 28200 BREST-SEDAIS - 1 rue de Nantes
- 28230 GOUENOU - RADIO SELL SIREVE - 24C de Kergaradec
- 27 rue Gustave Planck
- 31000 TOULOUSE - ACTION INFORMATIQUE - 33 rue Bertrand de Born
- 31000 TOULOUSE - COMPUTERLAND 32 rue des Pargouds
- 31000 TOULOUSE - STE TECHN. CALCUL - 11 bd des Recollets
- 31000 TOULOUSE - SOUBIRON 9 rue Kennedy
- 31000 TOULOUSE - AGENA 5-7 rue St-Antoine du T.
- 33000 BORDEAUX - A.E.A. 48 allée de Tourmy
- 34000 MONTPELLIER - INTERFACES 4 av. Georges Clemenceau
- 34000 MONTPELLIER - INFOCOP Croix d'Argent (Central Park) Avenue Paul Valéry
- 35000 RENNES - COMPUTERLAND 13 rue du Mail
- 35014 RENNES - VICATEL 6 rue du Bois Rondel
- 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS G.M.L. - 11 rue Marion Audebert
- 38000 GRENOBLE - AXIAL 11 bd Gambetta
- 38240 MEYLAN - KRISTAL - Chemin des Clos - Z.I.R.S.T.
- 42100 SAINT-ETIENNE - PONY EXPRESS - 32 rue du Docteur Charcot
- 44000 NANTES - GIFO INFORMATIQUE - 2 place Denton
- 44000 NANTES - AGENA DUEST 28 bd Guichard
- 44154 SAINT-BREVIN-LES-PINS TROISI - 21 de la Guichard
- 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE - Ets OLIVIER - Centre Cedex-Ingres - Rue Henri Dumas
- 45200 MONTARGIS - INFORMATIX 84 rue des Déportés
- 49000 ANGERS - ORDISOFT 17 place Molère
- 49000 ANGERS - ORDISOFT 53 rue Bonnet
- 49300 CHOLET - ACS INFORMATIQUE Plessis 17 bd Dalmeunet
- 49400 SAUMUR - ORDISOFT 18 rue du Marché
- 51000 REIMS - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 27 bd de la Paix
- 51200 EPERNAY - ESPACE BUREAU SYSTEMS - 58 av. du Maréchal Foch
- 54000 NANCY - ETS RITTER 1 place Carnot
- 58000 LORIENT - COMPUTERLAND 2 rue Léo Bourgo
- 58400 AURAY - VIDEOF. 40 av. Anne de Bretagne
- 59000 LILLE - RYO INFORMATIQUE 42 rue de Paris
- 59000 LILLE - AGENA NORD 15-17 rue Nieuport
- 59000 LILLE - ETS CATRY 38 rue Faidherbe
- 59110 LA MADELEINE-LES-LILLE L.M.C. DISTRIBUTION 223 av. de la République
- 59140 DUNKERQUE - LITTORAL EQUIPEMENT - 18 rue des Arbres
- 60100 CREIL - HAPEL - 2 av. de l'Europe
- 62100 CALAIS - LITTORAL EQUIPEMENT - 41 rue Aubert
- 62200 BOULDER/MER - LITTORAL EQUIPEMENT - Le Pôisson 30 av. Charles de Gaulle
- 63000 CLERMONT-FERRAND NEYRIAL INFORMATIQUE - 3 cours Sablon
- 63000 CLERMONT-FERRAND AUVERGNE - 21 - 2 rue de l'Industrie
- 64000 PAU - AGI - 47 rue E. Guichena
- 64100 BAYONNE - ESPACE MICRO 64 - 10 rue J. Lafitte
- 67000 STRASBOURG - AGENA STRASBOURG - 5 place du Corbeau
- 68110 ILZACH - DUBICH - Centre commercial le Négociant - 8 rue de Berny
- 69000 LYON - AGENA RHÔNE-ALPES 47 cours Gambetta
- 69002 LYON - TERTIAL - 17 rue Gentil
- 69005 LYON - STICC INFORMATIQUE 88 quai Pierre Serze
- 69007 LYON - FACEN Motel d'entreprise - 75 rue Gerland
- 69007 LYON - D.Q.M. - 274 r. de Créqui
- 69100 VILLEURBANNE INFORMATIQUE APPLIQUÉE - P. Croc Luzet, 171 rue Roger Salengro
- 69440 MOULINAY - EPI Le Plan St-Laurent d'Agny
- 72100 O.M.L. - 21 Sud 14 bis bd Lefebvreux
- 74000 ANNECY - D.S.A. MICRO 3 rue des Glaciers
- 74300 CLUSE - I.C.S. - 19 r. Nicolas Girard
- 74102 ANNEMASSE CEDEX - D.S.A. MICRO - 15 rue Adrien Ligué - B.P. 89
- 75008 PARIS - COMPUTERLAND 38 bd St-Marc
- 75008 PARIS - LA PEGLE A CALCUL 65 bd St-Germain
- 75008 PARIS - AGENA' 25 rue de la République
- 75008 PARIS - EUROTRON 55 rue d'Amsterdam
- 75008 PARIS - MEDICAL COMPUTER 3 rue Chaussée d'Antin
- 75008 PARIS - L.T.A. - 13 rue Lafayette
- 75010 PARIS - SYSMEDA 8 rue Darnatour
- 75010 PARIS - I.L.L. CENTER INFORMATIQUE - 86 bd Magenta
- 75011 PARIS - MICROPOLIS 53 av. Philippe Auguste
- 75011 PARIS - I.F.SILICON CENTER 70 rue de Montreuil
- 75011 PARIS - COPEM - 1 rue Guénot
- 75013 PARIS - SERSI 208 bd Vincent Auriol
- 75013 PARIS - RANDOM 65 bd St-Marc
- 75013 PARIS - HAMILTON HGL 25 rue de Tolbiac
- 75014 PARIS - RYO INFORMATIQUE 94 bd de Montparnasse
- 75015 PARIS - I.L.L. CENTER INFORMATIQUE - 143 av. Félix Faure
- 75015 PARIS - L.T.A. - 8 r. de l'Arrivée
- 75016 PARIS - RANDOM - 49 av. Kléber
- 75016 PARIS - BATISTEM 5 rue Boileau
- 75017 PARIS - GAMIC 27 bd Guersant
- 75017 PARIS - STE MENTHOR 28 rue Vernier
- 75017 PARIS - RANDOM 75 bd Péreire
- 75018 PARIS - LOCATEL 1 square Clichoncourt
- 75019 PARIS - INFOGRAPH 28 rue d'Hauteville
- 75740 PARIS CEDEX 15 COMPUTERLAND PARIS XV Centre Commercial Beaugrenelle 16 rue Linois - B.P. 84
- 76000 ROUEN - COMPUTERLAND 62 rue Jeanne d'Arc
- 76000 ROUEN - SCRIPTA INFORMATIQUE - 130 rue Jeanne d'Arc
- 76800 LE HAVRE - V.P.C. 87 rue Louis Brindeau
- 76700 HONFLEUR L'ORCHER OMB - RN 15
- 78140 VELIZY - AS MICRO CONSEIL 54 bis place Louvois
- 78200 MANTES-LE-JOUE - MICRO 6 SYSTEMS - 12 rue Henri Rivière
- 78000 NOUVEY - C.M.I. - 38 rue Méliès
- 82000 ALBI - LOGIC 20 rue St-Fusien
- 84000 AVIGNON - INTERFACES 32 rue de la Balance
- 85000 LA ROCHE-SUR-YON - G.I.F.O. 19 rue des Primevères
- 87000 LIMOGES - MACORBUR 12 rue Jean Jaures
- 91000 EVRY - COMPTA FRANCE Centre Antares les Passages Vennel 5, Franklin
- 91400 LES ULIS - C.M.G. 21 Courcouronnes - Le Perreux
- 92000 NANTERRE - H.D.S. 37 rue Henri Barbusse
- 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT COMPTA FRANCE - 3 route de la Reine
- 92180 ANTOINRY - ALMEX 48 rue de l'Aubépine
- 92580 GARCHES - S.T.I. 19 bis rue de Villeneuve
- 93000 PUTEAUX - E.A.C. Centre Commercial RER - La Défense 4
- 94150 RUNNIGS - SCAIB Snc 137 - 80 rue d'Arroul
- 98000 MONTE-CARLO - IMCO 13 rue St-Michel

POUR LUTTER CONTRE LES « CLANDESTINS »

La race à la trace

Noir donc suspect. On croit ce réflexe interdict. Mais il est apparemment bien ancré et même encouragé par l'ostentation dont le gouvernement fait preuve à l'égard des immigrés clandestins.

Pour comprendre la mésaventure qu'a connue récemment M. Mohamed Sissoko, un Melien en situation irrégulière, il faut savoir que la loi sur les contrôles d'identité, votée par la gauche, ne permet pas aux policiers de demander leurs papiers aux simples passants sauf en cas d'infraction ou de risque d'infraction. Pour faire la chasse aux clandestins, il a donc fallu trouver autre chose et on a euhmé du code pénal un décret de 1946 qui oblige les étrangers à présenter toute réquisition et les décrets sous le couvert desquels ils sont autorisés à séjourner en France.

« Taille filiforme »

L'ennui, c'est que la qualité d'étranger n'est pas inscrite sur leur front. On peut être blanc, suisse, donc ressortissant d'un pays étranger, et noir, martiniquais, donc français. Ce qui devait arriver, est donc arrivé : l'application de ce décret de 1946 a eu pour conséquence de multiplier les vexations dont sont victimes les Français de type arabe ou à la peau noire.

L'autre conséquence prévisible de ce décret était de voir les tribunaux fermer les yeux sur le racisme latent qui préside inévitablement à ce genre de contrôles. Et de fait, la cinquième chambre du tribunal de Versailles a condamné récemment M. Sissoko à trois mois d'emprisonnement avec sursis, à la suite d'une interpellation décidée, au flair, par des policiers qui lui avaient trouvé l'air suspect.

Agé de dix-huit ans, M. Sissoko se trouvait en France, où il était venu rejoindre sa mère deux ans auparavant. Arrêté au Vélizy (Yvelines), alors qu'il sortait du RER, il a eu beau mettre en

doute, par l'intermédiaire de son avocat, M. Didier Liger, la légalité du décret de 1946, le tribunal a estimé que son interpellation était régulière dès lors que les policiers avaient eu leur attention attirée par sa présentation physique particulière (taille filiforme et de 1,30 mètre, peau noire), permettant à coup sûr de le distinguer des nationaux originaires des Antilles.

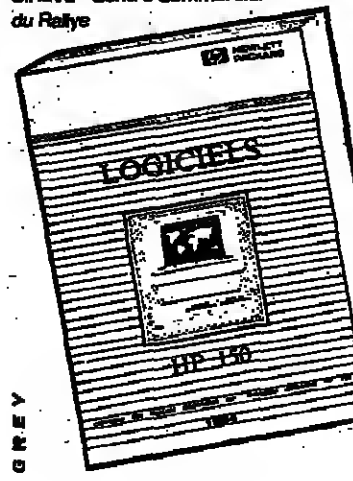
Cependant, cet hammage rendu à la perspective de la marchandise n'a pas été du goût de la cour d'appel qui a annulé le jugement en déclarant que « la qualité d'étranger [...] ne peut se présumer d'après une simple apparence tenant à l'aspect physique ».

Il reste, qu'encouragés par la chance, les tribunaux continuent d'appliquer le décret de 1946 sans en avoir le plus souvent conscience. Les fautes, des cours d'appel. Tous, cependant, ne sont pas aussi inventifs que la cinquième chambre de Versailles qui avait déjà attiré l'attention sur elle en 1983 en jugeant régulier le contrôle d'identité d'un individu susceptible de par son aspect, son comportement, sa tenue vestimentaire, voire sa diction, de ressortir d'une nationalité étrangère.

Cela n'a pas empêché le président de cette chambre, M. Jean Cabout, d'être nommé récemment président de la cinquième chambre du tribunal de Paris, les « flics », où composeraient les étrangers en situation irrégulière arrêtés dans la capitale, ce qui ne peut passer pour un dessein des jugements qu'il a rendus.

Ve-t-on vers l'institution d'un droit de peau sombre ? Ce sera bientôt à la Cour de cassation, qui a été saisie, de le dire. Elle doit le faire dans quelques semaines en principe. On saura alors si elle s'ajoute et l'ironie de rappeler le gouvernement aux principes de liberté et d'égalité dont se réclame la gauche.

BERTRAND LE GENDRE.



Catalogue des logiciels HP150 à consulter chez les distributeurs agréés HP

HP HEWLETT PACKARD

ÉDUCATION

POUR LE FINANCEMENT COMMUNAL

Les écoles privées sont ramenées à la loi Debré

Le gouvernement a « pris acte » de la décision du Conseil constitutionnel annulant dans la loi de décentralisation de l'éducation, adoptée le 20 décembre 1984, un article concernant les relations entre communes et écoles primaires privées sous contrat d'association (le Monde daté 20-21 janvier). Cette décision, qui entraînera le retour à la loi Debré, a cependant surpris le ministre de l'éducation nationale, qui considérait la mesure controversée comme un geste d'apaisement.

La participation des communes au financement des écoles primaires privées a compté, il est vrai, parmi les points les plus sensibles de la querelle scolaire. C'est même l'une des causes essentielles de l'échec du texte proposé par M. Savary.

Avant même que la gauche ne soit au pouvoir, les relations entre communes et écoles privées étaient tendues. En effet, si les collèges et les lycées privés subventionnés par l'Etat sont tous sous le régime du contrat d'association (dans lequel l'Etat paie les maîtres, les charges sociales et participe aux dépenses de fonctionnement), les écoles primaires ont encore le choix entre ce type de contrat et le contrat simple. Dans ce dernier cas, moins contraignant pour l'école privée, l'Etat paie les maîtres et les charges sociales, mais les frais de fonctionnement ne lui incombent pas, comme pour les écoles publiques, dont l'entretien est à la charge des communes. Ces dernières sont libres de donner ou non une subvention aux écoles primaires sous contrat simple. D'après la loi Debré de 1959, elles devaient en outre participer aux dépenses des écoles qui choisissaient de rester avec l'Etat un contrat d'association. Mais l'application de cette règle a été interrompue par la loi Guéroux de 1977, source d'ambiguïté. Depuis cette date, des litiges opposent des écoles et des communes qui refusent de payer. Ils n'ont jamais concerné que quelques dizaines de municipalités, et les tribunaux et les chambres régionales des comptes ont prononcé des jugements contradictoires.

En s'installant au ministère de l'éducation nationale, M. Savary devait, à la fois, appliquer l'engagement de M. Mitterrand de mettre fin, après négociation et sans contrainte, au privilège dont bénéficiait l'enseignement privé, et prévoir d'adapter l'ensemble du système éducatif aux nécessités de la décentralisation. Dans cette double optique, il proposait notamment la suppression du contrat simple et la généralisation du contrat d'association, impliquant pour les communes l'obligation de payer pour toutes les écoles primaires privées.

C'est cette proposition qui a déclenché la colère des élus socialistes et mis le feu aux poudres. Au nom de la liberté des communes, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avec en tête MM. Joxe, Laigret et Popereau, lui opposait, lors du débat parlementaire, les amendements limitant l'obligation de payer à la proportion de maîtres fonctionnaires. Sans ces amendements, la manifestation nationale de l'enseignement catholique, le 24 juin 1984 à Paris, n'aurait sans doute pas eu lieu.

Retour à la case départ

Après le retrait du projet Savary et la démission du gouvernement Mauroy, la tâche du nouveau ministre de l'éducation nationale était de calmer vite le jeu, sans pour autant devoir ses amis politiques. Il retenait donc du projet précédent les aspects qui ne posaient pas de problème et éliminait tous les autres. Sur ce point précis des relations entre communes et écoles primaires privées, la loi présentée par M. Chevènement et Joxe, votée le 20 décembre, prévoyait le maintien du contrat simple. D'autre part, elle subordonnait la conclusion d'un contrat d'association à l'accord de la commune, qui devait signer le contrat au même titre que le représentant de l'Etat et l'association gestionnaire de l'école. Conséquence : en cas de refus de la com-

mune, l'école conserve la possibilité de passer avec l'Etat un contrat simple (1). Cette fois, c'est l'opposition qui, entre autres recours, s'est manifestée sur le rôle des communes. Le Conseil constitutionnel a estimé que l'application d'une loi organisant une liberté publique ne pouvait dépendre de décisions locales, et par conséquent illégales sur l'ensemble du territoire. On revient sur ce point à la case départ, c'est-à-dire à la loi Debré de 1959.

Les communes devront donc payer. Toutefois, conformément à la promesse faite par M. Michel Debré lors des débats parlementaires de 1959, les communes ont toujours été consultées sur le passage du contrat simple au contrat d'association jusqu'en 1974. En cas d'avis défavorable, les ministres de l'époque demandaient aux préfets de ne pas passer outre. En tout cas, l'ancien gouvernement ne pourra pas faire moins. La décision du Conseil constitutionnel risque cependant de ne pas faciliter la solution des conflits dans les quelque soixante-dix communes qui refusent encore de payer.

CATHERINE ARDITTI

LES RÉACTIONS

LE MINISTRE « PREND ACTE »

Dans un communiqué, « le ministre de l'éducation nationale prend acte de la décision du Conseil constitutionnel. Il constate que les « dispositions législatives et réglementaires prises par le Parlement et relatives aux établissements d'enseignement privé sont pour l'essentiel déclarées conformes à la Constitution. La seule disposition déclarée non conforme qui porte sur l'enseignement primaire prévoyait que l'accord de la commune était nécessaire pour que soit conclu un contrat d'association : celui-ci n'oblige en effet la commune à payer les frais de fonctionnement de l'école ».

Quoique très satisfaite

L'UNAPEL S'INTERROGE SUR LA RIPOSTE DE M. CHEVÈNEMENT

Si M. Michel Bouchareiss exprime son « étonnement » (le Monde daté 20-21 janvier), la décision du Conseil constitutionnel satisfait les défenseurs de l'enseignement privé et l'opposition. M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre, affiche une satisfaction réelle, tempérée par

l'incertitude quant à la riposte du ministère de l'éducation nationale. « C'est une décision qui se situe bien au-delà de la liberté de l'enseignement, car elle concerne la liberté publique », déclare M. Daniel, samedi 19 janvier à Tarbes. Dès lors n'existe-t-il pour M. Chevènement que deux solutions : ou revenir à la législation antérieure, ou décider de modifier cet article dans une autre loi. Le président de l'UNAPEL est donc décidé « au-delà de la satisfaction » à se montrer « très vigilant ».

M. Jacques Barrot, député (CDS) de la Haute-Loire et secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 19 janvier, que le Conseil constitutionnel « une mise en garde à l'encontre de toutes les municipalités qui continueraient par leur sectarisme à ne pas tenir les engagements financiers qu'implique le contrat d'association ». Pour M. Barrot le « verdict » de l'Assemblée du Palais-Royal « doit mettre fin aux contentieux en cours » et « doit rendre effective la liberté scolaire sur l'ensemble du territoire ». Enfin, M. Paul Serany, sénateur (UDF) de Seine-et-Marne, et rapporteur du projet de loi sur l'école privée au Sénat, « se réjouit de voir que la plus haute juridiction constitutionnelle de l'Etat a donné raison au sénat - défenseur traditionnel des droits civiques - dans son combat pour la liberté fondamentale de l'enseignement ».

EN BREF

Cinq sympathisants d'Action directe jugés à Créteil

Trois hommes et deux femmes supposés appartenir à la mouvance du groupe ultra-gauche dissous Action directe ont comparu, vendredi 18 janvier, devant la dix-huitième chambre correctionnelle du tribunal de Créteil. Christian Gauzens, âgé de trente ans, Antonio Reino, vingt-quatre ans, Maryline Chiesa, vingt-cinq ans, tous trois détenus, ainsi que Marie Caubita Gogora, trente-trois ans, et Marc Toulon, vingt-neuf ans, avaient été interpellés en mai 1984 par les gendarmes de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) après la découverte dans des boîtes à voitures de 30 kilogrammes de produits servant à confectionner des explosifs et de 400 kilogrammes de cartouches de 357 magnum et de 9 millimètres.

Ils furent inculpés de détention d'un dépôt de munitions d'armes de guerre, de détention de substances ou d'engins explosifs, de transports de munitions, de falsification de documents administratifs et de recel. Le procureur de la République a re-

quis des peines de trois ans de prison pour Christian Gauzens, de deux ans pour Maryline Chiesa et Antonio Reino, d'un an avec sursis pour Caubita Gogora et d'un an dont sept avec sursis pour Marc Toulon. Jugement le 25 janvier.

● L'enquête sur l'assassinat du juge Michel. — M. Patrick Guérin, juge d'instruction à Marseille, a décidé récemment que l'incrimination de Gilbert Ciaramaglia, inculpé d'homicide volontaire avec préméditation et complétement après l'assassinat du juge Pierre Michel, ne se justifiait plus. Gilbert Ciaramaglia reste néanmoins incarcéré aux Baumettes, où il purge une condamnation pour détention illégale d'armes. Les deux autres inculpés après l'assassinat de Pierre Michel avaient déjà été remis en liberté par M. Guérin. Il s'agit de Charles Giardina et de Daniel Danti.

● Une vieille dame assassinée à Paris. — M^{me} Marguerite Marcy, âgée de soixante-trois ans, a été tuée à son domicile de l'avenue Montaigne, à Paris (8^e), le vendredi 18 janvier vers 22 h 30. Des voisins ont aperçu l'assassiné, un jeune homme qui s'enfuyait, avant de découvrir la victime, qui gisait ensanglantée dans son appartement, portant de profondes blessures à la tête, des traces de strangulation et six blessures par arme blanche à la poitrine.

Toutefois, les policiers de la brigade criminelle, chargés de l'enquête, estiment que ce meurtre n'est pas à mettre au compte de l'auteur — ou des auteurs — des neuf assassinats de vieilles dames seules commises à la fin de l'an dernier dans le dix-huitième arrondissement.

JUSTICE

APRÈS L'ANNULATION D'UN DÉCRET PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

Le gouvernement s'apprête à dissoudre une seconde fois la FANE, organisation néo-nazie

Le gouvernement s'apprête à dissoudre une seconde fois la Fédération d'action nationale et européenne (FANE), mouvement néo-nazi dont le décret de dissolution, pris en septembre 1980, avait été annulé, le 31 octobre 1984, par le Conseil d'Etat. Ce dernier avait invoqué un vice de forme auquel remédie le nouveau décret soumis prochainement au conseil des ministres.

Cette décision n'aura cependant qu'une valeur symbolique, la FANE ayant été reconstituée sous

l'appellation de Falcois nationalistes européens (FNE).

Un groupuscule par ailleurs, au sein d'une mouvance extrémiste que l'on qualifie de folklorique si elle ne tendait à réhabiliter le nazisme, entraînant ainsi quelques activistes.

C'est ce qu'illustrent une affaire judiciaire récente ainsi que divers rapports des renseignements généraux.

Nostalgies et air du temps

Une enquête policière en cache parfois une autre. Quand, en novembre 1984, des gendarmes perquisitionnent un presbytère de Tournoire (Ariège), ils s'intéressent à un jeune monte-en-l'air, Michel Faci, qui accumule, dans des locaux loués depuis deux ans, de nombreux objets de valeur, antiquités et objets d'art, provenant de cambriolages dans la région. Mais Michel Faci, âgé de vingt-huit ans, est aussi, depuis 1974, un militant d'extrême droite. Militant du Parti des forces nouvelles (PFN), puis du Front national de M. Jean-Marie Le Pen, où il rejoint la tendance « dure » — les Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR) de François Duprat, tué dans un attentat en mars 1978 — il gagne rapidement la FANE, puis après dissolution de celle-ci, les FNE, dont il sera l'un des dirigeants, avec M. Marc Fredrikson.

Avant sa mésaventure ariégeoise, il a eu affaire avec la police ou la justice, pour vols, escroqueries, transport d'armes à la frontière espagnole et aussi provocation à la haine raciale. Mais surtout, selon les contacts internationaux entretenus par François Duprat, Collaborateur de l'hebdomadaire des GNR, les Cahiers européens, au titre de correspondant avec les groupes étrangers, notamment belges et anglais, puis rédacteur en chef de Notre Europe, organe de la FANE, il multiplie les voyages, participe aux rassemblements rituels de l'extrême droite européenne, « solistes » et « pèlerins », notamment à Diksmuide en Belgique.

C'est ici que la maison de documents recueillis en Ariège par les gendarmes, au détour d'une enquête traditionnelle, est instructive. Un fichier saisi, inventaire des principaux militants français de cette mouvance (une petite centaine), comprend aussi les coordonnées de quatre-vingt-seize organisations et cent cinquante-neuf correspondants dans trente-huit pays répartis sur tous les continents. L'Europe l'emporte — essentiellement la Belgique, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et la Turquie, — venant devant l'Amérique du Nord.

Au vu de ces documents, la branche la plus radicale de l'extrême droite paraît fort divisée : dix mouvements en RFA, sept en Belgique, dix-huit aux Etats-Unis, dix au Mexique, quatre en Rhodésie... Selon le commentaire des policiers chargés d'exploiter ce fichier, ce « catalogue des multiples représentations internationales de l'idéologie néo-nazie et néo-fasciste » exclut l'existence d'une « internationale néo-nazie » structurée et cohérente.

Cette découverte s'accompagne cependant d'un mystère : les destinations de certains des nombreux voyages à l'étranger de Faci, continués après 1982, sont à partir de laquelle il semble pourtant s'être

éloigné de ses responsabilités de « commis voyageur » international au sein des FNE. En effet, à des voyages répétés aux Etats-Unis, en Grèce, au Venezuela, en Espagne, s'ajoutent deux séjours en Pologne (août et décembre 1982) et un autre en République démocratique allemande (RDA), c'est-à-dire dans le bloc de l'Est, en 1984.

Lors de son audition, Michel Faci a assuré que le but de ces divers cambriolages, dont le montant pourrait atteindre 1 million de francs, était destiné à « aider les groupes néo-nazis du monde entier et leurs militants emprisonnés ».

Tandis que l'un de leurs anciens responsables est inculpé de vol et écroué à la maison d'arrêt de Toulouse, les FNE continuent, très ouvertement, leur prosélytisme. La revue Notre Europe, organe d'un aigle dont les serres brandissent une épée et un marteau, paraît mensuellement. « La FANE revient », titre la livraison de décembre 1984, qui contient ce genre d'affirmations : « J'ai ma patrie, mais je refuse que des juifs fassent de nos cœurs des tombeaux devenus pour eux leur trône ». Ou, dans le numéro d'octobre 1984 : « N'importe quel jardinier le sait, sacrifier toute forme de vie, c'est détruire l'ordre naturel. Il existe des corps étrangers dont l'élimination est vitale... La loi nous autorise à écrire que le sionisme est une forme de parasitisme ». On peut lire dans la même livraison : « La propagande antinazie, qui étouffe l'humanité tout entière depuis 1945, est un tissu de mensonges ».

Dans ce numéro de juillet-août 1984, Marc Fredrikson défend le vote en faveur du Front national, en expliquant que « le succès de Le Pen est, pour la plus grande partie du public, un témoignage de la renouveau du fascisme », alors que « Le Pen n'est pas fasciste ». Pour le responsable des FNE, « Le Pen est un nationaliste, nous sommes nationaux-socialistes, nous ne nous trouvons donc en accord avec lui que sur la moitié du programme (...) ». « Le Pen a beaucoup d'illusions s'il compte sur les tristes cosmopolites pour assurer l'équilibre économique de notre nation ».

Ces écrits ont récemment suscité l'émotion de la Ligue des droits de l'homme. M. Michel Chiriz, député de Paris (PS), a demandé, fin décembre, dans une question écrite au gouvernement d'« interrompre l'impression et la diffusion de tels écrits ». Il signale notamment l'existence d'autocollants, diffusés en Allemagne fédérale et édités en France par Notre Europe.

Le ministère de l'Intérieur ou assure que ces publications sont l'objet d'une « surveillance attentive » et que chaque numéro contenant des éléments constitutifs du délit d'apologie du racisme est transmis au garde des sceaux. Aux renseignements généraux, où l'on se

Mourrier en 1966 du commissaire Galtier

CHRISTIAN DAVID DE RETOUR EN FRANCE ?

Christian David, trafiquant de drogue français et membre du conseil d'administration de Maurice Galtier en 1966, est toujours en détention aux Etats-Unis. Les autorités américaines avaient récemment confirmé leur décision de l'extrader vers la France, mais ses avocats ont introduit, vendredi 18 janvier, auprès d'un juge du district de Tokyo, un recours contre l'arrêt d'extradition. Le juge dispose de quinze jours pour se prononcer.

Christian David, surnommé « le Beau Serge », 34 ans, est entré dans la police française en 1962 aux Etats-Unis pour trafic de drogue. Après une condamnation à vingt ans de détention, les remises de peine allaient permettre sa libération samedi 19 janvier. La justice française réclame son extradition car il est accusé d'avoir tué, le 2 février 1966, le commissaire Maurice Galtier, devant un bar de la rue d'Armand à Paris (17^e). Le gangster avait soutenu en 1975 à expliquer à Paris sur ce meurtre (le Monde du 6 février 1976). Après sa fuite en Amérique du Sud, Christian David était devenu, au Paraguay, le lieutenant d'Auguste Roldan dans la filière « latino-américaine » de drogues. Il avait été arrêté le 21 octobre 1972 au Brésil et remis aux autorités américaines. Il avait déclaré à la police brésilienne avoir été mêlé à l'enlèvement et à l'assassinat du leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, en 1965, et affirmé avoir reçu quinze millions d'anciens francs pour faire ce travail.

Le 20 octobre 1965, Mehdi Ben Barka, dirigeant de l'opposition de la gauche marocaine qui a un rendez-vous à Saint-Germain-des-Près, à Paris, est enlevé dans le hall de l'hôtel de la police judiciaire et emmené à New York. On ne le reverra jamais.

L'enquête, puis l'instruction suivent la piste de ce cas avec les deux policiers d'Armand-Lopes de SENECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), d'un officier de ce service d'un journaliste, de quatre agents de justice en fuite — et de deux personnalités marocaines : le général Oufkir et le commandant Dillat. Le premier, alors ministre de l'Intérieur à Rabat, avait été tué par un coup d'Etat mené au Maroc, en 1972, et le second, chef de la sécurité intérieure, braver la mort dans un « étrange accident » le 25 janvier 1983, dans la palmeraie de Marrakech.

Cependant, si l'enquête, si les deux pistes, devant le conseil d'Etat de Paris, ne réussissent à faire la lumière sur cette affaire qui a longtemps empêché les relations franco-marocaines, bien que le général de Gaulle ait voulu « voir qu'en fait » s'agit de « complots ».

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10"

+
4 goujons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pinces

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.800 F TTC

Pose et dépt. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Les Moutiers
☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

(Publicité)

BENEDICTINE EASTER AND SUMMER SCHOOL

DATES : 30 MARS AU 13 AVRIL
13 JUILLET AU 3 AOUT

Pour garçons et filles de quatorze à dix-huit ans. Plus de vingt heures de cours de classes de tout niveau, plus d'activités dans la soirée. Les activités comprennent : hockey, voile, équitation, promenade dans les collines (et excursions d'orientation), planche à voile, golf, tennis et pêche. Excursions dans la région des Highlands.

Prise en charge des étudiants à l'aéroport ou à la gare d'Inverness.

Ecrire à : DIRECTOR, BENEDICTINE EASTER AND SUMMER SCHOOLS (1), THE ABBEY, FORT AUGUSTUS, INVERNESS-SHIRE PH23 4DB (GRANDE-BRETAGNE) - Tél. (19) 44 320-62-33.

JUSTICE

«LE CANARD ENCHAÎNÉ» POURSUIVI POUR DIFFAMATION

M. Le Pen, parachutiste à Alger

La dix-septième à guichets fermés. Il faut dire qu'à cette chambre correctionnelle du tribunal de Paris, spécialiste des affaires de diffamation, l'affiche était belle vendredi 18 janvier. Au banc de la partie civile M. Jean-Marie Le Pen en personne. A celui des prévenus, M. Roger Fressoz, directeur du *Canard enchaîné*. Et tout cela pour quelle raison ? Pour savoir si l'hebdomadaire a diffamé le président du Front national en publiant trois articles dans lesquels il disait qu'au temps où M. Le Pen fut lieutenant en Algérie au 1^{er} Régiment étranger de parachutistes, il fut de ceux qui pratiquèrent la torture sur des membres du FLN.

Des articles qui, dans leur titre comme dans leur contenu, étaient dans le style maison : « Un émile de Barbie se-t-il entré à l'Assemblée européenne ? », « Le Pen et la pégase », « Comme le dit son directeur, le *Canard enchaîné* », « A-t-il par la Veillée des chaudières ». Les articles étaient-ils pour autant fondés ? Oui, selon un côté de M. Fressoz. Nous avons des éléments et des documents sérieux. D'abord le livre la *Paification*, publié en Suisse par M. Haffid Karamane, ambassadeur algérien, un rapport d'un commissaire de police d'Alger, M. René Gilles, des articles publiés ensuite dans le journal *Vérité* libérée, par M. Vidal-Naquet, historien sé-

rieux, qui donnent matière à un livre publié en 1972, réédité en 1983. Autant de textes que M. Le Pen n'avait jamais jugé bon de poursuivre. « Au surplus, ajouta M. Fressoz, notre conviction s'accompagnait d'une parfaite possibilité de vraisemblance. Car M. Le Pen n'a-t-il pas reconnu un certain moment avoir exercé la torture, puisqu'il a affirmé que, en certains cas, elle pouvait avoir été justifiée ? »

« Nous sommes tous des paraf français »

Qu'en pensait le président du Front national ? « Je ne suis arrivé en Algérie qu'en janvier 1957. La bataille terroriste d'Alger faisait rage. Les rebelles, traqués sur le terrain, s'en prenaient maintenant aux civils. Par dizaines, des enfants étaient déshabillés par les bombes. La police, débordée, a fait appel à l'armée. Comme officier au 1^{er} Régiment étranger de parachutistes, je suis donc dans cette bataille d'Alger. En avril 1957, je reviens au Palais-Bourbon. Je n'ai été alors ni accusé ni poursuivi. Ma sanction fut la remise d'une décoration. Mais quand la guerre d'Algérie sera conclue par la défaite politique de la France, on entendra les premiers aboiements. Je protesterai dès que ces accusations viendront à ma connaissance. Alors oui, j'ai dit : « Nous sommes tous des paraf français ». Mais les responsabilités incombent au gouvernement de l'époque. Je dis donc qu'il était légitime que l'armée remplisse sa mission de protection contre le plus ignoble des terrorismes et le plus sordide encore de ceux qui le soutiennent. L'armée française a fait ce qu'elle avait à faire. J'ai fait, moi, ce que j'avais à faire, mais cela ne comportait en aucun cas des interrogatoires. »

Retour en Algérie

Les témoins seront essentiellement MM. Pierre Vidal-Naquet et Paul Teitgen. Le premier, universitaire et historien, a eu connaissance par M. Teitgen d'un rapport du commissaire René Gilles - ce fonctionnaire algérien affirmant que le lieutenant Le Pen avait torturé de ses mains avec un marteau, et d'un autre document qui indiquait que, dans la nuit du 30 au 31 mars 1957, M. Le Pen s'était présenté à 2 heures du matin dans un bar d'Alger et comme le veilleur de nuit lui en refusait l'entrée, il l'avait enlevé et soumis à des sévices. Contre-attaque de M. Georges Wagner qui assiste M. Le Pen : « Vous connaissez le commissaire Gilles ? » - Non, pas personnellement. - Vous dites que l'affaire a été étouffée, mais quel était le garde des sceaux de l'époque ? - M. Mitterrand, je sais, mais c'était la justice militaire qui était compétente, pas le ministre de la Justice. »

Quant à M. Paul Teitgen, à l'époque secrétaire général de la police à Alger, aujourd'hui conseiller d'Etat honoraire, il confirmera avoir bien reçu le rapport du commissaire Gilles relatant les accusations contre M. Le Pen. Si n'y eut pas de suites, c'est, répond l'ancien secrétaire général de la police d'Alger, parce que l'on ne poursuivait pas à l'époque un officier parachutiste. Jusque-là, l'affaire pouvait paraître ardue sur des éléments déjà connus. Le *Canard enchaîné* entendait, et entend toujours, y ajouter de l'insolite. Cet insinué, il s'est mis à le rechercher après que M. Le Pen eut décidé, le 11 juillet 1984, d'engager des poursuites. Et il l'a trouvé.

L'un de ses collaborateurs, M. Marie-Louis Horeau, a expliqué comment, non sans peine, il devait retrouver en Algérie deux témoins, MM. Lakdani Khilifa et Mohamed Louil, qui lui ont déclaré devant magnétophone qu'ils avaient été torturés par Jean-Marie Le Pen. De surcroît, un cinéaste, M. René Vauthier, qui prépare un film consacré aux mêmes événements, a lui aussi, retrouvé d'autres témoins qui ont accepté de parler devant sa caméra. L'enquête, c'est que les deux témoins retrouvés par M. Horeau ne se sont pas présentés à l'audience et ne semblaient pas, vendredi soir, avoir encore débarqué à Orly. En attendant, pouvait-on déjà montrer au tribunal les extraits du film de M. Vauthier ? Les avocats de M. Le Pen ont dit en chœur : objection. D'abord ont-ils soutenu, le journaliste, pour prouver sa bonne foi, doit produire des pièces dont il avait connaissance avant d'écrire et non après. Ensuite parce que ces témoignages recueillis par le *Canard enchaîné* lui-même n'ont pu être orientés et que les écouter tels qu'ils sont présentés contrevien-

draient aux règles du débat contradictoire. - En auriez-vous peur ? a demandé alors M. Henri Leclerc. La bonne foi se prouve par tous les moyens, c'est aussi la loi qui le dit. »

Finalement, le tribunal, présidé par M. Emile Cabé, a décidé qu'il statuerait le 25 janvier sur cet incident. Mais le jugement qu'il rendra alors sera susceptible d'appel et du même coup il y a de grandes chances pour que l'affaire ne puisse vraiment continuer avant plusieurs mois.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Stock permanent de 500 véhicules en livraison immédiate



Offre exceptionnelle
2 ans d'entretien gratuit* ou 30000 km à tout acheteur d'une 305 ou d'une 505 du 15 janvier au 28 février 1985

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

* Entretien complet suivant prescriptions du constructeur
227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Marie de St-Ouen

Les salaires des cadres 1985

Êtes-vous sous-payé ?

Dans le numéro du Point du 21 janvier : les salaires des cadres débutants et confirmés

PAS facile de situer son salaire... ou simplement de le comparer à ceux qui exercent la même profession. Car c'est vrai que le salaire dépend aussi du secteur, du chiffre d'affaires et de la dimension de l'entreprise. Autant de critères que Le Point a justement pris en compte pour révéler, dès son pro-

chain numéro, les salaires des cadres 1985. Une grande enquête nationale qui permettra à chacun de savoir (vraiment) combien il devrait gagner... qu'il soit cadre débutant ou confirmé.

lepoint

HP150, DES PROGRAMMES A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS.

La force d'un micro-ordinateur c'est la richesse et la diversité de ses programmes. Hewlett-Packard et ses partenaires proposent avec le HP 150 un catalogue de plus de 200 logiciels, répondant avec précision aux besoins les plus diversifiés d'un grand nombre de professions et de métiers. Plus qu'un simple programme ou logiciel c'est en fait une solution complète qui est offerte.

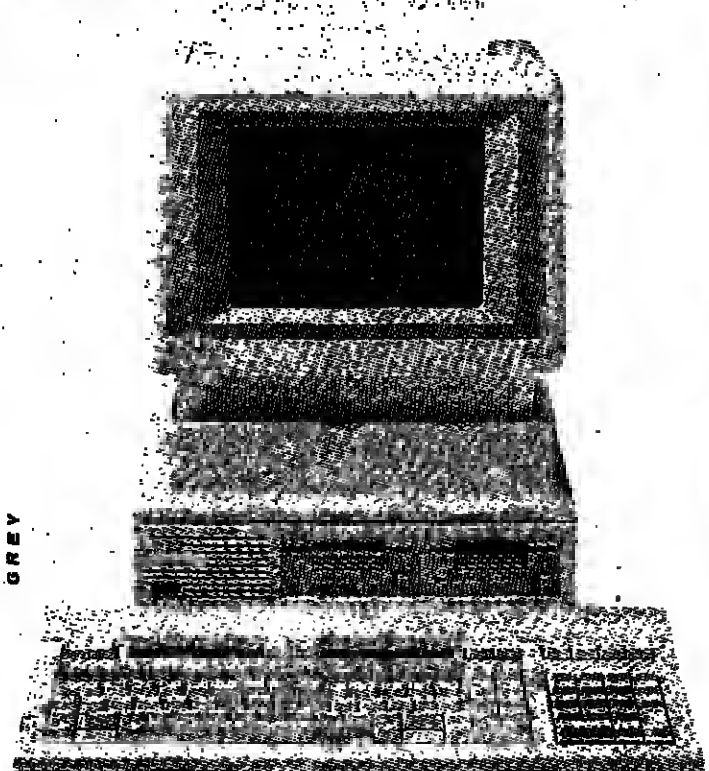
Cadres et dirigeants d'entreprises. Vous qui devez prendre les bonnes décisions, au bon moment, avec les programmes HP vous disposez de tableaux électroniques, de logiciels graphiques, de programmes de traitement de texte, de gestion de fichiers, de budgets, etc. autant d'outils indispensables pour accélérer et faciliter la prise de décision.

Dirigeants de PME-PMI. Vous qui voulez accroître la rentabilité et la productivité de votre entreprise avec un investissement peu élevé, nous vous proposons avec le HP 150 des programmes pour la comptabilité, la gestion commerciale, les stocks, la paie, le personnel et les ressources humaines, etc. Ce sont des outils de management efficaces et faciles à utiliser.

Professions médicales et libérales, artisans, agriculteurs et collectivités. Il existe pour vous des logiciels spécialisés et des programmes spécifiques mis au point par HP et ses partenaires en fonction de vos activités et besoins. Faciles à utiliser, particulièrement adaptés à vos attentes, les logiciels HP 150 vous aideront à améliorer votre gestion, dans votre domaine.

Ingénieurs, techniciens, scientifiques. dans le domaine des logiciels techniques, HP et ses partenaires ont développé pour vous une panoplie de programmes techniques et scientifiques : calculs, statistiques - CAO - Bâtiment - Architecture - Chantiers, énergie, calculs thermiques, devia...

Tous ces logiciels sont disponibles en français auprès du réseau des distributeurs HP Partout en France, ils sont là pour vous les montrer et vous les expliquer. Si vous désirez en savoir plus, reportez-vous à la page suivante où vous trouverez la liste des distributeurs agréés Hewlett-Packard.



HP 150 PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ÉCRAN TACTILE. ÉLU "MICRO" DE L'ANNÉE*

* COUPE 84, ORGANISÉE PAR LA REVUE "L'ORDINATEUR PERSONNEL"

hp HEWLETT PACKARD

HP France Parc d'Activité du Bois Briard 91040 Évry Cedex

HISTOIRE

IL Y A QUATRE-VINGTS ANS

«Les troubles de Limoges»

«En tout cas, nous sommes en plein désordre, dans l'anarchie complète. J'espère que l'ordre national sera promptement rétabli, mais le désordre moral, la confusion d'idées règnent. La France est, au mieux, une tour de Babel et pour longtemps. On ne s'entend sur le sens d'aucun mot : patrie, liberté, commune, salaire, travail, époux, armée. Tous ces mots (et tous les autres du reste) s'emploient avec les significations les plus opposées. Il est aussi difficile de faire la France au milieu de cette confusion (dont tu ne peux pas te faire une idée) qu'il l'a été d'élever la tour de Babel.»

En dépit des apparences, ces lignes n'ont pas été écrites par une personnalité politique de l'opposition actuelle, mais il y a plus d'un siècle - le 9 avril 1871 exactement - par un porcelainier de Limoges, M. Charles Haviland, d'origine américaine, qui s'adressait à son frère Théodore, retourné aux Etats-Unis pour y réorganiser le marché de la porcelaine. Charles Haviland résumait ainsi son opinion, face à ce qu'on a appelé « les troubles de Limoges » en 1905 : « C'est aussi le titre d'un ouvrage remarquable d'Alain Deschamps, de

Josiane Deschamps et de Bernard Mergier qui viennent de publier les éditions Lucien Souy (1). L'année 1870 avait vu la création des premiers syndicats dans la porcelaine de Limoges. Vingt ans plus tard, il n'y avait pourtant que trois cent cinquante et un syndicats, mais en 1890, on en dénombrait mille neuf cent huit. Pour atteindre, l'année des « troubles », deux mille cent soixante-huit. Les conditions de travail et de vie des ouvriers porcelainiers étaient déplorables. La grève éclata, et, jusqu'au 17 avril 1905, date de la mort de Camille Vardelle, un jeune homme âgé de vingt ans - tué par les forces de l'ordre - qui assistait sans manifester aux événements - les émeutes succédèrent aux interventions de la troupe. Les interventions de la troupe aux émeutes... Un moment important de l'histoire sociale syndicale en France, une époque forte, passionnante et méconnue : quatre-vingts ans après, « les troubles de Limoges » méritent encore d'éveiller les lecteurs.

(1) Editions Lucien Souy, 177 pages, 150 F., 3, rue Jules-Guesde, 87000 Limoges.

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

SERVICE NATIONAL

Comment faire sa préparation militaire

Destinée à permettre à des futurs appelés d'effectuer leur service national comme officiers, sous-officiers ou spécialistes, la préparation militaire revêt trois formes :

1) La préparation militaire (PM).

Dispensée quelques demi-journées par mois dans les centres d'instruction de préparation militaire de l'armée de terre, elle est commune aux armées de terre, de l'air et de la marine. Elle dure de cent vingt à deux cents heures suivant les armées et spécialités. Elle donne un certain nombre d'avantages : nomination au grade de première classe le jour de l'incorporation ; octroi de quatre jours de permission supplémentaires ; possibilité d'accéder à la préparation militaire supérieure pour les meilleurs ; et choix de la région, voire de la formation.

2) La préparation militaire parachutiste (PMP).

Dispensée au cours d'un stage d'une douzaine de jours, elle offre, outre les avantages de la préparation militaire, l'incorporation directe dans les troupes aéroportées (TAP) et l'indemnité pour services aériens.

3) La préparation militaire supérieure (PMS).

Elle est destinée à former les élèves officiers de réserve (EOR) des trois armées. Elle s'adresse surtout aux candidats bacheliers, mais aussi aux meilleurs brevets de préparation militaire. Spécifique à chaque armée, elle a lieu pendant une période « bloquée » d'envron trente jours. Elle donne aux stagiaires une meilleure connaissance générale de la défense et de l'armée dans laquelle ils seront appelés.

* Tous renseignements dans les bureaux de service national à Ajaccio, Dijon, Lyon, Marseille, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Valenciennes, Versailles et Perpignan.

EN BREF

ASSURANCES

SKIS CASSÉS. — Une paire de skis coûte entre 800 F et plusieurs milliers de francs. Comment obtenir une indemnisation en cas de casse, ou de vol ? L'assurance prend-elle en charge les skis qui tombent de la galerie d'une voiture ? Dans les deux premiers cas, un contrat « sports d'hiver » vous indemnise dans certaines limites, une franchise restant dans la plupart des cas à votre charge. Une assurance « vol et bris de skis », si vous adhérez à un club affilié à la Fédération française de ski, prévoit le versement d'une indemnité maximale de 1500 F qui ne joue que dans la station. En revanche, la perte ou la destruction de vos skis mal armés sur le toit de votre voiture n'est pas couverte. En cas de location du matériel, il est prudent de se renseigner pour savoir si le loueur a souscrit une assurance.

3 MILLIARDS CLÉS EN MAIN. — Les vols de voitures coûtent cher, que emmène près de 3 milliards de francs aux compagnies d'assurance. Ce chiffre comprend les vols partiels (accessoires ou autoradio) et le coût des réparations lorsque le véhicule a été retrouvé endommagé.

CONCOURS

JOURNALISTES EN CULOTTES COURTES. — Le Centre de documentation et d'information lycéen (CDIL) organise avec le concours de Radio 7, l'Actual et l'Autrement, un concours de journaux lycéens. Cette épreuve s'adresse aux lycéens, collégiens, élèves des classes classiques, modernes ou techniques (de la sixième à la terminale). Les équipes candidates doivent présenter un numéro de leur journal réalisé entre le 1^{er} janvier et le 30 mars 1985. Les lauréats sélectionnés par un jury composé de journalistes spécialisés, animateurs et dessinateurs, bénéficieront de stages d'une semaine dans la rédaction de divers quotidiens ou périodiques.

* CDIL BP 67, 93101 Montreuil CEDEX. Tél. : (1) 840-55-13. Dossiers à retirer avant le 28 février 1985.

ENVIRONNEMENT

QU'ENTENDS-JE ? L'Association française d'hygiène et de médecine scolaire et universitaire organise, le 30 janvier, une journée sur le thème « La bruit en milieu éducatif » : le bruit, qu'est-ce ? Bruit et scolarité, pathologies engendrées par le bruit. Cette session se déroulera dans le grand amphithéâtre de l'Institut Pasteur, 26, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris, avec la participation de médecins, d'acousticiens, de professeurs et de membres de services de santé scolaire.

* Association française d'hygiène et de médecine scolaire et universitaire, 9, passage Cardinet, 75017 Paris. Tél. : (1) 267-81-35.

EXPOSITION

BRÛLER SOUS LA PLUIE. — Les Amis de la Terre organisent une exposition sur le thème « Pluies acides » pour sensibiliser le public aux problèmes posés par la pollution atmosphérique, et faire comprendre les effets de ces pluies, chargées de rejets industriels et domestiques, qui brûlent les arbres et les plantes et mettent en péril la nature.

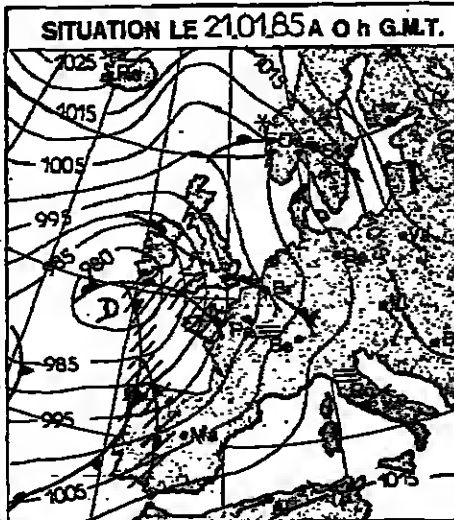
* Maison de la nature, 9, quai de la Seine, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 483-33-26. Tous les jours de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 24 février.

FORMATION CONTINUE

ENCADREMENT. — L'Institut d'études politiques de Paris organise à partir de février 1985 divers stages de formation destinés aux cadres : « La France contemporaine », « Entraînement à l'expression orale », « Entraînement à la communication écrite », « S'exprimer et communiquer ». Ces sessions s'adressent aux salariés ayant accès à des postes de responsabilité sans avoir reçu une formation d'enseignement supérieur général, mais aussi aux cadres désireux d'améliorer leurs connaissances.

* Institut d'études politiques. Service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 260-39-60.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps prévue en France entre le lundi 21 janvier à 6 heures et le mardi 22 janvier à 6 heures.

La dépression centrée sur le proche Atlantique puis sur les îles Britanniques continuera à diriger sur la France de l'air doux et humide. Plusieurs lignes perturbées circuleront rapidement dans ce flux.

Mardi, le temps sera très nuageux, doux et pluvieux. Les précipitations seront plus abondantes près des côtes et sur les reliefs exposés au sud-ouest et au sud. La neige tombera au-dessus de 1700 mètres le matin puis progressivement jusqu'à 1200 mètres. Dans le nord-est, malgré les températures sous-zéro devenant positives, les pluies pourront encore ruisseler au sol.

Les vents du secteur sud-ouest modérés à assez forts se renforceront temporairement, en particulier près des côtes de la Manche où ils seront alors forts. Ils tourneront au secteur nord-ouest mardi après-midi. Les températures minimales seront de l'ordre de +2° dans le nord-est, de 0° à 5° de la Bretagne à l'Aquitaine, de 4° à 9° ailleurs.

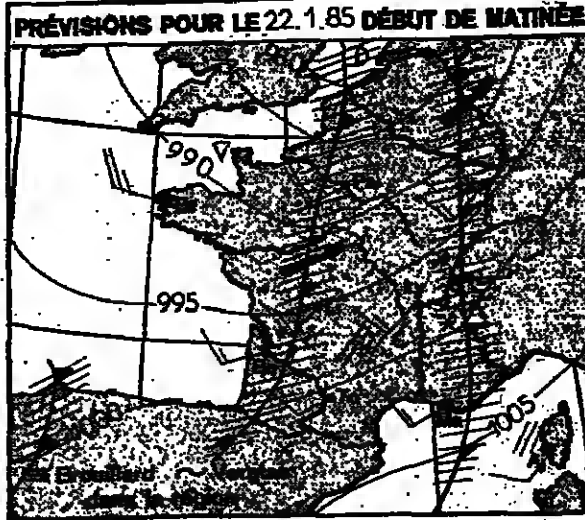
Les maxima seront d'environ 10° en Bretagne, 8° du nord au Bassin parisien, 5° du nord-est au Jura, 15° en Aquitaine, 12° ailleurs.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'environ 1013 hPa le 21 janvier, à 7 heures, de 995,6 millibars, soit 744,8 millibars de mercure.

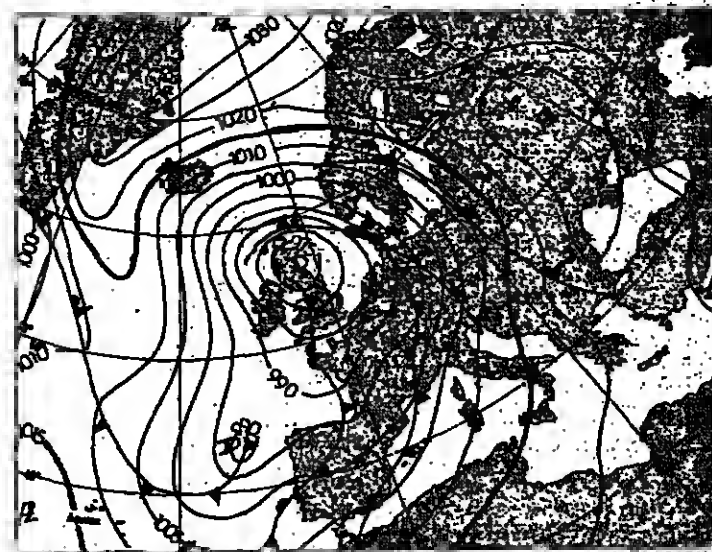
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 janvier) : Ajaccio, 10 et 4 degrés ; Biarritz, 15 et 12 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Brest, 4 et 2 ; Brive, 10 et 9 ; Caen, 4 et 2 ; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Dijon, 1 et -6 ; Grenoble-St-M-H., 3 et -4 ; Lille, 0 et 0 ; Lyon, 4 et 1 ; Marseille-Marguare, 9 et 4 ; Nancy, 1 et 1 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 4 et 2 ; Paris-Orly, 2 et 1 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 14 et 1 ; Rennes, 7 et 6 ; Strasbourg, 2 et -1 ; Tours, 5 et 4 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Puy, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 6 ; Amsterdam, -5 et -6 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, -8 et -11 ; Bonn, -1 et -2 ; Bruxelles, -1 et -1 ; Le Caire, 21 et 10 ; La Croyance, 25 et 13 ; Copenhague, -3 et -5 ; Dakar, 22 et 18 ; Djibouti, 16 et 7 ; Genève, 2 et -7 ; Istanbul, 7 et 4 ; Jérusalem, 15 et 8 ; Lima, 15 et 13 ; Londres, 3 et 2 ; Luxembourg, -2 et -2 ; Madrid, 5 et 5 ; Montréal, -8 et -20 ; Moscou, -10 et -25 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, -9 et -16 ; Palma-de-Majorque, 16 et 8 ; Rio-de-Janeiro, 27 et 24 ; Rome, 13 et 5 ; Stockholm, -5 et -5 ; Téhéran, 17 et 6 ; Tunis, 16 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)



PRÉVISIONS POUR LE 22 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



3 ; Dijon, 1 et -6 ; Grenoble-St-M-H., 3 et -4 ; Lille, 0 et 0 ; Lyon, 4 et 1 ; Marseille-Marguare, 9 et 4 ; Nancy, 1 et 1 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 4 et 2 ; Paris-Orly, 2 et 1 ; Pau, 14 et 3 ; Perpignan, 14 et 1 ; Rennes, 7 et 6 ; Strasbourg, 2 et -1 ; Tours, 5 et 4 ; Toulouse, 14 et 5 ; Poitiers-Puy, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 6 ; Amsterdam, -5 et -6 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, -8 et -11 ; Bonn, -1 et -2 ; Bruxelles, -1 et -1 ; Le Caire, 21 et 10 ; La Croyance, 25 et 13 ; Copenhague, -3 et -5 ; Dakar, 22 et 18 ; Djibouti, 16 et 7 ; Genève, 2 et -7 ; Istanbul, 7 et 4 ; Jérusalem, 15 et 8 ; Lima, 15 et 13 ; Londres, 3 et 2 ; Luxembourg, -2 et -2 ; Madrid, 5 et 5 ; Montréal, -8 et -20 ; Moscou, -10 et -25 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, -9 et -16 ; Palma-de-Majorque, 16 et 8 ; Rio-de-Janeiro, 27 et 24 ; Rome, 13 et 5 ; Stockholm, -5 et -5 ; Téhéran, 17 et 6 ; Tunis, 16 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 20 janvier 1985 :

DES DÉCRETS

• Du 18 janvier 1985 fixant les conditions d'exercice du droit de suffrage, la composition des collèges électoraux et les modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, ainsi que les modalités de recours contre les élections.

• Du 17 janvier 1985 portant constitution de la commission spéciale de la réglementation de la pêche dans les eaux françaises de la mer Méditerranée.

• Du 17 janvier 1985 relatif au Conseil supérieur de la recherche archéologique.

UN ARRÊTÉ

• Du 28 décembre 1984 relatif aux méthodes de calcul des coefficients volumiques de déperditions thermiques et de besoins de chauffage des bâtiments d'habitation.

UNE LISTE

• Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecture DPLG.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 23 JANVIER

• La mort de Louis XVI, 14 h 30, rue Pasquier (Approche de l'art).

• La maison de Victor Hugo, 13 heures, 6, place des Vosges (Arts et curiosités de Paris).

• Hôtel de Lamoignon, 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

• Panbourg, Saint-Germain, 14 h 30, rue Solferino (M. Polier).

• LOTO

16 22 27 36 43 47 48

PROBABLE TIRAGE : 16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

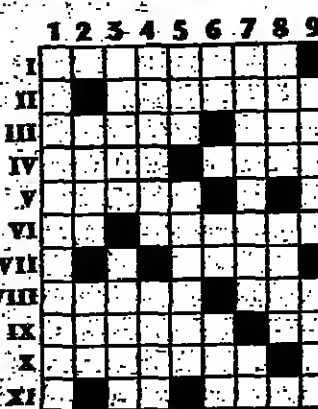
16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

16 22 27 36 43 47 48

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3886



HORIZONTALEMENT

1. On peut y trouver une place, mais aucun débouché. — II. Effets de choc. — III. Grandes familles. Anglaise, elle a fait tourner bien des têtes. — IV. Station du Morbihan. Est à Brest ce que le site est à Cérès. — V. Dans le vestiaire des détroqués. — VI. Note. Célébré au nom révélateur. — VII. Même singulier, il implique au moins deux personnages. — VIII. Ennemi de tout sacrifice. Arrière. — IX. S'attache à la musique qui l'a vu naître. Note. — X. Sur le Pénin. — XI. Préposition. Dynastie chinoise.

VERTICALEMENT

1. Instrument adapté au nettoyage des vestibules. — 2. La canicule le laisse froid. Temple que l'on contemple au pays du Soleil-Levant. — 3. Sur la chaussure ou sur la route. Qui ne peut être que cousu main. — 4. Bruit éloquent plutôt la charité que le boudoir. Disparagant d'un complet cynisme. — 5. Sait un Rad qui mit Bédouin dans le bain. Espèce de fin qui se font plutôt pour le confort des autres. — 6. Participe passé. Epuisé. Le jour et la nuit s'y manifestent plus tôt. — 7. Le prince Édouard ou le reine Charlotte. Des personnes filent dans les lieux où il court. — 8. L'objet en question. « Remake » du 2 du IV horizontal. — 9. Botrygnonnais passant l'année à Paris. A sa banque, il veut mieux être déposant qu'emprunteur.

Solutions du problème n° 3885

Horizontalement

I. Jouer. — II. L'Amateur. — III. L'Amateur. — IV. L'Amateur. — V. L'Amateur. — VI. L'Amateur. — VII. L'Amateur. — VIII. L'Amateur. — IX. L'Amateur. — X. L'Amateur. — XI. L'Amateur.

Verticalement

I. Jouer. — II. L'Amateur. — III. L'Amateur. — IV. L'Amateur. — V. L'Amateur. — VI. L'Amateur. — VII. L'Amateur. — VIII. L'Amateur. — IX. L'Amateur. — X. L'Amateur. — XI. L'Amateur.

GUY BROUTY.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi, 8 h à 50

Colette Godard

Claire Dorevieux

Caroline de Baroncelli

LA MAISON DE BLANC

LIQUIDATION TOTALE

PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE DU 30 DÉCEMBRE 1984

PRIX EXCEPTIONNELS

SUR LINGE DE MAISON, LINGE DE TOILETTE, LAYETTES, LINGERIE, COUVERTURES, PEIGNOIRS, ET TENUES POUR PERSONNELS DE MAISON

DES MEILLEURES MARQUES

A PARTIR DU MERCREDI 16 JANVIER 1985

92 AVENUE VICTOR HUGO 75016 PARIS

MÉTRO VICTOR HUGO

Jacques PERRIN
Directeur du Groupe ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS vous invite au premier des **débats sur l'Art** organisés par l'**ESCP** sur le thème

ART ET SOCIÉTÉ

avec :

M. Henri JOBBE-DUVAL, Organisateur de la FIAC chargé de la promotion
M. Gérard XURIGUERA, Critique d'Art
M. Hervé POULAIN, Commissaire-Priseur
M. Patrice TRIGANO, Expert en Art près la Cour d'Appel de Paris
M. Vladimir VELICKOVIC, Peintre

MERCREDI 23 JANVIER A 18 HEURES

dans le grand amphithéâtre de l'ESCP, 79, avenue de la République - PARIS 18ème

Utilisation du métro recommandée : Station Saint-Maur

groupe escp

Recherchements
Tél. 355.39.08 poste 1265

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ANNIVERSAIRE

IL Y A QUARANTE ANS

La libération d'Auschwitz

Il y a quarante ans, le 27 janvier 1945, les troupes soviétiques atteignent le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau et en libèrent les survivants. Pour commémorer cet événement - préluce à beaucoup d'autres libérations - le comité de coordination des anciens déportés du camp (Amicale d'Auschwitz, Amicale des anciens déportés juifs, Amicale de Buna-Monowitz), organise plusieurs cérémonies du souvenir, qui auront lieu à Paris le dimanche 27 janvier 1985 :

- De 10 heures à midi, des délégations iront fleurir le monument d'Auschwitz au cimetière du Père-Lachaise, la crypte de la déportation en l'île de la Cité et le Mémorial du martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnien.
- De 14 h 30 à 17 h 30, une séance solennelle et artistique aura lieu dans les salons Hoche, 9, avenue Hoche (8^e). Au programme : allocutions, témoignages de survivants, poèmes, projection d'un film, partie musicale.
- A 18 h 30, les rescapés et les familles de disparus se retrouveront à l'Etoile pour raviver la flamme à l'Arc de Triomphe. Rendez-vous à 18 h 15 sur le musoir Friedland-Champs-Élysées.

• **Pèlerinage à Auschwitz.** - L'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz, organisée, du jeudi 28 mars au jeudi 4 avril, un pèlerinage en Pologne au cours duquel seront visités les camps d'Auschwitz-Birkenau (avec participation, le samedi 30 mars à Auschwitz, à la grande manifestation internationale de célébration du quarantième anniversaire de la libération du camp) et de Maidanek-Lublin. Logement à Varsovie et à Cracovie.

* Tous renseignements sur ce pèlerinage peuvent être obtenus à l'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz, 18, rue Lavoisier, 75116 Paris, ou au téléphone au 501-92-55, du lundi au vendredi, de 9 heures à 13 heures.

ipesup
HEC - SCIENCES-PO
MÉDECINE - PHARMACIE

• cours du soir à partir de février
• stage intensif d'été
• préparation annuelle

la préparation au succès

- 1^{re} classe préparatoire HEC de France
- 10 ans d'efficacité pédagogique

Enseignement Supérieur Privé
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - ☎ (1) 325.63.30

Naissances

- M. Didier JEANPERRIN et M^{me} née Brigitte Lardoux, sont heureux de faire part de la naissance de

Tiphaine,

le 18 janvier 1985.

8, allée des Deux-Orfèvres, 91210 Draveil.

Décès

- Lola Bernas, Les familles Bernas, Padova et Wales, Tous ses amis, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Robert BERNAS,

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Roger BONAN, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Georges Bonan, M. et M^{me} Dominique Deloison, M. et M^{me} Didier Noël, Les familles Bonan, Baran, Teinmann et Sada, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger BONAN,

survécu en son domicile le 18 janvier 1985.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le lundi 21 janvier 1985, à 16 h 15, au cimetière de la Roche (Meaux).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue des Basses-Buthières, 77210 Samoreau.

- M^{me} Dacrix Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès, des suites d'une longue maladie, de

Joël DUCRUX,

survécu dans sa trente-troisième année, à Paris, le 2 janvier 1985. L'incinération a eu lieu au Père-Lachaise dans l'intimité de la famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- La famille du docteur Francis DAYAN rappelle son souvenir à l'occasion du huitième anniversaire de sa mort.

- Il y a en, nous quitte

Simone PESQUIÈS-COURBIER,

Que ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, se souviennent.

- Il y a quatre ans, notre très cher

Pierre QUEREUIL,

nous quitte, en pleine jeunesse.

En souvenir de sa grande gentillesse et de son enthousiasme dans la vie.

Communications diverses

- Logs l'Echelle de Jacob n° 27. Franco-maçonnerie (famille de tradition, rite anglais) émission. Mardi 29 janvier, à 19 h 30. Cérémonie de passage au deuxième grade. Sur invitation, BP 646, 75161 Paris Cedex 04. Note d'information envoyée sur demande.

Nos abonnés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. Marc de MONTERISON.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 janvier, à 15 h 45, en l'église réformée de Fontenot, 106, rue de Grenelle (7^e).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au Mans (Sarthe). Cet avis tient lieu de faire-part.

59, rue Rivy, 92300 Levallois-Perret.

- M^{me} Jean-Louis LESAGE, son épouse, M^{me} Anne-Marie LESAGE, M^{me} Elizabeth LESAGE, M. et M^{me} Alain LESAGE, ses enfants, Marié et Gail LESAGE, ses petits-enfants, M^{me} Françoise Demm et son fils, M. et M^{me} Michel LESAGE et leurs enfants, ses sœurs, frère, belle-sœur, neveux et nièces, Les familles Olivarez, Allard, Nicolas, Haymann, Richon, Berlan, Pelletier, Daurin, Corpe, Hamel et Hilde, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis LESAGE,

survécu, jusqu'au sacrement de l'Eglise, le 17 janvier 1985, à l'âge de cinquante-trois ans, à Suresnes.

M. Edouard PATARD, professeur agrégé de l'Université, ancien membre des CAPN, survenu le 12 janvier 1985, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation provisoire a eu lieu le 17 janvier, 13, rue Marins-Aufan, 92300 Levallois.

- Les parents et amis de

Yves-Philippe RISTICH, médaille commémorative FFL, ont la douleur de faire part de son décès, le 16 décembre 1984, à soixante-deux ans.

Inhumé à Contamines-Montjoie en Haute-Savoie.

"Pour protéger la montagne qu'ils aiment, des amis reposent aux Contamines. Le montage reste belle et mystérieuse."

- 21, rue Claude-Monet, 27620 Giverny.

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^{ie}

320-74-52

LE CHOC DE L'ANNEE!

DU 18 JANVIER AU 2 FEVRIER

LA BRADERIE DES MARQUES

Hausmann, Nation, Parly 2, Velizy 2, Italie, République, Ternes

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 363

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

1. Mot de 4 lettres, commençant par S, terminant par E.

2. Mot de 5 lettres, commençant par M, terminant par I.

3. Mot de 6 lettres, commençant par L, terminant par A.

4. Mot de 7 lettres, commençant par P, terminant par T.

5. Mot de 8 lettres, commençant par R, terminant par N.

6. Mot de 9 lettres, commençant par C, terminant par O.

7. Mot de 10 lettres, commençant par B, terminant par U.

8. Mot de 11 lettres, commençant par D, terminant par G.

9. Mot de 12 lettres, commençant par F, terminant par H.

10. Mot de 13 lettres, commençant par G, terminant par I.

11. Mot de 14 lettres, commençant par H, terminant par J.

12. Mot de 15 lettres, commençant par I, terminant par K.

13. Mot de 16 lettres, commençant par J, terminant par L.

14. Mot de 17 lettres, commençant par K, terminant par M.

15. Mot de 18 lettres, commençant par L, terminant par N.

16. Mot de 19 lettres, commençant par M, terminant par O.

17. Mot de 20 lettres, commençant par N, terminant par P.

18. Mot de 21 lettres, commençant par O, terminant par Q.

19. Mot de 22 lettres, commençant par P, terminant par R.

20. Mot de 23 lettres, commençant par Q, terminant par S.

21. Mot de 24 lettres, commençant par R, terminant par T.

22. Mot de 25 lettres, commençant par S, terminant par U.

23. Mot de 26 lettres, commençant par T, terminant par V.

24. Mot de 27 lettres, commençant par U, terminant par W.

25. Mot de 28 lettres, commençant par V, terminant par X.

26. Mot de 29 lettres, commençant par W, terminant par Y.

27. Mot de 30 lettres, commençant par X, terminant par Z.

ECONOMIE

Les Bourses européennes et japonaise au plus haut

A l'exception des marchés nord-américains, presque toutes les Bourses du monde se retrouvent à leur plus haut niveau historique. Le volume d'affaires traité depuis le début de l'année est en général très élevé.

Succès, Londres, Tokyo, Francfort, Amsterdam, Hongkong, Zurich, Milan — et bien sûr, Paris — pour ne citer que les principales places mondiales, ont ouvert la nouvelle année en fanfare après avoir déjà grimpé de 20 % à 40 % en 1984 pour certaines d'entre elles. Seul le marché de New-York, en baisse de 5 % environ en 1984, est resté à la traîne par rapport à ceux du Vieux Continent et du Japon. On a toutefois observé ces derniers jours une certaine remontée à Wall Street après la décision prise par une petite banque qui joue souvent les frondeurs — la Southwest Bank of Saint-Louis — et par la Manufacture d'abaisser son prime rate de 103/4 % à 101/2 %.

Le ton maussade et hésitant des Bourses américaines a franchi les Grands Lacs pour atteindre les marchés canadiens de Vancouver et Toronto, seul celui de Montréal ayant réussi à tirer son épingle du jeu. Sur une plus longue période, c'est-à-dire en fait depuis le 16 août 1982, date de la vigoureuse reprise de Wall Street déclenchée par les prévisions optimistes des « gourous » de Wall Street faisant espérer une déflation des taux d'intérêt et un redémarrage de l'économie américaine — pronostics confirmés par les faits, on constate au vu du graphique d'ensemble publié ci-contre que c'est un peu avant la fin de l'année

1983 que le Big Board, le grand marché américain, a commencé à se laisser distancer par les autres places mondiales.

A 1 287,20 points, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, considéré comme le baromètre numéro un à Wall Street, avait atteint son plus haut record historique le 29 novembre 1983 pour fléchir ensuite pendant quatorze mois autour de 1 200 points, sans trouver la force de décoller.

Grâce aux effets bénéfiques de la politique d'assainissement entreprise par la majorité des gouvernements occidentaux, au redressement incontestable de la marge bénéficiaire des entreprises et à l'effort mené pour canaliser dans les pays européens l'épargne des particuliers vers l'industrie souvent en pleine crise de modernisation, les marchés non américains sont, depuis plusieurs mois, apparus plus attirants aux investisseurs américains, désireux d'internationaliser leurs risques.

Exception faite de Londres et de Tokyo, les autres places internationales disposent d'une capacité d'accueil réduite face au grand frère américain, à la fois en raison du nombre limité de titres offerts et de leur rotation relativement lente. Il suffit que les grandes firmes de courtage américaines et les organismes de placement (*mutual funds*) transfèrent une modeste partie (2 % à 5 %) de leurs colossales réserves vers l'un ou l'autre de ces marchés pour que l'effet de levier soit démultiplié.

« On assiste depuis plusieurs mois maintenant à un double phénomène, explique un professionnel français d'une part, les grandes firmes financières américaines sont toutes dotées d'un département « recherche d'investissements » important incluant à présent des spécialistes en actions européennes ou asiatiques... d'autre part, les agents de change — et surtout les gérants de portefeuille de ces pays — ont commencé, de plus en plus nombreux, à sortir de leurs bureaux pour aller « vendre au-delà des mers les plus beaux fleurons de la cote ». Les plus beaux fleurons, ce sont souvent les sociétés en pleine ascension.

L'effet dollar devrait s'atténuer, estiment les spécialistes, sans savoir toutefois quand devrait être corrigée cette surcote de la devise américaine, qu'ils évaluent à 25 % environ, mais les investisseurs internationaux jouent la reprise des économies autres qu'américaine pendant l'août en cours, essentiellement en Europe, et notamment en Allemagne fédérale, après le boom observé aux Etats-Unis depuis le début de 1983. L'abondance des liquidités, traditionnelle en ce début d'année en raison des ajustements de positions (*window dressing*) opérés fin décembre et des encaissements de coupons divers (à Paris, ils représentent, à titre d'exemple, quelque 26 milliards de francs), explique encore les importants achats d'obligations mais aussi de valeurs à revenu variable intervenus ces jours-ci à des degrés divers selon les différentes places financières.

● New-York: A la mi-janvier, l'indice Dow Jones se situait à 1 230 points, et ce sont les valeurs de second rang qui se mettaient en vedette, les *blue chips* étant reléguées à l'arrière-plan. Une nette reprise des cours à Wall Street apparaît dans l'immédiat improbable en raison de deux inconnues majeures: les moyens qui seront effectivement pris pour comprimer le déficit budgétaire fédéral et le contenu exact de la réforme fiscale actuellement en préparation. Tant que durera l'écart entre la capacité d'épargne des Américains et les besoins de crédit de l'administration et des entreprises (un « trou » évalué à 150 milliards de dollars), il ne sera pas raisonnable d'espérer une baisse importante des taux d'intérêt. Attirés par des taux d'intérêt réels (diminué de l'inflation) de 7 % environ, les capitaux étrangers constituent toujours une source de financement importante (encouragée par l'abolition de la retenue à la source sur les revenus d'obligations) pour l'économie américaine.

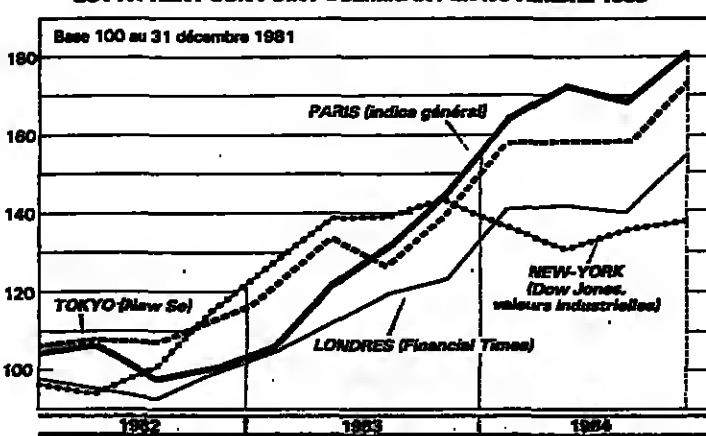
Les cours sont bon marché actuellement si l'on en juge par le rapport cours-bénéfice (*price earning ratio* — PER), l'un des principaux baromètres boursiers (1). On l'évalue pour l'année 1985 à 8 environ à New-York, contre près de 9 à Paris, 11,6 à Francfort, 12 à Londres et 19 au Japon, le marché nippon enregistrant généralement un PER doublé par rapport à celui de Wall Street. « En conséquence, explique un spé-

cialiste parisien des places internationales, New-York connaît un jour où l'autre un rattrapage ».

● Londres: A proximité de son plus haut niveau historique, le London Stock Exchange continue sa progression, sans prêter apparentement attention à la dégringolade de la livre sterling, un peu freinée depuis le relèvement — le deuxième en quatre jours — des taux d'intérêt intervenu le 14 janvier. Pas plus, d'ailleurs, qu'un conflit des mineurs, qui s'est terminé depuis le 12 mars 1984. En l'espace de six ans, depuis la victoire électorale des conservateurs en mai 1979, bientôt suivie de la suppression du contrôle des changes, la City a connu un nouvel essor, le marché londonien aura depuis lors grimpé de 130 %, la moitié de cette hausse ayant eu lieu au cours des dernières années. Et ce n'est pas fini... assurent les spécialistes, soulignant le rôle prépondérant joué ces derniers mois par la reprivatisation d'un certain nombre d'entreprises nationales telles que Jaguar ou British Telecom. Cette dernière opération, intervenue début décembre 1984, a permis à plus de deux millions de petits actionnaires d'empocher d'importantes plus-values (le cours a pratiquement doublé en quelques jours). Le même phénomène pourrait jouer lors de la prochaine dénationalisation, celle de British Aerospace.

● Francfort-Düsseldorf: La croissance devrait atteindre 3 % cette année en RFA, et les bénéfices des entreprises devraient croître de 12 % environ. A eux seuls, ces deux facteurs justifient la hausse des valeurs allemandes, que la « trêve des confiseries » n'a pu calmer en fin d'année précédente. La décision de la Bundesbank de ne pas modifier ses taux directeurs, impatientement attendue par les milieux d'affaires, confirme sa volonté de ne pas freiner l'expansion, et les observateurs constatent avec satisfaction l'arrivée de nouvelles sociétés sur le marché (le groupe chimique et pétrolier *Fuchs Petrolub* à Francfort et Stuttgart et la société *Brilliant Leuchten* sur les marchés de Francfort et de Brême). De plus, fait-on valoir, les investisseurs redécouvrent les vertus de quelques grandes valeurs (Siemens, Daimler, mais aussi Deutsche

LES BOURSES NON AMÉRICAINES ONT CONTINUÉ À MONTER APRÈS QUE WALL STREET EUT ATTEINT SON POINT CULMINANT EN NOVEMBRE 1983



(Source: ministère de l'économie et des finances)

bank). La reprise des sociétés chimiques contribue à encourager le mouvement de hausse, alimenté par l'apport des investisseurs étrangers.

● Zurich: La relative « contre-performance » des marchés suisses en 1984 (plus 1 %) ne doit pas faire illusion, et de nombreux opérateurs tableent déjà sur une vigoureuse reprise de Zurich, qui pourrait bien, en outre, de nombreux analystes, enregistrer cette année l'un des meilleurs scores des places continentales. Les valeurs bancaires et de compagnies d'assurances sont particulièrement privilégiées par les acheteurs, parmi lesquels les étrangers sont de plus en plus nombreux. L'action Ciba-Geigy est particulièrement en vogue, alors que Nestlé apparaît plus délaissée, mais des valeurs industrielles comme Schindler, Landis et Gyr et Autophon, attirent également l'attention.

● Amsterdam: En deux ans ce marché aura progressé de plus de 70 %, et les spécialistes escomptent une bonne tenue en 1985, à l'issue d'une phase de consolidation en début d'année; certaines valeurs (*Hooft*) ayant cependant été bonnées par les opérateurs.

● Marchés scandinaves (Stockholm, Oslo, Helsinki, Copenhague): Très bien orientés en 1983, ces places ont eu un comportement plus

décevant l'année suivante et il en va de même depuis un mois environ, avec un solde négatif pour les marchés danois et finlandais. Les investisseurs américains, qui ont fortement contribué à la hausse initiale, se sont retirés peu à peu de ces places, et cette désaffection a fait refluer les cours, encore que l'on table parfois sur un « modeste » rattrapage à Stockholm et à Oslo.

● Milan/Madrid: Ces deux marchés méditerranéens connaissent une euphorie qui se dément pas! La Bourse italienne a enregistré ses meilleurs cours depuis plus de quarante mois. A Milan, la capitalisation boursière atteignait 50 000 milliards de lires fin décembre 1984, soit une augmentation voisine de 50 % d'une année à l'autre. A Madrid, en hausse de 55 % en 1984, le secteur bancaire, particulièrement dynamique, a repris l'initiative après les déboires du Banco Hispanoamericano.

● Tokyo: Au plus haut depuis le début de l'année, le marché nippon semble prêt à confirmer une hausse qui a surtout concerné jusqu'à présent les valeurs pharmaceutiques et financières et quelques titres industriels. Mais les grandes sociétés exportatrices d'ont pas répondu aux espoirs placés en elles. A telle enseigne que les spécialistes se montrent as-

sez hésitants en cette mi-janvier à l'égard du Kabuto-Cho.

● Marchés asiatiques: Très spéculatifs dans leur ensemble, surtout Singapour et Bangkok, ils sont encore dominés par les investisseurs britanniques. Naturellement, c'est Hongkong qui tient la vedette. Tombé à 746 points il y a six mois, au plus fort des incertitudes sur l'avenir de la colonie britannique (appelée à devenir en 1997 une « zone administrative spéciale » relevant de la souveraineté chinoise), l'indice Hang-Seng atteignait 1 388 points à la mi-janvier, son plus haut niveau depuis le 1^{er} juin 1982.

● Et Paris? Comme les autres marchés internationaux, la Bourse de Paris bénéficie d'une demande importante, ainsi qu'en témoigne la ruée des acheteurs sur les valeurs introduites sur le second marché. Le 17 janvier, l'indice de la Compagnie des agents de change a atteint, avec le chiffre de 190,1, son record historique, et les analyses prévoient une « bonne année 1985 » après la hausse de 16,5 % enregistrée au cours des douze mois précédents. « Nous sommes partis sur la lancée d'une année active et, au total, satisfaisante en termes d'indices », estime M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change, mettant en avant trois facteurs qui doivent à nouveau contribuer à la bonne tenue de notre place: le maintien de la politique de rigueur, la redécouverte de l'épargne et des vertus de l'entreprise par les Français, encouragés en cela par l'attitude des pouvoirs publics, et, enfin, sur le plan international, la baisse du prix du pétrole, liée à une relative croissance des économies occidentales. Le tout dans un contexte d'inflation sérieusement réduite à défaut d'être complètement jugulée.

SERGE MARTI.

(1) Le *price earning ratio* s'obtient en divisant le cours boursier d'une action par le bénéfice net calculé par action. Souvent pris en compte par les analystes financiers, il constitue un facteur de jugement sur une entreprise — et par extension un secteur industriel et un marché — la valeur étant due « de croissance », des lors que ce multiple (PER) apparaît élevé.

Point de vue

Les délices de l'opposition

par DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Secrétaire du Parti socialiste, Dominique Strauss-Kahn, professeur de sciences économiques, se livre ici au « chiffrage » des propositions du RPR.

Ce texte est susceptible de provoquer des réactions qui trouveront leur écho dans ces colonnes, la rédaction du *Monde* se réservant, le cas échéant, de donner ses propres conclusions.

Le projet du RPR pour la France, tel qu'il a été exposé à la fin de l'année dernière dans le livre *Libres et responsables* (1), est plus un manifeste exposant une doctrine qu'un programme, du moins dans le domaine économique. Comment croire, en effet, que les parties du texte où l'on aborde l'économie aient pu être écrites par un économiste? Les déformations budgétaires qui y sont décrites pourraient être étudiées avec intérêt si le RPR proposait une stratégie de relance par le budget. Il n'est évidemment pas question de cela: Chirac 86 n'est plus Chirac 75. Dans ces conditions, on a du mal à croire que les propositions faites ne soient pas purement démagogiques.

Ainsi, le RPR propose de diminuer les impôts que paient les entreprises. Tout d'abord en autorisant l'amortissement des immobilisations à leur valeur de remplacement et non à leur valeur historique. Voilà une idée qui pour n'être pas nouvelle n'en est pas moins intéressante. Mais on ne peut cacher aux Français qu'il en coûte à l'Etat 10 milliards dès la première année et 80 en régime de croisière. Le RPR propose ensuite de généraliser le bénéfice mondial ou consolidé. Ceci peut sans doute être utile à de nombreuses entreprises, mais il faut trouver 4 milliards. Enfin, reprenant une proposition de la Commission Dauterme mise en place par J. Delors, les auteurs souhaitent réduire l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis. Catta mesure, qui incite à réinvestir plutôt qu'à distribuer des dividendes, va dans le bon sens dans une économie

qui manque de fonds propres, mais son coût varie entre 3,5 et 7 milliards par an selon les modalités retenues.

Toutes ces propositions ont déjà été maintes fois énoncées dans de nombreux rapports et par des courants de pensée très divers. Si elles n'ont pas été mises en œuvre depuis dix ans, ce n'est pas parce que personne n'y a pensé, c'est parce qu'elles sont très onéreuses pour les finances publiques. Les ratifier aujourd'hui, quand on ne les a pas adoptées hier, sans indiquer ni leur contrepartie en terme de recettes ni la façon dont elles seront financées est très déraisonnable.

(Lire la suite page 22.)

(1) *Libres et responsables*. RPR. Projet pour la France. Flammarion, 145 pages, 29 F.

EN ITALIE

Les syndicats ne croient plus à la Cassa integrazione

De notre envoyé spécial

Turin. — Fascinante, la Cassa integrazione italiana ne cesse de susciter la curiosité et même, chez certains observateurs, l'envie. Si le dispositif, original, est désormais largement connu (*Le Monde* des 30 août et 20 septembre 1984) pour ce qui est de son fonctionnement, il restait à savoir quelles conséquences réelles il avait eues et, subsidiairement, comment les syndicats appréciaient la situation ainsi créée.

Toujours cité, l'exemple de la Fiat, qui avait placé vingt-neuf mille salariés dans la Cassa integrazione en 1982 — il y en a encore douze mille aujourd'hui — fournit la démonstration, selon la CGIL et la CISL (1), des risques concrets dans une telle formule.

Prévue pour être un outil conjoncturel, la casse est devenue un fac-

teur de la politique industrielle, affirme M. Fausto Bertinotti, secrétaire général de la CGIL pour la région Piémont, qui y voit, aujourd'hui, le « moyen de la restructuration » et même un élément de « déreglement ». « Au plus fort de nos moyens, nous avions considéré en 1973 qu'il s'agissait d'une conquête syndicale importante », dit de son côté M. Bruno Mangui, son équivalent pour la CISL, « et maintenant les choses ont changé comme nous ne l'avions pas prévu ».

A l'origine, la Cassa integrazione devait permettre de retirer des salariés de la production, à titre temporaire, afin de faire face à une situation momentanée de crise. Dépités, les syndicalistes ont maintenant le sentiment d'avoir été dupés et délaissés même que les records signés ont été déjoués de leur sens.

« Aujourd'hui, les entreprises produisent autant avec moins de salariés », explique M. Mangui, tandis que son collègue de la CGIL parle de « chômage déguisé », conséquence d'une adaptation structurelle. « Il y a eu incapacité de notre part à prévoir cette évolution, confesse d'ailleurs M. Bertinotti. Nous n'avions pas compris les grandes transformations qui étaient en train de se produire dans la société industrielle. Nous n'avions pas fait les comptes de la modernisation ».

CISL ou CGIL, en forme d'autocritique, admettent leur erreur de jugement et avouent que ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de leurs bévues. « Cela a été vécu comme une déception et a marqué un tournant négatif des relations professionnelles dans notre pays », reconnaît M. Bertinotti, pour qui il ne fait aucun doute que « les ouvriers de la Fiat se sont affaiblis ».

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 21.)

(1) CGIL: Confédération générale italienne du travail (tendance communiste). CISL: Confédération italienne des syndicats de travailleurs (tendance démocrate-chrétienne).

Les syndicats italiens et la Cassa integrazione

(Suite de la page 21.)

« Le syndicat est moins représentatif qu'il y a dix ans », concède M. Maugui, qui observe toutefois que « nous n'avons pas été forts dans le passé à la Fiat, et nous nous sommes montrés trop idéologiques ».

Pour se justifier, les syndicalistes soulignent également que l'accord de 1980, applicable jusqu'en 1983, n'a pas été respecté par la direction de la Fiat, laquelle s'était engagée à réintégrer ceux des ouvriers qui n'auraient pas été repris ailleurs.

S'estimant dupés, ils ont alors signé un deuxième texte, valable jusqu'en 1986. Ce nouvel accord devait donner des garanties, notamment pour la réintégration de quatre mille travailleurs d'ici la fin juin 1985. Mais, disent-ils déçus, « les objectifs ne seront pas atteints, et six mille à sept mille personnes seront privées d'emploi ».

Ports de l'exemple de la Fiat, les effectifs de la région de Turin ont placé dans la Cassa integrazione des effectifs qui équivalent à 15,5 % des heures travaillées contre 5 % en moyenne nationale et 3,5 % dans la région de Milan. Le mécontentement des salariés serait grand, selon les syndicalistes, qui signalent des cas de suicides, des traumatismes et l'existence de problèmes psychologiques.

L'influence par la grève

De son côté, la direction de la Fiat ne fait pas mystère de sa satisfaction quand elle aborde le bilan de l'opération menée grâce à la Cassa integrazione, qui aura coincidé, en 1980, avec le début du redressement de l'entreprise et « un nouveau climat social ».

Un tiers des ouvriers placés en Cassa integrazione sont « retournés dans le Mezzogiorno », indique M. Cesare Annibaldi, directeur des relations sociales, en écho à l'affirmation de la CISL, selon laquelle cette action a mis en évidence « un problème ethnique entre les Piémontais et les autres, aboutissant à une confrontation technique et régionale ». 70 % de ceux qui sont restés dans la région sont maintenant employés dans d'autres entreprises ou font du « travail autonome ». Ont d'abord été licenciés « les absents chroniques, soit un millier de personnes », raconte encore M. Annibaldi, « puis les absents syndiqués », sans parler de ceux que « le terrorisme terroriste » a poussés à fuir. En six mois, le taux d'absentéisme est passé de 16 % à 6 %. Avant la crise, Fiat produisait qua-

torze voitures par employé et par an, aujourd'hui elle en fabrique vingt-six. Mais, se souvient le directeur des relations sociales, le changement qui est intervenu en octobre 1980 n'a été que le fait d'une évolution « qui s'était produite avant et dont on ne sait pas si les autres s'en rendent compte, en particulier les syndicalistes qui menaient un combat d'arrière-garde ».

Quant au rôle des syndicats, M. Annibaldi se félicite de le voir réduit, et il espère bien maintenant que, avec la mort du tyranisme et la fin du paternalisme, d'autres rapports sociaux directs pourront s'établir. « Les syndicats se sont affaiblis, ooté-ils à son tour, et observent qu'ils n'ont pas changé leur comportement ». Et d'ajouter : « En Italie, on juge de leur influence d'après leur capacité de faire la grève, et ils font moins la grève... ».

Le travail au noir valorisé

Curieusement, cette conception du « rôle collectif » des syndicats est partagée par les syndicalistes eux-mêmes qui n'imaginent pas autrement leur action et, comme le fait remarquer M. Annibaldi, ne se soucient guère de plans sociaux de formation professionnelle.

« Nous sommes pour un syndicalisme de lutte, pas pour un syndicalisme d'intégration », déclare M. Maugui et Bertinotti. « Notre souci, disent-ils, c'est de nous adapter aux nouvelles conditions de l'emploi et à la modernisation industrielle ». Il ne s'agit pas, ainsi que le précise M. Maugui, de « proposer des solutions, innovatrices », encore moins « de donner notre avis sur tout ». « Nous voulons simplement, résume-t-il, parler des conséquences », sachant que « les nouvelles méthodes seront pour les nouveaux salariés ».

Cela explique en partie que, pour les travailleurs placés en Cassa integrazione, les syndicalistes n'ont pas réclamé d'actions de formation. « Le système de formation italien n'est pas très efficace, et on ne peut pas espérer qu'il joue un rôle dans la crise de l'emploi », proclament-ils, en pragmatiques, de la même façon qu'ils assurent ne plus vouloir s'opposer à l'existence du double travail ou du travail au noir. « Il n'y a pas que des motivations financières, font-ils valoir, les travailleurs y trouvent aussi la reconnaissance de leur personnalité et même une façon de s'intégrer à la collectivité, cela peut libérer leur créativité ».

ALAIN LEBEAUE.

Traditionnels ou modernes, ces métiers qui meurent...

LES métiers traditionnels ne sont pas les seuls à ne pouvoir indéfiniment échapper aux mutations sociales et industrielles. Des métiers de notre époque meurent aussi sous l'impact de l'innovation technologique. Dans l'industrie, certains sont condamnés à une disparition totale, de moins à une existence des plus marginales. Pour d'autres, l'adaptation se traduit parfois par une modification profonde — voire un appauvrissement — du savoir-faire.

Parmi les activités traditionnelles en déclin les exemples ne manquent pas. Ce sont les couturiers qui, au nombre de 45 000 voici quinze ans, ne sont plus à présent que 6 000. Dépassé par le prêt-à-porter, à la qualité désormais reconnue, le sur-mesure ne correspond plus aux modes de consommation. D'autant qu'il lui est impossible de demeurer compétitif, lorsqu'une robe ou un tailleur, effectués dans les règles de l'art, nécessitent respectivement de trente-cinq à quatre-vingt heures et de quarante à soixante heures de travail.

Tel est aussi le cas des métiers ruraux qui n'emploient plus au total que 2 700 000, contre 4 200 000 personnes en 1980. La diminution du nombre des agriculteurs a entraîné dans son sillage toute une série de professions périphériques. Ainsi pour les mécaniciens ruraux qui, par contre-coup, ont perdu la moitié de leurs représentations. Ils ne sont plus aujourd'hui que 20 000. Les premiers à succomber ont été les artisans dont l'activité est restée liée au cheval, à l'instar des

miniaristes et l'imprimeur de papiers peints à la planche, le doreur sur tranches, le dominotier, le filigraneur, le parcheminier et le graveur de fers de rellure, sans oublier le relieur, le fabricant de filets de marquerie et le scieur de bois monté au-dessus du perronier, le ciseleur, la repousseuse, la brunisseuse, l'émouleur de bijoux et le doreur en mercure. Pour l'émouleur de cadrons, les horlogers doivent désormais s'adresser à un artisan suisse.

Si l'extinction des métiers traditionnels ne suscite aucun étonnement, il n'en va pas de même, pour certains autres, davantage impliqués dans la vie courante. Assurément, une méthode bien définie, ils sont, dans l'incapacité de s'adapter à l'évolution de la technologie.

L'émergence d'une nouvelle technique en rupture avec la précédente, déstabilise l'ensemble d'une profession. L'imprimerie en est l'exemple-type. La photocomposition, réintroduite dans les années 60-70, qui permet de grandes vitesses de production (plusieurs millions de signes ou caractères à l'heure), a, de la sorte, supplanté la composition au plomb. L'image du linotypiste devant sa « fonduse » n'est plus que celle du typographe, devant sa « casse » remplie de caractères en plomb devant le « maître » à faire la mise en page, elle appartient de plus en plus au passé. Si, voilà quinze ans, la quasi-totalité de la profession utilisait le procédé, à peine la moitié des quelque 10 000 entreprises recensées à ce jour — de petits ateliers — y ont encore recours, parfois d'ailleurs de façon épisodique. En impression, la « typo » perd aussi du terrain au profit de l'offset qui, tourné vers les grandes séries, occupe 80 % du marché.

La table à dessin remise

L'introduction de l'ordinateur bouleverse également la vie des entreprises. La conception assistée par ordinateur (CAO) remplace l'organisation des tâches, en mettant un terme au culte de la table à dessin et de l'écriture normalisée. Coque pour éviter, ce processus se traduit à des moyens de calcul, les travaux répétitifs des bureaux d'études traditionnels — on estime que 60 % du temps y sont consacrés à la recherche et seulement 10 % à une activité véritablement créatrice, — la CAO rend inutile, par la même occasion, le dessinateur industriel. Le phénomène, amorcé au milieu de la décennie précédente, a été rapidement perceptible. De 1975 à 1979, dans les établissements industriels et commerciaux de plus de dix salariés,

alors que le nombre des dessinateurs diminuait de 7 %, celui des techniciens augmentait dans des proportions comparables. Car c'est le technicien qui, par transfert, doit acquiescer les connaissances de dessin nécessaires à une bonne utilisation de l'ordinateur. En tout cas, 140 000 emplois sont actuellement concernés par cette évolution que rien n'arrêtera. En comparaison de l'homme, la CAO comporte de nombreux avantages dont le moindre n'est pas le raisonnement dans l'espace et la visualisation en trois dimensions. Dans l'industrie automobile, par exemple, les délais de conception passent de trente à sept mois.

Le boulanger dépossédé de son savoir-faire

Les machines à enrouler les pains bouleversent de leur côté, en l'accroissant, le cycle de production. Le secteur de la mécanique est particulièrement touché. Le passage de l'atelier classique, entre huile et copeaux, va peu à peu s'estamper. Si les grandes entreprises ont été les premières, en raison de l'investissement, à intégrer cette nouvelle génération de machines, les PME ne peuvent s'y soustraire. Pour faire face à la concurrence, les donneurs d'ordres montrent en effet de plus en plus d'exigences, ce qui entraîne une réduction des coûts de « mise au point » de la qualité. Mais les incidences de la commande numérique sur l'organisation du travail sont indéniables. Les 200 000 ouvriers d'usinage — tourneurs, fraiseurs, alésoirs — doivent se préparer à une reconversion, pour ceux qui ne l'auraient déjà fait.

Pour la fabrication de pièces cylindriques, cônes ou pignons — le « coup de main du tourneur » s'appuyait — et s'appuie toujours — sur le réglage de la vitesse de rotation du support et des déplacements de l'outil. Or la maîtrise des machines à commandes numériques passe non plus par les compétences spécifiques à chaque métier, mais par l'acquisition du langage informatique. Et fait le travail et son contenu se déplacent de l'univers de la matière à celui des signes. Dans ces conditions, les conducteurs de machines deviennent des « opérateurs », chargés des tâches de surveillance. Mais la déqualification n'est pas nécessairement inévitable. De sa connaissance de la technologie et de la politique de son entreprise en matière d'organisation du travail dépend directement la qualification de l'opérateur, qui peut également assurer la mise au point, le lance-

ment et les corrections de programmes.

Le déclin des métiers ne se mesure pas seulement à la diminution de leurs effectifs. Certains, explique Michel Auvolat, sociologue, meurent de l'intérieur, par érosion de leur savoir-faire, tout en préservant dans la conscience collective, la prégnance de leur image. Et de fait, l'innovation a des répercussions négatives lorsqu'elle supprime la mise en œuvre de procédés ou de matériaux dans les traditions des métiers. Le boulanger est, par définition, celui qui maîtrise tout à la fois, l'art de la manipulation de la pâte et la technique de la cuisson. Ces vingt dernières années, avec le pétrin mécanique et les fours cyclothermes puis récemment les pâtes précuites surgelées, la réalité a bien changé. De même le boucher est-il de plus en plus dépossédé de son savoir-faire, par l'industrialisation de l'abattage et de la découpe. Dans le bâtiment, l'introduction de nouveaux matériaux a des répercussions similaires. L'utilisation du plâtre et la fabrication en atelier des fenêtres, exigeaient, de la part de leurs spécialistes, le don d'inventeur aux activités manuelles. Mais l'investissement des plaques de plâtre préfabriquées, le développement des fenêtres toutes faites, en aluminium parfois, ont simplifié et déqualifié le travail des professionnels, les transformant peu à peu en poseurs de produits industriels.

Evolution d'autant plus bouleversante que la technique, banalisée, est non seulement accessible à d'autres corps de métiers mais aussi aux adeptes du bricolage libérés par la diminution du temps de travail. Dans l'automobile, l'exemple du tôlier est tout aussi significatif. Celui qui, jusqu'à une époque récente, savait jouer de la dilatation et du retrait du métal, se contente aujourd'hui, le plus souvent de remplacer des parties complètes de carrosseries accidentées. Il est pourtant toujours identifié à son métier, par l'appellation d'autant plus inexacte que les matières plastiques entrent dans la composition des véhicules affirmant leur progression. En 1956, elles constituaient 4 % du poids total de l'ID 19 (soit 50 kg) mais la BX de 1982 en compte pour sa part 10 % (soit 90 kg).

« Tant qu'un métier, remarque Paul Bachelard, professeur à l'université de Tours, par de petites reconversions, arrive à conserver sa pratique essentielle, il change de contenu mais parvient à survivre. Adaptation, oui, à condition de ne perdre ni sa raison d'être ni sa finalité ».

ANNICK COLONNA-CÉSARI.

Le Monde
L'ÉDUCATION
JANVIER 1985
STRATÉGIES ANTI-CRISE POUR
L'AVENIR DE NOS ENFANTS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11F

Dans le cadre de sa collection
« ANALYSES DE SECTEURS »
Le groupe DAUSA KOMPASS vient de publier une étude sur :
LES MAISONS DE CHAMPAGNE

Les maisons de champagne qui assurent près des deux tiers de la commercialisation des vins de Champagne ont essentiellement, en dehors de leur fonction de négoce, une activité de vinification (53 % de la récolte) et accessoirement intégrer l'ensemble jusqu'au moment où elles possèdent environ 13 % du vignoble.

Dans l'approvisionnement du marché intérieur, elles ont intervenu pour un peu plus de 50 % en 1983, leur part de marché ayant régressé au profit des négociants-manipulants et de leurs coopératives. Quant aux exportations, elles ont assuré la quasi-totalité.

L'analyse de l'évolution du marché français fait apparaître plusieurs caractéristiques :

- Baisse du marché depuis 1978 : la croissance des ventes en 1983 n'a pas permis de retrouver le niveau initial ;
- Hausse des prix plus forte que celle de l'ensemble des boissons alcoolisées ;
- Pondération croissante des ventes directes (36 % en 1974, 43 % en 1984) et extension des ventes en grandes surfaces ; le développement de ces circuits explique d'ailleurs la croissance de la part des récoltants-manipulants et de leurs coopératives sur le marché intérieur.

Quant aux exportations, leur déclin tendanciel n'a que partiellement compensé par la reprise de l'année 1983.

Face à cette baisse du volume des ventes, les principales entreprises du secteur, qui représentent environ la moitié de l'activité, se sont diversifiées dans le domaine des vins mousseux (achat de vignobles en France et à l'étranger, notamment aux États-Unis), dans les produits de luxe et les services.

Les résultats avant et après éléments financiers des entreprises accusent en 1982 et en 1983 une baisse sensible. C'est surtout au niveau de la rentabilité économique (Excédent brut d'exploitation / Immobilisations brutes) : Besoin en fonds de roulement que la baisse apparaît nette : 18 % en 1980 et 1981, 14 % en 1982, environ 11 % en 1983. En effet, la baisse du besoin en fonds de roulement a été forte sous le triple effet :

- de l'augmentation des stocks (récoltes abondantes en 1982 et 1983),
- de la baisse du crédit fournisseur,
- de l'augmentation des délais d'encaissement des clients.

Il est particulièrement remarquable de noter que, parmi les sociétés analysées (24), trois présentent une capacité d'autofinancement négative en 1983.

Le prix de cette étude est de 6 000 F HT — 6 420 F TTC
Cette étude est disponible à DAUSA
7, rue Bergère — 75009 Paris, tél. : 233.21.23

Les handicaps économiques du travail manuel

L'existence d'un métier est d'autant plus remise en cause que le travail manuel constitue l'essentiel de son processus d'exécution. Dans un domaine tel que la vannerie, les gains de productivité sont nuls, car le tissage de l'osier ne comprend aucune phase mécanique, ce qui explique, ajouté à la concurrence extrême-orientale, que près de 200 des 930 artisans répertoriés aient encore disparu, ces cinq dernières années. Au cours de cette même période, la tonnellerie s'est trouvée amputée d'une centaine de ses 460 artisans. Et ce ne sont pas les trois ou quatre barriques de 1 mètre cube, produites quotidiennement par les bons tonneliers, qui empêcheront la quasi-généralisation des cuves en ciment ou en acier.

Même une réputation solidement établie ne peut entraver un déclin. Les quelque 250 couteliers de Tuiers, malgré et à cause d'une tradition vieille de six siècles, semblent bien condamnés. Car la technique exigeante, pour la fabrication d'un simple couteau, le recours à huit corps de métiers — du forgeron au trempier, de l'émouleur au fondeur de manches, du monteur au sculpteur, du graveur au polisseur — est totalement obsolète. Tout comme celle des dentelliers dont on ne voit pas comment elles pourraient longtemps subsister, alors que, au Puy, les plus expertes mettent au moins dix heures pour réaliser, au fuseau, 1 mètre de dentelle de 2,5 cm de large.

Voyez en Suisse...

Le point de non-retour est atteint le jour où les véritables professionnels, généralement âgés, ne se contentent plus guère que sur les doigts d'une main. Ainsi, faute de relève, disparaîtront dans les années prochaines, le graveur sur bois, le

LA MEDITERRANEE... vous connaissez ?

Sûrement... l'aspect historique, économique, social et culturel.

Peut-être moins profondément... les possibilités actuelles et multimédias qui font reculer les frontières.

Il est temps de regarder d'un oeil nouveau l'autre rive. Faisons table rase des clichés et « a priori ».

Un projet de presse voit le jour pour développer la communication entre les deux rives.

Si cette action vous intéresse, l'ALLIANCE MEDITERRANEE lance une campagne de soutien national.

Contactez : Monsieur J.G. JAIS - Tél. 636 68 02.
Alliance Méditerranée 108, bd de Magenta 75010 PARIS

Oui, je soutiens votre action.

Nom :
Prénom :
Fonction : Société :
Adresse :

☐ 200 F

☐ 500 F

☐ 1000 F

Pour tout versement, vous serez délivré un reçu.

ATHLÉTISME

Sept médailles pour les Français à Bercy

Les gradins du palais omnisports de Bercy ont été occupés jusqu'à la nuit tombée, samedi soir 19 janvier. Pendant les deux heures qui ont suivi la finale du 200 mètres, les spectateurs ont assisté à une performance remarquable de l'athlète français, Thierry Vigneron, détenteur du record du monde en salle (57,5 mètres), et le Soviétique Sergueï Babka, recordman du monde en plein air (59,4 mètres). Le Soviétique a fini par l'emporter (57,5 mètres) tout en échouant dans sa tentative de franchir 5,86 mètres.

Ce long suspense n'a été que le prélude à une compétition de haut niveau, compte tenu des conditions dans lesquelles elles avaient été organisées. En dépit de la défection des plus grands champions de Los Angeles et d'une programmation des épreuves laissant à désirer, ce Mondial en salle a été suffisamment attrayant pour servir de rampe de lancement à de véritables champions du monde indoor.

Les temps forts n'ont pas manqué. Quant aux performances d'Alain Colas, dix-neuf ans, a établi un nouveau record du monde en salle du 400 mètres (45 sec. 60). Pour ce qui concerne le spectacle, le Kényan Joseph Cheruiyot a sprinté à la victoire à quatre tours de l'arrivée du 1 500 mètres pour finalement se faire rattraper dans le dernier hectomètre par l'Allemand Michael Hiltner et l'Espagnol José-Luis González.

Enfin pour l'émotion : Michèle Chardomet a repa la médaille de bronze olympique du 100 mètres haies qui lui avait été refusée à Los Angeles.

Dans la sélection française, les motifs de satisfaction ont été nombreux après les trois médailles de vendredi. Gérard Lelièvre a gagné le 5 kilomètres marche en améliorant la meilleure performance nationale de 7 secondes (19 min. 6 sec. 23). Stéphane Caristan s'est imposé aux 60 mètres haies après avoir descendu à 7 sec. 63 l'ancien record de Guy Druet. Christelle Bolteau a pris la troisième place du 60 mètres féminin. Daniel Sangouna, quadruple du 200 mètres masculin, a porté la meilleure performance nationale à 21 sec. 20 lors de la demi-finale. Au total, les Français sont montés sept fois sur le podium, ce qui les met en deuxième position au total des médailles, derrière les Soviétiques avec huit médailles, dont trois d'or.

ALAIN GIRAUDO.

Adieux en or

Son aurore de chevaux poivre et sel en bataille, Gérard Lelièvre tire sur ses bras comme un vainqueur pour « décamper » l'italien Maurizio Damilano, médaillé d'or à Moscou et de bronze à Los Angeles sur les 20 kilomètres. Le petit Français, lui, n'a jamais rien gagné sinon une impressionnante collection de titres nationaux. Alors à 100 mètres de la ligne d'arrivée il se déchaîne. Et la récompense se trouve au bout de la ligne droite qui longe vingt ans de carrière sportive : une médaille d'or pour une première victoire internationale, et une performance de taille avec la deuxième chrono à 60 mètres marche en salle.

Au moment où Stéphane Caristan prend la relève de Guy Druet sur les haies, le marcheur de Grand-Quevilly peut bien s'arrêter. Détenant de plusieurs records, dont dernièrement celui des 100 kilomètres, Lelièvre a réussi devant son public, à l'occasion des premiers Jeux mondiaux en salle, à effacer la mauvaise impression des Jeux de Los Angeles (quatrième des 20 kilomètres). Pourtant il n'avait pas été spécialement gâté par le temps pour s'entraîner. Mais maintenant qu'il a atteint son but, c'est sûr, il ne jouera pas les prolongations : « A trente-cinq ans, je fais désormais partie de l'encadrement technique de la Fédération d'athlétisme. Ma seule ambition est maintenant de réunir ma carrière d'entraîneur. »

SKI NORDIQUE

Les «légers» ne font plus le poids

De notre envoyé spécial

Seefeld. - Le Norvégien Per Bergerud, vingt-huit ans, originaire d'Oslo, a remporté, le 20 janvier, la médaille d'or du concours au tremplin de 90 mètres, organisé dans le cadre des championnats du monde de ski nordique, qui se déroulent du 17 janvier à Seefeld (Autriche). L'épreuve s'est déroulée dans la neige, et Bergerud, devant vingt mille spectateurs, elle a été marquée par la défaite des sauteurs « poids plume », c'est-à-dire de moins de 60 kilos.

Pleurs dans la nursery. Vers 15 h 30, les bœufs du ski s'étaient réunis. Il n'y avait que le Finlandais Matti Nykanen pour ne pas trop se plaindre. Il occupait la troisième marche du podium, devancé par le Norvégien Per Bergerud et son compatriote Jouni Paikonen. Toutefois, le cœur n'y était pas. En 1982, dans le brouillard d'Oslo, Nykanen avait déposé son corps de plume sur la plus haute marche. Deux ans plus tard, aux Jeux olympiques de Sarajevo, «rebelle», la marche triomphale de cet l'car nordique est donc interrompue, bien qu'il ait sauté deux fois à la distance respectable de 108 mètres.

Matti Nykanen était encore junior lorsqu'il s'éleva sous la première plume d'or de sa carrière dans la capitale norvégienne. Davantage que son âge, c'est sa façon de voler qui surpasse les spécialistes. Elle était unique, fondée sur la parfaite utilisation des vents portants, par un corps d'une légèreté inhabituelle.

Le Norvégien ne faisait en réalité que porter à son terme une évolution qu'avait amorcée un Canadien de quinze ans, Steve Collins, en retrait depuis que, avec l'âge, les kilos ont déformé ses sauts. Il a remporté quarante-deuxième hier, dans l'annuaire le plus parfait, alors que, il y a quatre ans, il remportait le grand concours de vol à ski d'Harrachov.

Deux autres « plus légers que l'air » sont « tombés » dans la nursery, devant vingt mille spectateurs, elle a été marquée par la défaite des sauteurs « poids plume », c'est-à-dire de moins de 60 kilos.

Les succès de Per Bergerud (1,83 mètre, 75 kilos) et la deuxième place de Jouni Paikonen (1,80 mètre, 70 kilos) comptent court sur la sympathique monotonie de ces sauteurs qui planent comme des feuilles mortes. Mais le deuxième concours des championnats du monde de Seefeld, disputé sur le « petit » tremplin de 70 mètres, fait fuir et déjà l'objet de suppositions, de querelles d'écoles. Elles seront réglées vendredi 25 janvier.

LIBERT TARRAGO.

OMNISPORTS

Rien ne va plus entre le Loto et le football

La Ligue nationale et la Fédération française de football ne sont pas satisfaites des modalités de fonctionnement du Loto sportif dont le premier tirage devait avoir lieu en avril. Réservés depuis l'origine à l'égard d'un jeu multisports qu'ils estiment trop compliqué, les dirigeants du football annoncent « des difficultés pratiques insurmontables à l'intégration du football dans les grilles », sans une « concertation indispensable ». Il s'agit en fait de savoir combien toucheront les clubs et la fédération pour aménager leur calendrier en fonction des tirages du Loto.

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, M. Alain Calmat avait noté que le dédommagement ne devrait pas servir à financer les clubs défaits. Dans un communiqué il rappelle notamment qu'« une large consultation a eu lieu avant la création de ce jeu en particulier avec les représentants du mouvement sportif. »

Il reste donc à M. Michel Caste, PDG du Loto national, à tenter de « recoller les morceaux » le 30 janvier au cours d'une entrevue avec le président de la Ligue nationale, M. Jean Sadoul, et le nouveau président de la Fédération, M. Jean-François Fournier. L'ancien président, M. Fernand Sastre, avait déclaré : « Quelle que soit la formule choisie, je donnerai mon accord. »

Le PMU contre-attaque

Afin de mieux concurrencer le nouveau Loto sportif, le PMU envisage de nouveaux paris susceptibles de rapporter des gains beaucoup plus importants aux parieurs. Trois formules sont actuellement à l'étude : le quinté, le double tiercé et le jackpot. Pour le quinté, le parieur devrait désigner les cinq premiers chevaux d'une course. Le double tiercé consisterait à reporter tout ou partie des gains d'un stéréo sur un autre. Pour gagner le jackpot le parieur devrait trouver les sept gagnants d'une même réunion.

« Du côté technique, rien n'est encore arrêté », annonce M. Carrus, le directeur du PMU. Mais nous ferons prochainement aux sociétés de courses qui devront faire approuver la formule retenue par les ministères de tutelle (agriculture et budget).

Les résultats

Athlétisme

RÉUNION EN SALLE DE LOS ANGELES

L'Américain Mary Decker, championne du monde du 1 500 et du 3 000 mètres, a amélioré la meilleure performance mondiale en salle du 2 000 mètres, en réalisant 3 min 34 sec 52 à Los Angeles, le 19 janvier (ancien record : 3 min 43 sec 30 par la Soviétique Ekaterina Pogorelova en février 1983 à Moscou).

JEUX MONDIAUX DE PARIS

Le palmarès des premiers Jeux mondiaux en salle disputés les 18 et 19 janvier au POPF est le suivant :
Dames
60 mètres : 1. Silke Gladisch (RDA), 7 sec. 20 ; 2. 200 mètres : 1. Maria Koch (RDA), 23 sec. 09 ; 400 mètres : 1. Diane Dixon (E.-U.), 53 sec. 35 ; 800 mètres : 1. Cristina Coccaro (Roum.), 2 min 4 sec. 22 ; 1 500 mètres : 1. Eily Van Halst (P.-B.), 4 min 11 sec. 11 ; 3 000 mètres : 1. Eily Van Halst (P.-B.), 11 min 34 sec. 11 ; 5 000 mètres : 1. Eily Van Halst (P.-B.), 21 min 4 sec. 19 ; 10 000 mètres : 1. Xenia Siska (Hong.), 8 sec. 3 ; 20 000 mètres : 1. Stefka Kostadinova (Bul.), 19 min 57 sec. 63 ; 400 mètres haies : 1. Helga Radtke (RDA), 68 sec. 84 ; 800 mètres haies : 1. Natalia Litovskaya (URSS), 20 sec. 07 ; 1 500 mètres haies : 1. Julie Sals (E.-U.), 12 min 53 sec. 42.

Messieurs
60 mètres : 1. Ben Johnson (Can.), 6 sec. 62 ; 200 mètres : 1. Aleksander Evgeniev (URSS), 20 sec. 95 ; 400 mètres : 1. Thomas Schoenlebe (RDA), 45 sec. 60 (MPF) ; 800 mètres : 1. Christophe Chevalier (F.), 1 min 47 sec. 42 ; 1 500 mètres : 1. Michael Hiltner (Aut.), 3 min 40 sec. 27 ; 3 000 mètres : 1. Joao Campos (Port.), 7 min 57 sec. 63 ; 5 000 mètres : 1. Stéphane Caristan (F.), 7 sec. 63 ; 10 000 mètres : 1. Patrick Schoenberg (Suisse), 23 sec. 22 ; 20 000 mètres : 1. Stéphane Caristan (F.), 7 sec. 63 ; 400 mètres haies : 1. Sergio Bubba (URSS), 57 sec. 57 ; 800 mètres haies : 1. Hristo Markov (Bulg.), 17 sec. 22 ; 1 500 mètres haies : 1. Romiguis Maclure (Tch.), 21 sec. 22 ; 3 000 mètres haies : 1. Gérard Lelièvre (F.), 19 min 6 sec. 23.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1

(Premier tour retour)
*Stade Français B. Le Mans... 116-98
*Challans B. Avignon... 96-79
*Villeneuve B. Vichy... 96-81
*Mulhouse B. Saint-Etienne... 114-99
*Monaco B. Orléans... 83-74
*Antibes B. Caen... 92-91
*Limoges B. Tours... 98-87

Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE DES POIDS MI-MOYENS

L'Américain Don Curry a défait le vénézuélien pour la cinquième fois depuis 1983 son titre de champion du monde de boxe des mi-moyens (version WBA) en battant le Gallois Colin Jones par arrêt de l'arbitre à la quatrième reprise, le 19 janvier, à Birmingham (Angleterre).

Football

COUPE DE FRANCE (Bâtiments tour ; matches en retard)

Division 2 : 2e tour
*Stade Français 92 B. US Valenciennes 3-1 (a.p.)
Deux autres équipes de deuxième division ont été éliminées : Béziers battu par Libourne (D3), 3-1 et Montpellier battu par Angoulême (D3), 2-1.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE DIVISION 1

(Deuxième tour de la phase finale)
*Saint-Gervais B. Français Volants 5-4
*Grenoble B. Gap... 4-3
Classement : 1. Saint-Gervais, 40 pts ; 2. Megève, 36 ; 3. Gap, 35 ; 4. Grenoble, 30 ; 5. Français Volants, 29 ; 6. Chamonix, 28.

Rallye

PARIS-DAKAR (Classement général provisoire deux jours avant l'arrivée)

*AUTO. - 1. Zanardi/Da Silva (Mitsubishi), 45 h 11 min 23 s ; 2. Cozzani/Syer (Mitsubishi), à 26 min 33 s ; 3. Fongueret/Jacquemart (Toyota), à 4 h 38 min 05 s.
*MOTO. - 1. Rahier (BMW), 83 h 40 min 32 s ; 2. Olivier (Yamaha), à 38 min 25 s ; 3. Pico (Yamaha), à 1 h 11 min 36 s.

Rugby

MATCH INTERNATIONAL A Murrayfield, Ecosse « B » bat France « B », 21-12.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION « A »

(Matchs en retard de la sixième journée)
*Le Boucan B. Oloron... 12-3
*Biarritz B. Roumoules... 30-16
Classement : 1. Biarritz, 38 pts ; 2. Agen, 37 ; 3. Dax Oloron, 33.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

*Descente hommes du Leukhorn à Wengen (Suisse) : 1. Peter Wenzelberger (Aut.), 2 min 35 sec 97 ; 2. Peter Lüscher (Suisse), 2 min 36 sec 19 ; 3. Peter Müller (Suisse), 2 min 36 sec 53.
*Descente femmes de Megève : 1. Michèle Figini (Suisse), 1 min 32 sec 23 ; 2. Catherine Guenot (Fra.), 1 min 32 sec 42 ; 3. Claudine Ginet (Fra.), 1 min 32 sec 94.

Ski nordique

FOULÉE BLANCHE « PAUTRANS »

Quelque dix sept mille concurrents ont participé, le 20 janvier, aux différentes épreuves de la « Foulée blanche », à Autrans, dont la course principale (42 km) a été gagnée par Jean Gadelle, trente-cinq ans, membre de l'équipe de France des longues distances.

CHAMPIONNATS DU MONDE DE SEEFELD (AUTRICHE)

*Combiné nordique (saut de 70 m et fond de 15 km) : 1. Hermann Weibach (RFA), 410,10 pts ; 2. Geir Andersen (Norv.), 399,84 ; 3. Jouko Karjalainen (Fin.), 396,60.
*Saut au tremplin de 90 m : 1. Per Bergerud (Norv.), 224,2 pts (110 m) ; 2. Jouni Paikonen (Fin.), 223,0 ; 3. Matti Nykanen (Fin.), 221,7.

*10 km dames : 1. Anette Bos (Norv.), 30 min 54 s ; 2. Marja-Liisa Hamalainen (Fin.), 30 min 56 s ; 3. Grete Nykkelmo (Norv.), 30 min 58 s.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1 « A »

(Onzième journée)
*Stade Français B. AS Brestois 3-2
*AS Cannes B. Montpellier UC... 3-0
*AS Cannes B. Amiens Sports... 3-1
*Ango Sète B. RC de France... 3-1
Classement : 1. Amiens Sports, 20 pts ; 2. AS Cannes, Montpellier UC, 19.

VOILE

Des «sponsors» changent de cap

Lolo Canac, président de l'Association des courses internationales de multicoques océaniques (ACIMO), a annoncé, le 20 janvier, à l'occasion du Salon nautique, la naissance en 1985 d'un championnat international de course open, afin de relancer auprès du grand public l'intérêt des courses au grand large.

« Il y aura désormais la formule 1 regroupant les « maxi », la formule 2 concernant les bateaux jusqu'à 60 pieds (18,40 mètres) et la formule 3 pour les bateaux de 50 pieds (15,20 mètres) au plus », a exposé Olivier Moussy, chargé de la commission des bateaux.

La voile commanditée n'est-elle pas, peu à peu, victime de la multiplication des courses transocéaniques et des sports technologiques qui la renchérisse tout en lui ôtant son parfum d'aventure et de mystère ? Si Eric Tabarly est devenu, grâce à ses victoires dans les transats anglaises en solitaire de 1964 et 1976, l'un des champions français les plus populaires, ses successeurs sont loin de bénéficier de la même notoriété. Selon un récent sondage (1), Yvon Fauconnier, troisième Français après Tabarly et Alain Colas à avoir gagné cette transat en juin 1984, n'est même pas cité spontanément parmi les navigateurs connus.

Tabarly, qui n'a plus remporté la moindre course depuis 1976, arrive encore en tête de ce sondage avec 12,5 % de citations devant Marc Pajot (9,5 %), Eugène Riguidel (5,9 %), Florence Arthaud (3,5 %), Philippe Jeantot (2 %) et Lolo Canac (1,2 %). Si on se réfère à ce même sondage, le public se souvient à peine mieux des principaux commanditaires de voiliers : Elf-

« Un titre de champion international de course open sera décerné dans chacune de ces catégories. » Le barème des points sera calculé sur celui de la compétition automobile de formule 1 (9, 7, 4, 3, 2 et 1) avec des coefficients pour les courses des grands prix et pour les transats (trois fois pour les courses en équipage, quatre en double et cinq en solitaire).

L'objectif prioritaire des skipper de l'ACIMO est d'assurer le maximum d'audience et de crédibilité aux épreuves de voile au moment où les commanditaires commencent à douter de l'intérêt d'investir dans les courses au grand large.

des commanditaires ne sont pourtant pas encore partagés par les organisateurs des courses transocéaniques. Michel Elevenon, président de l'Association fédérale internationale des promoteurs et organisateurs de courses océaniques (AFIPOCO), explique la discrétion, proche de l'indifférence, qui a entouré la récente Route de la découverte par le manque d'expérience des organisateurs espagnols.

« Une course doit être conçue comme une fête, explique-t-il. C'est le joyau d'un événement construit autour d'elle avec des manifestations sportives, culturelles, commerciales. » Ce sera le cas pour la nouvelle course transatlantique en équipage qui partira le 16 juin de La Rochelle et ralliera Annapolis, la capitale du Maryland, puis Baltimore où aura lieu jusqu'au 14 juillet un festival de multicoques élus par une semaine d'animations diverses baptisée « French rendez-vous ».

Pour intéresser le grand public et entretenir l'intérêt des sponsors, il ne reste plus qu'à soulever que les prochains transatlantiques ne se limitent pas à des régates à trois entre les maxi catamarans Royale, Fleury-Michon-VII et Charente-Maritime-2, comme ce fut le cas en 1984 avec Québec-Saint-Malo et la Route de la découverte.

GÉRARD ALBOUY.

NATATION

Les progrès fulgurants de Stephan Caron

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - Vainqueur du 100 mètres de la Golden Cup, organisée dimanche 20 janvier dans la piscine de Schiltigheim (Bas-Rhin), Stephan Caron a amélioré de trois centimètres son record de France en réalisant 50 s 67.

Il a battu pour la circonstance le Suisse Dano Halsall qui l'avait précédé aux Jeux de Los Angeles pour la cinquième place. Trois fois médaillé en Californie, le Néerlandais Anne-Marie Verstappen a remporté le 100 mètres dames en 57 s 05 devant la Française Sophie Kamoun, deuxième en 59 s 11, l'Américaine Tracy Ruiz, championne olympique, a fait, pour sa part, une exhibition remarquable en natation synchronisée au cours de ces épreuves qui sont avant tout une fête aquatique.

La natation française a-t-elle trouvé un successeur à Alex Janj, Alain Gottvaldes et Michel Rousseau qui ont été parmi les meilleurs sprinters du monde ? Guy Boissière, l'entraîneur de Stephan Caron, est un inconditionnel du nouveau record du 100 mètres. « Il est positif, dit-il, le meilleur nageur qu'on ait jamais vu en France. »

« Pour réussir, dit-il, il convient de travailler. » Sans changer ses habitudes : « Je ne vois pas pourquoi je tenterai l'expérience aux États-Unis comme Janssen, Delcourt ou Beniston », dit-il. « En France, je dispose de tous les moyens pour progresser, un bon entraîneur qui est un pédagogue et un psychologue. Un club qui marche bien, ma famille. »

Longtemps en opposition avec la Fédération française de natation parce qu'il n'entendait pas laisser à d'autres des élèves qu'il avait formés, son entraîneur, Guy Boissière, a fini, affirme-t-il, par faire admettre ses méthodes. Il ne considère pas pour autant que le phénomène Caron est essentiellement son œuvre : « Je ne suis pas un gourou », dit en substance l'entraîneur de Caron qui s'attache à freiner l'enthousiasme de ceux pour lesquels son élève est déjà un futur recordman du monde. Il se borne à constater : « Stephan devrait faire son chemin. » Le jeune nageur, lui, se donne quatre années encore pour arriver à la pleine possession de ses moyens.

GILLES MARTINEAU.

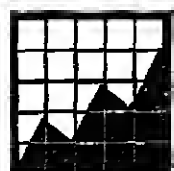
BELLE JARDINIERE
SOLDES
du 3 au 31 janvier 1985
Galerie du Pont Neuf
2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	46,25
IMMOBILIER	38,00	46,25
AUTOMOBILES	38,00	46,25
AGENDA	38,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Conseil en ressources humaines

Créer, diriger et développer de nouvelles activités

France et étranger

Nous sommes l'une des premières firmes mondiales de conseil aux Entreprises. Notre vocation est d'apporter à nos clients un ensemble de services destinés à améliorer la qualité de l'information nécessaire à la gestion de leur Entreprise: informatique, juridique et fiscal, organisation, comptabilité, ressources humaines.

L'importance des facteurs humains dans la réussite des entreprises est aujourd'hui reconnue, mais la gestion de l'investissement humain est encore aujourd'hui difficile à contrôler.

Disposer d'informations précises concernant la rentabilité d'une stratégie sociale donnée, sa mise en place et son

contrôle, constitue une demande croissante de notre clientèle.

Nous avons déjà un certain nombre de réponses à ces problèmes:

- une expérience réussie sur d'autres continents,
- la rigueur reconnue de nos méthodes,
- des moyens à l'échelle internationale.

Nous recherchons un professionnel de très haut niveau pour faire la synthèse de nos réflexions et lui confier:

- la définition de nos produits ou services concernant la gestion des ressources humaines, à partir de ceux que nous avons déjà et en créant les synergies nécessaires entre nos départements,
- leur mise en place chez nos clients.

Le recrutement et l'animation d'une équipe de professionnels en France d'abord, en Europe ensuite.

La personne que nous recherchons est un spécialiste des Ressources Humaines de très haut niveau exerçant ses fonctions dans un environnement international, en Entreprise ou en Cabinet, capable et désireux de créer et de développer des activités de manière autonome.

Cette fonction nécessite une pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence U 861 à OLYMPE, 15 Avenue de Vercy 75007 Paris, qui nous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

IMPORTANT GROUPE SAOUDIEN

RECHERCHE

DIRECTEUR DE FILIALE AU MAROC

Les activités de cette filiale sont actuellement concentrées dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme mais seront étendues à se développer rapidement dans d'autres secteurs.

LE DIRECTEUR AURA POUR MISSION D'ASSURER:

- le suivi administratif, budgétaire et financier des différents projets entrepris dans le pays;
- le contact avec les administrations locales;
- le contact avec le quartier général du groupe.

Le candidat recherché, Marocain de préférence, pratiquant couramment l'arabe, le français et l'anglais, aura acquis une formation supérieure suivie d'une expérience de gestion de 3 ans au moins. Il a le goût des responsabilités et une grande rigueur au niveau des dossiers.

Adresser C.V. à REDEC INTERNATIONAL, 4, place de la Concorde 75008 PARIS - réf. int.

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE DE SERVICES DU NORD-EST DE LA FRANCE, DISPOSANT D'UNE INFORMATIQUE DE POINTE.

Nous recherchons notre

Directeur de l'Informatique

L'homme:

- un responsable de haut niveau;
- formation Ingénieur grandes écoles;
- expérience d'une dizaine d'années en informatique de gestion, grands équipements et traitement, parfaite maîtrise applications de pointe,
- qualités relationnelles et fort potentiel personnel.

La mission:

- animer, dynamiser équipes études, système et exploitation,
- conduire les changements pour rendre son département plus performant,
- concevoir les évolutions et les plans informatiques à court et moyen termes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., rémunération actuelle et prétentions sous référence 8944 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75007 Paris, qui transmettra.

Directeur du personnel Rhônes Alpes

250 000+

Groupe de Distribution grossiste (CA : 3 Milliards, 1 000 personnes, croissance et rentabilité reconnues dans la profession), notre succès repose sur la décentralisation et l'autonomie de nos 15 Centres d'exploitation.

Notre siège, léger en effectif mais musclé en compétences, exerce quelques fonctions clés (Achats, Informatique, Finances, Stratégie globale), et surtout assiste les Responsables

de Centre (gestion, SOCIAL). Le Directeur du personnel que nous recherchons est donc avant tout un professionnel terrain, maîtrisant complètement les problèmes administratifs, juridiques et sociaux.

Mobile (il visite fréquemment les centres), de personnalité ferme et souple, il est à l'aise dans un environnement de commerçants. Bien sûr dynamisme et capacité d'évolution sont nécessaires pour accompagner notre croissance.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remerciera de l'adresser à Catherine MILLET sous référence SP 519 M (en indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR, 20 Bd Eugène-Darville, 69432 Lyon-Cedex 3.

GRENOBLE

Directeur du personnel

Associé au développement économique et social de l'entreprise



IMI PACIFIC

650 personnes, 2 unités, 260 millions, 1^{re} marque française de chauffage électrique, filiale autonome du groupe anglais IMI (25.000 personnes). Rattaché au Directeur Général, vous exercerez cette fonction au sens le plus large:

- développement de l'information et de la communication;
- développement des ressources humaines pour réaliser les objectifs économiques

et sociaux de l'entreprise • recrutement et formation • appui technique à la hiérarchie • relations avec les partenaires sociaux • administration du personnel. Vous avez une formation supérieure et un anglais «fluente». Votre expérience de la fonction acquise en milieu industriel vous a préparé à prendre cette responsabilité. Envoyez votre CV + prétentions à Françoise Gautier qui vous assure toute discrétion (référence YGM).



55 montée de Choulans, 69323 Lyon Cédex 05.

Directeur du Personnel (H/F)

250.000 +

Paris proche banlieue. Agé d'environ 33 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous désirez maintenant valoriser l'expérience que vous avez acquise dans la fonction Personnel. Notre Société - 400 personnes - qui appartient à un Groupe Français de dimension internationale - 100.000 personnes, 120 filiales dont 50 étrangères - vous permet d'accéder immédiatement à une responsabilité de Direction et d'évoluer ensuite de façon intéressante. Membre du Comité de Direction, vous définirez et conduirez notre politique sociale, conseillerez la hiérarchie pour le maintien d'un bon climat, mènerez les relations sociales, superviserez l'administration courante. La connaissance d'une langue étrangère est souhaitée.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 5012 M à notre Conseil ORION qui vous garantit réponse et discrétion.

35, rue du Rocher 75008 Paris



l'homme et l'entreprise

DIRECTEUR D'USINE

POSTE ACCÉDANT RAPIDEMENT A

DIRECTEUR GÉNÉRAL

S.A. 200 P. CA 1985 90 millions
Filiale d'un groupe international.
Fabrication d'équipements pour remorqueurs routiers.

Candidat de formation TYPE AM/ICG ou équivalent.

Expérience 10 années en

production - commercial - gestion.

Esprit d'équipe : meneur d'hommes.

LANGUE ALLEMANDE IMPÉRATIVE.

Envoyer : lettre manuscrite,

C.V., photo récente - prétentions à :

STÉ F.T.F. - Direction du personnel

B.P. 99 - 71500 LOUHANS.

Téléphone : (85) 75-06-01.

Jeune ingénieur généraliste

le poste de

Directeur d'usine

Rattaché au Directeur technique du département «légers», il prendra en charge l'activité de l'usine de BRICQ-MONTAGNE (290 agents de production) afin de réaliser les objectifs de production de ce département. Cette fonction globale qui couvre la technique, l'organisation des programmes de fabrication, l'animation des hommes, implique une action constante menée avec le souci de l'optimisation de l'outil de production et de réelles aptitudes de meneur d'hommes pour veiller au maintien d'une communication de bonne qualité à l'intérieur des ateliers. Cette mission convient à un JEUNE INGÉNIEUR ayant une formation de type AM, INSA, ENSI, apportant une expérience significative acquise en production, possédant également une personnalité vigoureuse tournée vers l'action, condition essentielle de son adaptation dans un environnement jeune et à la pointe des technologies modernes. Ce poste évolutif est basé dans la campagne de l'Ain, à 60 kms à l'EST de LYON.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Bonaparte 69006 LYON, sous réf. 184 M.

ligneroset

Créer la fonction, la faire vivre DIRECTEUR DU MARKETING

L'évolution rapide de ses produits industriels (classiques à l'origine) et de sa clientèle institutionnelle et internationale (60 % du CA à l'export) conduit le Président de cette Société (1,2 milliard de CA), intégrée à l'un des premiers groupes industriels européens, à créer un poste de Directeur du Marketing.

Membre du Comité de Direction, le titulaire du poste sera chargé de créer les outils indispensables à l'élaboration d'une stratégie adaptée. Il participera à la définition des produits en assurant les liaisons clients / service technique. Il assurera la direction commerciale en concevant et réalisant des documents de vente performants. Il saura surtout faire «passer» l'esprit marketing dans l'Entreprise.

Une formation supérieure, 32 ans minimum, 10 ans d'expérience environ acquise, pour partie au moins, dans le marketing de produits industriels d'adresses à une clientèle internationale institutionnelle, la maîtrise de la langue anglaise, la possibilité de voyager sont les critères objectifs d'appréciation.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M4/1270 B, à :

EGOR SA

8, rue de Berni 75008 Paris.

PRÉS LYON NANTES STRASBOURG TULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VERONA BOSSOLDO LONDRA MADRID TOKYO

MONTREAL



egor

Directeur Développement

Paris Sud-Est

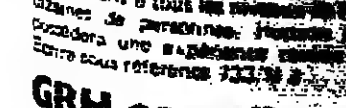
Faible fréquence d'un groupe industriel et distributeur de produits techniques. Notre croissance est assurée par l'arrivée de hauts cadres, bureaux d'études industriels, ingénieurs et techniciens, de nombreux produits, de nouvelles usines, de nouvelles entreprises. Industrie électronique, diversifiée, nous recherchons un Directeur Développement d'un poste de haut niveau, responsable de la politique commerciale et commerciale, capable de concevoir et de réaliser des programmes de développement, de gérer des équipes de cadres et de techniciens, de gérer des relations avec les clients et de gérer des relations avec les fournisseurs. Vous êtes de formation supérieure, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le développement commercial et commercial, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le développement commercial et commercial, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le développement commercial et commercial. Adressez votre dossier de candidature à : M. Jean Nivet 15 Rue du Louvre 75001 Paris. Références : M4/5110A.



nervol

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une Société française de dimension internationale pour l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie, l'Océanie, recherche un Directeur Général expérimenté, capable de gérer une entreprise de dimension internationale, de développer des nouveaux produits, de gérer des relations avec les clients et de gérer des relations avec les fournisseurs. Vous êtes de formation supérieure, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le développement commercial et commercial, vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le développement commercial et commercial. Adressez votre dossier de candidature à : M. Jean Nivet 15 Rue du Louvre 75001 Paris. Références : M4/5110A.



GRH conseil

3, avenue de Gagarine 75007 Paris

Description assurée.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Dans le Golfe,

Instrumentistes, électriciens, mécaniciens sur plateforme offshore

Pour ces postes de techniciens de maintenance sur plateforme pétrolière offshore sont proposés à de jeunes diplômés de l'enseignement technique (Bac ou DUT/BTS) de nationalité arabe ayant une courte expérience en milieu industriel.

Pour ces postes d'instrumentistes, d'électriciens et de mécaniciens, une formation de 6 à 12 mois est prévue avant intégration définitive.

Le travail est difficile, dans un environnement international où l'arabe, le français et l'anglais sont indifféremment pratiqués, mais les conditions offertes sont particulièrement avantageuses : rémunération très élevée, nette d'impôts, régime de rotation 29/27, voyages payés, hébergement gratuit.

SIASS

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et références sous réf. 157 LM, en indiquant le poste souhaité au Cabinet SIASS, 25, rue de Belfort - 75008 PARIS.

ASSISTANCE TECHNIQUE... A BAGDAD

Leader mondial des SYSTÈMES ANALYTIQUES et INFORMATIQUES pour laboratoires, notre développement est très important. Pour notre CENTRE SAV de BAGDAD, nous recherchons des

ingénieurs et techniciens supérieurs

Après une formation à nos matériels, ils effectueront une mission d'assistance technique (installation, formation et maintenance) de 2 ans dans notre centre SAV.

Pour ces postes, nous recherchons de jeunes ingénieurs ou techniciens supérieurs en ELECTRONIQUE, AUTOMATISME, MESURES PHYSIQUES ou équivalent, ayant un sens aigu des responsabilités et de l'organisation, et une excellente connaissance de l'anglais.

Nous offrons tous les avantages d'un statut contractuel à l'expatriation.

Adresser C.V., photo et références à M. COLISTRO

TECHNICON® B.P. 10 95330 DOMONT

VENDEUR A TRÈS HAUT NIVEAU MANAGEMENT CONSULTING

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises.

Depuis 40 ans, plus de 10 000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions.

Implantée depuis 10 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès de dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité, d'une formation supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, est âgé d'environ 40 ans.

Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises, et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles à haut niveau, en France ou à l'étranger.

Il a un excellent contact, le goût du challenge, et apprécie les méthodes rigoureuses.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser C.V. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence SALES LM 210185 (à mentionner sur l'enveloppe) à INSIGHT PUBLICATIONS, chaussée de Waterloo, 878, 1180 Bruxelles.

Un responsable administratif et comptable en Arabie Saoudite

Notre groupe de Génie Civil et Travaux Publics est l'un des leaders de la profession. Nous démarrons bientôt en Arabie Saoudite un important chantier en participation dont nous recherchons le responsable de la Gestion Administrative et Comptable.

Sa mission englobe l'ensemble de la tenue des comptes du chantier jusqu'aux problèmes de paie, douane... en liaison avec nos différents partenaires et avec notre siège.

Ce poste disponible immédiatement s'adresse à un professionnel, déjà confirmé de la comptabilité d'entreprise, de formation supérieure (DECS, MSTCF ou Ecole de Commerce option Finances...), bilingue anglais et maîtrisant les méthodes anglo-saxonnes. Une expérience de l'expatriation, si possible dans les pays arabes, sera appréciée.

Merci d'adresser, pour un premier contact, votre dossier de candidature, sous réf. 1784M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris.

Ingénieur chef de projet développement rural

ayant une formation supérieure en GENIE CIVIL ou GENIE RURAL et des qualités certaines d'organisateur, de gestionnaire, de technicien, notamment en irrigation et en construction d'ouvrages, la connaissance de la riziculture étant un atout.

Il sera donné au candidat retenu, capable d'assumer de fortes responsabilités en région isolée, l'occasion de mettre en valeur un large périmètre, en supervisant une équipe dynamique dans un contexte exigeant.

Ecrire avec C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 1913/3343 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN

(Département Histoire et Civilisation) sollicite les candidatures des personnes possédant les qualifications académiques appropriées pour un poste de

PROFESSEUR ASSISTANT (AS/A6)

dans les domaines de l'histoire politique ou de l'histoire des idées du 16^e au 19^e siècle.

Ce poste, qui est à pourvoir à compter du 1^{er} octobre 1985, est comparable à celui de Maître de conférences (Maître-Assistant) des universités françaises.

Le contrat initial est de trois années, avec possibilité de renouvellement jusqu'à 7 ans au total, la date limite des candidatures est fixée au 15 MARS 1985.

Les renseignements complémentaires sont disponibles au Service Académique,

Institut Universitaire Européen, Badia Fiesolana, I-50016 S. Domenico-di-Fiesole (FI), Italie. Mentionner réf. HC/85-1.

AVIS

L'ELECTRICITE D'HAITI, entreprise, avec le financement de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'étude de faisabilité d'une centrale à vapeur.

Elle recherche un

INGENIEUR-CONSEIL, EXPERT DANS L'EXPLOITATION ET LA PLANIFICATION D'ENTREPRISE D'ELECTRICITE

Cet expert sera adjoint à l'équipe de l'EDH et aura pour tâches la supervision et l'étude de faisabilité de la centrale à vapeur, l'assistance à la formation du personnel dans les aspects fondamentaux de la planification de l'entreprise et la gestion des projets spéciaux qui peuvent lui être confiés.

Ce consultant résidera en Haïti pendant la durée de son mandat qui sera de vingt-quatre mois.

Expérience et qualification de ce consultant.

Ce consultant doit être un INGENIEUR PROFESSIONNEL QUALIFIE D'AU MOINS VINGT ANS D'EXPERIENCE PRATIQUE. Il devra parler couramment le FRANÇAIS et l'ANGLAIS. Son expérience couvrira tous les aspects de l'ingénierie et de la gestion affectés aux entreprises électriques, à savoir :

- Etudes de préinvestissement ;
- Conception et supervision de la construction des installations ;
- Exploitation de centrales et de systèmes ;
- Conception et exploitation d'une centrale à vapeur ;
- Planification du développement du réseau ;
- Préparation de budgets et justification des investissements ;
- Gestion d'une organisation faisant partie d'une entreprise électrique ou qui y est connectée, d'une convergence comparable à celle d'EDH.

MANDAT

Spécifiquement, ce consultant aura pour fonctions :

- D'aider le gérant de planification à superviser l'étude de faisabilité. Ces fonctions peuvent comprendre l'évaluation des soumissions pour l'étude de faisabilité, la définition des tâches, la révision des rapports, l'évaluation de la qualité du travail, l'analyse des questions et problèmes, la recommandation et la planification d'activités futures et la liaison avec d'autres institutions.

- D'aider à la supervision d'autres études et projets selon les besoins ou les possibilités.
- De prêter l'appui à l'organisation du département de la planification d'EDH et d'aider à la formation du personnel subalterne.
- D'aider à la mise à jour du programme de développement décennal d'EDH et d'aider à l'établissement de critères, de méthodes et de procédures.
- De demeurer disponible pour toutes autres fonctions dans le domaine de son expertise qui peuvent lui être confiées de temps à autre.

Les intéressés, remplissant les conditions d'éligibilité de la Banque Interaméricaine de Développement, sont invités à soumettre leurs dossiers de qualification à l'Electricité d'Haïti au plus tard le 20 février 1985. Ces dossiers couvriront les aspects suivants :

- Curriculum vitae du candidat ;
- Expérience en projets similaires ;
- Expérience en pays sous-développés ;
- Expérience du candidat ;
- Connaissances du français et de l'anglais ;
- Devis estimatifs établissant le coût de ses prestations ;
- Toutes informations pertinentes permettant une bonne évaluation de l'offre.

Les informations complémentaires peuvent être obtenues de la Direction de Planification de l'Electricité d'Haïti à Port-au-Prince, rue Joseph-Jarrier, P.O. BOX 1733 Port-au-Prince Haïti W.I.

DIRECTIONS Nationales et Internationales

Directeur Etudes et Développement Electronique

Paris Sud-Est 250.000+

Filiale française d'un groupe international puissant nous fabriquons et distribuons des produits électroniques à forte technologie. Notre croissance très rapide nous conduit à recruter un homme de haut niveau. Vos capacités à diriger un bureau d'études industriel électronique, votre savoir-faire en matière d'études, de conception et de développement de nouveaux produits, votre connaissance de la CAO appliquée à l'industrie électronique, doivent vous permettre de prendre la responsabilité d'un poste clé de notre usine de fabrication. Vous évoluerez dans un environnement international stimulant et enrichissant (nous vendons 50% de nos produits à l'export). Vous êtes de formation ingénieur ESE ou équivalent et maîtrisez parfaitement l'anglais. Merci d'adresser votre dossier à Alain Nervez 15 Rue du Louvre 75001 Paris, chargé de cette recherche. (Réf. 51109).



nervez pont conseil

DIRECTEUR GENERAL

Côte d'Ivoire

Une Société française du secteur agro-alimentaire recherche UN DIRECTEUR pour l'une de ses filiales d'Afrique Occidentale. Gestionnaire, il devra dans un premier temps consolider la Société pour en organiser l'expansion (doublement de la production, développement de nouveaux produits). Il organisera la commercialisation. Il entretiendra les relations à tous les niveaux de l'administration. Il dirigera quelques dizaines de personnes. Homme jeune, de formation supérieure, il possèdera une expérience réussie de direction de centre de profit. Ecrire sous référence 733/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Banque
Région Bourgogne

Membre d'un important groupe bancaire, cette banque régionale (325 personnes) de la région Bourgogne se situe au 2^e rang de sa circonscription en pénétration de marché. Elle recherche pour son siège, trois cadres qui occuperont des postes essentiels dans le développement de la banque. Leur rémunération annuelle sera fonction de leur expérience.

• **Responsable département grand public** - Dépendant du directeur du réseau, ce chef de département participera à l'élaboration de la politique commerciale de la banque et sera chargé de concevoir, d'animer et de suivre le développement du fonds de commerce des particuliers. Il mettra au point des actions de promotion pour le grand public en relation étroite avec les exploitants et les agences. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, ayant une solide connaissance des produits bancaires acquis dans le réseau ou dans une direction commerciale. Réf. A/2623M.

• **Responsable clientèle rurale et agricole** - Dépendant du directeur du réseau, il participera à la définition de la politique commerciale de la banque et mettra au point les actions de promotion en direction de la clientèle rurale et agricole (produits existants et nouveaux produits). Il formera les exploitants et assistera les agences. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, ayant une solide connaissance des produits financiers bancaires (marketing, vente, appréciation du risque) et une bonne pratique de la clientèle concernée. Réf. A/2624M.

• **Organisateur informatique** - Sous la responsabilité du directeur de l'organisation et de l'informatique, il aura pour mission de promouvoir l'utilisation de l'informatique à des fins d'organisation, tant en matière commerciale qu'en matière de production. Il recherchera les technologies nouvelles, préconisera les applications prioritaires et les étudiera d'intégration et assurera leur mise en œuvre. Il proposera des outils logiciels susceptibles d'être commercialisés et assurera leur promotion. Ce poste très complet intéresse un diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'au moins 30 ans, justifiant d'une bonne expérience des applications informatiques acquise chez un constructeur, dans une SSI ou dans une entreprise du secteur tertiaire. Réf. A/2625M.

Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA Banque Populaire d'Armorique

LA BANQUE POPULAIRE D'ARMORIQUE (450 collaborateurs - 38 agences) est implantée dans les Côtes-de-Nord et le Finistère Nord. Elle met actuellement en place les moyens matériels et humains permettant de mener à bien un nouveau plan pluri-annuel ambitieux, comportant la rénovation totale de son réseau et la construction d'un nouveau siège. Dans ce contexte, elle recherche :

• **Secrétaires d'agence** - Diplômés d'enseignement supérieur (E.S.C., I.A.E., Sciences Economiques...), ils auront l'opportunité de valoriser au sein d'une banque indépendante et de dimension humaine, membre d'un groupe puissant, une première expérience de quelques années. Adjoins du directeur dans des agences d'une quinzaine de personnes, ils participeront aux missions d'organisation, d'animation et de formation, tout en gérant leur propre portefeuille de clients (entreprises, artisans, commerçants, particuliers). Réf. A/1315M.

• **Attachés commerciaux débutants** - Récemment diplômés de l'enseignement supérieur (E.S.C., I.A.E., Sciences Economiques...) ils seront rattachés pendant neuf mois à la direction des agences et du développement, pour une formation théorique, avant de se voir confier, au sein d'une agence, la responsabilité d'un portefeuille de clients à développer. Réf. A/1314M.

L'ensemble de ces postes présente de réelles perspectives de progression au sein d'une structure évolutive. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence choisie.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.42

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Le groupe : 2,2 Milliards de Francs - 4 500 personnes.
La division : 850 Millions de Francs dont 40% à l'exportation.

Assistant contrôleur de gestion

La division GERFLEX-GERFLO-TARAFLEX (leader sur le marché des revêtements de sol PVC) recherche pour ce poste un diplômé d'études supérieures (E.S.C. option Finances - D.E.C.S. ou équivalent). Il a acquis au cours de ses études ou d'une première expérience professionnelle une bonne connaissance de la comptabilité générale et analytique et peut ainsi être un interlocuteur crédible auprès des filiales européennes (production et distribution) du groupe pour :

- mettre en place les procédures de reporting comptable,
- analyser les écarts et engager les mesures correctives,
- participer aux opérations de consolidation.

Le candidat recherché doit allier à ses qualités de rigueur et de précision de bonnes capacités relationnelles. La pratique de l'Anglais et/ou de l'Allemand est indispensable.

Le poste basé en Provence, au soleil, comporte des déplacements à l'étranger (30 à 40% du temps environ).

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions de salaire à : Assistance Internationale en Recrutement - 132, avenue de Villiers 75017 PARIS sous réf. 122.



Entrez le changement !

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Mayenne recherche pour LAVAL un

organisateur

- Arts et Métiers...

Sous la responsabilité du Chef du Service ORGANISATION et METHODES rattaché à la Direction Générale, vous intervenerez dans la mise en place de nos nouvelles structures et serez chargé de : • collaborer à l'élaboration du plan d'entreprise, • participer à la formalisation du schéma directeur de traitement de l'information, • organiser et coordonner l'étude et la mise en place d'un futur réseau de télétravail.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez peut-être une première expérience similaire, mais surtout des capacités d'écoute, de dialogue et d'ouverture à votre environnement. Ce que nous attendons de vous : COMPRENDRE LES BESOINS POUR FORMULER ET VENDRE LE CHANGEMENT.

Si ce projet vous séduit, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous référence MCM à Monsieur le Directeur de la CCRAM de la Mayenne - Direction du Personnel Route de Nantes - B.P. 802 - 53001 LAVAL CEDEX.



Ingénieurs débutants Centrale, A.M., IDN, ENSI...

Entre le B.E. et la production, il existe une alternative !

Devenir Inspecteur Risques Industriels, être un généraliste de l'industrie plutôt qu'un spécialiste et pendant 3 ans environ, évoluer sur place les risques industriels des entreprises, élaborer et négocier avec leurs décideurs et nos agents généraux, des contrats d'assurance qui ont la mise en place de prévention et de protection.

Puis élargir vos responsabilités en évoluant vers la gestion ou le management.

Notre secteur d'activité et notre importance (C.A. : 6 milliards - 2.200 salariés - 1700 agences) nous permet de vous offrir une carrière très ouverte.

Deux postes sont à pourvoir, dès aujourd'hui, l'un dans la région Nord - Nord-Ouest, l'autre en Provence - Côte d'Azur.

Merci d'adresser C.V. et photo sous réf. MZT à Patrice de Villiers Service Recrutement Groupe Drouot 1, place Victorien Sardou 75016 PARIS 16^e arr.



Ingénieur Electromécanicien

Vos compétences au service des entreprises du Val de Loire

Organisme consultatif, nous avons vocation d'aider par l'assistance et le conseil le développement des entreprises régionales. Nous mettons à leur disposition des équipes d'ingénieurs-conseils pluridisciplinaires.

Nous vous proposons de partager l'activité de l'une de ces équipes en apportant vos compétences technologiques (électromécanisme essentiellement) au développement des connaissances de la propriété industrielle (une formation supplémentaire, le cas échéant, dispensée).

Votre impact auprès des dirigeants de PME/PMI sera conditionné par votre très bonne compréhension de ce tissu industriel et économique. Trois ans d'expérience en PME doivent suffire à vous donner toute l'assurance requise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 94/37/174 à P. GALAMPOIX



DOMINIQUE LEUGOIS

1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 TOURS Cx



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



agence spatiale européenne

L'Agence a pour mission d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la coopération entre Etats européens dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales.

Pour notre Centre de Recherche et de Technologie installé aux PAYS-BAS, nous cherchons

**UN INGÉNIEUR
HYPER-FRÉQUENCES**

Le candidat retenu sera chargé d'études de conception et de développement de charges utiles de satellites de télécommunications.

QUALIFICATIONS - Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire en génie électronique et avoir plusieurs années d'expérience. Une connaissance des techniques numériques serait appréciée. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées. Les candidats doivent être prêts à effectuer de fréquents déplacements.

CONDITIONS D'EMPLOI - Les conditions offertes sont celles des organisations internationales et comprennent prestations familiales, indemnité d'expatriation, systèmes de sécurité sociale et de pension et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk (Pays-Bas)

Employment and International

BUREAU D'ETUDES ECONOMIQUES

cherche
POUR SEJOUR
AFRIQUE FRANCOPHONE

MACRO-ECONOMISTE

(planification - programmation)

Minimum 5 ans d'expérience

Adresser C.V. à REGIE-PRESSE sous n° 300.302 M,
7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

**URGENT
RECHERCHONS POUR LE MAGHREB UN
TECHNICIEN AUDIO-VISUEL**

TRÈS HAUT NIVEAU
SÉRIEUSES RÉFÉRENCES EXIGÉES
SALAIRE EN FONCTION

Adresser C.V. pour RENDEZ-VOUS à :
M.S.A. 34, rue Vauvenargues
75018 PARIS.

emplois régionaux

Un audit

... d'audit interne ...

... d'audit externe ...

... d'audit financier ...

... d'audit opérationnel ...

... d'audit de gestion ...

... d'audit de qualité ...

... d'audit de sécurité ...

... d'audit de conformité ...

... d'audit de performance ...

... d'audit de développement ...

... d'audit de communication ...

... d'audit de marketing ...

... d'audit de ressources humaines ...

... d'audit de logistique ...

... d'audit de production ...

... d'audit de distribution ...

... d'audit de service client ...

... d'audit de satisfaction client ...

... d'audit de fidélité client ...

... d'audit de réputation ...

... d'audit de responsabilité sociale ...

... d'audit de transparence ...

... d'audit de confiance ...

... d'audit de crédibilité ...

... d'audit de légitimité ...

... d'audit de reconnaissance ...

... d'audit de respect ...

... d'audit de justice ...

... d'audit de paix ...

... d'audit de prospérité ...

... d'audit de bien-être ...

... d'audit de santé ...

... d'audit de sécurité ...

... d'audit de liberté ...

... d'audit de justice ...

... d'audit de paix ...

... d'audit de prospérité ...

... d'audit de bien-être ...

... d'audit de santé ...

... d'audit de sécurité ...

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TRANSPAC recherche pour sa Direction Générale Service Informatique - à RENNES.

Un audit

permanent du Service Informatique.

Il sera chargé des méthodes internes du Service et de l'audit permanent du respect de leur application.

Il assurera le suivi des relations avec les utilisateurs.

Ce poste requiert :
- une formation supérieure,
- une expérience réelle de mise en place d'informatique de gestion industrielle (minimum 4 ans),
- une réelle aptitude à la négociation et au dialogue.

Adresser C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines Tour Maine Montparnasse BP 145-75008 PARIS Cedex 15.

transpac

La plus grande chaîne nationale de transmission de données.

Responsable études et développement

Strasbourg - Un groupe industriel indépendant et puissant dont les productions sont renommées sur le plan international recrute son responsable études et développement produits (biens d'équipement légers). Cet ingénieur aura pour mission d'optimiser en permanence les produits existants et d'en créer de nouveaux à partir des informations fournies par le marketing commercial ainsi que des conclusions de sa réflexion personnelle (études prospectives, analyse de la valeur, etc.). Rendement compte à la direction générale il pourra s'appuyer sur une équipe d'études d'un bon niveau de qualification ainsi qu'un service prototypes structuré. Le candidat recherché âgé de 32 ans au moins est nécessairement diplômé d'une grande école d'ingénieurs et peut justifier d'une expérience professionnelle récente de plusieurs années en développement de produits intégrant les techniques de la mécanique (travail de la tôle et du fil) et du plastique. Ses qualités de créativité sont tangibles et ses aptitudes humaines, d'implication notamment, sont convaincantes. La pratique de l'anglais est par ailleurs vivement souhaitée. Le niveau de rémunération offert est compétitif et les perspectives de carrière sont motivantes pour un candidat de valeur. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6281M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de magasin

camif La CAMIF, coopérative de consommation - 2,72 milliards de francs de chiffre d'affaires - réalise 85 % de son activité par correspondance. Elle développe aujourd'hui son circuit de distribution "magasins" et, après Niort et Toulouse, ouvre à Lille en Septembre 1985 un centre régional de 6.000 m² de surface de vente - chiffre d'affaires prévisionnel pour 1986 : 300 millions de francs. Le directeur de cet établissement sera chargé de développer l'activité de la coopérative sur son secteur régional. Il veillera constamment à améliorer la satisfaction des adhérents - qui passe par celle du personnel - et à rentabiliser les moyens investis. Disposant d'une forte délégation de pouvoirs, il devra posséder une personnalité affirmée et se montrer rigoureux dans la gestion, sans négliger pour autant la créativité ou les relations humaines. Ce poste en création, qui sera pleinement opérationnel dès la prise de fonctions, ne peut être confié qu'à un professionnel de la distribution, âgé d'au moins 35 ans, ayant acquis une expérience probante dans le domaine des produits non-alimentaires. La rémunération sera déterminée par la valeur de cette expérience. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1316M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PM LABINAL 7500 personnes - 20 usines - CA : 2 milliards de francs recherche pour l'une de ses filiales (2200 personnes),

CABLAUTO S.G.E.

Chef de Service Gestion-Comptabilité

Formation : DECS ou équivalent. Il lui sera confié la responsabilité :
- du calcul des prix de revient et de l'établissement des devis
- du suivi de la productivité des ateliers
- de la tenue de la comptabilité analytique
- de l'organisation et du chiffrage des inventaires
- de l'élaboration des budgets et de leur suivi.

Nous recherchons pour cette fonction un candidat de 30 ans minimum possédant plusieurs années d'expérience dans un poste similaire principalement orienté vers la comptabilité analytique et le contrôle de gestion en milieu industriel.

Lieu de travail : proximité Toulouse.

Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à :
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - B.P. 64 - 78390 BOIS D'ARCY.

labinal

Importante société industrielle implantée à ANNECY (Haute-Savoie) recherche

DES JEUNES INGENIEURS

au sein du Département INFORMATIQUE (équipé d'un important matériel IBM 4381 et de mini et micro-ordinateurs). Ils seront chargés de projets d'organisation formalisée dans les domaines administratif et industriel (mise en place d'une gestion de production performante) ou dans le cadre des SERVICES METHODES. Ils auront alors la responsabilité de la recherche et du développement de moyens nouveaux de production (usinages divers, avec mise en œuvre de techniques nouvelles telles que CN et CAO). Possibilité de responsabilité d'un groupe de techniciens. Formation : grande école d'ingénieurs de préférence mécanique. Une première expérience industrielle est appréciée.

Au-delà de ces premiers emplois, la société offre aux candidats retenus des perspectives d'évolution très diversifiées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant l'orientation choisie à :
PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 3939 -
12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.



SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de 150 personnes, appartenant au secteur des matières plastiques, nous connaissons un REEL DEVELOPPEMENT, notamment commercial.

Souhaitant MIEUX STRUCTURER notre affaire, nous CROISSONS le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

(Homme ou Femme)

Directement RATTACHÉ AU P.D.G., votre rôle portera sur l'ENSEMBLE DES SECTEURS ECONOMIQUES de l'entreprise en OPTIMISANT leur gestion. DEBUTANT ou ayant une PREMIERE EXPERIENCE, vous MAITRISEZ SERIEUSEMENT les techniques professionnelles requises pour cet emploi et vous possédez de REELLES FACULTES DE COMMUNICATION.

Vos tâches aux MULTIPLES ASPECTS, feront de vous un CONSEILLER FIABLE qui prendra en charge entre autres :

- la conception d'un système d'informations de gestion et l'élaboration de tableaux de bord,
- la définition des objectifs, la préparation des plans et des budgets, leur suivi et leur interprétation conduisant à des propositions de solutions,
- diverses études permettant d'atteindre nos ambitions.

Cette SITUATION, EVOLUTIVE A TERME pour une personne de valeur, se situe à BEAUNE en BOURGOGNE.

La connaissance de la LANGUE ANGLAISE est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel sous réf. 1159

(Le destinataire de votre lettre est en grande forme de travail)

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

RESULTATS

SAT



LEADER FRANCAIS DE SYSTEMES ELECTRONIQUES DE CONVERSION D'ENERGIE

pour sa Direction Technique, basée sur son site industriel de TOURS

2 INGENIEURS D'ETUDES ENERGIE INTEGREE (grande école d'électronique)

Ils auront la responsabilité de concevoir des équipements d'énergie, d'en suivre l'industrialisation et d'assurer le soutien à l'usine de production. Les produits à développer (onduleurs, alimentations à découpage, convertisseurs...) sont de puissance inférieure à quelques KW et orientés vers les télécommunications.

Ces deux postes s'adressent à un débutant et à un ingénieur ayant au moins deux ans d'expérience. Des capacités d'adaptation rapide sont souhaitables pour s'intégrer dans une structure performante.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. E.4.42 M. à SAT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE

Cette société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, recherche, pour poursuivre son développement régional à Paris, un jeune

EXPERT COMPTABLE FUTUR ASSOCIE

300 / 350 000 F

Assisté d'une équipe de collaborateurs, il prendra progressivement la responsabilité d'une clientèle diversifiée, au titre de douzième d'expertise, de commissariat et d'audit contractuel.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une université d'années, issu d'un cabinet anglo-saxon ou français important, habitué à une clientèle de taille variée et souhaitant s'intégrer à une équipe jeune avec possibilité proche d'association. Outre les qualités techniques requises, cette dernière perspective suppose une personnalité capable d'une forte implication dans la gestion et le développement de la société, ainsi qu'une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8408 à

REUSSITES 11 quai Rambaud 69002 LYON

Reussites groupe AVISO

Dans le cadre de sa croissance forte et continue, Groupe Pharmaceutique Français Leader sur ses marchés, propose à de jeunes candidats (H. ou F.) de valeur de participer à son développement.

2 postes sont nouvellement créés et nous recherchons :

1) Futur Contrôleur de Gestion

Dans un premier temps assistant au Contrôleur de Gestion, le candidat sera chargé, en particulier, d'élaborer les tableaux de bord de Direction Générale pour toute l'activité internationale, d'assurer le suivi des clients et des filiales étrangères (5 filiales, 200 personnes). Par la suite, il participera à d'autres missions de Contrôle de Gestion. L'évolution vers des responsabilités de Contrôleur de Gestion est envisagée à moyen terme.

Le candidat, de formation type ESC, devra avoir des qualités de rigueur et un sens du concret. Une première expérience est souhaitable, non indispensable.

2) Futur animateur Bureautique

Intégré au sein du Comité Bureautique, le candidat devra assurer la coordination des actions bureautiques. Il participera, en outre, à la définition, avec les utilisateurs, de leur cahier des charges et devra assurer les liaisons avec les moyens informatiques (IBM 38).

De formation ESC ou équivalente, le candidat devra avoir des connaissances et le goût de la bureautique ainsi que des qualités de contact et d'animation.

Ces postes sont basés dans une ville agréable du Centre-Est.

Si vous êtes intéressé(e), faire acte de candidature en envoyant lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions sous réf. 32509 (à préciser sur enveloppe)

JEAN RECHNER Publiés 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHEF DE PROJET

coordonner
les travaux d'implantation
de boutiques

Notre société, dont le siège social est situé dans une grande métropole du Sud-Est, a été fondée il y a plus d'un siècle. Elle a réussi une expansion remarquable en France et à l'étranger dans le secteur agro-alimentaire. Elle a su cependant conserver une dimension humaine, des équipes jeunes et motivées et bien préparer sa diversification en aval de la production: le développement en France d'un nouveau concept de boutiques de détail (un réseau de franchises et des points de vente appartenant à l'entreprise). Nous souhaitons combler la logistique de ce projet (déjà entamé) à un coordinateur de travaux. Jeune ingénieur (35 ans environ), vous avez mené à bien des projets en qualité d'ingénieur d'affaires ou de coordinateur dans le bâtiment ou dans une chaîne de restauration, hôtellerie, etc. Rattaché au Directeur du développement, vous coordonnerez les travaux, de la conception à la finition des boutiques. Vous serez l'interlocuteur privilégié des fournisseurs, sous-traitants ainsi que de nos futurs adhérents. Vous devrez prévoir de fréquents déplacements en France. Certaines de vos relations pourront se faire en anglais. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 10583, à Média-System Méditerranée, 29 La Canabière, 13001 Marseille, qui transmettra.

PRECILEC, société française réputée dans le domaine des matériels électromécaniques et électroniques à hautes performances (aéronautique, robotique...), se développe et recherche pour son département Electromécanique (moteurs d'asservissement et capteurs de position) un

Jeune ingénieur électromécanicien

Au sein d'une équipe d'ingénieurs et techniciens expérimentés, il se verra confier rapidement la responsabilité personnelle d'études de nouveaux matériels: élaboration du cahier des charges avec le client, étude comportant une analyse de la valeur et liaisons avec la fabrication.

Le poste est basé à Auxerre. 2 ou 3 déplacements par mois en France et parfois à l'étranger (anglais souhaité). Un débutant de valeur peut être accepté.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. H/JIE/LM, à notre Conseil Jean-Pierre CASALIS qui vous garantit toute discrétion.

ALCOCREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Micro informatique à Grenoble

Conduire des projets R & D Matériel et Logiciel

Rattaché à un grand Groupe de l'Electronique, notre activité Microsystèmes s'est donnée des objectifs de croissance ambitieux sur un marché (16, 32 bits) en développement. Pour réussir nous souhaitons engager des ingénieurs très « professionnels » pour piloter nos projets R & D Matériel et Logiciel.

Ingénieurs Microinformatique

ESE, INSENG, ISEP, ... Vous avez 3 à 5 ans d'expérience de développement matériel (cartes type CPU et mémoire), une bonne connaissance des systèmes de développement et des langages de programmation (Assembleur, Fortran, Pascal). Une expérience du Graphique serait un plus.

Ingénieurs Logiciel Système

ESE, ISEP, IMAG, ... possédant une expérience en structure OS temps réel, système multitask, multiusers, drivers, compilateurs, runtime library pour moniteur temps réel. Il prendra en charge l'implantation de logiciel temps réel et le développement de drivers de carte à base de microprocesseurs de la famille 68 000.

Nous évoluons rapidement, nous avons le goût du challenge et des résultats. Et vous ? Notre Conseil étudiera en toute discrétion la candidature que vous voudrez bien adresser sous réf. 891M à Carole de Chilly.



9 bis route de Champagne - 69134 ECULUY Cédex

MEMBRE DE SYNTHEC

Technophone S.A. société spécialisée dans les systèmes de télémesure et d'acquisition de données, basée à proximité d'Avignon-Provence, recherche:

INGENIEURS ELECTRONIQUES ET INFORMATIENS

AGENTS TECHNIQUES

BTS ou DUT Electronique et informatique

Expérience informatique, Formation électronique.

Missions: Ils assureront après une formation en usine d'un an (à Avignon-Provence) et par roulement à l'ouest et à l'est, l'assistance technique et la maintenance d'un important système d'exploitation embarqué à bord d'un navire.

Profil: - expérience de travail de chantier au niveau système - connaissance des systèmes informatiques temps réel souhaitée - aptitude physique aux conditions de navigation en mer

Adresser CV + photo à TECHNAPHONE S.A., Service du Personnel, BP 22, 13610 Le Puy Saint Réparade.



CRÉDIT & MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos efforts sont en progression constante.

Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux.

Pour les réaliser pleinement, nous recherchons des PROFESSIONNELS-exploitants, justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo à CRÉDIT MUTUEL de NORMANDIE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la Mésacondie - B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX. Discrétion assurée.

Des postes de: - DIRECTEURS D'AGENCES - SECONDS ou autres RESPONSABLES - sont à pourvoir en NORMANDIE, dont certains en milieu agricole et rural.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo à CRÉDIT MUTUEL de NORMANDIE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la Mésacondie - B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX. Discrétion assurée.

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

Discrétion assurée

PORON

abs-rba

MONITEUR

VALDIER

3 pommes

recherche

POUR PRENDRE EN CHARGE RAPIDEMENT LES FONCTIONS

d'AUDITEUR INTERNE

de l'ensemble des sociétés du groupe en France et à l'étranger.

Un jeune cadre dynamique, 30 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC + DECS), pratiquant couramment l'anglais et possédant de solides connaissances juridiques et fiscales.

Il aura en préalable une expérience de plusieurs années dans un cabinet d'audit international.

Il aura à mettre en place un audit comptable et financier dont il aura lui-même la responsabilité du fonctionnement.

Son rôle d'assistance, d'organisation et de contrôle lui permettra d'évoluer au sein du groupe sous la responsabilité du secrétaire général.

De réelles possibilités d'évolution de carrière existent pour un candidat de valeur. Sa résidence sera Troyes.

Adresser lettre manuscrite de candidature + C.V. et photo au secrétaire général de PORON, 7, rue des Bas-Trévois, 10000 TROYES.

Cette importante société de services pétroliers - 245 personnes, CA 250 MF - assure l'approvisionnement de pétrole brut en France et en Allemagne. Pour son installation en BAS-RHIN, elle recherche un

Chef d'Exploitation Bilingue Français/Allemand

De formation ingénieur (mécanique, électricité, hydraulique) ou niveau équivalent, il a déjà acquis une solide expérience d'au moins 10 ans de terrain: exploitation, maintenance, entretien, sécurité... et a géré un centre de profit d'une dizaine de personnes.

C'est également un homme de contact et de relations publiques car il assurera la liaison entre la société et les services et organismes (publics et privés) intéressés par les différents problèmes touchant à l'exploitation.

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats présélectionnés.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité: sous réf. 369 LM à notre Conseil: Malcolm COATES SODERHU - 22 rue Saint Augustin - 75002 Paris

Soderhu

CREDIT AGRICOLE ANGERS

recherche

RESPONSABLE METHODES ET SUPPORTS TECHNIQUES

- Elaboration des méthodes et standards
- Mise en place et optimisation des outils de développement
- Formation et conseil aux groupes de réalisation

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'ingénieurs ou de gestion, maîtrise...)
Expérience de 1 à 5 ans en réalisations informatiques.

Adresser C.V., photo et prétentions à Monsieur le Directeur de la CRAM de MAINE-ET-LOIRE, Bd Pierre de Coubertin - 49000 ANGERS

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pour adultes étrangers, nat.

PROFESSEUR

expérience pratique VF et DUV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 300-305 M. RIGUE-PROSE 7, r. de Montreuil, PARIS-7.

L'A.I.D.A. Association de Développement Industriel du Département de l'Ardoise recherche un:

CHARGÉ DE MISSION

qui devra négocier et conclure des implantations ou développements d'entreprises.

PROFIL SOUHAITÉ: Ecole de commerce ou d'ingénieur + complément de gestion d'entreprise + expérience en entreprise (2 à 5 ans). La pratique de la micro-informatique serait appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à 1, AVENUE DE CHOMERAC, 07000 PRIVAS.

MOËT & CHANDON

leader de sa profession, en progression constante, souhaite enrichir son Département Informatique (environnement IBM 3085 E, à forte orientation télématique) et recrute un:

ANALYSTE PROGRAMMEUR

de haut niveau et de formation supérieure, ayant une expérience réussie de 2 ou 3 ans dans le domaine de la conception et de la réalisation. 140000F/an + 4% (évolution très rapide), logement facilité. Une personnalité d'envie, sans égoïsme, favorablement au sein d'un groupe dynamique et performant.

Adresser lettre + CV + photo, réf. 85-11 à FRANÇOIS REBOUD & CIE CONSEILS EN RECRUTEMENT 9, rue Thiers - 51100 Reims

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNÉRIE INFORMATIQUE (780 personnes), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour région MARSEILLE et TOULON

INGENIEURS INFORMATIENS

Expérience DPS-8 (GECOS 3 et TDS/DM 4)

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4371 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

CONCEPTEUR DU RESEAU LOCAL LAC

La croissance de ce secteur d'activité et l'adéquation de nos produits au marché, nous amènent à rechercher

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

bénéficiant d'une expérience en informatique temps réel, chargé des relations techniques avec la clientèle et des propositions techniques.

INGENIEURS D'ETUDE

ayant quelques années d'expérience en développement matériel et logiciel temps réel, télécommunication, réseaux.

RESPONSABLE METHODES

chargé de l'industrialisation des nouveaux produits. Basé à ANNECY, ces postes, à large autonomie d'action, s'adressent à des candidats dynamiques, compétents et motivés.

Envoyer votre C.V. à COMPLEX - 2, av. Bourard 74000 ANNECY.

COMPLEX

Normandie - Normandie

ingénieur d'Affaires pour la vente de son ingénieur

LES IMPORTANTS SOCIÉTÉS D'INGÉNÉRIE BÂTIMENT

UN INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

CARRIÈRE BANQUE

Unexploitant de CI VI.2-VII

DEUX COMMERCES

VOUS ÊTES BAC + 2 ET LA VENTE VOUS

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

Pour son agence
Normandie - Nord

Constructeur et leader mondial dans son
matériel électromécanique cherche

Ingenieur d'Affaires pour la vente de son ingénierie

- âge minimum : 30 ans
- formation : technique supérieure
- expérience : vente-biens d'équipement, 5 ans minimum en domaines thermique et hydraulique
- basé : Agence de Rouen
- secteur d'activité : Normandie - Picardie - Nord
- la préférence sera donnée à un candidat organisé, disponible et percutant.

Très bonne rémunération : fixe + intéressement aux résultats
Voiture éventuellement fournie après période probatoire.

Adresser lettre manuscrite + CV à
N° 3800 à CONTESSA PUBLICITE
20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

INGENIEUR ENTRETIEN

AGRO ALIMENTAIRE - REGION NORD

Importante sucrerie en pleine expansion
dans le Nord - Pas de Calais, nous vous
proposons de participer à notre développement.

Dans un premier temps, vous serez chargé
de l'exploitation des nouvelles installations
de chauffage au charbon (chaudières 155 tonnes
vapeur/heure à 45 bars) et des fours de
déshydratation (35.000 thermies).

A court terme, vous serez appelé à seconder
le Chef d'Entretien dans l'encadrement du
personnel (110 personnes), l'amélioration
des techniques d'entretien et la gestion de la
productivité (budget annuel de l'ordre de
20 MF).

A moyen terme, vous pourrez succéder au
Chef d'Entretien actuel pour assumer
l'entière responsabilité de l'entretien maintenance
de l'établissement.

Cette opportunité vous concerne si, la trentaine, vous êtes Ingénieur diplômé (AM, IDN, INSA, ESME, ENSI, ...) ou Officier Mécanicien de la Marine et justifiez d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans un Service Entretien, Bureau des Méthodes ou sur chantier, dans l'industrie lourde à feu continu.

La rémunération est motivante pour des
candidats à fort potentiel.

Si cette proposition vous intéresse, adressez
votre dossier (C.V., photo, prétentions)
sous réf. 85004 à Jean Pierre PERNIAK,
notre conseil qui traitera
confidentiellement votre candidature
Immeuble Métropole - 20, Place Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

AXONE

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE-BÂTIMENT

recherche pour son agence de
LYON

UN INGENIEUR GÉNÉRALISTE

répondant au profil suivant :

- Diplômé école d'ingénieurs
- Dynamique, sens des responsabilités
- Minimum 10 ans d'expérience en ingénierie (environnement hospitalier)
- Connaissance de la région Rhône-Alpes

Cet ingénieur se verrait confier la responsabilité de l'ingénierie d'opérations de bâtiment de toute nature.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 8097 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui tr.

URGENT Fédération Régionale Coopératives Agricoles

recherche :

2 RÉVISEURS COMPTABLES

Missions : révision comptable,
commissariat aux comptes, audit, conseil.

Form. : D.E.C.S. + Certificat Sup. ou E.S.C.

Expérience souhaitée.

Lieu : LYON + région RHÔNE-ALPES, BLOIS + région CENTRE

Adr. c.v. m.n.s. + réf. FRCAIRA, 75, rue Delavre, 69317 LYON CEDEX 04.

ORGANISME SOCIAL

recherche pour emploi temporaire
susceptible de devenir définitif

ANALYSTE D'APPLICATION F/H

Ce poste requiert :

- une pratique dans un environnement IBM (DOS/VSE, CICS, VSAM, JCF) ;
- une connaissance concrète du système de GESTION de BASE de DONNÉES TOTAL ;
- des qualités d'ordre et de méthode ;
- une aptitude au travail d'équipe.

Salaire annuel d'embauche : 122.410,81 F.

Lieu de travail : LYON.

Les lettres de candidatures, C.V., photo et copie des diplômes
sont à adresser à/réf. 3940 à
PIERRE LICHOU S.A., 12, rue de Président Carnot,
69002 LYON, qui transmettra.

LE CENTRE DE RECHERCHE PHARMACEUTIQUE

recherche

RESPONSABLE DU LABORATOIRE DE DEVELOPPEMENT DES METHODES

Il devra animer une équipe de
techniciens supérieurs chargés
de mettre au point les méthodes
d'analyse destinées au
support des études des unités
de formulation et de
toxicologie.

Ayant un diplôme d'ingénieur
chimiste (ou équivalent universitaire), il aura une expérience
d'environ 5 ans de la pratique
des méthodes physico-chimiques d'analyse et il possédera
des méthodes physiques
d'analyse structurale. La maîtrise
de la langue anglaise est
nécessaire.

Adresser lettre + C.V. à
SEARLE, 100 rue de la République,
Antenne S.P. 22,
05651 VALBOISNE Cedex.

P.M.E. RÉGION ARLES

exploit. carrières de minerais
EXPORT-IMPORT-MINÉRAUX

RECHERCHE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

pour direction bureau principal
(4 pers.). Expérience nécessaire
commerce international et
transports routiers et maritimes.
Formation comptable indispensable. Pratique impérative.
Anglais, allemand souhaités.
Adresser c.v., lettre manuscrite et photo à :

A.R. MERCIER C
13063 LES MILLES CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SUD-OUEST

recherche

INGENIEUR SPÉCIALISÉ

OU

TECHNICIEN CONFIRMÉ

niveau BTS
pour direction immédiate
d'unités d'injection thermoplastiques,
thermoformage.

Missions :
Production-productivité
de l'unité qualité.
Gestion perso machines,
outillages,
investissements,
Animation et gestion
du personnel.
Conception nouveaux produits.

Rejoindre avec c.v. détaillé sous
réf. 85411 le Boudo Pab. service
ANNONCES CLASSES,
5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Adresser lettre + C.V. à
SEARLE, 100 rue de la République,
Antenne S.P. 22,
05651 VALBOISNE Cedex.

IFREMER BREST

recrute pour son centre de

UN MICROBIOLOGISTE

spécialisé en bactériologie. Niveau
ingénieur ou diplôme universitaire
équivalent pour participer au sein d'une équipe
pluridisciplinaire à un programme
recherche portant sur le devenir
des rejets en mer.

Bonne connaissance des problèmes sanitaires.
Compétences en bactériologie marine et en traitement
de données statistiques.

Expérience de 5 à 10 ans en laboratoire et en recherche.

Env. c.v. et lettre manuscrite au
Service du Personnel
66, av. d'Alsace, 78116 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL. NOUS RECHERCHONS
POUR NOTRE COMPLEXE INDUSTRIEL DE BEAUCHAMP (VAL D'OISE)

4 Ingénieurs

AM, ENSI, INSA, U.T.C., ...

1 INGENIEUR PROCESS

- pour participer
- au développement et à la mise en place des procédés de fabrication.
- à la définition du cahier des charges des équipements de production.
- à la coordination des actions des différents services (production, maintenance, packaging, ingénierie).

1 INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

- pour
- mener des études sur les nouvelles méthodes de production et les procédés de conditionnement.
- établir des contrôles de postes de travail, de modes opératoires, et de performances.
- assurer la fonction conseil au sein de l'usine.

1 INGENIEUR CHIMISTE

- pour
- participer au lancement de nouveaux produits en liaison avec les départements vente et marketing pour assister techniquement notre clientèle.
- développer de nouvelles technologies.
- assurer la formation de nos vendeurs et distributeurs.

1 INGENIEUR SCIENCES DES MATERIAUX

- pour assurer les fonctions
- d'assistance technique auprès de nos forces de vente et de notre clientèle, pour l'application industrielle de nos produits et de nos procédés de traitement de surfaces.
- de product control et product engineering.

Ces postes évaluent s'adressent à des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle, la pratique de la langue anglaise est souhaitée et celle de la langue allemande pour le poste «ingénieur des matériaux».

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. M 21/1
à Monsieur Bureau, Relations Humaines, Avenue Boulé, 95250 Beauchamp.

3M

Jeune ingénieur mécanicien

A.M. - ENI - INSA

Dans le cadre de ses projets
orientés vers l'amélioration de
la productivité et la mise en
place d'activités nouvelles
dans ses usines, 3M FRANCE
recherche pour son
département ingénierie un
jeune ingénieur.

Missions :

- Etude et réalisations de
projets d'équipements
automatisés de production et
de conditionnement

comprendre : études
techniques, évaluation des
coûts, élaboration du cahier
des charges, suivi de la
réalisation et de la mise en
service, gestion financière des
projets.

- Basé à notre siège social, il
aura de fréquents contacts
avec nos usines et nos
fournisseurs.

Profil :

- Formation supérieure
ingénieur mécanicien ou
équivalent.
- Débutant ou 2 à 3 ans
d'expérience.
- Bonnes connaissances de
l'anglais.
- Aptitude au travail en équipe
pluridisciplinaire.

Adresser C.V., photo et
prétentions
à Bernard KUNERTH, sous la
réf. BK/59 à 3M FRANCE -
Division des Relations
Humaines - Boulevard de
l'Oise - 95000 CERGY-
PONTOISE.

3M

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Informatique industrielle

Depuis deux ans vous participez à des développements de logiciel.
Vous connaissez au moins l'un de ces domaines :

MICROPROCESSEURS SYSTEMES TEMPS REEL

CONTROLE DE PROCESSUS

AUTOMATISMES RESEAUX

Aujourd'hui vous voulez

concevoir... gérer... encadrer...

diversifier et valoriser votre expérience...

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.

Le Directeur de votre future Agence, Alexandre LEVY,
attend votre dossier de candidature ou votre appel.

CAP SOGETI INDUSTRIE

41, rue Yory - 92200 NEUILLY-S/SEINE - Tél. : 758.11.10 - Poste 464

Importante société
industrielle PARIS,
recherche

AUDITEUR INTERNE

École Sup de Co ou Maîtrise de Gestion

ayant acquis une expérience d'Audit d'au moins 2 ans en Cabinet spécialisé ou
dans une grande société industrielle.

Dans le cadre de ses fonctions, le candidat aura la charge de missions de Contrôle
Interne Comptable :

- études de circuit administratif à caractère Financier et Comptable,
- révision de comptabilité,
- rédaction des rapports consécutifs à ces études.

Ce poste peut comporter des déplacements en France ou à l'étranger.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions)
sous réf. 81356/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui
transmettra.

HAVAS CONTACT

HAVAS CONTACT

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

- De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

**INFORMATIQUE - GESTION COMMERCIALE
COMPTABILITÉ - GESTION DU PERSONNEL**

- Vous savez ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.
- Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités.

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes notre futur

ingénieur d'affaires



"SPI, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui 470 personnes. La Division Progiciels connaît une très forte progression de CA (+ 80 % en 1984), en France et à l'étranger. Ces progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales. En 1985, nos perspectives sont ambitieuses, et je souhaite étoffer nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité".

Daniel Pelletier
directeur division progiciels.

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voici donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe.

- Vous avez une formation informatique ? Vous présenterez nos progiciels techniques aux Directions Informatiques avec qui vous mènerez les négociations. (Réf. ATM)

- Vous avez une expérience en Gestion Commerciale, Comptabilité ou Gestion du Personnel, et vous n'êtes pas de ceux qui se bouchent les oreilles quand on leur parle de progiciels de gestion informatique ? Alors vous conduirez les négociations avec les Directions utilisatrices. (Réf. AGM)

Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée".



Olivier Chastenot de Gery
chef du département commercial



Services et Progiciels
Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, à notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger - SPI - 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY (N'oubliez pas de mentionner la référence).



MEMBRE DE SYNTec-Informatique

**Banque privée 8^e arrt
filiale d'un groupe bancaire national**
recherche pour intégrer son équipe commerciale un

Exploitant de clientèle privée H/F classes V, VI

Une première expérience d'au moins 4 années dans la gestion d'un portefeuille privé est nécessaire pour cette fonction qui requiert en outre des qualités d'animateur, de négociateur et un esprit d'organisation.

Le candidat bénéficie d'une formation initiale supérieure ou d'un diplôme professionnel type ITB ainsi que d'une bonne approche de la relation commerciale auprès d'une clientèle de bon niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous réf. 10814 à : PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT DE NOS PRODUITS CARTES A MEMOIRE

au sein de PAYMATEC, Division récemment créée du Groupe SCHLUMBERGER. Notre activité en forte croissance se développe autour de 3 produits pilotes : publiphones, terminaux de paiement électronique et cartes à mémoire.

Dans le cadre de son expansion, elle recherche un :

Ingénieur Software

Sous la responsabilité directe d'un Chef de Projets, vous développez des logiciels temps réel

Vous avez :

- une formation d'ingénieur électronique : ESE, ENSEIHT...
- une expérience de 2 ans environ sur des projets informatiques industriels temps réel ou une année de section spéciale informatique dans votre école
- une disponibilité totale.

Nous vous offrons :

- des responsabilités vous permettant d'accéder rapidement à la gestion entière de projets
- des études sur des produits sophistiqués de haute technologie
- la possibilité d'évoluer au sein de la Branche ou du Groupe.

Lieu de travail : Banlieue Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., prétentions et photo), Service du Personnel PAYMATEC 420, rue d'Estienne d'Orves 92700 COLOMBES

PAYMATEC
Schlumberger

message de

Coca-Cola France à un(e)

CHEF COMPTABLE

Vous souhaitez vous intégrer à la Direction Financière de notre société en qualité de Chef Comptable. Nous vous proposons l'animation d'une équipe de 3 personnes, le contrôle du bilan et du compte d'exploitation mensuels.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si à 28 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce - DECS, vous parlez couramment l'anglais. Vous avez une première expérience de 2 ans au moins de la comptabilité anglosaxonne et vous aimez vraiment utiliser l'outil informatique.

Merci d'adresser votre CV et salaire actuel sous référence M/257/L à notre Conseil

chp **CABINET Henri PHILIPPE**
105 boulevard Stalingrad - 75003 Paris



CONTROLE ET PREVENTION

Pour faire face au rapide développement de sa Division Equipements et Systèmes, tant en France qu'à l'étranger, C.E.P., importante société de conseil et d'assistance technique, recherche

INGENIEURS DIPLOMES

Susceptibles d'acquies à court terme une réelle autonomie technique et commerciale, dans les domaines suivants :

ANALYSE DE SYSTEMES (MATÉRIEL + LOGICIEL)

FORMATION : Grande école ou 3ème cycle, de préférence option informatique ou automatique.

VALIDATION DE LOGICIELS

(INFORMATIQUE INDUSTRIELLE / TEMPS REEL)

FORMATION : Grande école ou 3ème cycle, de préférence option génie logiciel.

FIABILITE DES SYSTEMES (NUCLEAIRE, SPATIAL, AERONAUTIQUE...)

FORMATION : E.C.P., E.C.L., ENSAM, ENSMA, ENSAE, MINES.

ELECTRONIQUE ANALOGIQUE ET NUMERIQUE

FORMATION : SUPLEC, ENST, ENSEIHT, ENSERC.

Pour réussir dans ces postes et évoluer dans notre société, les candidats devront avoir un fort potentiel et, si possible, une première expérience.

Envoyer candidatures à Michel LADAME - C.E.P. - 34 rue Rameau - 75017 PARIS - Tél. (1) 788.52.72.

Crédit National

recherche pour son Département des Etudes

ECONOMISTE SECTORIEL

responsable de la branche des industries électriques et électroniques.

Il devra parvenir à une excellente connaissance du secteur tant sur le plan technique qu'économique et financier, analyser son évolution récente et en dégager les perspectives.

A cette occasion, il sera amené à réaliser de courtes notes de synthèse ainsi que des études approfondies.

Il possèdera :

- un diplôme d'école d'ingénieurs ou de commerce et une formation de sciences économiques ;
- de préférence quelques années d'expérience acquises soit dans le domaine des études économiques, soit dans le secteur des industries électriques et électroniques ;
- de bonnes capacités de rédaction, le sens de la rigueur et le goût des contacts.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V., salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales - 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHES CORNING EUROPE

FONTAINEBLEAU (77) recrute

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Titulaire d'un DOCTORAT.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.

- Formation en chimie, chimie analytique et instrumentale, fluorescence et diffraction X, microscopie électronique...
- Connaissances en corrosion, surfaces, interfaces, couches minces...
- Appliquées travail en groupe, liaison avec projets R & D.
- Responsable études et caractérisation physico-chimique.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à CORNING EUROPE Service du Personnel 7bis avenue de Valvins - 77211 AVON Cedex.

CLAUDE FITOUSSI CONSEIL

Cabinet leader (marketing et communication) recherche, pour ses propres besoins

- 2 ingénieurs (grandes écoles)
- 2 consultants + 1 directeur

ET AUSSI : 1 comptable - 1 commercial - 1 assistant(e)...

Equipe dynamique - Activités passionnantes - Salaires stimulants

Adresser C.V. + photo + lettre à Mme BOUCHET à CLAUDE FITOUSSI CONSEIL 74, bd de Reuilly - 75012 PARIS

Tél. : (1) 307.57.79

VOUS ETES UN BON ? CONTACTEZ-NOUS

OFFRES D'EMPLOIS

CHEF DE PROJET

Le Groupe de la Société Technologique recherche pour son département de développement des produits un chef de projet expérimenté, capable de gérer une équipe de techniciens et de coordonner les activités de développement de produits. Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la conception et du développement de produits. Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence M/257/L à notre Conseil.

chp **CABINET Henri PHILIPPE**
105 boulevard Stalingrad - 75003 Paris

Dans le cadre de la

GRADES E

INTERESSES PAR UN

ST

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

LA PROXIMITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Entreprise industrielle en fort développement dans des domaines de pointe et à l'exportation (USA - JAPON) recherche un

CHEF DE PROJET

pour prendre la responsabilité du projet GESTION COMMERCIALE. Cet ingénieur de formation INSA, ISEP, ESIEA ou équivalente justifiera d'une expérience minimum de 3 années et sera familiarisé avec les systèmes IBM sous OS/MVS utilisant le Moniteur CICS et les bases de données DL 1. La volonté d'intégrer une équipe dynamique et le désir de prendre ensuite des responsabilités plus importantes seront considérés comme des atouts. Le poste est à pourvoir à PARIS, toutefois si vous êtes attaché à la vie de province une installation dans la Région Centre peut être envisagée.

Ecrire, sous référence P2-2785, à COMELOG - 7, rue Louis David 75016 PARIS

come log

Ingénieurs d'affaires

240.000 F

Composants électroniques - hyperfréquences - Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis grâce à notre savoir faire technique et à notre maîtrise de la technologie une réelle notoriété dans le domaine des composants hybrides et micro-ondes. Ingénieur de formation vous bénéficiez d'une expérience de laboratoire dans le semi-conducteur, ou encore mieux, dans les composants hyperfréquences. Nous vous proposons d'élargir vos responsabilités en vous confiant le poste d'ingénieur d'affaires. Votre mission : basée en proche banlieue sud de Paris et intégrée dans la force de vente vous assurerez par des contacts permanents et un suivi technique et commercial des affaires, une interface efficace entre notre outil industriel et les exigences légitimes de nos clients (les grands industriels français et européens de l'électronique). La rémunération annuelle proposée fonction de l'expérience acquise pourra atteindre 240.000 francs. Ecrire ou téléphoner à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2622M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Consultants en ressources humaines

Neuilly - PA, cabinet international de conseil (1 300 consultants dans le monde) désire consolider son développement dans le conseil en Ressources Humaines auprès des directions générales et opérationnelles. Notre société en France recherche des diplômés de l'enseignement supérieur, connaissant le secteur bancaire, ayant acquis une expérience de plusieurs années dans le conseil en ressources humaines, soit au sein d'une entreprise, soit au sein d'un cabinet, dans une des spécialités suivantes : gestion prévisionnelle et plan de développement du personnel, audit et plan de formation, organisation et structure en milieu administratif. La connaissance des moyens informatiques liés à la fonction personnel sera un atout supplémentaire. Ces postes, basés à Neuilly, impliquent une certaine mobilité. Ils s'adressent à des candidats âgés d'au moins 30 ans, désireux d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles au sein d'équipes pluridisciplinaires. Le salaire sera fonction de l'expérience des candidats. Ecrire à B. DUGAS en précisant la référence A/062RM.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Dans le cadre de la mise en œuvre de son nouveau système informatique, un groupe bancaire en fort développement, recherche :

GRADES ET CADRES DE BANQUE HF

INTERESSES PAR UNE EXPERIENCE D'ORGANISATION ET DE FORMATION SE DEFINISSANT DE LA MANIERE SUIVANTE :

LE PROGRAMME

Le schéma directeur d'informatisation du groupe, couvre l'ensemble des activités bancaires, financières et de crédit. Il repose sur la mise en place de postes de travail multi-fonctions auprès de l'ensemble du personnel du Siège et des Agences (1000 personnes environ).

LA MISSION

Après une formation préalable à l'ensemble des systèmes, les candidats retenus seront chargés de la mise en œuvre des nouvelles procédures et de l'animation des sessions de formation du personnel.

LES DEBOUCHES

A l'issue de la période de mise en place (15 mois environ), l'évolution vers l'Inspection Générale, les Agences, (grande métropole régionale), le Département du Réseau, le Département de l'Organisation et de l'Informatique, le Département du Personnel (formation).

CES POSTES REQUIERENT UNE FORMATION SUPERIEURE OU EQUIVALENTE, AINSI QU'UNE PREMIERE EXPERIENCE BANCAIRE.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4373 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Responsable organisation

Crédit à la consommation et cartes de paiement - Un important établissement financier, spécialisé dans le crédit à la consommation et les cartes de paiement, et disposant d'une implantation nationale, crée le poste de responsable organisation. Dépendant du directeur de l'organisation et de l'informatique, il aura pour mission d'analyser et de diagnostiquer les systèmes en place, de concevoir, de proposer et de mettre en œuvre de nouveaux systèmes d'organisation tant au siège que dans les agences. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience d'au moins trois années acquise dans une fonction similaire (en entreprise ou en cabinet) et connaissant bien l'outil informatique. Un goût marqué pour l'organisation, la volonté d'aboutir à des réalisations concrètes, et des qualités de négociation sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/2627M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

- 48 agences à Paris et en Ile-de-France
- une longue tradition de services et d'efficacité,
- des instruments de gestion très élaborés,
- des sections spécialisées par professions,
- une clientèle fidèle de PME/PMI,
- une structure légère à taille humaine...

...concourent au développement diversifié et autonome de l'Union de Banques à Paris

Chefs d'agence

C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer ! Votre expérience en exploitation, votre sens des contacts et votre fort potentiel doivent vous permettre de prendre d'importantes responsabilités au sein de nos agences.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence CAM à Claudine DELPLAQUE - Direction des Relations Humaines 22, boulevard Malesherbes 75008 PARIS

Union de Banques à Paris

Groupe du Secteur Tertiaire en pleine expansion notre croissance nous amène à renforcer nos effectifs. Nous poursuivons notre développement basé sur l'emploi de techniques les plus modernes et recherchons

2 ANALYSTES HAUT NIVEAU

Paris 200.000 F. A l'aise dans la conception fonctionnelle et technique des systèmes d'information complexe, vous avez une expérience de plusieurs années sur gros sites IBM qui vous a permis de bien maîtriser les techniques DB DC - DL/1 - VSAM - CICS et de savoir animer une équipe d'analystes-programmeurs. De formation supérieure (Ingénieur-Miage...) ayant le sens du contact et de la négociation, vous souhaitez à court terme des perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 418 à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes - 75017 - que nous avons chargé de cette recherche et qui vous garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil**DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX DE FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE OU DE GESTION**

Vos motivations : intégrer un groupe important (+ de 1800 pers., 563 MF de CA en 1983 avec un taux de progression de 24 %/an) dont l'image de marque positive et le sérieux sont reconnus sur le marché français.

Collaborer au sein d'une structure offrant une formation complémentaire sur ses techniques et ses méthodes, et propre à faire fructifier votre expérience commerciale, vos compétences et vos aptitudes.

Vous êtes attirés par :

- la vente de services informatiques (micro-ordinateurs + logiciels) performants et réputés auprès des cabinets comptables et des entreprises,
- des contacts avec une clientèle de haut niveau,
- une carrière à larges perspectives d'évolution qui permet d'accéder, par promotion interne, à des responsabilités étendues,
- une rémunération calculée en fonction de votre acquis et qui est garantie intégralement pendant la période de formation de 3 mois.

Alors si ces perspectives vous intéressent, veuillez nous adresser une lettre manuscrite, un CV, photo et prétentions en précisant les villes qui vous conviennent à la DIRECTION DES AGENCES DE FRANCE DU GROUPE SLIGOS - 27, bd de Courcelles - 75008 PARIS en mentionnant la référence G8/12/84.

Réponse et discrétion assurées. Les postes sont à pourvoir au sein de nos agences de PARIS et de Province pour maintenir et développer la clientèle.

Quelques implantations de SLIGOS : AVIGNON - BORDEAUX - BREST - LYON - MARSEILLE - NICE - PARIS - ROUEN - VALENCE.

GROUPE SLIGOS**Un jeune cadre pour une fonction personnel dynamique et évolutive...**

Nous sommes une société française à vocation industrielle et commerciale. Nous atteignons aujourd'hui 800 personnes (dont 280 cadres) réparties sur 15 établissements à taille humaine. Convaincus, avec notre Direction Générale, que la gestion des ressources humaines doit être l'une des priorités de l'entreprise, nous voulons poursuivre la mise en place d'une véritable politique de personnel, qui puisse être à l'image de l'essor de nos effectifs et de notre chiffre d'affaires (+ 30 % par an).

Dans cette optique, nous souhaitons rattacher à notre directeur du personnel un jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po ; Maîtrise de Droit ou de Sciences humaines...), nanti d'une première expérience dans la fonction au sein, de préférence, d'une société à vocation internationale comme la nôtre.

Dans le cadre de cette création de poste, nous lui proposerons tout d'abord de reprendre en charge la formation et de développer conjointement les outils d'une véritable fonction d'information et d'insertion au profit de nos nouveaux collaborateurs (journal d'entreprise, livret d'accueil, modules audio-visuels de présentation de la société...). Nous souhaitons ensuite que ce collaborateur puisse assurer progressivement et selon ses compétences, des responsabilités complémentaires, dans le domaine soit de la gestion du personnel, soit du recrutement.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 32137 (à préciser sur l'enveloppe) à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

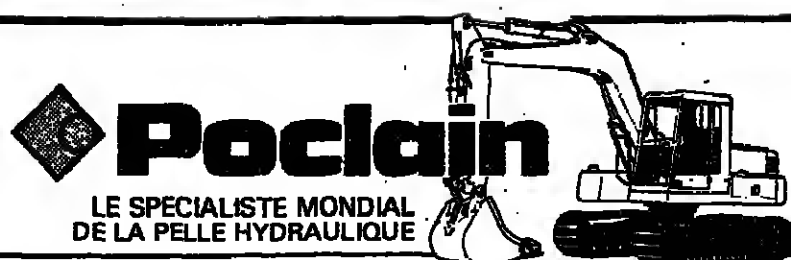
هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LE SPECIALISTE MONDIAL DE LA PELLE HYDRAULIQUE

Pour conduire ce projet, le Directeur des études industrielles renforce son équipe et recherche deux ingénieurs : un spécialiste et un généraliste.

Ingénieur en productique

Intervenant auprès des responsables projets des quatre usines et en relation fonctionnelle avec les différents services de l'entreprise (production, logistique, contrôle de gestion et personnel), il sera chargé de réfléchir à l'intégration progressive des différents systèmes de gestion industrielle (CAO, CFAO, OMC, ainsi que pilotage des ateliers...) en un système global et d'en assurer la réalisation. Il s'appuiera, pour ce faire, sur les services d'une société d'ingénierie.

Ce poste clé de l'entreprise s'adresse à un ingénieur de bon niveau, justifiant bien sûr d'excellentes connaissances en productique (commande numérique, automatisation, informatique appliquée à la production, CAO, etc.), mais aussi sur le plan de la personnalité d'une dynamique personnelle qui lui permette de jouer le rôle de catalyseur que cette fonction nécessite. ANGLAIS nécessaire. (Réf. 1324/M)

Ingénieur A. et M., IDN, INSA ou équiv. responsable de projet

L'un des projets les plus importants du plan industriel concerne les unités de fabrication et de montage de pelles de la Société. Doté des usines des moyens les plus performants, organiser l'implantation, mettre en place une nouvelle production, dans un contexte où les techniques modernes de gestion des flux, l'automatisation mais aussi l'implication du personnel sont très développées, tel est la mission de ce responsable de projet.

s'engage fermement sur la voie de sa mutation technologique qui lui permettra de conserver sa compétitivité internationale. La mise en œuvre de cette mutation passe par la reorganisation des moyens de production des quatre usines du Nord et de l'Est.

Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste, de formation type AM, IDN, INSA ou équivalent, capable d'acquiescer rapidement les techniques de mécanique et de montage. Ses connaissances de base en informatique lui faciliteront le dialogue avec les spécialistes de l'entreprise et sa sensibilité aux problèmes de prix de revient sera appréciée. ANGLAIS nécessaire. (Réf. 1325/M)

La Société recherche par ailleurs

Jeune ingénieur hydraulicien

L'une des usines du Groupe conçoit, fabrique et vend pour ses propres besoins et pour l'extérieur des vérins hydrauliques. Responsable du service études et recherches, cet ingénieur, armé d'une maîtrise en bureau d'études mécanique générale et hydraulique, sera chargé, avec l'appui des différents services de l'entreprise (méthodes, qualité, informatique), de concevoir et développer des produits en prenant en compte l'ensemble des contraintes techniques, économiques et technologiques de l'entreprise et du marché.

La réussite dans ce poste permettra une réelle évolution dans le Groupe. (Réf. 1326/M)



Jean-Claude Maurice S.A.
397 rue de Valenciennes
92015 PARIS

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser votre C.V. détaillé sous la référence choisie et de le transmettre à C.V. PLUS en composant le 11 520 40 25 sur votre Minitel.

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

(4 unités de production) recherche pour sa principale unité jeune gestionnaire, 30 ans minimum, homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux. Rattaché directement au Directeur de l'établissement et, en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Relations Sociales du Groupe, il aura la responsabilité de l'ensemble des services du Personnel de l'usine, en outre il contrôlera les Services Généraux.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction Personnel, de formation supérieure, ayant de sérieuses connaissances en Droit du Travail, le sens du dialogue et de la communication.

Le poste est à pourvoir dans une ville agréable de la région parisienne.

La rémunération est stimulante.

Votre candidature restera confidentielle.

Veuillez adresser votre dossier avec niveau situation actuelle et photo sous réf. 5819 à COMITEX PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes une société française de biens de consommation durables avec un CA supérieur à 3 milliards. Premier exportateur sur notre marché, nous sommes présents dans plus de 100 pays à travers filiales ou importateurs. Une réorganisation interne nous amène à rechercher un

Responsable de zone Amérique du Sud

200 KF +

HF

Intégré à Paris au sein de notre service export, il aura la pleine responsabilité du suivi commercial de nos distributeurs locaux. Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats de formation BTS International, Ecole de Commerce (ou assimilée). Ils devront justifier d'une première expérience professionnelle. Couramment bilingue en espagnol, ils posséderont en outre soit l'anglais, soit (et l'allemand). Très disponibles pour des déplacements fréquents (hors du temps de travail), nous demandons l'autonomie et le pragmatisme nécessaires à ce type de fonction.

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 106 à notre Conseil :



Claude Geron

5 rue Lincoln 75008 Paris

Confidentialité de rigueur.

PARIS - NIMES - CANNES

L'ingénierie construit l'avenir

Nos ingénieurs et nos techniciens mettent au point, dans le respect de la loi, les techniques les plus modernes au service de l'industrie. Spécialisés dans l'ingénierie des systèmes industriels, notre département Automatismes et Informatique Industrielle développe une étroite relation avec nos clients. Les solutions techniques les mieux adaptées à chaque entreprise. Dans le cadre de son développement, nous recherchons des

ingénieurs de projet

3 à 5 ANS D'EXPERIENCE OU +

AUTOMATISMES DE PROCÉDES. Vous avez une expérience réussie dans la conception et la mise en place de systèmes automatisés de production en industries manufacturières ou agro-alimentaires. (Réf. 85.12-M)

G.P.A.O. Vous avez une expérience réussie dans la conception et la réalisation de systèmes de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...). (Réf. 85.12-M)

G.A.A.O. Vous avez une expérience réussie dans la conception et l'implémentation de systèmes automatisés par ordinateur de gestion administrative et financière. (Réf. 85.12-M)

Très autonome, vous souhaitez aujourd'hui prendre la responsabilité de projets plus complexes et diversifier vos compétences. Nous vous proposons la responsabilité complète de la conception et de la réalisation de systèmes en relation avec nos clients et l'ensemble des services techniques de Serete.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Serete, Service du Recrutement 88, rue Régouli, 75008 Paris Cedex 12.



serete

ingénierie

48 agences à Paris et en Ile-de-France
• des instruments de gestion très élaborés,
• des sections spécialisées par professions,
• une structure légère à taille humaine, concourent au développement de l'Union de Banque à Paris.
Dans le cadre de la réalisation de notre nouveau système d'information, nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique

chefs de projets "grands systèmes"

Expérience bancaire indispensable. Ces postes sont ouverts aux analystes-réalisateurs confirmés.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence CPG à Claudine Delplanque, Direction des Relations Humaines, 22, boulevard Malesherbes 75008 PARIS.



Union de Banques à Paris

2 Chargés de missions

Nous sommes une importante Société de services implantée dans toute la France, et dont le siège est en région parisienne. Nous cherchons 2 chargés de missions.

• L'un intégrera une équipe responsable des relations avec l'ensemble des Directions Régionales. Il se verra confier des études dans les domaines commerciaux et budgétaires ; il participera à l'élaboration, à la négociation et au suivi des plans d'action annuels de chaque établissement régional. Ce poste opérationnel nécessite des contacts permanents avec les établissements régionaux et de nombreux déplacements. Référence 11706/M
• L'autre intégrera notre service Communication et Publicité. Il participera à la définition de la politique commerciale et d'image de marque de la Société et à sa mise en œuvre, et rédigera les textes des brochures et dépliant promotionnels.

Ces postes conviennent à des candidats jeunes ayant, par exemple, une Maîtrise de Sciences Economiques, et une expérience de 2 ou 3 ans. Ils doivent avoir le sens des relations et d'une gestion rigoureuse, être méthodiques, avoir des qualités de rédaction. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. Indiquée ci-dessus à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, S&L-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.



S&L CEGOS

Vendre des technologies de haute précision sur le marché occidental.

SOPELEM, premier constructeur français d'instruments optiques de haute précision. Spécialiste de l'hydraulique, gamme, pompes, systèmes d'asservissement, 1200 personnes dont 140 ingénieurs et cadres répartis en 4 établissements à Paris et en Province.

INGENIEUR D'AFFAIRES AM, ECAM, ICAM, ENSM ...

A 35 ans ou plus, à partir d'une formation d'ingénieur Mécanicien vous avez acquis une bonne connaissance de l'export et la maîtrise des négociations commerciales. Aujourd'hui nous vous proposons la responsabilité de notre branche matériels hydrauliques destinés aux marchés aéronautiques et militaires, où votre connaissance éventuelle, des matériels hydrauliques et aéronautiques serait un atout supplémentaire. La promotion, le développement et le suivi de nos produits dont vous aurez la charge, couvrent un marché vaste : France et étranger (principalement Europe) - Son CA actuel est de 40 à 50 MF. Pour mener à bien vos missions vous vous appuyerez sur des services techniques dont la compétence est prouvée. Bien sûr vous êtes mobile (déplacements de courte durée) et vous maîtrisez l'Anglais.

Merci d'adresser C.V., photo et préférences à SOPELEM, Direction du Personnel, 102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS CEDEX.



sopelem

Notre enveloppe : Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie, 2^e US, 6^e mondiale. Nous occupons une position forte dans le domaine des commodités chimiques et progressons avec succès dans celui des spécialités qui représentent en France 50 % de notre activité aujourd'hui et très probablement 65 % dans 5 ans. Notre pharmacie occupe une place de choix dans ce développement des spécialités - un centre de recherche pharmaceutique implanté à Strasbourg ; les laboratoires Merrell à Levallois en pleine croissance. Deux postes sont ouverts au sein du département médical ou siège social Merrell - Levallois à Neuilly. Une belle opportunité pour vous de donner un nouvel essor à votre carrière. Autonome, volontaire et non conformiste, vous avez le goût du challenge. Vous pratiquez bien l'anglais pour évoluer à l'échelle d'un environnement international. Faites nous parvenir votre candidature à MERRELL DOW FRANCE, Christian MICHEL, Relations Humaines, BP 111, 92203 Neuilly-sur-Seine Cedex.

envolez-vous

DOW

AVEC NOUS.

MEDECIN DE RECHERCHE CLINIQUE

Pour cette fonction, vous pouvez avoir une première expérience clinique hospitalière ou privée à orientation infectiologique ou médecine interne, ou bien une expérience industrielle dans le développement d'agents anti-infectieux.

SPECIALISTE ENREGISTREMENT NOUVEAUX PRODUITS

Vous êtes une personnalité aux qualités relationnelles marquées, bien introduite dans le milieu pharmaceutique. Des connaissances pharmaco-toxicologiques et une expérience dans le domaine analytique seraient appréciées.

OFFRES

THOMSON
PARIS ILE DE FRANCE

INGENIEURS

DSM

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

LCT

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-LOGICIEL

PARIS ILE DE FRANCE
Division Informatique Industrielle

pour ses activités — microprocesseurs — mini-informatique —
bureautique — informatique distribuée,
recherche plusieurs

INGENIEURS LOGICIEL

connaissant :

- microprocesseurs 8 et 16 Bits
- mini : PDP - VAX - SOLAR - MITRA...
- systèmes d'exploitation RMX 86, UNIX, RSX/11 M
- langages : PASCAL, C, ASSEMBLEUR...

Ingenieur grandes écoles ou universitaire, vous intégrerez
dans un premier temps des équipes dynamiques, puis
vous évoluerez vers des postes de conception et d'encadrement.

Pour un premier contact veuillez
adresser votre dossier de candidature sous référence TLI 85-01
THOMSON-ANSWARE - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS



DSM

est l'un des premiers Groupes chimiques
européens, (siège en HOLLANDE - 50.000
salariés - équivalent de 60 Milliards de F
de C.A.).

La réalisation actuelle d'un ambitieux programme d'investissements
confirme sa position favorable dans le match de l'innovation.
A la suite d'une promotion interne, la filiale française recrute un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

DE FORMATION SUPERIEURE
TECHNIQUE ou COMMERCIALE

pour prendre en charge la commercialisation de MATIÈRES PLASTIQUES
(polyéthylène hd et hd) sur un secteur (Nord et Ouest) au C.A. important ré-
sultant d'une clientèle de haut niveau. Ce poste peut intéresser un In-
génieur Commercial qui souhaiterait évoluer vers des responsabilités élargies
au sein d'un Groupe particulièrement dynamique. La connaissance des pro-
duits ou de la clientèle des transformateurs de matières plastiques serait un
atout, mais nous privilégierons surtout les capacités personnelles :
adaptation à la vente de produits exigeant en partie une approche technique,
aptitudes commerciales, autonomie, combativité, confirmées par une expé-
rience commerciale dans les milieux industriels de référence.
Le poste est basé au siège, à PARIS.
Les déplacements occupent environ 60 % du temps.
Anglais souhaités.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 90257/71 en précisant votre salaire
actuel et un numéro de téléphone, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-
Royal - 75001 PARIS. Il sera transmis à notre Conseil, qui le traitera en toute
confidentialité.

UNE ÉQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE



Europe

Direction Administrative

Message à un Chef de Service Achats

Notre Siège Social est situé à PARIS - LA DEFENSE et nous y employons plus de 2000 personnes

Nous proposons un poste de CHEF de SERVICE à un PROFESSIONNEL de L'APPROVISIONNEMENT

- Vous animerez une équipe qui aura la charge d'effectuer l'ensemble des achats et de négocier d'importants contrats dans les domaines suivants :
 - Entretien / Maintenance
 - Travaux neufs / Installations
 - Logistique / Services Généraux
- Vous avez acquis une solide expérience avec des responsabilités de négociation et de gestion au sein d'un Service Achats (environ 8 ans dont au minimum 3 ans dans une fonction d'encadrement)
- Vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (formation économique ou technique) complété par une formation spécifique Achats (CYGMA, M.A.I.)
- Vous exercerez des responsabilités étendues en disposant d'une large autonomie.
- Une bonne PRATIQUE de l'Anglais est INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre CV et salaire actuel sous référence M/271/D à notre Conseil

chp

CABINET Henri PHILIPPE 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Equipements électro-acoustiques civils et militaires :

Ingénieur d'affaires exportation

Nous sommes la Société ELNO à Argenteuil (Nord-Ouest de PARIS). Notre C.A. a été de 60 MF en 1984. Nos clients sont réputés : les Armées, l'Aéronautique, le Ferroviaire, les Fabricants d'équipements... Ils sont exigeants et apprécient nos produits. Les résultats de notre étude de marché à l'étranger justifient la création de ce poste.

Vous avez une formation et une première expérience technique (bureau d'études par exemple) vous permettant de parler le langage de nos clients, ingénieurs et techniciens. Vous avez, bien sûr, le goût des contacts et des voyages. Une expérience dans la vente de produits et à des clients similaires serait très appréciée. Vous serez guidé dans vos débuts par notre Directeur Exportation et devrez rapidement faire preuve d'initiative. Votre anglais est excellent et vous connaissez de préférence une autre langue étrangère.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la réf. H/EIA/LM à notre Conseil Jean-Pierre CASALIS qui vous garantira toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L'AVENIR VOUS PASSIONNE : REJOIGNEZ LES NOUVEAUX SYSTEMES DE PAIEMENTS ELECTRONIQUES, au sein de PAYMATEC, division récemment créée du Groupe SCHLUMBERGER. Notre activité se développe autour de 3 produits pilotes : paiements, terminaux, cartes à puce. Dans le cadre de son expansion, elle recherche :

Ingénieur Marketing

Vos missions :
- Rapporter directement auprès du Directeur Commercial, vous définirez la stratégie marketing et commerciale des produits, cartes électroniques et leurs lecteurs dans le cadre national et international.
- Vous assurerez le développement par la recherche de nouveaux produits ou de nouvelles applications et leur mise en œuvre commerciale.
- Vous serez responsable de l'établissement des prix de vente et de la négociation des licences.
- Vous disposerez, pour ce faire, de l'aide de plusieurs services (études, engineering, qualité, commercial).

Vous avez :
- Une formation d'ingénieur,
- une maîtrise parfaite de l'électronique (semi-conducteurs),
- une expérience de 5 ans environ dans une fonction analogue ou dans un laboratoire,
- un goût prononcé pour les contacts,
- une bonne connaissance de l'anglais,
- une disponibilité importante.
Nous vous offrons :
- Le challenge de créer ce poste au sein d'une équipe dynamique,
- des produits sophistiqués sur un marché en forte croissance,
- des contacts variés et nombreux,
- la possibilité d'évoluer au sein de la branche ou du Groupe.

Lieu de travail : Banlieue parisienne.

Adressez CV, photo + rémunération actuelle à MERCURI URVAL 21, rue Eugène Flachat 75017 Paris, sous référence 47888.

PAYMATEC
Schlumberger

LCT Laboratoire Central
de Télécommunications
recherche

dans le cadre du développement de ses activités

RADARS MILITAIRES

INGENIEUR
grandes écoles

(ENSEM, ENST, ESE)

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- bon niveau mathématiques,
- expérience en circuits numériques
- goût de l'analyse
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

L'UN DES LEADERS MONDIAUX
EN IMMUNOLOGIE

cherché, pour son
département vaccins, en France,

un médecin

Au sein d'une équipe de médecins spécialisés dans des lignes de produits, il prend en charge la responsabilité d'une ligne de vaccins pour l'ensemble des zones géographiques. Il assure le développement de ces produits et la promotion du concept vaccinal.

A 30 ans minimum, il est spécialisé en maladies infectieuses, épidémiologie ou médecine tropicale. Toute pratique de la médecine en France ou à l'étranger est un plus. Il connaît l'anglais. La connaissance de l'espagnol est un atout, et il voyage environ 20 à 30 % de son temps. Résidence dans une grande ville universitaire.

Nous remercions les médecins intéressés par ce poste d'adresser leur dossier de candidature, sous réf. 396 M, à Jeanne Faivre d'Arrier, JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.



Jacques Tixier S.A.

MEMBRE DE SYNTIC

UNIVERSITÉ
DE
COMPIÈGNE
recherche

**ENSEIGNANT
FLE**

Avec bonne expérience.
Ecrire avec curriculum vitae
à UTC Division Formation
Continue - BP 225
60206 Compiègne Cedex.

recherche pour PARIS

FISCALISTE
possédant solides connais-
sances et expérience en
fiscalité personnelle.
Envoyer CV et lettre
à l'adresse ci-dessus
sous n° 300304 M
7, r. de Montebello, 75007 Paris

et d'Expertise Comptable
à l'adresse ci-dessus

2 AIDES-COMPTABLES

**2 COMPTABLES
CONFIRMES(E)**

Téléphone : 325-75-85.

Bougez, Vivez...

N°2 mondial de l'informatique, Digital bouge et vit. En France notre C.A. est en progression de 64%. Notre équipe, 2000 personnes, augmentera de 30%.
Nous sommes présents dans tous les types d'application de l'informatique, avec une gamme de produits compatibles et performants (réseaux, intelligence artificielle, bureautique...).

Nous consacrons dans le monde 10% du C.A. à la recherche et au développement. En France 80% de la masse salariale est affectée à la formation des hommes et des femmes qui nous rejoignent pour leur permettre de bouger, de vivre et d'évoluer. Notre satisfaction c'est d'abord celle de nos clients et de tous ceux qui réussissent avec nous.

Juriste Droit des Affaires

- une expérience de quelques années dans le service contrats ou juridique d'une société ou dans un cabinet spécialisé dans le droit des affaires.
- une expérience confirmée de la négociation de contrats commerciaux
- la capacité de traiter avec des responsables au plus haut niveau dans des secteurs variés (administration, université, industrie).

Intégrée dans le service juridique, cette personne participera à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de la politique contractuelle commerciale et sera amenée progressivement à résoudre des problèmes juridiques de toute nature.

Le poste implique également une collaboration étroite avec les équipes de direction et de vente françaises et européennes.

Ecrivez-nous sous Rf. M125 à A. CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Ressources Humaines - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 Evry Cedex.

digital

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LABORATOIRE OBERVAL

Groupe LIPHA : 4 centres de recherches,
6 usines en France, 6 filiales à l'étranger
recherche pour son bureau à PARIS

Médecin ou pharmacien ou biologiste

Il lui sera confié de larges missions impliquant :
- l'initiation et le suivi des expérimentations cliniques,
- la rédaction de documents à destination du corps médical,
- le perfectionnement des délégués médicaux.
Ce poste convient à une personnalité rigoureuse et créative possédant une bonne pratique des milieux hospitaliers.
La connaissance des statistiques médicales et la maîtrise de l'anglais seront appréciées.
Résidence à notre établissement de PARIS avec déplacements fréquents et ponctuels.
L'importance internationale des laboratoires permet une évolution au Siège à LYON ou à l'étranger.
Ecrire au CABINET GATIER, 91 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS, sous réf. 370 M.

Cabinet Gatier

UN DES TOUTS PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS
recherche MF

CHEF DE GROUPE ACHATS

Ingenieur spécialiste en soudure et chaudronnerie lourde pour
traiter les problèmes de sous-traitance.
Diplôme Grande Ecole et expérience industrielle exigés.
Déplacements fréquents à prévoir.
Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence
9180 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne -
75008 PARIS - qui transmettra

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

SERVICE CENTRAL ACHATS

recherche

ACHETEUR TRES CONFIRME

Ce poste polyvalent (matériels mécaniques, électriques, électroniques...) débouchera rapidement sur des responsabilités à part entière, en relation étroite avec les services décentralisés. Il laissera une large place à l'esprit d'initiative et de progrès dans l'évolution de la fonction achat.
Préférence sera donnée aux candidats :
- de formation INGENIEUR
- d'expérience MARKETING ACHATS
Anglais indispensable.



Merci d'adresser C.V. + prétentions ss réf. CM 424
CSEE, Service Emploi et développement
17, Place Etienne Perret 75738 PARIS Cedex 15.

Filiale d'une Multinationale Américaine
recherche
pour sa division Mécatronique Automobile, Siège (92) Suresnes,
usine de 300 personnes, son

Contrôleur de Gestion

Formation supérieure : Ecoles de Commerce et de Gestion. Expérience de gestionnaire ou d'audit de 3 à 5 ans, avec pratique des procédures anglo-saxonnes en entreprise ou en Cabinet important. Maîtrise exigente de l'anglais.
- Age 28/35 ans. Poste évolutif.
- Fonctions polyvalentes avec large délégation. Rôle de Conseil auprès de la Direction.
Envoyer Curriculum-Vitae sous référence 190, à L.P.A.-GENEVAY, 11 square Jasmin 75016 Paris.

UN DES GRANDS GROUPES DE L'ÉDITION

UN CADRE ADMINISTRATIF

- Bon praticien de l'informatique ;
- Trente-cinq ans d'expérience ;
- Dix ans d'expérience.

Il sera responsable d'une équipe de trente personnes et devra prendre en charge le traitement des commandes, le suivi des comptes clients et le service après-vente.

Une capacité de commandement et une qualité d'organisation et de rigueur seront exigées.

Merci d'envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à
LAROUSSE DISTRIBUTION FRANCE
Service de Personnel, 23, rue du Cherche-Midi, 75296 PARIS Cedex 06.

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes Temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

Recherche plusieurs :

• CHEFS DE PROJET de 3 à 5 ans d'expérience, en informatique Temps Réel.

Responsables de projet d'envergure nationale, ils en assureront toutes les phases, de la conception à l'intégration. Outre les aspects techniques, ce poste requiert de solides compétences humaines dans l'encadrement d'équipes.

• INGENIEURS D'ETUDES Formation Grande Ecole Débutant ou première expérience

Ils se verront confiés des missions d'études de systèmes et de développements de logiciels (Simulation, Aide à la décision, Télécommunication...). Ces postes sont à pourvoir à PARIS et à TOULOUSE.

Merci d'adresser votre candidature à SESA,
Direction des Affaires Sociales 30, quai de Dion-Bouton
92008 PUTEAUX.
Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 23 LM

Groupe métallurgie et T.P.
(voies ferrées) - 1500 personnes
- CA 5 à 600 M, moitié export -
recherche pour son siège à Paris

2 ingénieurs commerciaux

BTS technique et expérience ou prédisposition à l'export souhaités. Anglais parlé et écrit nécessaire. Allemand parlé et écrit souhaité. Tiers temps à l'étranger.

Rémunération 120/150.000 F en 13 mois.
Adresser CV et photo sous référence 4262 à
LEVI TOURNAI 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

GROUPE MATRA

Rappelle aux lecteurs du
Monde
les postes proposés cette semaine :

Pour son Service Juridique de la Direction du Personnel (H/F)
Juriste d'Entreprise
NK 1183/M

**Animer
et Organiser la Formation**
NK 1184/M

**Gestion et Recrutement
de Personnel**
NK 1193/M

Pour l'activité Transports (Systèmes VAL et ARAMIS) (H/F)
LILLE

Ingenieur Electricien
NK 1185/M

PARIS-SUD

Ingenieur Génie Civil
NK 1190/M

Ingenieur Electronicien G.E.
NK 1191/M

Ingenieur Logiciel
NK 1192/M

**Techniciens
Electroniciens Automatiques**
NK 1194/M

Pour son Centre Equipements (H/F) à VELIZY

Ingenieur Systeme
NK 1180/M

Ingenieur Electronicien
CAO NK 1187/M

Ingenieur Electronicien
NK 1186/M

Concepteur de Circuits Intégrés VLSI
NK 1189/M

Ingenieur G.E.
NK 1194/M

Ingenieur Logiciel
NK 1195/M

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence
du poste au Service Recrutement des Ingenieurs et Cadres - Centre de
MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

MILLIPORE
Filiale française de Millipore Corp. leader mondial
dans le domaine des techniques de filtration et de séparation, recherche
dans le cadre du renforcement de ses structures un

Contrôleur de gestion

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent), formation complète si possible par un DECS. Vous avez au moins 3 ans d'expérience de la fonction dans une entreprise multinationale ou en cabinet d'audit. Vous parlez l'anglais. Nous vous chargerons du contrôle de gestion des divisions commerciales françaises et des «shared resources». Vous évalueriez les budgets dépenses et en assureriez le suivi ; vous établiriez les prévisions trimestrielles et suivriez la rentabilité des lignes de produit. Vous établiriez les prévisions de trésorerie. Parallèlement, vous superviseriez la comptabilité fournisseurs et les services crédit-clients. Pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines, la rémunération offerte est en rapport avec nos exigences. Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé + photo, salaire actuel, sous réf. 50108 M, à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

JEUNE DIPLOME

le conseil en communication vous attire...

Notre Société, filiale d'un important groupe français de communication vous offre la possibilité de faire vos preuves dans ce domaine. Intégré dans une équipe jeune et motivée, vous apprendrez à concevoir, mettre en œuvre une stratégie publicitaire, à déterminer les cibles prioritaires, les plans médias et à rédiger des messages. Si vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Po, CELSA...), si vous avez du sens commercial, de l'ouverture d'esprit mais aussi de la rigueur, de la méthode et un intérêt pour les milieux financiers, envoyez lettre de candidature, CV et prétentions, sous réf. réf. M11220/AP, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontneuve 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor
INFORMATIQUE

un profil de vendeur

Distributeur de mini compatibles DEC, de périphériques et terminaux, nous connaissons une forte croissance. Afin d'y faire face, nous recherchons un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience :
- soit de formation technique, et desirant vivement s'orienter vers la vente,
- soit un commercial confirmé ayant des connaissances techniques en informatique.

Dans ces deux cas, nous vous demandons de connaître :
- LSI 11 GBUS DEC
- hardware et systèmes d'exploitation
- contrôleurs et périphériques de la gamme ou compatibles.

La rémunération, ouverte, sera déterminée en fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à CASH INFORMATIQUE
Service du Personnel
B.P. 37 - 91400 ORSAV

cash
INFORMATIQUE

2 juristes assurances

pour la direction des assurances
dans une entreprise de distribution

La structure des assurances est très complexe et nécessite une grande maîtrise technique et juridique. Une formation complémentaire en ASSURANCES. Une expérience de deux à trois ans minimum dans ce domaine est indispensable.

Une formation complémentaire en gestion (ESC, IAE) serait un atout. La fonction de Directeur de cette Unité est à pourvoir. Vous serez responsable de l'ensemble des problèmes d'assurances des représentants, agents du service. Vous serez examinateur des candidats au concours d'entrée. Vous serez responsable de la gestion des sinistres. Envoyez votre CV sous pli fermé à :
Jean-Claude Maurice S.A.
287 rue de Valenciennes
75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE
spécialisée dans le droit des sociétés,
et la gestion recherche

RÉDACTEURS (H./F.)

Les candidats doivent avoir :

- Une bonne formation universitaire (DEA, doctorat) en droit des affaires ou un diplôme équivalent (école de commerce, Sciences Po, etc.) ;
- Une expérience d'un mois deux ans dans un cabinet juridique, ou dans le service juridique d'une entreprise ou de chargé d'enseignement dans une faculté ;
- Un goût marqué pour l'étude et la rédaction et un sens didactique certain.

Nous leur offrons :

- Un environnement intellectuel de haut niveau ;
- D'importantes possibilités de formation professionnelle ;
- Une situation d'avenir et de réelles possibilités d'évolution de rémunération ;
- Les avantages d'un statut de journaliste professionnel.

POSTES A POURVOIR A PARIS.

Envoyer C.V., photo et rémunération de départ souhaitée
PUBLICIAIR, réf. MEL, 38, rue des Mathurins, Paris-8, qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PM LABINAL

7.500 personnes - 20 usines - Chiffre d'affaires 2 milliards de Francs, recherche pour sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE.

Jeune cadre chargé d'études financières

Formation DECS ou Ecole de Commerce ou de Gestion. Premières expériences sollicitées de préférence dans une fonction comptable.

Il lui sera principalement confié la responsabilité de la préparation des tableaux de bord financiers et des dossiers de crédits.

Lieu de travail : BOIS D'ARCY.

Pour un premier entretien, envoyer CV et prétentions à PM LABINAL, Direction des Affaires Sociales - 5, Avenue Newton - 78350 BOIS D'ARCY.

pm labinal

P.M.E. leader national de sa spécialité

recherche pour sa direction recherche et développement

INGÉNIEUR

grandes écoles de préférence ou docteur de sciences

Plus de 35 ans.

Possédant expérience universitaire ou industrielle dans la chimie polymères et leurs mises en œuvre. Ayant exercé des responsabilités de direction pouvant prouver carrière stable.

La rémunération et la définition des responsabilités initiales seront appropriées au niveau du candidat retenu.

Lieu de travail Région Parisienne. Ecrire sous n° 304 Havas 77007 Melun Cedex.

MANUTENTION, STOCKAGE, MAGASINAGE

Serete recrute

Dans le cadre de son expansion, notre Division Commerciale Ingénierie de Systèmes Industriels recrute un

ingénieur d'affaires LOGISTIQUE INDUSTRIELLE

Vous avez acquis une expérience très solide et diversifiée en logistique industrielle dans les domaines des conditions de stockage, de manutention et de manutention appliquée aux industries manufacturières. Vous souhaitez aujourd'hui enrichir votre expérience et rejoindre une équipe de haut niveau dans la recherche commerciale et technique. Très autonome, vous vous assumerez la responsabilité complète de vos activités commerciales : proposition des marchés, établissement des propositions, négociations liées à l'exécution des contrats. Le salaire, d'un bon niveau, sera directement lié à l'expérience. Poste basé en siège (Paris).

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 84.80-M à Serete, Service du Recrutement, 68, rue Raymond, 75008 Paris Cedex 18.

serete
ingénierie

Société Française d'électronique-informatique

Filiale d'un grand groupe industriel, recherche :

ingénieur commercial export ingénieur commercial france

Intégré à une équipe jeune et très dynamique, vous serez chargé de la prospection de marchés potentiels, de l'établissement de propositions et de leur présentation auprès des clients ainsi que de la négociation et du suivi des contrats.

Vous êtes ingénieur, électronicien de préférence et possédez une expérience minimum de 3 ans dans une partie de la fonction commerciale.

Vous connaissez les problèmes liés à l'étude et à la réalisation de systèmes électroniques.

La maîtrise de l'anglais courant est impérative.

Pour ces 2 postes des déplacements sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS-ODF.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions

en précisant le poste choisi sous référence 32326 sur enveloppe à

JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

ACOME

Société Industrielle en pleine expansion (C.A. 600 Millions de Francs)

recherche pour son siège social à PARIS-Champs Elysées

CHEF DE PROJET RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

Formation DUT minimum

Troisième expérience exigée

Une bonne connaissance des réseaux locaux serait un atout supplémentaire

Environnement :

Réseaux ARCANET DATAPOINT

Applications :

gestion commerciale et financière

Adresser lettre manuscrite, C.V., réf. et prétentions à :

ACOME

Service du Personnel

14, rue Marignan

75008 PARIS.

AMS

Jeune ingénieur automatique

Depuis 3 ans au moins, vous travaillez sur des projets d'automatismes et de robotisation. Vous avez de solides compétences techniques, le sens de la rentabilité et vous vous sentez prêt à prendre en main l'automatisation d'une production en petites et moyennes séries. C'est le challenge que nous vous proposons.

Notre société, spécialisée dans le conditionnement et le bouchage par injection plastique pour l'industrie des parfums et cosmétiques, est en pleine expansion. Nous investissons dans la réorganisation et l'optimisation de nos moyens de production.

Votre rôle sera de concevoir et d'implanter de nouvelles technologies dans notre usine de Cergy (95) pour arriver, peu à peu, à l'automatiser entièrement. Si, en automatisation ambiante, cette mission vous passionne, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous réf. 8447M à notre Conseil.

telecom

226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL PRIVE

ayant de nombreuses filiales

en France et à l'étranger

renforçant son département

recherche

CONTROL GÉNÉRAL

AUDITEURS INTERNES

Diplômés grandes écoles ou de l'enseignement supérieur.

Expérimentés dans les domaines d'audit interne ou de révision externe.

— Maîtrisant au moins une langue étrangère (anglais, espagnol).

— et largement familiarisés avec l'environnement informatique.

Ils sont appelés à réaliser des missions dont les objectifs sont très variés (révision comptable, diagnostic des systèmes de contrôle interne, analyses et appréciation de l'efficacité des fonctions...).

Percevant dans la poursuite des objectifs assignés, ils savent mettre en œuvre les méthodes et outils de travail les mieux adaptés et les relations avec leurs partenaires (recueil des informations et synthèses) représentent un aspect privilégié de leur métier.

Déplacements en France et à l'étranger.

Les candidatures doivent être adressées s/r 22.349, réf. à parer s/Env., à la PUBLICITE FRANCAISE qui se

22-27, av. de Neuilly, 75116 Paris.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Discrétion assurée.

POUR ACTIVITE PUBLICITE-PRESSE

ATTACHES COMMERCIAUX

(Hauts de Seine)

• **LE PROFIL DU CANDIDAT**

Ambitieux, motivé pour vendre de la publicité, possédant une expérience de la vente (même dans un autre domaine), le goût des contacts humains, prêt à s'investir dans une activité qui lui donnera l'occasion de faire ses preuves.

• **LE PRODUIT**

Le meilleur support local ou régional dans la presse écrite payante ou gratuite.

• **LE SECTEUR**

Une zone définie où le candidat est appelé à entretenir avec le client des relations suivies, durables et confiantes.

• **LA SITUATION**

Après formation rémunérée et assurance d'un fixe pendant quelques mois, intéressement au chiffre d'affaires.

→ trois déplacements. Rémunération mensuelle importante à candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit et photo à :

□ **SEMPRESSE**

31, rue Thiers 75008 PARIS

Réponse et entretien assurés.

La direction financière d'une Banque de Crédit à moyen et long terme PARIS recherche :

JEUNE CADRE FINANCIER HF

FORMATION GRANDE ECOLE DE COMMERCE OU SCIENCES PO

pour une fonction d'ANALYSE et de PREVISIONS FINANCIERES

impliquant l'élaboration d'un micro-projet.

Une expérience d'un ou deux années serait fortement appréciée.

Adresser C.V., photo, prétentions, à :

PARIS LACHAU S.A. s/r réf. 3884, BP 220

75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Centre Hospitalier

et de recherche

basique et PARIS

recherche pour son

SERVICE D'ELECTRONIQUE

TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Titulaire BTS ou DUT

Pour participer au sein d'une équipe à la maintenance et au développement des appareils médicaux.

(Le parc comprend des centaines d'appareils.)

Envoyer candidature, C.V. détaillé et prétentions

sous n° 300.269 M

RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montmoyne, PARIS-7.

ORGANISME PARAPUBLIC

CRÉE SON SERVICE D'AUDIT

recherche

— **CHEFS DE MISSION**

— **REVISSEURS CONFIRMÉS**

— **DÉBUTANTS**

Les deux premiers postes requièrent impérativement une expérience d'audit. Les débutants seront diplômés d'études supérieures (I.E.C., ESSEC, SCIENCES PO, DAUPHINE, ESC...)

Discrétion assurée

Ecrire sous la réf. 8.200 à l'Agence Pub.

service ANNONCES CLASSÉES

8, rue des Italiens, 75008 PARIS.

Filiale d'un Groupe International mondialement connu

recrute pour banlieue sud

CREDIT MANAGER

responsable crédits clients.

Jeune diplômé ESC ou équivalent.

Anglais courant, notions d'allemand.

Connaissances en informatique (S391)

rigoureux et diplomate ; compétent

en analyse financière et apte à la négociation avec clients.

Poste évolutif.

Rémunération attractive.

Ecrire avec CV et prétentions

sous réf. n° 1269 à

Emplois et Entreprises

110, RUE VOLNEY 75002 PARIS

C.E.T.T.

Filiale d'un important groupe français

d'électronique, spécialisée en télé-contrôle

dans les domaines de l'énergie, les réseaux de

transmissions et les infrastructures techniques

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

• expérience applications temps réel.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

• compétences microprocesseurs.

Travaillant en étroite collaboration, dans le

cadre de petites équipes.

Ces ingénieurs développeront des systèmes de

télé-contrôle destinés à l'industrie et au

domaine bancaire.

Merci d'adresser lettre, C.V. photo et

prétentions à : M^{me} LE GOFF - C.E.T.T.

51, boulevard de la République, BP N° 52

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

78400 CHATOU.

Association humanitaire internationale

en forte croissance

recherche

SON ASSISTANT DE GESTION

Vous recevrez le directeur de l'association dans toutes les

visites qui caractérisent la gestion d'une association en

croissance très rapide. Le contrôle de gestion et l'analyse d'ont

plus de secrets pour vous. L'information vous passionne.

Vous avez une solide formation de gestion (ESC, DUT, ...)

obligatoirement complétée par 5 années d'expérience

professionnelle.

Vous savez valoir les hommes.

Si vous voulez vivre une expérience passionnante, envoyez CV,

photo et PRÉTENDONS à

AIDE ET ACTION

78-88, rue de la République

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

75001 PARIS

مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

39

Un siècle de luttes ardentes, de sacrifices généreux, d'espoirs déçus, de progrès accomplis pour plus de sécurité, plus de justice, plus d'équité, plus d'éducation, plus de nécessaire, et bientôt plus de superflu.

Un siècle pour accumuler les Plus et on commence à comptabiliser les Moins : moins de travail, moins d'initiative, moins de choix, moins de responsabilité, moins d'aventure, moins de réalisation personnelle, donc moins de vraie liberté.

Il faudrait tenir de sortir des effets pervers de tous les modèles culturels quand ils se soldent dans une doctrine. C'est difficile, long et incertain quand il s'agit d'une macro-société. C'est réalisable dans un contexte à dimension humaine. Nous y sommes parvenus. Nos résultats en témoignent.

Bien entendu, pas seulement ceux, secs et froids : de notre C.A., de notre place sur le marché, de la rapidité inhabituelle de notre expansion, de la solidité financière enviable de notre Groupe, des moyens mis en œuvre : méthodologie, formation, animation, appuis logistiques, produits ; de notre capacité objective à assurer et à pérenniser l'avenir des jeunes de notre équipe, de la rémunération et de la promotion professionnelle à orientation rapide et libre.

Mais ceux, irréguliers et subjectifs, qui font de notre équipe en général, et de chacun et chacune de ses membres en particulier des gens heureux - simplement. C'est le Plus de notre apport.

Ce qui rejette les masochistes et tous ceux qui n'ont pas la vocation du bonheur. Tous ceux que l'originalité effraie. Que le travail fatigue. Que l'initiative effraie. Que la responsabilité inhibe. Que le risque paralysie. Qui craignent le caractère. Qui ont peur de la personnalité. Qui méprisent le bon sens. Qui ne savent pas qui ils sont et ce qu'ils veulent.

Qui devraient engager tous les autres à nous rejoindre.

Avec 24 ans au moins et, de préférence, mais non exclusivement, une formation commerciale opérationnelle solide. Envoyer BANCHE PUB 18, rue Léo 75018 Paris (par avance merci de préciser la réf. 8501 16).

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES (90 personnes) CRÉE À PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

GESTION ET DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES

Relevé du Chef du Service concerné, il sera l'interlocuteur de dirigeants d'entreprises assurant l'approvisionnement et la collecte d'animaux (porcs, bovins) pour leur commercialisation ; il sera chargé notamment de :

- établir des diagnostics économiques et financiers de ces entreprises ;
- analyser leur plan de développement dans le cadre de la politique du secteur ;
- proposer et négocier des interventions financières, les mettre en place et assurer le suivi de ces entreprises.

Courts déplacements en province.

Le candidat - 30 ans minimum - aura une formation supérieure, une expérience de gestion en entreprise et - si possible - une première approche de l'économie des productions animales par sa formation et son expérience.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence 54 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE ESC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

Leader technologique pour recherche en ING. ÉLECTRONIQUES

URGENT : 2 REDACTEURS R/F. Possibilité MAITRISE DROIT PUBLIC. Bonne connaissance anglais - général / fonctionnelle. Intéressé par questions carrière et retraite. Exp. appréciée. Adm. candidats avec CV à DISTOM - 24, rue Bayard 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES en pleine expansion, crée en France de :

CHIEF DES VENTES. La candidate devra être un homme de terrain dynamique et expérimenté dans le service. Un salaire fixe élevé justifiera la valeur de sa candidature. Téléphonez pour rendez-vous 327-91-95 ou 327-98-23.

VILLE DE MONTREUIL (93) recrute pour son service de DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

2 ÉCONOMISTES. Ayant une formation spécialisée en gestion et comptabilité de l'entreprise. Expérience souhaitée. Niveau Bac + 4. Adresser CV, copie diplôme et références à M. le MAIRE 93105 Montreuil Cedex.

REVUE OFFRE JOURNALISTE à rédacteur spécialisé ou diplômé bonne école pour tenir rubrique économie, commerce, interviewes, etc.

Sté de distribution rech. pour son siège ON (e) EMPLOYE (e) ADMINISTRATIVE pour seule ordi., classement et trav. dictylo. Débutant (e) accepté (e). Env. à M.M.F. 114, rue Darnemoir Paris-18. (Adresser C.V. + photo.)

Groupe informatique international recherche pour son activité

INFORMATIQUE, SCIENTIFIQUE en forte expansion (Aérospatial, Défense, Nucléaire, Pétrole).

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE. Quelques années d'expérience pour ÉTUDES AVANCÉES et développements de logiciels (E.F. et D.F.) en mécanique structurale non linéaire HYDRODYNAMIQUE/DYNAMIQUE DES FLUIDES.

Postes d'avenir pour candidats de haut niveau. Merci d'envoyer C.V., photo et présentations à : ENGINEERING SYSTEM INTERNATIONAL, SILIC 270 - 94578 RUNGIS Cedex.

Entreprise d'édition Dans le cadre de sa politique de diversification recherche

CHEF DE PROJET pour développer politique de communication multi-média au sein de services marketing.

- Expérience télévisuelle grand public souhaitée. - Connaissance radio, télédiffusion, nouveaux médias appréciée. Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 300.149 M, RÉGIE-PRESSE - 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

INSEAD INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES recherche pour son CENTRE INFORMATIQUE

UN FORMATEUR HF de formation universitaire (MAGE ou équivalent). Parfaitement bilingue (français / anglais).

Il/elle participera à l'initiation du campus (étudiants, personnel administratif et enseignant) aux outils informatiques. Promoteur de l'utilisation de l'informatique dans la gestion, il/elle devra montrer une aptitude et un enthousiasme pour la communication.

Envoyer C.V., photo au Service du Personnel INSEAD - bd de Constantin - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

SECRETARIE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS. Ce poste implique autonomie, dynamisme, flexibilité et maîtrise de jugement, convient à un diplômé d'études supérieures, véritablement bilingue, ayant plus de 5 ans d'expérience du secrétariat de direction, si possible au niveau direction générale.

Adresser lettre manuscrite, et C.V. sous n° 23704 M à SAM-CEGOS, Tour Chénodoux, 204, rond-point du Port de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

SECRETARIE ADMINISTRATIVE 110.000 F. PARIS. Rattachée au responsable administratif et comptable de ces 5 sociétés, vous assurerez le courrier administratif et passerez les écritures comptables. Rigueur, méthode, discrétion vous permettront d'avoir rapidement d'autres responsabilités.

Ayant 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction semblable. Nous vous remercions de bien vouloir écrire à/réf. 418 M AL CONSEIL 102, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS. Que nous avons chargé de cette recherche et qui vous garantira discrétion et réponse.

representation offres REPRESENTANTE ou REPRESENTANT 25/35 ANS. Niv. BAC ou autodidacte. Connaissances Commerciales de base essentielles. Secteurs PARIS - SANGLIEU éventuel, proche Province. Prod. de DÉCORATION MURALE et prod. de DÉCORATION et de PROTECTION DU SOIS.

- Clémentine adhésive - Sal. : 1/3 fixe + 2/3 com. et prime. = 8.000 F BRUT et plus selon compétences. - Volumes de fonction + fixe. Envoyer CV et photo à SOCIÉTÉ V 33 8, avenue du 1^{er} Mai 91120 PALAISEAU

secretaires CPAT de la Gironde recrute

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION Salaire 7800 F expérience confirmée. Adresser CV + diplômes à M. le Chef du Personnel, Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, Place de l'Europe 33085 BORDEAUX CEDEX.

Société transit transports maritimes, recherche pr remplacement 4-5 mois, contrat durée déterminée. SECRÉTAIRE DIRECTION STENOGRAPHE CONFIRMÉ et possible bilingue. Se prés. avec références et CV Transisite - 125, rue de Rivoli PARIS 7^e.

Métro Concorde Compagnie d'Aviation SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS. Ce poste implique autonomie, dynamisme, flexibilité et maîtrise de jugement, convient à un diplômé d'études supérieures, véritablement bilingue, ayant plus de 5 ans d'expérience du secrétariat de direction, si possible au niveau direction générale.

Adresser lettre manuscrite, et C.V. sous n° 23704 M à SAM-CEGOS, Tour Chénodoux, 204, rond-point du Port de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

SECRETARIE ADMINISTRATIVE 110.000 F. PARIS. Rattachée au responsable administratif et comptable de ces 5 sociétés, vous assurerez le courrier administratif et passerez les écritures comptables. Rigueur, méthode, discrétion vous permettront d'avoir rapidement d'autres responsabilités.

Ayant 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction semblable. Nous vous remercions de bien vouloir écrire à/réf. 418 M AL CONSEIL 102, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS. Que nous avons chargé de cette recherche et qui vous garantira discrétion et réponse.

representation offres REPRESENTANTE ou REPRESENTANT 25/35 ANS. Niv. BAC ou autodidacte. Connaissances Commerciales de base essentielles. Secteurs PARIS - SANGLIEU éventuel, proche Province. Prod. de DÉCORATION MURALE et prod. de DÉCORATION et de PROTECTION DU SOIS.

- Clémentine adhésive - Sal. : 1/3 fixe + 2/3 com. et prime. = 8.000 F BRUT et plus selon compétences. - Volumes de fonction + fixe. Envoyer CV et photo à SOCIÉTÉ V 33 8, avenue du 1^{er} Mai 91120 PALAISEAU

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI

LE PANORAMA

DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (franc de port inclus).

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

REPÈRES

Dollar : léger recul : 9,70 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar a légèrement fléchi lundi 21 janvier, revenant un peu au-dessous de 3,17 DM et un peu au-dessus de 9,70 F. Les milieux financiers internationaux observant la plus grande prudence après l'overdose lancée, jeudi dernier, par les ministres des finances du groupe des Cinq, prêts à intervenir, « autant qu'il le faut » pour freiner la hausse du dollar.

Construction électrique et électronique : excédents records pour la France

Les excédents commerciaux des industries électrique et électronique françaises ont atteint 10 milliards de francs en 1984. Un chiffre record. La balance commerciale du secteur a été excédentaire, pour la première fois, vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon, de la RFA, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Les ventes outre-Atlantique, profitant du cours du dollar, se sont accrues de 53 %.

Grundig va supprimer 5 000 à 7 000 emplois en Allemagne

La firme d'électronique allemande Grundig souhaite supprimer sept mille emplois, dont deux mille en RFA. Ces chiffres ont été annoncés par M. Jauman, ministre bavarois de l'économie, le vendredi 18 janvier. Grundig a, pour sa part, évoqué le chiffre de cinq mille. Grundig, « numéro un » de l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes...), emploie vingt-quatre mille personnes. La société, contrôlée par Philips, a perdu 880 millions de francs lors de son dernier exercice clos le 31 mars 1984. Ces suppressions d'emplois illustrent les difficultés de l'industrie européenne de ce secteur face au Japon.

CONJONCTURE

NOUVELLE RÉDUCTION DE MOITIÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE EN 1984

Le poids des armes et des Airbus

Les répétitions plaisent parfois : il en est ainsi des résultats de commerce extérieur de la France dont le déficit a de nouveau été réduit pratiquement de moitié en 1984, ayant représenté moins de 25 milliards de francs (22 milliards pour les onze premiers mois) contre 49 milliards en 1983, chiffre révisé par rapport aux 43 milliards initialement annoncés et 93 milliards en 1982.

Toutefois, la performance, d'autant plus apparente que le dérapage avait été grand, a été à peu près de moitié également inférieure à la précédente : la réduction du solde négatif a représenté l'an dernier 24 milliards de francs environ, elle avait été de 44 milliards il y a deux ans.

Une répétition du score de 1983 aurait entraîné la disparition du déficit en 1984. Le gouvernement avait d'ailleurs prévu le quasi-retour à l'équilibre commercial au point d'inscrire comme norme dans le projet de loi de finances pour 1984 un solde négatif de 7 milliards de francs seulement. La réalité est différente, même si elle traduit une certaine poursuite du redressement et si les derniers milliards sont les plus difficiles à gagner.

Des experts officiels prévoient officiellement en ce début d'année que, toutes choses égales par ailleurs, le solde négatif des échanges représenterait une douzaine de milliards de francs en 1985. Pour leur part, les analystes de l'INSEE s'attendent à un déficit de 2 milliards par mois au cours du premier semestre. Cependant, les spécialistes de l'OCDE ont inscrit dans leurs perspectives un déséquilibre de 1,25 milliard de dollars, soit 12 milliards de francs au cours actuel de la devise américaine. Ce chiffre est voisin de celui que prévoit l'équipe du BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques), soit 11 milliards de francs, alors que l'ORCE (Observatoire français des conjonctures économiques) n'exclut pas un équilibre du solde extérieur.

Ces divergences s'expliquent par le nombre de variables, internes et externes, à intégrer dans la prise en compte prospective des échanges, qu'il s'agisse du prix du pétrole, du cours du dollar, de la conjoncture internationale ou de la politique économique menée en France. L'exercice de prévision est d'autant plus difficile que les structures du commerce extérieur français sont toujours fragiles - et par voie de conséquence son rétablissement précaire - comme le montre une fois encore une étude détaillée par produit et par pays des résultats obtenus en 1984. La situation des échanges reste vulnérable, à la merci de la moindre relance française ou d'une vague de refroidissement mondiale.

Discipline

Ainsi, les exportations ont bien progressé cette année de 19 % en valeur (797 milliards de francs entre janvier et novembre) et les importations de 15 % (775 milliards). Mais l'écart positif de cinq points s'est resserré par rapport à celui de neuf points observé en 1983, où les ventes et les achats s'élevaient respectivement de 14 % et 5 %. Le maintien de cet écart est lié, de façon inévitable, en l'état de l'appareil productif, à la prolongation du décalage de croissance entre les autres pays et la France, ce qui rend indispensable la poursuite de la rigueur afin de faire face aux contraintes du service de la dette extérieure.

Il n'y a pas en effet - il ne pouvait y avoir - de changement fondamental qui permette un relâchement de la discipline. Les résultats sectoriels (assurance et fret compris pour les importations) restent marqués par la tradition : la branche agro-alimentaire a dégagé en onze mois un excédent à peine supérieur à celui de l'an dernier (22 milliards contre 20). En revanche, le solde positif industriel - en valeur aussi - fortement augmenté (84 milliards contre 51), mais les gains sont dus surtout à deux postes particuliers : les armes et les Airbus.

Les échanges de « matériel militaire », autrement dit de matériel militaire, ont dégagé un surplus substantiel (27 milliards de janvier à novembre au lieu de 18), les exportations ayant progressé de presque un tiers. De même, les « opérations exceptionnelles » se traduisent-elles par un fort excédent (35 milliards au lieu de 19), les ventes à ce titre ayant augmenté de près de 70 %. Les seules exportations de 44 Airbus ont représenté 20 milliards de francs.

Ces opérations ne sont pas obligatoirement répétitives et, sans elles, le solde positif des échanges de biens d'équipement est faible. Hors matériel militaire et transport aérien, il est ramené à une dizaine de milliards de francs, ce qui est peu pour un pays industriel avancé. Soustraction faite de toutes les opérations exceptionnelles, ce solde a même été négatif d'environ 4 milliards, alors qu'il avait été positif de la même somme l'an dernier.

Faible - à l'inverse de l'Allemagne fédérale - dans le domaine de l'équipement courant, qui est moins sensible à la conjoncture que les usines clés en main, la France est, de plus, en perte de vitesse sur l'automobile, même si les résultats ont été meilleurs en 1984 qu'en 1983 (30 milliards d'excédent contre 22). Elle doit aussi compenser ses lacunes en matière de biens d'équipement ménager et de consommation courante dont les échanges n'ont enregistré l'an dernier qu'une légère amélioration (12 milliards de déficit contre 16 milliards).

Sauf la Suisse

Les résultats géographiques ont recoupé ce bilan sectoriel. Globalement, la France est restée déficitaire avec tous les grands pays industrialisés, sauf la Suisse. Elle n'a été excédentaire qu'avec le tiers-monde. En outre, d'une année à l'autre, le solde négatif enregistré à l'égard de la CEE n'a guère varié (52 milliards en onze mois contre 53). Il en a été notamment ainsi envers l'Allemagne fédérale (- 26 milliards contre - 25 milliards).

Si le déficit a nettement régressé à l'égard des autres pays de l'OCDE (19 milliards contre 31), ce résultat est notamment lié à la forte progression des exportations (+ 55 %) - moins toutefois qu'en Italie - vers les Etats-Unis. La croissance outre-Atlantique et le niveau du dollar ont permis une sensible réduction du déficit (4 milliards au lieu de 17).

Pour les autres zones, le solde négatif a diminué, du fait des exportations, à l'égard de l'OPEP (23 milliards contre 32), mais augmenté, à cause des importations, envers des économies centralisées (7 milliards contre 4). L'excédent avec le tiers-monde a fléchi (17 milliards contre 23 milliards).

Globalement, se pose la question de la compétitivité de l'économie française qui se joue plus en termes d'ajustement aux marchés extérieurs qu'au niveau des prix, même si ces derniers ne jouent pas parfois un rôle négligeable. Ainsi, le Forum européen du management, organisation privée qui a son siège à Genève, ne vient-il pas de classer sur ce point de l'adaptation la France au vingtième rang des vingt-huit pays analysés ? Face aux critères retenus par cette fondation (efficacité industrielle, dynamisme financier, ressources, innovations, consensus socio-politique...), la France se place au dix-neuvième rang, au lieu du quinzième en 1984.

Tout classement recèle sa part d'arbitraire. Il n'en reste pas moins que la France, qui va sans doute subir cette année les effets de la chute des grands contrats, enregistrés en 1983 et prolongés en 1984 (malgré une reprise en fin d'année), est handicapée sur les marchés des pays industriels, alors même que la croissance devrait se ralentir dans la zone de l'OCDE. Dans ce contexte, l'excédent de 2 milliards de francs inscrit dans le projet de loi de finances apparaît peu réaliste. Et pourtant le pays aurait besoin, estime-t-on, de dégager durablement un surplus d'environ 20 milliards de francs pour faire face à ses obligations financières internationales.

MICHEL BOYER.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-IL	9,7025	9,7045	+ 290	+ 340
SE-DM	3,1737	3,1619	+ 44	+ 74
SE-£	16,2916	16,2963	+ 136	+ 147
DM	3,0629	3,0643	+ 128	+ 136
DM-£	2,7119	2,7123	+ 107	+ 113
£-DM	15,2916	15,2963	+ 136	+ 147
£-SE	3,6441	3,6463	+ 161	+ 173
£-DM	4,9846	4,9882	+ 285	+ 309
£-SE	18,9347	18,9467	+ 175	+ 184

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 3/4
SE-IL	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
SE-DM	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
SE-£	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
DM	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
DM-£	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
£-DM	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
£-SE	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

HEUREUX EVENEMENT!



Une Volkswagen à 36.750 F, c'est une nouvelle sensationnelle et ça se fête chez tous les concessionnaires et agents du réseau V.A.G. Venez découvrir la Polo Junior, son charme, son élégance, venez profiter de son prix record : 36.750 F.

La plus petite des Volkswagen au plus petit prix, c'est vraiment le plus heureux événement du moment.

Avec la Polo Junior et son prix record, roulez heureux, roulez gaiement, fêtez l'événement!

VOLKSWAGEN POLO JUNIOR



*Modèle présenté : Polo Junior 5 CV. Roues spéciales en option. Année-modèle 85. Tarif au 1/10/84.

هكذا من الأصل

la régie Renault

La régie Renault a été créée le 1er janvier 1984. Elle a pour objet de gérer les activités de la Renault en France. Elle est contrôlée par le conseil d'administration de la Renault.

Le conseil d'administration de la Renault a décidé de créer la régie Renault. Cette régie a pour objet de gérer les activités de la Renault en France. Elle est contrôlée par le conseil d'administration de la Renault.

Georges Besse : un pragmatisme

Georges Besse, président de la régie Renault, a déclaré que la régie Renault était une entreprise pragmatique. Elle a pour objet de gérer les activités de la Renault en France. Elle est contrôlée par le conseil d'administration de la Renault.

Georges Besse a déclaré que la régie Renault était une entreprise pragmatique. Elle a pour objet de gérer les activités de la Renault en France. Elle est contrôlée par le conseil d'administration de la Renault.

INTERSELECTION FRANCE

SICAV
 Société d'Investissement
 à Capital Variable

+ 22,9 % en 1983-84

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie le 11 janvier 1985 sous la présidence de Monsieur François Tabard a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1984. Rappelons que ses actionnaires bénéficient des possibilités de détaxations fiscales offertes par la loi Monory et le Compte d'Épargne Actions (C.E.A.).

Faits marquants de l'exercice

- Performance, coupon global ajouté : + 22,9 %
- Progression des actifs gérés : F 5,72 milliards contre F 4,35 milliards
- Dividende net : F 16,86 (+ crédit impôt F 2,59) contre F 14,87

Le dividende est mis en paiement le 21 janvier 1985, aux guichets des banques suivantes :


- Société Générale
- Société Générale Alsacienne de Banque
- Société Centrale de Banque
- Société Séquanaise de Banque

Les actionnaires d'Interselection France pourront, jusqu'au 22 avril 1985 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BANQUE PARISIENNE DE CREDIT

Société anonyme au capital de F 52.054.720
Siège social : 56, rue de Châteaudun - 75001 PARIS
R.C.S. PARIS 554.070.041 - A.P.E. 8022



**AU CŒUR DE LA VIE
DES P.M.E.**

**ÉMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS
DE 100.000.000 DE FRANCS**

- Prix d'émission : le pair soit 1.000 F par titre.
- Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 28 janvier 1985.
- Rémunération annuelle : payable le 28 octobre de chaque année et pour la première fois le 28 octobre 1985.
- Partie fixe égale à 45 % du TMO.
- Partie variable égale à 30 % du TMO et qui variera suivant l'évolution du résultat net consolidé de la société (part du groupe).
- Rémunération globale minimum : 90 % du TMO pendant les cinq premières échéances ; 80 % du TMO les échéances suivantes.
- Rémunération globale maximum : 125 % du TMO.
- Cotation : Bourse de Paris.

Une note d'information (visa COB n° 84-303 du 11 décembre 1984) est à la disposition des souscripteurs au siège social : 56, rue de Châteaudun, 75001 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 7 janvier 1985.

locafinancière

Au cours de l'exercice 1984, les engagements nouveaux ont porté principalement sur :

- l'acquisition de nature patrimoniale d'un immeuble de bureaux entièrement loué situé à Paris, rue Torricelli, d'un montant de 25 millions de francs hors droits ;
- une participation de 45 % dans un immeuble de bureaux à construire à Pantin et destiné à être loué en crédit-bail au Gaz de France portant sur un montant, valeur décembre 1983, de 38 millions de francs.

En outre, le développement des parcs d'activités, au titre d'opérations antérieures décidées par le Conseil, a conduit la société à augmenter ses engagements patrimoniaux de 2 millions de francs en 1984 : la poursuite de ces opérations engage à prévoir un rythme annuel d'investissements d'environ 20 millions de francs par an.

Le résultat prévisionnel de l'exercice devrait atteindre, sauf imprévu, 50 400 000 permettant la distribution, dans cette hypothèse, au taux minimum légal de 85 %, d'un dividende de 26 francs contre 23 francs au titre de l'exercice 1983, soit une augmentation de 13,04 %.

précision mécanique

labinal

Précision Mécanique Labinal vient de porter sa participation dans la société Microturbo à 96,35 %.

M. Jean-Louis Cler, président directeur général de Précision Mécanique Labinal, a été nommé président de Microturbo.


M. Amaury Halna du Fretay, administrateur directeur général de Précision Mécanique Labinal, est entré au conseil de la société, dont la direction générale est assurée par M. Pierre Calmel, directeur général, et M. Louis Pech, directeur général adjoint.

M. Gaston Bayard, fondateur de Microturbo, a été nommé président d'honneur et demeure administrateur.

LES BONS DE L'ECUREUIL

**TAUX GARANTI
12% SUR 5 ANS**


TAUX D'INFLATION



1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990

CEST LE MOMENT DE SOUSCRIRE!

Faites la différence...
Les Bons de l'Ecureuil (à partir de 1.000 F), c'est très intéressant.
Leur taux est garanti sur 5 ans.
* Taux annuel actuariel brut sur 5 ans.



Caisse d'Epargne Ecureuil

Emprunt SDR


F. 1500 000 000
garanti par l'État

Taux nominal : **12,30 %**
Taux de rendement actuariel brut au règlement : **12,35 %**

Prix d'émission : 99,72 %
soit F. 4986 par obligation.

Jouissance et règlement : 4 février 1985.
Durée : 14 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes à partir du 4 février 1987.

Une fiche d'information qui a reçu le visa COB n° 85-06 en date du 15 janvier 1985 est tenue à la disposition du public.
BALO du 21 janvier 1985.



**Sociétés
de Développement
Régional**

Offre Publique d'Achat

des actions

G.H. MUMM ET CIE

Société Vinicole de Champagne Successeur

par

LA COMPAGNIE SEAGRAM LTEE

présentée par

MM. LAZARD FRERES ET Cie - BANQUE LOUIS-DREYFUS

Prix d'offre : F 775

Durée de l'offre :
du 14 janvier au 14 février 1985

Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris

Une note d'information établie par la Compagnie Seagram Ltée, G.H. Mumm et Cie S.V.C.S. Messieurs Lazard Frères et Cie et la Banque Louis-Dreyfus, et qui a reçu le visa n° 85-06 en date du 10.1.1985 de la Commission des Opérations de Bourse, peut être obtenue sans frais auprès des Banques et des Agents de Change.

هكذا من الأصل

1

VERGIE

Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

Le Canada s'apprête à baisser le prix de son pétrole. Cette décision, qui sera prise par le Conseil du Trésor, intervient à l'occasion de la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le Canada a actuellement le plus haut prix de son pétrole parmi les pays de l'OCDE.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with 2 columns: Item and Amount. Rows include: Or et créances sur l'étranger, Or, Or et créances sur le trésor, etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index and Value. Rows include: Cote officielle, Indice des valeurs étrangères, etc.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ALCOA. - Malgré une perte de 14,7 millions de dollars pour le dernier trimestre de 1984, le groupe dégage pour l'exercice écoulé un bénéfice net de 25 millions de dollars (+46,9 %). La direction du groupe prévoit que le cours du dernier trimestre montre une provision de 51,2 millions de dollars à déduire des bénéfices pour les pertes encourues, essentiellement du fait de la fermeture définitive de sa raffinerie de bauxite à Mobile (Alabama).

HOFFMANN-LA ROCHE. - Le chiffre d'affaires du «mégaméga» de la chimie suisse s'est élevé à 5,77 milliards de francs suisses en 1984, en hausse de 10,20 % par rapport au précédent. Le bénéfice serait augmenté à celui de l'exercice précédent (328,4 millions de francs suisses).

MONTELEC. - Le géant italien de la chimie a enregistré en 1984, après dix ans de déficits successifs, le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteignant 12 000 milliards de lire (60 milliards de francs) pour l'exercice écoulé, contre 10 660 milliards de lire (53 milliards) en 1983.

INDICES QUOTIDIENS (1984, base 100 le 1er jan. 1984)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (18.12.84)

COURS DU DOLLAR A TOKYO (18.12.84)

BOURSE DE PARIS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Actions au comptant, Actions à terme, etc.

Actions au comptant

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

BOURSE DE PARIS Comptant 18 JANVIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Actions au comptant, Actions à terme, etc.

Actions au comptant

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à court terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à moyen terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Actions à long terme

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, et Dernière cote. Rows include: Aérospatiale, Alcatel, Alsthom, etc.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2. LE MONDE : une nouvelle étape.

ÉTRANGER

- 3. ASIE
 - BIRMANIE : le mystérieux destin d'un seigneur de l'opium.
- 4. EUROPE
 - LIBRES OPINIONS : Pourquoi je ne vois pas en Pologne, par Eugène Ionesco.
- 5. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : l'armée israélienne a-t-elle un rôle à jouer ?
- 6. AFRIQUE
 - EL SALVADOR : le retour des Escadrons de la mort.

POLITIQUE

- 9. La réunion du conseil politique du CDS.
- 10-11. Après le voyage du chef de l'État en Nouvelle-Calédonie.
- 12. Les implications stratégiques de la crise néo-calédonienne.

Sur 89 FM

ANDRÉ FONTAINE
A « Allo le Monde »

232-14-14

L'émission « Allo le Monde », sur 89 FM à Paris, aura pour thème, ce mardi 21 janvier, de 19 h 25 à 20 heures, la relève qui vient d'intervenir au journal le Monde.

André Fontaine, directeur de la publication, Manuel Lachert, président de la Société des rédacteurs, et Yves Agnès, responsable du département communication, participeront à l'émission. Les débats seront animés par François Koch. Les lecteurs et auditeurs peuvent appeler au 232-14-14 à partir de 19 h 15 pour poser leurs questions.

SOCIÉTÉ

- 13. Un colloque d'Amnesty International sur la torture.
- 14. EDUCATION : pour le financement commun, les écoles privées sont-elles à la loi Debré ?
- 14-15. JUSTICE : le Général enchaîné poursuivi en diffamation par M. Le Pen.

CULTURE

- 18. THÉÂTRE : Été d'Edward Bond, à Orléans.
- 20. COMMUNICATION : le cahier des charges de la télévision par câble.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 21. Les Bourses européennes et japonaises au plus haut.
- POINT DE VUE : « Les délices de l'opposition », par Dominique Strauss-Kahn.
- 24. A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES : « Ce qu'il restera du IX^e Plan », par Daniel Vity.

SPORTS

- 25. ATHLÉTISME : le meeting de Bercy.
- VOILE : des sponsors changent de cap.

ÉCONOMIE

- 41. CONJONCTURE : nouvelle réduction de moitié du déficit commercial de la France en 1984.
- 44. ÉTRANGER : la crise du secteur financier en Espagne.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
- Journal officiel - : Service national ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (26 à 40) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (19) ; Marchés financiers (45).

● L'affaire Grégory Villemain. - « La question que vous soulevez pose un problème de procédure, qui n'est pas dans la compétence du président de la République », vient de répondre le service de l'Élysée aux parents du petit Grégory Villemain (assassiné le 16 octobre dernier dans les Vosges), qui avaient demandé, dans un télégramme adressé le 13 décembre au chef de l'État, à être soumis au « sérum de vérité » - pratique qui n'a pas cours en France - afin de couper court à toutes les rumeurs les concernant.

L'Élysée indique que le courrier de M. et Mme Villemain a été transmis au garde des sceaux et ajouté à l'attention des parents de Grégory : « Le chef de l'État compaît à votre douleur. Vous pouvez être assurés que tous les moyens sont mis en œuvre par la justice, afin que l'information, qui suit son cours, soit particulièrement approfondie et conduite dans les meilleurs délais ».

A B C D F G H

L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE EN INDE ET LA MISE EN ACCUSATION DE L'ATTACHÉ MILITAIRE ADJOINT FRANÇAIS

Une manœuvre d'intoxication plus commerciale que politique ?

« Le gouvernement français a souhaité rappeler à Paris en consultation l'attaché militaire adjoint de New-Delhi. Pour le reste, il n'a pas de commentaire à faire sur une affaire qui lui est étrangère. » C'est par cette déclaration laconique que le porte-parole du Quai d'Orsay a commenté, le dimanche 20 janvier, les informations en provenance de la capitale indienne et selon lesquelles le colonel Bolley avait été accusé d'espionnage et expulsé. L'intéressé est arrivé ce lundi matin à Paris. Il a été pris en charge par la police de l'air et des frontières, et s'est refusé lui aussi à tout commentaire.

Officiellement, on s'en tenait, ce lundi, au ministère des relations extérieures, même après les déclarations au gouvernement indien (lire page 3), à ce bref communiqué. Le sentiment le plus répandu, dans les milieux diplomatiques français, est que, si « affaire » il y a, celle-ci est à peu près totalement étrangère au département. Il est vrai que, traditionnellement, certaines frictions existent entre la défense et la diplomatie, en matière de « renseignement », et que la seconde peut ne pas se sentir tenue, en l'occurrence, de voler au secours de la première. Elle l'a pourtant déjà fait en assumant que le colonel Bolley avait été « rappelé ».

Le second sentiment qui domine, dans les milieux diplomatiques français, est que le colonel aurait fort bien pu être victime, en l'occurrence, de manœuvres des pays concurrents de la France pour l'attribution des contrats d'armement en discussion. La réaction de certains journaux indiens, qui mettent ce lundi l'accusation sur le caractère envahissant des fournisseurs français, pourrait en être un signe parmi d'autres - quitte à attribuer à l'attaché plus de pouvoir qu'il n'en avait probablement dans la négociation de tels contrats, voire des fonctions de renseignement qui, en l'état actuel des rumeurs, ne sont pas avérées.

Il est traditionnel de voir dans tout attaché militaire un agent, ou même un chef de poste, de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, ex-SDECE), mais cette assimilation est, dans bien des cas, largement abusive.

Enfin, on rejette bien entendu avec énergie, à Paris, les accusations indiennes selon lesquelles le colonel aurait pu travailler pour la CIA. Accusations jugées, en effet, peu crédibles par les spécialistes, et même totalement invraisemblables s'il s'agit de suggérer que l'attaché aurait pu le faire en service commandé, en dehors de quelques contacts comme il en existe entre services « alliés ».

BERNARD BRIGOLEUX.

A Sri-Lanka

UN TRAIN SAUTE SUR UNE MINE : TRENTE-QUATRE MORTS

Colombo (AFP-Reuter). Trente-quatre personnes au moins, dont vingt-trois soldats et onze civils, ont été tués, le samedi 19 janvier, dans l'explosion d'une mine au passage d'un train, près de Murugandi, dans la province de Jaffna, dans le nord de Sri-Lanka, a-t-on indiqué, dimanche à Colombo, de source officielle. Le convoi, qui transportait des militaires et des civils, a été gravement endommagé par l'explosion.

L'attentat s'est produit sur la ligne reliant Elephant Pass et Pallai, à 20 kilomètres à l'est de Jaffna. Il est vraisemblablement l'œuvre, indiquent-ils de même source, des « séparatistes » tamouls, qui ont également ouvert le feu sur le train.

● Cuba : quarante morts dans un accident d'avion. - Un Iloukhine 18 de la compagnie cubaine d'aviation s'est écrasé dans les environs de La Havane, à Cuba, le 19 janvier. Les quarante occupants (vingt-cinq Cubains et quinze étrangers) ont tous été tués. L'accident semble avoir pour origine une défaillance technique, dont la nature reste à déterminer.

LATREILLE
SON HAYON
GRAND TAILLEUR
Couture « CRÉATION », 3 essayages
en Janvier, le costume 3950 F
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel: 329.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

Réussissez avec nous

Vous êtes attirés par l'électronique

Ingénieurs : Centrale, Supélec, Télécom, ...

Nous offrons :

1. Un secteur d'activité : la maintenance de matériels informatiques.
2. Une intégration dans une équipe jeune et dynamique.
3. Une entreprise à taille humaine.
4. Des salaires motivants.

Écrivez à :
DMV Communication,
63 bis, rue Jouffroy - 75017 Paris
qui transmettra en toute discrétion.

Au Nicaragua LES QUATRE PRÊTRES DU GOUVERNEMENT SANDINISTE SUSPENDUS

Managua (AP). - Les quatre prêtres exerçant des fonctions dans le gouvernement du Nicaragua (le ministre des affaires étrangères, M. Miguel d'Escoto, le ministre de la culture, M. Ernesto Cardenal, son frère, ministre de l'éducation, M. Fernando Cardenal, et l'ambassadeur auprès de l'Organisation des États américains à Washington, M. Edgar Parrales) ont été suspendus, a annoncé le président de la Conférence épiscopale nicaraguayenne, le samedi 19 janvier. Mgr Pablo Antonio Vegas a précisé que les quatre hommes ne seraient plus autorisés, désormais, à utiliser le titre de « prêtre » ou de « Père ».

● Meeting de solidarité avec le Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale à Paris. - Plusieurs députés et personnalités socialistes ont déposé la politique américaine en Amérique centrale et exprimé leur appui aux initiatives de paix du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) au cours d'un meeting, dimanche 20 janvier, à la Mutualité. Le meeting, auquel ont participé plusieurs centaines de personnes, avait été convoqué par la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale, et pour la paix.

Le représentant en Europe du front démocratique révolutionnaire du Salvador, M. Luis de Sebastian, a critiqué sévèrement la « timidité » de certains socialistes européens dans leur appui aux peuples d'Amérique centrale.

En Turquie

Procès de quatre-vingt-quatre militants kurdes à Diyarbakir

donnés par la 7^e armée en charge de sa répression.

Ankara (AFP). - Quarante-vingt-quatre rebelles kurdes impliqués dans des actions de commando qui ont marqué le réveil du combat séparatiste en 1984, dans le sud-est de la Turquie, comparaissent, à partir de ce lundi 21 janvier, devant un tribunal de l'état de siège à Diyarbakir, la plus importante ville de la région.

Trente d'entre eux, militants des organisations séparatistes PKK (Parti des travailleurs kurdes, la plus importante), Rizgari (Libération) et Kawa (Renaissance), sont passibles de la peine de mort.

Le 15 août 1984, après quatre ans d'inactivité consécutive au coup d'État militaire de septembre 1980, les séparatistes kurdes avaient lancé leurs premières attaques contre les villes de Erzurum et Samsat, dans les provinces extrême-orientales de Siirt et Hakkari.

Le général Kenan Evren, président de la République, avait qualifié ce regain d'activisme de « complot » et l'insurrection de « pouvoirs étrangers visant à diviser la Turquie ». Les forces armées y ont répondu par une vaste opération de nettoyage des provinces du Sud-Est.

La guérilla des rebelles kurdes, qui entendaient démolir ce qu'ils considéraient comme un régime qui n'avait pas été anéanti, s'est poursuivie jusqu'à la mi-décembre, faisant vingt-quatre morts parmi les forces armées et neuf parmi la population civile, selon les chiffres officiels.

Selon le commandement de l'état de siège, la reprise des combats en territoire turc aurait été décidée à l'initiative du PKK en juillet 1982, lors d'une assemblée de leaders séparatistes qui s'est tenue en Syrie. A partir de cette date, les commandos kurdes auraient regagné par petits groupes la Turquie en vue de déclencher leurs actions de harcèlement à Erzurum et Samsat.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permancence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Sur le vif

Tous unis

Ce y est, le lui si téléphoné, à Michel Piccoli ! Vous faites le 278-99-99, et vous l'avez au bout du fil. Ne vous gênez pas, il sera ravi, il me l'a dit. Il m'a dit : « Bonjour, c'est Michel Piccoli à l'appareil, merci de m'appeler. »

Après quoi, il m'a demandé, bête en tête, si je savais que sur les cent dix propositions de Mitterrand il y en avait déjà quatre-vingt-deux de réalisées. Et il a ajouté : « Pas mal, non, pour un demi-séjour ? » J'allais lui objecter que c'était un demandeur pas tant, que c'était peut-être un peu beaucoup justement, mais il ne m'a pas laissé placer un mot. Il a continué : « Oui, tous les moyens sont bons pour attaquer les socialistes d'une façon pas très fair play, presque malhonnête... »

Ce m'a vexé, parce que j'étais précisément en train de me demander si je ne lui rendrais pas ma confiance. A Mitterrand, il m'a déçu, c'est vrai, mais bon, on ne peut pas bouder éternellement. Et je trouve qu'il ne s'occupe pas trop mal de mes affaires en ce moment. Je ne vois d'ailleurs pas tellement qui, en face, pourrait, vu les circonstances, faire mieux.

Alors, cet appel au regroupement de tous les Français de gauche - vous avez vu dans le Monde daté de samedi dernier ? - ce m'a plu. C'est lancé par l'association La Mémoire courte. J'ai commencé à le lire et je me suis dit : d'accord, allez,

on cubie tout et on se sent les couilles.

Je poursuis, il y en a toute une page, et voilà que ça recommence, les ostracismes, les invectives, les méfiances, les exclusions. Voilà qu'on tape à bras raccourcis sur ceux, à gauche, qui quittent le navire pour les petits et faux calculs de leur boutique. C'est qui, ça ? Les confrères de l'audiovisuel ? Et ceux, à gauche, qui ont des stratégies pour l'après-1985. Et ceux, c'est qui ? Tous les sauteux qui louchent à droite ? Et ceux, à gauche, qui se volent déjà qu'après en 1988. Qui, ça ? D'ailleurs ? Mauroy ? Bocard ? Chevènement ? Fabius lui-même ? Et ceux, à gauche, dont le métier est de donner des leçons la main sur le cœur et les pieds au chaud. Et enfin, ceux, à gauche, qui sont des pleurechoux professionnels et des mouches du coche. Alors là, cherchez pas, c'est tous les copains du Nouveau Obs et du Monde, moi avec, qui en prennent plein la gueule. Ça va encore faire plaisir à Jean Daniel ? D'autant que dans cet appel à la grande réconciliation on cite Sagan, fidèle gardienne de la flamme sacrée, la flamme du président méconnu. Et les, donc, vu le nombre de socialistes pourris et de dévotionnistes pourris, il ne risque pas d'y avoir grand-monde au rendez-vous de la gauche unie !

CLAUDE SARRAUTE.

RÉUNION A SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Les rocardiens ont « retrouvé un père »

Une centaine de socialistes membres du courant C (rocardiens) se sont retrouvés, le samedi 19 janvier, à Saint-Quentin-en-Yvelines, dans la région parisienne, pour une réunion de travail. M. Michel Rocard a rejoint ses amis, samedi en fin de journée.

Autant la précédente réunion des rocardiens, à Gouville, dans l'Oise, au mois de septembre 1984, avait été qualifiée que ce courant était inquiet sur son existence, autant la réunion de Saint-Quentin-en-Yvelines a montré des rocardiens serins et détendus. Entre-temps, comme le note un proche du ministre de l'Agriculture, les rocardiens « ont retrouvé un père », puisque M. Rocard a repris la parole.

Il est trop tôt cependant pour qu'ils décident de se compter autour d'une motion au prochain congrès du PS à l'automne. Mais ils se préparent à toute éventualité.

La mobilisation des réseaux et des moyens de rayonnement et d'information « va continuer, d'autant, qu'indépendamment même de la question d'une éventuelle motion, l'engagement de la réflexion sur le programme du PS pour l'élection de 1986 fournira à la fois un espace d'expression et une occasion de tester l'accueil que reçoit dans la partie les analyses rocardiennes.

M. Rocard, après d'autres interventions, a expliqué que la nécessité d'affirmer et d'affiner un rapport de forces au sein du PS ne doit pas conduire à négliger celle de rassembler.

Le ministre de l'Agriculture a invité ses amis à dépasser au bon sens certaines de leurs idées, afin d'éviter d'être dépassés sur le thème de la modernité. Pour l'immediat, M. Rocard n'a rien à ajouter à ses dernières interventions à la télévision le 3 décembre et à la convention nationale du PS le 15 décembre. Il se concentrera d'en analyser les retombées.

PROMOTIONS EXCEPTIONNELLES
vente par 6
Laurent Perrier 68.80 F
J. and B. la Bête 65.80 F
St Emilion Amour 25.00 F
Uniquement Magasin :
103, rue de Turenne
75003 PARIS

Le numéro du « Monde »
daté 20-21 janvier 1985
a été tiré à 412940 exemplaires

EN AVANT LA MUSIQUE AVEC VOTRE ORDINATEUR

SOLDES

à partir du mardi 22 janvier à 10h

BERTEIL

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN
75008 PARIS

7, RUE DE SOUFFRÉNO
75007 PARIS

begin II: un pari sa bonne étoile

Le succès de celui va qui...
journalistes américains, qui...
« maître de l'illusion », se...
l'histoire-là alors sur le tout...
répondre à cet homme de...
tentatives de faire appel, pour...
maintenir, à toute la force de...
visions.

Le succès de celui va qui...
journalistes américains, qui...
« maître de l'illusion », se...
l'histoire-là alors sur le tout...
répondre à cet homme de...
tentatives de faire appel, pour...
maintenir, à toute la force de...
visions.

Le succès de celui va qui...
journalistes américains, qui...
« maître de l'illusion », se...
l'histoire-là alors sur le tout...
répondre à cet homme de...
tentatives de faire appel, pour...
maintenir, à toute la force de...
visions.